



**HAL**  
open science

# Les politiques d'éradication du travail des enfants dans l'Etat du Karnataka : l'Inde entre modernité, dérégulation et développement.

Pierrick Martin

► **To cite this version:**

Pierrick Martin. Les politiques d'éradication du travail des enfants dans l'Etat du Karnataka : l'Inde entre modernité, dérégulation et développement.. Economies et finances. Université de Grenoble, 2012. Français. NNT : 2012GRENE005 . tel-00824138

**HAL Id: tel-00824138**

**<https://theses.hal.science/tel-00824138>**

Submitted on 21 May 2013

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# UNIVERSITÉ DE GRENOBLE

## **THÈSE**

Pour obtenir le grade de

**DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ DE GRENOBLE**

Spécialité : **Sciences économiques**

Arrêté ministériel : 7 août 2006

Présentée par

**Pierrick MARTIN**

Thèse dirigée par Bruno LAMOTTE

Préparée au sein du **Centre de Recherche en Economie de Grenoble**

Au sein de l'**École Doctorale de Sciences Economiques**

**Les politiques d'éradication du travail  
des enfants dans l'Etat du Karnataka.**

**L'Inde entre modernité, dérégulation et  
développement.**

Thèse soumise à l'approbation:

**Bruno LAUTIER, Rapporteur**

Professeur des universités à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

**Gioacchino GAROFOLI, Rapporteur**

Professeur d'économie à l'université d'Insubria (Italie)

**Isabelle GUERIN, Suffragante**

Chargé de recherches HDR, Paris I

**Chantal EUZEBY, Présidente de jury**

Professeur Emérite à l'université de Grenoble

**Bruno LAMOTTE, Directeur de thèse**

Maître de conférences HDR à l'université de Grenoble







# UNIVERSITÉ DE GRENOBLE

## **THÈSE**

Pour obtenir le grade de

**DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ DE GRENOBLE**

Spécialité : **Sciences économiques**

Arrêté ministériel : 7 août 2006

Présentée par

**Pierrick MARTIN**

Thèse dirigée par Bruno LAMOTTE

Préparée au sein du **Centre de Recherche en Economie de Grenoble**

Au sein de l'**École Doctorale de Sciences Economiques**

**Les politiques d'éradication du travail  
des enfants dans l'Etat du Karnataka.  
L'Inde entre modernité, dérégulation et  
développement.**





# Remerciements

---

Un manuscrit de doctorat illustre à merveille le débat opposant l'individualisme au holisme méthodologique. Ce travail ne fait pas exception. En effet, si l'achèvement et la responsabilité du manuscrit m'incombent, il résulte néanmoins de la collaboration scientifique et amicale d'un nombre important de personnes. Parmi celles-ci, mes premières pensées vont à l'ensemble des membres du LEPII, du CREG et de l'ISEC. Je tiens à remercier tout particulièrement les personnels administratifs qui ont simplifié au quotidien mes recherches. Une mention toute particulière doit être adressée à Catherine Ciesla et à Cécile Massit, dont les talents n'ont d'égal que la patience et la gentillesse.

Cette alliance de soutien scientifique et amical est aussi représentée par les doctorants d'économie et de sociologie de Grenoble. Si l'émulation entre nous est intense, elle ne se départit jamais de la bienveillance nécessaire à un travail aussi difficile. Au jeu risqué des mentions personnelles, je tiens néanmoins à remercier aussi sincèrement que succinctement Sylvain Rossiaud, Arnaud Buchs, Anastassia Angueloutou-Marteau, Jon-Bernat Zubiry-Rey, Ousmane Mariko, Pauline Lacour, Marie Coiffard, Simon Guidecocq et Matthieu Mazzega.

Par ailleurs, un doctorat clôt un long cycle universitaire. Si celui-ci fut long, il le doit pour partie à des enseignants de grande qualité qui ont nourri mon appétence pour la recherche. A ce titre, Chantal Euzéby, en sa qualité de directrice de Mastère, Valérie Fargeon et Claudine Offredi pour avoir encadré mes mémoires, doivent être remerciées. Je remercie aussi Yvan Renou pour avoir au cours de mon doctorat pris le temps de relire et de discuter les avancées de mes recherches.

Mes dernières lignes seront destinées aux ultimes lecteurs de mes travaux d'étudiant. Je tiens à remercier très sincèrement les professeurs Bruno Lautier et Gioacchino Garofoli pour l'intérêt qu'ils ont porté à mes recherches et l'honneur qu'ils me font en siégeant au sein de mon jury de thèse. Enfin, je souhaite par ces ultimes mots témoigner ma profonde reconnaissance à Bruno Lamotte pour la qualité de ses commentaires et l'humanité qui l'habite dans son rôle de directeur de thèse.

Que par ces quelques mots, vous trouviez tous la marque de ma profonde reconnaissance.

---



# Introduction générale.

---

*« Les universalismes modernes (...) universalisent toujours la culture dominante qu'ils prennent comme norme. Les cultures des groupes antérieurement soumis, demeurent problématiques pour les nouveaux courants qui tendent à la réalisation d'une culture nationale homogène, celle-ci étant la condition préalable de l'émergence du citoyen abstrait et indifférencié. En général, dans ce qui s'écrit sur la modernité comme émancipation, on néglige souvent la manière dont en fait la modernité reproduit les anciennes relations de pouvoir dans des modalités et des contextes nouveaux. » (Nigam, 2003)*

## **Sujet de la thèse : l'Inde, une « modernité controversée » (Leroy, 2011).**

Les réflexions sur la modernité ont animé les débats scientifiques durant la décennie 1990. De Touraine à Latour pour demeurer dans la seule sphère intellectuelle française, cette notion a été discutée, controversée, voire niée. A la suite de ces débats, le penchant moderniste du chercheur a fait place à un scepticisme grandissant sur le caractère émancipateur de la modernité au sein de la communauté scientifique. La modernité est perçue simultanément comme un mécanisme libérateur et oppressif (Touraine, 1992) (Latour, 1997).

Cette dialectique est particulièrement bien représentée par l'Inde contemporaine. En effet, si l'ouverture économique de 1991 est considérée comme la date symbolique de l'entrée en modernité de « l'Eléphant », il convient de constater que les échecs économiques et sociaux sont aussi nombreux que les réussites. Parmi ces dernières, ce processus sociohistorique a nourri la croissance économique indienne. Les élites indiennes acceptent désormais, voire se félicitent, de l'héritage culturel de la période coloniale. Le discours de *Mammohan Singh*<sup>1</sup> à l'université d'Oxford symbolise l'acceptation par les élites politiques indiennes des supposés bienfaits de la colonisation<sup>2</sup> (Racine, 2006).

Néanmoins, la modernisation indienne n'a pas supprimé les formes d'oppression. La multiplication des conflits ethniques et la sédimentation d'un système socioéconomique très inégalitaire témoignent de ces espoirs déçus de la modernité. En outre, six décennies après l'émergence de la nation indienne, les discriminations socioreligieuses à l'encontre des basses castes demeurent. Cette pérennité des discriminations socioreligieuses n'est pas sans conséquence politique. La création en 1984 du *Bahjan Samaj Party* et son influence grandissante dans la sphère politique indienne sont révélatrices de la frustration des *dalits* à l'égard d'une modernité dont ils ne peuvent profiter<sup>3</sup> (Nigam, 2003).

Les discriminations socioreligieuses se doublent d'une répartition très inégalitaire des revenus issus de la croissance économique structurelle que connaît « l'Eléphant ». Ce processus scinde la nation indienne entre des zones et des individus aisés et des espaces démunis. Ainsi, les bidonvilles des grandes agglomérations indiennes font-ils écho aux quartiers d'affaire modernes et mondialisés, les temples hindous aux *mall* des cités indiennes, l'enfant travailleur à l'entrepreneur anglophone. L'enfant travailleur et le chef d'entreprise d'une multinationale symbolisent selon nous la coexistence de la misère et de l'opulence de l'Inde contemporaine.

---

<sup>1</sup> En raison de son rôle de ministre des finances lors du Programme d'Ajustement Structurel adopté par l'Inde en 1991, l'actuel Premier Ministre Indien est considéré comme « l'architecte de la modernisation en Inde » (Singh, 2009).

<sup>2</sup> L'enthousiasme des élites indiennes en faveur de la modernisation économique ne peut être compris sans un retour dans l'histoire. En effet, l'idée que se font les indiens de leur nation dans le concert diplomatique témoigne d'une forte ambition géopolitique. Cette ambition s'est matérialisée à l'Indépendance par le leadership au sein du mouvement des Non-alignés. Pourtant, quarante ans d'isolationnisme économique ont rongé l'ambition diplomatique en même temps qu'effrité le contrat social indien d'une Inde unie, multiséculaire et démocratique (Racine, 2003).

<sup>3</sup> La réception de la philosophie des Lumières en Inde est ainsi diverse et paradoxale, comme en témoigne la critique des *subaltern studies* de la modernité (Chatterjee, 2010). Lire aussi (Racine, 2009).

Le travail des enfants<sup>4</sup> définit en Inde l'ensemble des pratiques économiques exercées par les individus de moins de quatorze ans révolus destinées à la production marchande<sup>5</sup>. Selon le gouvernement indien, il concerne en 2001 douze millions deux cent soixante six mille et trois cent soixante dix-sept enfants en Inde. Cet effectif est très hétéroclite. S'il compte en son sein une majorité d'enfants économiquement actifs auprès de leurs parents, il concentre aussi les personnes les plus discriminées de l'Inde contemporaine. Les témoignages des professionnels affairés à la lutte contre ce phénomène sont poignants, certains cas se rapprochant d'une forme contemporaine d'esclavage.

Le travail des enfants n'affecte pas uniformément la société indienne. En effet, il est surreprésenté parmi les espaces ruraux, au sein du secteur primaire et parmi les groupes sociaux les plus discriminés (NSS, 2006). La surreprésentation du phénomène du travail des enfants dans les espaces ruraux illustre la segmentation spatiale du marché du travail entre un marché rural et un marché urbain. Le premier occupe près de 70% de la main-d'œuvre indienne. Fortement contraint par des déterminants socioreligieux, il est principalement agricole et peu productif. En raison de ces caractéristiques, il demeure étranger à la libéralisation économique contemporaine. Le second, urbain, occupe la minorité de travailleurs qualifiés œuvrant au sein des secteurs économiques dynamiques. Il jouit de l'ouverture économique.

Cette disparité des mécanismes sociaux d'accès à l'emploi nourrit de profondes inégalités spatiales entre des zones urbaines, tertiaires et modernes et d'autres rurales et agricoles. Ces deux zones, si elles entretiennent nécessairement des relations économiques et sociales, demeurent néanmoins assez hermétiques l'une à l'égard de l'autre. Ainsi, bien que l'Inde des zones urbaines ait un PIB par habitant près de sept fois supérieur à celui des zones rurales, ces écarts de richesses n'entraînent-ils que de faibles migrations spatiales en destination des zones urbaines (Dupont, 2008).

---

<sup>4</sup> Nous utilisons alternativement le terme français de travail des enfants et son équivalent anglophone de *child labour*. Ce faisant, nous ne recourons pas à la distinction anglo-saxonne opposant *child work* (qui définit le travail supposé non nuisible à l'enfant) et *child labour* (considéré alors comme une activité nuisible). Ce choix est réalisé pour deux raisons. La première est que cette démarcation est excessive ; un même travail peut comporter simultanément des aspects positifs et négatifs. La seconde est les politiques abolitionnistes étudiées ne différencient pas dans les faits ces deux catégories de travaux. Si l'on souhaite néanmoins approfondir cette démarche, lire : (Lieten, 2002).

<sup>5</sup> Selon l'OIT, le travail des enfants concerne tous les individus de moins de dix-huit ans exerçant un travail qui compromet la scolarité. Si nous revenons plus longuement sur ces divergences durant la thèse, nous restreignons la définition du travail des enfants dans l'introduction à celle adoptée par les autorités indiennes. Néanmoins, la définition indienne du travail des enfants s'inspire de celle développée dans la convention n°138 de l'OIT.

Nous définissons ces disparités sociales et économiques entre les zones urbaines et rurales comme une segmentation de l'économie indienne. Nous entendons par segmentation de l'économie indienne la coexistence de deux espaces économiques relativement autonomes, dotés de marchés du travail et de niveaux de richesse matérielle différenciés. Ces inégalités se nourrissent de la segmentation spatiale des marchés du travail. La segmentation de l'économie indienne est doublement dangereuse pour la stabilité macroéconomique.

- D'une part, elle nourrit les inégalités socioéconomiques au sein de l'espace indien. L'Inde compte ainsi simultanément plus de cinquante milliardaires en dollars et plus de trois cent millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté. Ces inégalités socioéconomiques nourrissent les rebellions armées et le repli politique identitaire (Heuzé, 2001) (Patnaik, 2006) (Zins, 2010).
- De l'autre, les inégalités de développement économique de ces deux zones pourraient à terme peser sur le développement économique indien. La Banque Mondiale, l'OCDE et le gouvernement indien insistent tour à tour sur la nécessité du développement des zones rurales pour le maintien de la dynamique macroéconomique (Panda, 2007) (Banque Mondiale, 2007) (OCDE, 2007) (Raval, 2010).

### **Objet de la thèse. Les politiques à l'égard du travail des enfants comme élément de lutte contre la segmentation de l'économie.**

Pour résoudre la segmentation de l'économie indienne, les autorités font le postulat que l'amélioration de l'offre éducative créera inexorablement sa demande scolaire et, *in fine*, améliorera la productivité et le développement économique des espaces ruraux. En effet, depuis la parution des travaux macroéconomiques sur les déterminants endogènes de la croissance, la scolarité est perçue comme un mécanisme d'amélioration du « capital humain » permettant de soutenir le potentiel de croissance économique de long terme<sup>6</sup>.

Pour ce faire, divers dispositifs sont développés depuis deux décennies par les autorités indiennes. Tous s'unissent dans leur volonté de moderniser l'éducation, par une universalisation de la scolarité primaire d'une part, par une articulation accrue avec les secteurs économiques dynamiques de l'autre. L'évolution contemporaine des politiques à

---

<sup>6</sup> Pour une actualisation de ces connaissances, lire : (Baro, 2000), et pour une analyse sexuée de ces travaux, lire : (Coulombe et Tremblay, 2006).

l'égard du travail des enfants dans le sens d'un tournant « abolitionniste » illustre cette dynamique.

Les dispositifs abolitionnistes supposent que toute activité économique doit être interdite aux individus de moins quatorze ans en raison des dommages psychologiques et physiologiques occasionnés par le travail. Cette démarche, qui témoigne d'une conception moderne de l'enfance, est relativement cohérente des mécanismes d'emploi en zones urbaines. En effet, elle se construit autour d'une articulation unissant un renforcement de la scolarité obligatoire à une interdiction légale du travail des enfants. Elle se substitue à l'approche « régulationniste »<sup>7</sup>. Celle-ci considère que l'enfance est un âge socialement construit. Il convient alors de protéger les excès potentiels nés de l'activité économique des enfants. Pour ce faire, elle articule les politiques éducatives aux environnements socioéconomiques et aux opportunités socioprofessionnelles des enfants travailleurs (Leroy, 2009).

Cette dynamique des politiques se réalise malgré l'échec patent des politiques éducatives modernes. En effet, les mécanismes abolitionnistes souffrent d'un anthropocentrisme inopérant en termes de stratégie de développement. Le paradoxe d'une multiplication de ces dispositifs abolitionnistes en dépit de leur efficacité discutable est l'objet de questionnement de notre travail de recherche. Deux démarches d'analyse sont répertoriées dans les travaux scientifiques. Une approche considère que ce phénomène est une contrainte économique qui s'associe à une privation politique du droit inconditionnel de chaque enfant à être scolarisé. Une seconde suppose à l'inverse que l'inadaptation de ces politiques aux caractéristiques socioprofessionnelles et psychologiques des enfants travailleurs est révélatrice d'un modernisme excessif de ces politiques.

Les arguments et limites de ces deux approches sont successivement succinctement présentés dans les lignes suivantes. Ils nous incitent à développer une approche originale, en termes de dynamique de l'Etat indien. Les formes de l'Etat définissent « *l'ensemble des compromis institutionnalisés qui une fois noués, créent des règles et des régularités dans l'évolution des dépenses et recettes publiques, comme l'orientation des réglementations* » (Boyer et Saillard, 2002).

---

<sup>7</sup> Afin de différencier l'approche théorique régulationniste qui s'est construite initialement en France au cours de la décennie 1970 des politiques « régulationnistes » à l'égard du travail des enfants, nous mettons systématiquement des guillemets aux secondes.

Une approche morale est développée par les organisations internationales. Figure de proue de ces agents, l'Organisation Internationale du Travail (OIT) promeut deux conventions à l'égard de ce phénomène, les conventions 138 et 184<sup>8</sup>. L'OIT considère que le travail des enfants enferme les « enfants dans une trappe à pauvreté »<sup>9</sup>. Bien que ces organisations distinguent officiellement le travail des enfants dans l'économie rurale de ses « pires formes » dans les espaces urbains, elles ne dissocient dans les faits que faiblement les politiques à développer.

Nourrie des travaux de Basu et Van et de leur actualisation par Basu, l'organisation tripartite considère que l'éradication effective du travail des enfants peut être favorable au processus de développement économique<sup>10</sup>. En effet, en réduisant l'offre de travail, elle déplace l'équilibre sur le marché du travail et accroît les rémunérations des parents. Cette amélioration des revenus aboutit alors à restreindre la nécessité économique des ménages du recours au travail des enfants (Basu et Van, 1998) (Basu, 1999). Pour ce faire, les dispositifs abolitionnistes créent des *bridge schools*, c'est-à-dire des écoles spécifiquement dévouées aux enfants travailleurs afin de les réinsérer ultérieurement dans le système éducatif formel. Ces écoles sont un pilier des politiques abolitionnistes développées depuis la conférence de Jomtien de 1991 (Ostveit, 2001).

Pourtant, cette approche est contestée pour son anthropocentrisme. D'une part, le stimulus monétaire n'est pas le déterminant premier à l'emploi dans les espaces ruraux. Le marché rural indien est fortement régi par des déterminants socioreligieux, de genre et d'âge<sup>11</sup> (Harris-White et Nandini, 2001) (Harris-White, 2003). Ces discriminations font de l'éducation scolaire un investissement peu rentable pour les enfants des castes discriminées (Bhukuth et Guerin, 2005). De l'autre, le travail réalisé par les enfants n'est pas réductible à une « stratégie de survie » (Dumas et Lambert, 2008) ; il peut se percevoir soit comme un rite

---

<sup>8</sup> En outre, l'OIT a fortement soutenu et encouragé les Etats à ratifier la Convention Internationale sur les Droits de l'Enfant, adoptée par les Nations-Unies en 1989. Cette convention est plus large que les conventions de l'OIT. Elle cible « l'exploitation économique », mais aussi « tout travail comportant des risques ou susceptible de compromettre son éducation ou de nuire à son développement physique, moral ou social », cité dans (Leroy, 2009).

<sup>9</sup> Notons d'emblée que d'importantes divergences existent au sein de l'OIT. Néanmoins, la position officielle aspire à éradiquer le travail des enfants comme l'illustre le document « La fin du Travail des enfants, un objectif à notre portée » (OIT 2006).

<sup>10</sup> En restreignant la possibilité de dumping social, ce processus est également favorable aux pays développés. Nous développons ce point dans le troisième chapitre.

<sup>11</sup> Rappelons que selon l'*Anthropological Survey of India* réalisé en 1996, l'Inde compte 4693 communautés. Par ailleurs, certaines castes et tribus bénéficient de mesures de discrimination positive, principalement constituées de postes réservés dans les administrations publiques (15% des emplois sont réservés aux castes répertoriées, 7% aux tribus). Ces castes et tribus, nommés en Inde comme les *Scheduled castes and Tribes*, sont définies dans la thèse comme des castes et tribus répertoriées.

de passage vers l'âge adulte, soit en complément des travaux effectués par les parents (Lieten, 2000) (Bhukuth et Ballet, 2006) (Khanan et Mafizur Rhaman, 2008).

A l'opposé, une approche socioéconomique considère que ces politiques sont révélatrices d'un modernisme naïf qui aboutit à un universalisme abstrait inopérant. Citant Touraine, Invernizzi estime que les politiques d'éradication du travail des enfants sont révélatrices d'un « *repli sur un universalisme abstrait dont le discours est noble mais [qui] rend de plus en plus mal compte des réalités et des conduites sociales* » (Invernizzi, 2003). En effet, les normes éducatives jointes aux politiques abolitionnistes sont désarticulées des espaces économiques au sein desquels travaillent les enfants ; le plus souvent les compétences techniques agricoles sont négligées au nom de la modernité (Lange et Paillet, 2006).

Cette approche bénéficie de nombreux arguments à son crédit. Le premier d'entre eux est que ce travers quasi messianique des agents universalistes est le propre même de ce que Touraine définit comme « l'idéologie moderniste »<sup>12</sup> (Touraine, 1992). Au sein des agents sociaux qui militent en faveur de l'extension des politiques en faveur de l'éradication du travail des enfants, les Organisations Internationales et de nombreuses Organisations Non Gouvernementales occidentales sont parmi les plus actives. Ces organisations sont définies par Wallerstein comme les représentants d'un « *universalisme européen* », c'est-à-dire un « *universalisme partial et dévoyé* » en faveur des puissants<sup>13</sup> (Wallerstein, 2008).

Ces analyses trahissent néanmoins « l'inconfort moderniste » à penser l'altérité et l'émergence du sujet au sein des sociétés modernes (Nigam, 2003). Cette subjectivation est en effet niée par Wallerstein, qui considère les ONG et les OI comme un tout uni au seul bénéfice de l'économie marchande capitaliste. Cette démarche peine alors à susciter l'adhésion. En effet, loin d'être conscients du processus dont ils participent, ces hommes et femmes engagés dans les ONG se perçoivent souvent en rupture avec le système économique dominant (Stangherlin, 2005).

Enfin, ces analyses oublient une organisation essentielle aux sociétés modernes : l'Etat. S'il est vrai que ces dispositifs sont encouragés par les ONG et les OI, ils n'en demeurent pas

---

<sup>12</sup>Ainsi, la rationalisation des esprits et la croyance dans l'isonomie ont-elles légitimé de nombreux mouvements politiques oppressifs aux XIXème et XXème siècles. L'Union des Républiques Soviétiques Socialistes s'est ainsi longtemps présentée comme le triomphe de la raison planificatrice sur le gaspillage capitaliste. Remarquons que la critique économique de Trotski à l'URSS porte sur la faiblesse des gains de productivité au sein de l'URSS des années 1930, en raison d'une faiblesse de l'organisation de la production et de la faiblesse de la technique au sein des industries (Trotsky, 1963).

<sup>13</sup> En raison de l'endogamie supposée des élites occidentales, les ONG sont alors considérées « *au service de la mondialisation* », définie implicitement comme une extension spatiale du mode de production capitaliste (Dezalay et Garth, 2005).

moins publics. Ainsi, le durcissement progressif de la législation à l'égard du travail des enfants est-il le fait de l'Etat fédéral indien. Cette dynamique affecte par ailleurs les organisations politiques fédérées. L'Etat du Karnataka, sur lequel nous nous focalisons dans ce travail de recherche, est révélateur de cette évolution des politiques publiques. En effet, par l'adoption en 2001 du *Karnataka Child Labour Project*, les autorités fédérées de Bangalore participent de ce processus plus général de généralisation de dispositifs abolitionnistes.

Au paradoxe d'une multiplication de dispositifs abolitionnistes en dépit d'une efficacité protectrice discutable, la thèse apporte alors un éclairage en termes de modernisation de l'Etat indien. Nous entendons par modernisation de l'Etat l'influence simultanée de « l'idéologie moderne » sur les politiques économiques et sociales (Touraine, 1992). Au sein des politiques sociales, les interventions publiques sont guidées par les croyances dans la technique et l'universalité des droits naturels. Au sein des politiques économiques, elles sont influencées par la croyance dans l'efficacité supérieure de l'économie libérale capitaliste.

Pour ce faire, la thèse réquisitionne les travaux de Théret sur l'Etat (Théret, 1992) (Théret, 1995) (Théret, 1997). Partant du postulat selon lequel les politiques publiques doivent assurer les besoins ambivalents de satisfaction de la protection sociale et du régime d'accumulation<sup>14</sup>, la thèse analyse cette évolution des politiques publiques comme un processus indissociable de la construction d'une économie moderne et capitaliste sur le sol indien. Un régime d'accumulation définit « *l'ensemble des régularités assurant une progression générale et relativement cohérente de l'accumulation du capital* » (Boyer et Saillard, 2002).

L'analyse porte alors sur la capacité de la modernisation de l'Etat à répondre à la mutation de la question sociale parallèle au processus économique. Actant des contraintes économiques et politiques de la segmentation de l'économie indienne, la dualité du dessein des politiques abolitionnistes apparaît, à savoir favoriser le développement économique rural et lutter contre les pires formes de travail des enfants. Ce faisant, cette démarche parvient à concilier les deux approches précédemment identifiées :

- Les approches morales se perçoivent comme des mécanismes de protection sociale inhérents au processus de modernisation de l'économie indienne. En effet, les politiques abolitionnistes sont nécessaires à la construction des structures sociales nécessaires aux dynamiques macroéconomiques indiennes.

---

<sup>14</sup> La dissociation de ces données économiques et sociales est la spécificité anthropologique des sociétés modernes à économie de marché dominante. Ces deux besoins fondent la question sociale, définie comme les craintes collectives pesant sur la capacité de vivre en société dans le futur (Castel, 1995).

Les dispositifs éducatifs adjoints aux mécanismes abolitionnistes tendent d'une part à développer des dispositifs cohérents des besoins de l'économie moderne, de l'autre à protéger les enfants victimes des pires formes d'exploitation. Il n'est alors pas étonnant que la généralisation de ces dispositifs soit apparue en Inde au début de la décennie 1990<sup>15</sup>, soit quelques années après l'émergence du processus d'ouverture économique indienne. Les politiques abolitionnistes sont alors entendues comme un pendant moral à l'ouverture économique indienne (Gayathri et Chaudhri, 2002).

- Les critiques socioéconomiques de ces dispositifs se focalisent sur l'inadaptation de ces programmes à l'égard des enfants travailleurs de l'économie rurale. En effet, ces études contestent le modernisme de ces programmes, dont l'inadaptation aux mécanismes sociaux d'accès à l'emploi de l'économie rurale est contre-productive pour le développement économique de ces espaces. Les politiques à l'égard du travail des enfants illustrent ces travers de dispositifs modernes au sein de systèmes socioéconomiques régis par des déterminants socioreligieux et rythmés par les activités agricoles.

### **Délimitation géographique du sujet: le Karnataka, symbole de la segmentation du système socioéconomique indien.**

Pour développer notre problématique, la thèse restreint le champ d'analyse au seul Etat du Karnataka. Ce choix nous semble judicieux pour deux raisons principales. La première d'entre elles réside dans l'image de l'Etat, véritable paragon de la modernisation de l'économie indienne. La ville de Bangalore, parfois qualifiée de « *silicon valley masala* », illustre cette dynamique. Le nouveau centre ville commercial de Bangalore, symbolisé par la vie commerçante autour de *Brigade Road*, fait chaque jour plus penser à des quartiers commerçants des grandes villes occidentales qu'à une économie rurale, longtemps demeurée à l'écart de l'économie internationale (Raffoul, 2007).

Pourtant, à quelques hectomètres de là, le décor change considérablement ; la densité des habitats s'accroît en même temps que leur insalubrité. Le quartier du *Majestic*, au sein duquel

---

<sup>15</sup> *L'International Program on the Elimination of Child Labour* L'IPEC est un programme de l'OIT initié dans six pays dès 1992, dont l'Inde. Dans une démarche résolument abolitionniste, ce programme renouvelle les dispositifs éducatifs nationaux afin d'encourager la poursuite d'études. Nous présentons plus longuement ces dispositifs au cours des second et troisième chapitres.

la vie est rythmée par les allées et venues des bus et des *rickshaws*, symbolise cette coexistence de deux espaces socioéconomiques. Pis encore, pour un Etat symbolique de la modernité indienne, il convient de rappeler que la population est à deux-tiers rurale et pour moitié illettrée. Le travail des enfants affecte encore 7% des individus de moins de quatorze ans au sein de l'Etat en 2001.

Le postulat réalisé par les autorités du Karnataka est conforme à celui adopté par les autorités indiennes. Il suppose qu'une amélioration de la scolarisation permettra le développement économique des zones rurales, et ce faisant, luttera contre la segmentation spatiale de l'économie. Ainsi, le document « *Karnataka, A vision for Development* » insiste-t-il sur la nécessité certes politique, mais aussi économique de disposer d'une main-d'œuvre lettrée afin d'accroître la productivité des espaces ruraux (Government of Karnataka, 2008).

A ce titre, le travail des enfants doit être éradiqué. Pour ce faire, l'Etat du Karnataka initie un programme spécifiquement adressé aux enfants travailleurs ; le *Karnataka Child Labour Project*. Le focus réalisé sur ce programme nous semble pertinent pour deux raisons :

- i. D'une part, il est soutenu par l'UNICEF et l'OIT par la voie d'un financement exceptionnel du gouvernement italien à l'*International Program on the Elimination of Child labour* (IPEC). L'OIT en fait même un programme modèle pour les autres organisations politiques en raison de l'importance de l'effort budgétaire consenti par le gouvernement du Karnataka (Rajashekar, Manjula, Suchitra, et Sanjiv Kumar, 2007).
- ii. De l'autre, il fut adopté à la suite des initiatives diverses développées par les ONG<sup>16</sup>, l'OIT et l'UNICEF dans l'Etat au cours des décennies 1980 et surtout 1990. En somme, il est révélateur de l'influence des ONG sur l'évolution progressive des politiques à l'égard du travail des enfants en faveur de dispositifs abolitionnistes (Ramanathan, 2009).

---

<sup>16</sup> Jusqu'au quatrième chapitre, la thèse ne distingue pas les ONG des organisations de la société civile. Ce choix, s'explique par le fait que les organisations internationales, les autorités politiques locales et les organisations elles-mêmes ne dissocient pas ces deux agents. L'adoption à l'été 2009 du *NGO Partnership System* par les autorités indiennes symbolise cette confusion que nous éclairons d'une approche sociopolitique dans le dernier chapitre. Ceci nous permet de distinguer les ONG, aux actions transnationales, des organisations de la société civile qui regroupent les agents locaux.

## **Démarche méthodologique.**

La démarche méthodologique adoptée par la thèse unit deux approches : une première inductive et segmentationniste, une seconde déductive et régulationniste. Si le couplage de ces deux démarches nous semble justifié en raison de leurs postulats institutionnalistes communs, la difficulté principale dans le croisement de ces deux démarches théoriques est le développement de la structure argumentative. La thèse opte pour une construction inductive de la démonstration.

La thèse s'appuie alors sur deux postulats méthodologiques ; nous les justifions dans les lignes suivantes. Le premier soutient que les principes théoriques des segmentationnistes et des régulationnistes sont proches en raison de leur ancrage dans l'institutionnalisme historique. Ces approches nourrissent alors des objectifs distincts mais complémentaires. Le second explique le recours à un plan inductif. Ce choix est réalisé afin de consolider l'hypothèse fondamentale de la thèse, à savoir la dialectique spatiale des politiques abolitionnistes en Inde. Le dernier chapitre analyse cette hypothèse en recourant à la lecture déductive de l'approche régulationniste.

## **Les « affinités électives » des approches régulationnistes et segmentationnistes.**

Les développements économiques contemporains font une large place aux institutions. Néanmoins, derrière une sémantique commune se cachent de nombreux désaccords théoriques entre les divers courants institutionnalistes. Trois démarches sont distinguées par Théret : la première est qualifiée d'institutionnalisme économique et regroupe les travaux de l'approche néoinstitutionnelle, la seconde est définie d'institutionnalisme sociologique et se construit autour des travaux des théoriciens des organisations. L'institutionnalisme historique est la troisième approche retenue ; elle se veut une synthèse entre ces deux démarches. Selon cette approche, les institutions sont simultanément une contrainte socioéconomique et une ressource stratégique pour les agents : une contrainte car les structures sociocognitives restreignent le champ du possible des agents, une ressource car elle les aide à se situer et à agir dans les systèmes sociaux (Théret, 2003a).

Cette démarche institutionnaliste est commune dans les approches segmentationnistes et régulationnistes. Néanmoins, elle nourrit des objectifs scientifiques distincts, à savoir une analyse descriptive des inégalités structurelles qui entravent les marchés du travail pour les

premières et une analyse de l'influence systémique des politiques publiques pour les secondes. Ces points communs, tout comme leurs divergences confère à ces approches théoriques des « affinités électives ».

Afin d'étudier les dynamiques distinctes au sein des marchés du travail des espaces ruraux et urbains, la thèse s'appuie sur les approches segmentationnistes. En effet, la survivance d'inégalités sur le marché du travail est l'objet de ces démarches. Ces approches ont analysé les déterminants sociaux aux inégalités structurelles au sein du marché du travail. Si les premiers travaux se sont concentrés sur une analyse relativement statique du marché états-unien, les développements contemporains ont investi d'autres champs et espaces (Reich, 2008). Ces démarches s'écartent d'emblée des institutionnalismes rationalistes de la nouvelle économie institutionnelle. En effet, l'approche segmentationniste met en évidence des déterminants sociaux altérant l'accès à l'emploi. Ce constat nuance fortement l'hypothèse de rationalité des marchés du travail. Similairement, ces approches se distinguent des institutionnalismes sociologiques, en mettant implicitement au cœur de leur problématique la dynamique institutionnelle.

L'approche régulationniste analyse les déterminants endogènes aux systèmes sociaux des crises économiques qui ont jalonné l'essor du système économique capitaliste. Pour ce faire, cinq formes institutionnelles sont repérées par les travaux régulationnistes : le régime monétaire, le rapport salarial, les formes de la concurrence, de l'Etat et d'adhésion au régime international. De la cohérence de ces formes institutionnelles dépend la stabilité dynamique d'un mode de régulation, entendu comme l'ensemble des procédures sociales qui permettent la reproduction des rapports sociaux fondamentaux et soutiennent la dynamique du régime d'accumulation (Boyer et Saillard, 2002).

De la même manière, la démarche sociohistorique des régulationnistes infirme par postulat méthodologique simultanément les approches rationalistes et non dynamiques des institutions. En effet, enrichie des travaux historiques de Braudel mettant en évidence le rôle tantôt favorable, tantôt défavorable, tantôt indifférent de l'Etat à l'égard de l'essor du système capitaliste (Braudel, 1985), l'approche régulationniste postule l'autonomie relative du politique à l'égard de l'économique.

Ce faisant, ces approches nous semblent davantage complémentaires que concurrentes. En effet, elles adoptent une démarche institutionnaliste historique commune, mais à des fins

distinctes et complémentaires. Les segmentationnistes étudient les déterminants macrosociaux aux segmentations du marché du travail. L'approche régulationniste développe une démarche en termes de système. En raison de ce postulat commun, la thèse les couple afin de nourrir la démonstration défendue<sup>17</sup>.

### **L'adoption d'un plan inductif.**

Si l'association de ces deux démarches théoriques au sein d'une même démonstration ne pose pas de problème conceptuel, il n'en est pas de même pour la construction de l'argumentation. En effet, si les segmentationnistes aiment à développer des démarches inductives, les travaux régulationnistes, bien que divers, démontrent une affinité collective à l'égard des démarches déductives. Nécessairement, il convient pour la thèse d'arbitrer et de justifier ce dilemme. La thèse développe une structure argumentative inductive afin de nourrir le quatrième chapitre d'une hypothèse fondamentale vérifiée, sur laquelle s'appuie la remontée en généralité réalisée par la thèse.

L'inductivisme est une démarche méthodologique qui suppose d'aller des faits à la théorie. Cette démarche nécessite alors un travail descriptif nécessaire à l'argumentation théorique ultérieure. Les travaux inductifs se développent comme une réponse opportune au marasme des sciences économiques des années 1960, prisonnières de postulats épistémiques infondés, tant dans les théories marxistes que dans les analyses néoclassiques. Les approches segmentationnistes, apparues après les travaux fondateurs de Piore et Doeringer, illustrent ces démarches, en constatant initialement l'existence de différents marchés du travail afin d'en questionner dans un second temps les logiques (Doeringer et Piore, 1971).

Afin de nourrir notre hypothèse fondamentale, à savoir la segmentation spatiale du marché du travail indien, nous avons réalisé un travail de terrain de six mois à Bangalore. Au cours de ce séjour, le travail effectué s'est avéré double : la consultation de la « littérature grise » des autorités et des personnalités locales d'une part, la réalisation de seize entretiens auprès des

---

<sup>17</sup> Par ailleurs, ces postulats communs témoignent d'un « héritage » intellectuel holiste. Ce dernier nous fait préférer sémantiquement le terme d'agent à celui d'acteur au cours de la thèse. Ceci est réalisé sans succomber aux méandres du « structuralisme fonctionnaliste » mais dans une démarche « structuraliste méthodologique » (Théret, 2003a). Pour preuve de la capacité de cette démarche à analyser la dynamique du changement social, le focus réalisé par la thèse sur les ONG comme agents, nécessairement construits, mais qui pourtant œuvrent à la dynamique institutionnelle indienne nous semblent une illustration pertinente. Néanmoins, par souci de cohérence épistémique, la thèse recourt ponctuellement au terme d'acteur aux second, troisième et quatrième chapitres par cohérence avec les thèses présentées.

différentes personnes affairées à la lutte contre le travail des enfants dans l'Etat du Karnataka d'autre part.

Néanmoins, l'inductivisme pose un problème épistémique, à savoir que la seule observation des faits ne permet pas de monter en généralité. Pour reprendre la célèbre critique de Karl Popper, constater que « *tous les cygnes que j'ai vus jusqu'à présent sont blancs* » ne permet pas de conclure que « *tous les cygnes sont blancs* ». Cette critique est d'autant plus importante dans le champ de l'économie du développement. En effet, dès lors que l'on conteste le postulat d'universalité des pratiques socioéconomiques, constater une complémentarité institutionnelle dans un espace ne signifie en aucun cas qu'elle le sera dans un autre lieu, aux logiques socioéconomiques distinctes.

Dès lors, conscient des apories respectives des démarches inductives et déductives, la thèse adopte un plan inductif afin de justifier dans un premier temps l'hypothèse fondamentale de la thèse, à savoir que les politiques éducatives modernes développées à l'endroit des enfants travailleurs n'affectent pas uniformément les espaces ruraux et urbains indiens. Ensuite, elle recourt à la démarche théorique régulationniste pour analyser l'influence de la modernisation de l'Etat indien sur la régulation des systèmes socioéconomiques. En adoptant un tel plan, il nous semble alors que nous surmontons les difficultés respectives de ces deux démarches.

### **Thèse. La modernité indienne, entre développement et dérégulation.**

La thèse démontre que les politiques d'éradication du travail des enfants sont diversement reçues au sein du territoire indien. Si ces politiques s'avèrent relativement cohérentes des besoins économiques et sociaux des espaces urbains modernisés, elles sont à l'inverse désarticulées des nécessités économiques et sociales des enfants travailleurs des zones rurales.

Au crédit de cette hypothèse, il apparaît que les politiques abolitionnistes ne satisfont ni aux besoins spécifiques des enfants travailleurs au sein des marchés ruraux du travail ni aux exigences macroéconomiques des espaces ruraux. Au-delà du consensus scientifique à l'égard de l'efficacité protectrice de ces politiques, la thèse met en effet en évidence que ces dispositifs éducatifs accroissent la segmentation de l'économie indienne entre des espaces ruraux et urbains.

Dès lors, l'incapacité des politiques abolitionnistes à satisfaire les besoins sociaux et économiques nous incite à analyser l'influence de la modernisation de l'Etat sur la régulation du système socioéconomique indien. Nous démontrons que la modernisation participe de la dérégulation du système social de « l'Eléphant ». Cette dérégulation du système socioéconomique affecte la stabilité du régime politique, défini comme la stabilité de l'alliance unissant les registres économique et politique<sup>18</sup>.

### Plan de thèse.

L'argumentaire se construit en quatre chapitres. Le premier chapitre présente la question sociale induite par le processus d'ouverture économique. Il met en évidence une segmentation de l'économie indienne entre des espaces ruraux, agricoles et peu productifs et des zones urbaines, tertiaires et modernes. Celle-ci se nourrit de la segmentation spatiale du marché du travail. Au sein des marchés ruraux, les discriminations socioreligieuses altérant l'accès à l'emploi sont nombreuses ; leur inertie pénalise la dynamique économique rurale. A l'inverse, les marchés urbains sont régis par des critères économiques qui nourrissent le développement de ces espaces<sup>19</sup>.

Le second chapitre étudie la réponse apportée par les autorités du Karnataka à la segmentation de l'espace. Le postulat réalisé par les autorités est que cette diversité socioéconomique s'explique par la faiblesse du maillage scolaire au sein des zones rurales. Afin de résoudre ce problème économique et social, les autorités modernisent leur offre éducative dans l'espoir d'universaliser l'éducation primaire. Une population est révélatrice de cette ambition politique, les enfants travailleurs. Le *Karnataka Child Labour Project* illustre la dynamique des politiques indiennes à l'égard du travail des enfants vers des dispositifs abolitionnistes.

A partir de l'analyse des entretiens réalisés auprès des individus affairés à la protection de l'enfance dans l'Etat du Karnataka, le troisième chapitre met en évidence la dialectique spatiale de la modernisation de la politique éducative. Nous entendons par dialectique spatiale l'acceptation différenciée de cette politique selon les espaces. En effet, les dispositifs promus sont inadaptés aux mécanismes régissant l'emploi dans l'économie rurale, mais à l'inverse,

---

<sup>18</sup> Nous revenons plus en détail au quatrième chapitre sur la sémantique développée par Théret. Notons dès à présent que l'auteur fait le postulat d'une topologie des systèmes sociaux dans les sociétés modernes. Dès lors, deux ordres sociaux hiérarchiques apparaissent, les ordres économique et politique. L'alliance que nouent ces ordres sociaux est constitutive de deux registres parallèles, le registre politique et le registre économique. Leur articulation fonde un régime politique.

<sup>19</sup> Bien évidemment, il s'agit d'idéaux-types, qui recouvrent tout un ensemble de logiques d'action au sein desquelles les déterminants économiques et socioreligieux sont imbriqués.

cohérents des déterminants à l'emploi dans les zones urbaines. La maîtrise de l'anglais proposée par ces dispositifs symbolise la désarticulation des politiques éducatives aux besoins des enfants travailleurs de l'économie rurale. Ce faisant, et c'est un paradoxe, ces politiques renforcent la segmentation de l'économie du Karnataka, sans apporter une protection judicieuse aux enfants travailleurs ruraux.

Le quatrième et dernier chapitre conceptualise l'inadaptation des politiques abolitionnistes aux espaces et aux marchés du travail ruraux. En raison de la ligne commune des politiques économiques et sociales, la modernisation de l'Etat indien est affirmée. Cette modernisation dérégule le système socioéconomique en ne répondant ni aux exigences sociales ni aux besoins économiques. Dès lors, en dépit de taux de croissance importants, la stabilité du régime politique est contestée tant économiquement que socialement, contestations que les évolutions sociopolitiques contemporaines illustrent.

# Chapitre premier. L'Inde, une économie segmentée.

---

« *Le monde flatte l'éléphant et piétine la fourmi* » Proverbe indien

L'aisance avec laquelle l'économie indienne est sortie de la crise économique internationale de 2008 interpelle<sup>20</sup>. La résilience indienne représente en effet un paradoxe apparent puisque sa croissance économique s'est profondément nourrie de la dynamique des marchés internationaux depuis 2003. Les flux d'IDE croissent ainsi année après année et deviennent un levier essentiel de la croissance économique. Similairement, le taux d'ouverture de l'économie indienne croît structurellement et atteint 25% du PIB en 2008, alors qu'il n'était que de 8% en 1990/1991. L'ouverture économique impulse un rehaussement du trend de croissance économique annuel, qui demeure supérieur à 8% depuis huit ans (OCDE, 2007).

---

<sup>20</sup> Jaffrelot parle de « *traversée météorique* » de la crise par l'économie indienne, (CERIUM, 2010).

Cette dynamique de croissance de l'économie indienne revêt de fortes inégalités spatiales. D'un côté, l'Inde urbaine est au « *cœur de la libéralisation de l'économie* » (Milbert, 2001). Cette « Inde des villes » est l'espace économique gagnant au processus d'ouverture et contribue désormais à plus des trois-quarts de la production nationale alors qu'elle abrite moins d'un tiers de la population. De l'autre, l'Inde rurale connaît une croissance économique structurellement atone aboutissant à d'importants dégâts sociaux. Les espaces ruraux et leurs habitants pâtissent de la réorientation de la stratégie économique indienne.

Actant des dangers économiques et politiques de la segmentation de l'économie indienne entre les espaces ruraux et urbains, il convient alors de s'interroger sur les déterminants d'une telle disparité. Partant du postulat polanyien (Polanyi et Dumont, 1983) selon lequel les dynamiques économiques nécessitent des structures sociales adaptées, nous soutenons l'hypothèse selon laquelle la segmentation spatiale de l'économie indienne trouve ses origines dans la segmentation spatiale du marché du travail entre un rural et un urbain.

Pour ce faire, le chapitre démontre que l'espace économique indien est scindé en deux espaces. Le premier, à dominante rural et agricole, est régi par un marché rural du travail. Abritant les couches les plus défavorisées de la société indienne, il est inadapté aux dynamiques macroéconomiques en raison de l'importance des déterminants socioreligieux qui conditionnent l'emploi. Le second, urbain et moderne, s'adapte à la modernisation économique ; il est régi par un marché urbain du travail au sein duquel les déterminants économiques tels que le niveau d'éducation et la productivité sont premiers dans l'accès à l'emploi (Bino et al., 2009).

Le chapitre se structure en deux sections. La première section présente « l'Inde des réformes ». Cet ensemble de politiques souhaite moderniser l'économie indienne. La disparité des dynamiques spatiales et sectorielles en dépit d'un même mouvement politique de libéralisation économique est indiquée. La seconde section démontre que ces inégalités spatiales grandissantes s'expliquent par la segmentation spatiale du marché du travail indien. La surreprésentation des enfants travailleurs dans les zones rurales et au sein des couches sociales les plus discriminées illustre cette segmentation du marché du travail.

## Section 1. Une politique économique ; des résultats sociaux distincts.

L'Inde connaît trois régimes économiques majeurs au XX<sup>ème</sup> siècle. Le premier s'achève en 1947 ; il est caractérisé par la sédimentation d'un système socioéconomique colonial, géré par le *Raj britannique*. Le second émerge à l'Indépendance indienne. Symbolisé par la dynastie Nehru/ Gandhi, il construit un système économique planifié et autocentré, dont les résultats économiques sont faibles et moqués comme un *Hindu rate of growth*<sup>21</sup>. Le dernier débute symboliquement en 1991, et se caractérise par une libéralisation de l'économie indienne<sup>22</sup>.

La section se focalise sur cette dernière ère économique indienne. Elle étudie la libéralisation des politiques économiques en Inde, et ses principales conséquences socioéconomiques. Deux éléments saillants émergent : une accélération du trend de croissance économique d'une part, un accroissement sensible des inégalités entre les individus et les espaces indiens. La section établit que les évolutions sociales et spatiales disparates résultent de réformes économiques homogènes, toutes axées en faveur d'une libéralisation de l'économie. Dit autrement, ces deux phénomènes sont indissociables, et inhérents à la libéralisation économique.

Deux temps structurent cette section. Le premier étudie la dynamique des politiques économiques indiennes depuis 1991. Il est mis en évidence que celles-ci se rejoignent dans leur volonté commune de moderniser les mécanismes productifs par un processus de libéralisation économique. Le second temps étudie les conséquences sociales de cette réorientation de la politique économique indienne. Il est indiqué que l'accélération du trend de croissance économique se réalise au prix d'un accroissement sensible des disparités économiques entre les espaces indiens.

---

<sup>21</sup> Bien que faible, la croissance économique indienne est structurellement positive durant la période du *Licence Raj*. Entre 1960 et 1991, seules trois années sont frappées de récession : en 1966, 1972 et 1979. Cette dernière est la plus forte, le PIB indien ayant baissé de plus de 5%. Toutefois, la croissance macroéconomique indienne est à peine supérieure à la croissance démographique, ne permettant pas une amélioration des conditions de vie des populations. Cette période économique est qualifiée par le quolibet d'*Hindu Rate of Growth*. Pour une présentation de l'histoire économique indienne, et des actualisations récentes, lire (Boillot, 2009).

<sup>22</sup> Il s'agit d'ailleurs davantage d'un approfondissement d'une dynamique débutée lors de l'arrivée au pouvoir de Rajiv Gandhi le 31 octobre 1984 que d'une véritable rupture (Landy, 2001).

## 1.1. Une libéralisation du système économique. Le cas des politiques agricoles et industrielles.

Au carrefour des décennies 1980 et 1990, les difficultés économiques structurelles associées à des retournements géopolitiques majeurs déstabilisent le régime politique indien<sup>23</sup>. Entre novembre 1989 et juin 1991, trois gouvernements se succèdent, dont aucun ne dispose d'une majorité absolue à la *Lok Sabha*. Cette période s'achève par l'accession au pouvoir en 1991 d'un nouveau gouvernement dirigé par Narasimha Rao, un ancien du Parti du Congrès. Il confie le ministère des finances à Mammohan Singh qui entreprend de renouveler complètement la stratégie économique indienne.

A son arrivée au Ministère des Finances en 1991<sup>24</sup>, Mammohan Singh cite Victor Hugo et déclare que « *Rien n'arrête une idée dont le temps est venu* ». Il déclare vouloir moderniser l'économie indienne. Pour ce faire, un renouvellement complet des préceptes nehruviens est opéré au profit d'une décentralisation du système politique d'une part, d'une accentuation du processus de libéralisation économique de l'autre. Ces politiques s'unissent dans leur volonté affirmée de libéraliser l'économie indienne par des processus conjoints de déréglementation industrielle, d'ouverture économique, d'aménagement du système fiscal et d'assainissement des finances publiques<sup>25</sup> (Chaudhuri, 2001).

Au-delà du constat rappelant la libéralisation interne et externe de l'économie indienne comme mécanisme de modernisation économique, le présent paragraphe se focalise sur l'évolution des politiques agricoles et industrielles. Dès lors, le paragraphe est structuré en

---

<sup>23</sup> Deux éléments sont particulièrement décisifs. D'une part, l'effondrement du bloc soviétique affecte l'économie indienne. De l'autre, le renchérissement des cours du pétrole issus de la première Guerre du Golf génèrent une inflation importée aux nombreux désagréments politiques.

<sup>24</sup> L'ouverture économique indienne succède à la politique tracée par Nehru. Trois convictions président à la stratégie économique mise en place par Nehru lors de son accession au pouvoir le 15 août 1947 : le capitalisme étranger a assujéti l'Inde, la société moderne est soluble dans la civilisation indienne, la nécessaire justice sociale légitime le fort interventionnisme étatique (Racine, 2007). La première de ses assertions émane directement de la croyance selon laquelle la colonisation britannique est responsable du déclin historique indien. Cette croyance se nourrit de la cooccurrence statistique entre le déclin économique indien et la période coloniale (Maddison, 2003). La seconde semble représenter une voie médiane de développement entre les traditionnalistes hindous et les enseignements d'une école coloniale qui enseigne les idées modernes de justice sociale. Cette idéologie est incarnée avec force par la popularité du Docteur Ambedkar. Pour atteindre ces objectifs sociaux modernes, il convient alors de confier un rôle économique premier à l'Etat, comme garant des intérêts collectifs (Jaffrelot, 2000). Quarante ans après l'adoption de cette politique de substitution des importations, les résultats escomptés ne sont pas atteints. La croissance du revenu par habitant est demeurée très faible, engluée par une croissance démographique pratiquement aussi forte que la croissance économique. Les contraintes systémiques associées à des événements géopolitiques conjoncturels ont fini d'achever cette expérience politique.

<sup>25</sup> Pour une présentation complète de cette évolution des politiques économiques indiennes, le lecteur peut s'orienter vers la lecture du numéro 165 de la *Revue Tiers-Monde*, paru au premier trimestre 2001.

deux points : le premier réalise une présentation générale de l'évolution des politiques agricoles, le second étudie la dynamique des politiques industrielles. Leur primat commun accordé aux entreprises et activités modernes est souligné.

### **Les politiques agricoles : vers la construction d'un marché agricole capitaliste.**

La Banque Mondiale rédige en 2007 un rapport intitulé « L'agriculture au service du développement ». Au sein de celui-ci, la Banque Mondiale encourage à développer les mécanismes concurrentiels et les techniques de production modernes afin d'accroître la croissance économique du secteur agricole. Outre un accroissement de la production et de la productivité des travailleurs, cette politique est supposée permettre à une partie de ces derniers d'œuvrer au sein d'autres activités économiques nécessaires au développement économique. La Banque Mondiale estime alors qu'il est nécessaire de passer « de la révolution agricole à la nouvelle agriculture » (Banque Mondiale, 2007). Similairement, la modernisation de l'agriculture est perçue comme un élément essentiel du processus de développement économique des espaces ruraux selon l'OCDE (OCDE, 2007).

Dès lors, nourries de ces enseignements, diverses mesures sont développées par les autorités indiennes. Celles-ci s'unissent dans leur dessein commun d'une libéralisation interne et externe du secteur primaire indien afin d'accroître la productivité sectorielle.

A son arrivée au pouvoir, Nehru oriente massivement les investissements publics à destination des villes et du secteur industriel. Le secteur agricole est marginalisé par les politiques économiques dans les deux premiers plans quinquennaux. Cette dynamique arrive à son terme en 1964, à la suite d'une triple crise : sociale en raison d'une sécheresse qui accroît l'insécurité alimentaire, économique, car elle encourage les autorités à importer massivement des denrées alimentaires ce qui accroît le déficit commercial, géopolitique enfin, car le recours aux exportations états-uniennes réduit à néant l'espoir de non-alignement<sup>26</sup>.

A la suite de cet échec retentissant, les autorités indiennes, nouvellement dirigées par Indira Gandhi, réorientent leur politique agricole. C'est le temps de la *Green Revolution* de 1967.

---

<sup>26</sup> Cet échec est symbolisé par le soutien contraint du gouvernement indien aux Etats-Unis lors de la Guerre du Vietnam.

Elle a une double ambition : l'autosuffisance alimentaire d'une part, éradiquer la faim et la malnutrition de l'autre. Pour ce faire, les autorités développent un ensemble complexe et sophistiqué de mesures qui peuvent se distinguer en trois volets<sup>27</sup> : un soutien aux producteurs par la garantie de prix minimum afin d'encourager la production, un fort protectionnisme et une redistribution aux plus démunis par le biais des *Public Distribution System*<sup>28</sup>.

Au rayon des légitimes satisfactions de cette politique, les autorités peuvent se féliciter d'être devenues la seconde puissance agricole mondiale, ce qui leur assure une indépendance appréciable. De plus, la production agricole est adaptée à un pays à forte dominance hindoue. En effet, la production nationale fait une place première aux habitudes alimentaires indiennes, le plus souvent végétariennes. L'Inde est ainsi la seconde productrice au monde de riz et de légumineuses qui sont à la base de la nutrition locale et de son plat emblématique, le dal.

Pourtant, Acharya rappelle que « *l'autosuffisance céréalière ne signifie pas sécurité alimentaire* » (Acharya, 2001). En effet, si la production agricole par habitant a augmenté entre 1964 et 1991, celle-ci tend à stagner aboutissant à accroître l'insécurité sociale et la pauvreté dans les espaces ruraux indiens. Selon la *Food and Agriculture Organization*, 20% de la population indienne est en sous-alimentation entre 1990 et 1992, soit près de 175 millions d'individus (FAO, 2010).

Par ailleurs, la dynamique démographique indienne tend à diminuer la surface par producteur : de 2, 88 hectares par exploitation en moyenne en 1953, cette surface atteint seulement 1, 41 hectare en 1995, réduisant d'autant la productivité<sup>29</sup>. Cette dynamique se pérennise, et selon diverses estimations, la taille moyenne des exploitations agricoles n'excède pas un hectare<sup>30</sup>. De plus, en soutenant les prix, la Révolution Verte n'a pas incité les investissements dans le secteur agricole, aboutissant à des coûts de production très élevés et à une dépendance forte à l'égard de la qualité de mousson (MOMA, 2011).

En outre, deux phénomènes exogènes fragilisent la « *Green Revolution* » : le désengagement économique de l'Etat et l'adhésion à l'Organisation Mondiale du Commerce. La politique agricole est très coûteuse budgétairement<sup>31</sup>. Or, à l'heure du retrait de l'Etat, ce coût est

---

<sup>27</sup> Auxquels il convient d'associer trois évolutions techniques, à savoir le recours à des semences améliorées, à des engrais chimiques et à un système d'irrigation.

<sup>28</sup> Ce système permet des tickets d'approvisionnement pour les ménages les plus pauvres à des prix subventionnés.

<sup>29</sup> A titre de comparaison, la taille moyenne d'une exploitation agricole en France est de 77 hectares en 2007.

<sup>30</sup> Déjà, en 1991, près des deux tiers des exploitations agricoles étaient dotées de moins de 1 hectare (0,39 en moyenne).

<sup>31</sup> De plus, selon les tenants de ces démarches, ces subventions, en se concentrant sur les agriculteurs des zones irriguées, ont accru les disparités économiques spatiales et abouti à une agriculture intensive nocive pour

d'autant plus criant que la productivité et l'importance sectorielle de l'agriculture tendent à diminuer<sup>32</sup>.

Enfin, l'adhésion indienne à l'OMC dès 1995 contraint les autorités à renouveler ses politiques sectorielles dans le sens d'un moins grand interventionnisme public. Justifiée par des raisons économiques, cette recommandation n'en est pas moins un élément des relations internationales ; le soutien à l'économie agricole étant considéré comme une concurrence déloyale. Ainsi, le maintien de protections tarifaires a-t-il suscité une condamnation indienne par l'Organisme de Règlement des Différents, en raison d'une accusation des Etats-Unis contre le maintien de ses barrières<sup>33</sup> (World Trade Organisation, 2008).

### ***La libéralisation du secteur agricole au cours des décennies 1990 et 2000.***

La « *Green Revolution* » est alors contestée pour des raisons économiques, sociales, écologiques et géopolitiques. Afin de répondre à l'ensemble de ces contraintes, les politiques du secteur primaire indiennes sont libéralisées. Elles consistent principalement en une réduction forte des mesures de soutien aux agriculteurs. L'objectif est de favoriser l'instauration de mécanismes de marché, que contraignent nécessairement des politiques de subvention des prix afin de nourrir la modernisation du secteur primaire (Banque Mondiale, 2007).

Pour ce faire, les autorités indiennes développent trois séries de mesures dès le début de la décennie 1990. La première, et la plus symbolique, consiste à supprimer progressivement le soutien des autorités politiques aux producteurs. Alors que l'Etat achetait les productions à des prix préfixés, et généralement très avantageux pour les producteurs, ces derniers sont désormais tributaires de l'évolution des cours<sup>34</sup>. Parallèlement, l'Etat indien qui avait beaucoup investi dans la recherche agronomique depuis l'adoption de la *Green Revolution*, s'est désintéressé de ce champ, au profit des grandes entreprises internationales agronomiques<sup>35</sup>. Enfin, la troisième de ces mesures réduit le soutien budgétaire aux

---

l'environnement. En effet, cette gestion intensive des sols par le recours à des engrais polluants aboutit à une dégradation sensible de la productivité des sols. Ce phénomène est exacerbé par la salinisation des sols induite par la constitution de nombreux barrages.

<sup>32</sup> Ce glissement sectoriel est un phénomène inhérent à tout processus de développement économique.

<sup>33</sup> Néanmoins, la suppression de ces barrières est dans un premier temps au moins est remplacée par des droits de douane imposants (Dorin, 2001) (World Trade Organisation, 2008).

<sup>34</sup> Par ailleurs, les cours des matières premières sont structurellement à la baisse depuis 1995, ce qui n'est pas favorable aux agriculteurs indiens. Ceci contribue à nourrir les critiques des paysans indiens à l'égard de l'actuel processus économique.

<sup>35</sup> Ceci nourrit l'émergence de démarchages d'entreprises peu scrupuleuses qui accroissent l'endettement des paysans indiens, et cela pour des résultats économiques et sociaux discutables. Symbolisées par Monsanto, ces

infrastructures publiques des espaces ruraux. L'objet commun de l'ensemble de ces mesures est de favoriser l'émergence de mécanismes concurrentiels.

Le Xème plan quinquennal poursuit cette dynamique de modernisation de l'économie agricole<sup>36</sup>. Pour ce faire, il encourage à la modernisation de l'agriculture indienne afin d'accroître la productivité sectorielle. Quatre axes structurent cette politique : favoriser la polyculture, adopter des techniques de production agricoles modernes, renforcer l'usage d'intrants et enfin diversifier les productions agricoles (OCDE, 2007b).

Parallèlement, les autorités indiennes développent un ensemble d'investissement d'infrastructure afin de faciliter la modernisation du secteur primaire<sup>37</sup>. La création du *Accelerated Irrigation Benefit program*, doté d'un budget de cent vingt-et-un milliards de roupies indiennes<sup>38</sup> en 2005-2006 est motivée par le dessein d'accroître l'agriculture irriguée, nécessaire à l'amélioration de la productivité. Similairement, l'accès aux crédits et à la propriété par les agriculteurs est simplifié et encouragé. Ainsi, l'Etat fédéral a-t-il contraint les banques privées à accroître de 30% le nombre d'emprunteurs agricoles entre 2004-2005 et 2005-2006.

La libéralisation externe du secteur agricole consiste pour l'essentiel en une ratification de l'accord de Marrakech sur l'agriculture qui clôt l'*Uruguay Round* du *General Agreement on Tariffs and Trade*. Ces mesures incitent les autorités indiennes à supprimer les barrières non tarifaires à l'importation à partir de 1991, phénomène accru en 2001. De manière adjacente, les barrières tarifaires et les quotas à l'importation sont progressivement réduits. Cette mesure fait même l'objet d'un interventionnisme politique puisque ces restrictions sont supprimées dès 2001, alors que les dispositifs de l'OMC permettaient à « l'Eléphant » de conserver de telles barrières jusqu'en 2003.

Parallèlement, New Delhi espère profiter de cet accord de Marrakech, que reprend l'Organisation Mondiale du Commerce à sa création, pour réduire le déficit de sa balance commerciale. Pour ce faire, les autorités indiennes encouragent l'exportation de produits agricoles par une subvention accordée aux exportateurs afin de prendre en compte les coûts de transports d'une part, et la création en 2005 du *Vishesh Krishi Upaz Yojana* pour promouvoir les exportations fruitières et légumineuses d'autre part.

---

entreprises sont de plus en plus contestées politiquement en Inde. Ces contestations prennent la figure de Vandana Shiva.

<sup>36</sup> Plus largement, l'Inde prévoit d'investir mille milliards de Dollars entre 2012 et 2017 (XIIème plan) en infrastructures pour soutenir l'ensemble des secteurs de l'économie indienne.

<sup>37</sup> Fédérales et fédérées, car les politiques agricoles sont un domaine de compétences partagées entre les Etats.

<sup>38</sup> Soit environ deux milliards d'euros.

Les politiques agricoles indiennes participent du processus de libéralisation de l'économie entamée à l'aube de la décennie 1990. Ces mesures sont destinées à la modernisation du secteur afin d'améliorer la productivité sectorielle.

### **Les politiques industrielles indiennes : la libéralisation comme gage de modernisation.**

Hantées par le spectre du *Licence Raj*, les autorités libéralisent leurs politiques industrielles depuis 1991. Le *New Industrial Policy* participe en effet de cet effort de libéralisation de l'économie. Il en est peut-être même le centre de gravité, afin d'affirmer l'ambition de « l'Eléphant » de devenir le « bureau du monde ». Le présent paragraphe présente alors les politiques industrielles indiennes depuis 1991. Leur accent libéral commun est souligné.

Les hésitations à l'égard des politiques industrielles à l'Indépendance sont révélatrices des tensions et des ambitions différentes au sein du Parti du Congrès entre les héritiers du Mahatma Gandhi et les fidèles de Nehru. Les premiers contestent toute pertinence au modèle occidental des grosses industries et estiment au contraire qu'une décentralisation favorisera l'autonomie villageoise. Il convient alors de soutenir les petites industries rurales précapitalistes car elles sont un pilier de la société indienne. A l'opposé, l'approche nehruvienne envisage une industrie centralisée et planifiée construite au sein de pôles industriels urbains censés « doper » la croissance économique. Au terme du débat, deux groupes industriels sont distingués : les grandes industries régies par le *Factory Act*, et les petites industries de moins de cent salariés organisées autour du *Small Scale Industries*.

La politique industrielle adoptée concrètement est influencée par l'approche planificatrice. Elle est symbolisée par le *Licence Raj*. Cette mesure économique a fortement contraint l'initiative économique privée entre 1947 et 1990, puisque tout investissement d'une entreprise privée dans un secteur protégé nécessitait un accord préalable de la Commission Nationale du Plan. A cela, les lenteurs administratives qui pouvaient entraîner des délais d'obtention de licences pouvant aller jusqu'à plusieurs années, freinaient encore l'ardeur des potentiels entrepreneurs. L'échec de cette politique se traduit par des taux de croissance et sectoriels structurellement inférieurs à ceux initialement envisagés par les plans quinquennaux.

Un consensus politique se réalise pour considérer la voie nehruvienne comme inefficace et au fondement de *l'Hindu rate of Growth*. Singh dresse le procès de la stratégie économique postindépendance. Il déclare ainsi que :

« *L'Inde a besoin de rafraîchir ses modes de penser. Nos vieilles méthodes ne nous ont conduites nulle part. Nous avons été marginalisés. En 1960, l'Inde et la Corée du Sud avaient à peu près le même revenu par tête. Aujourd'hui, la Corée du Sud va entrer dans l'OCDE(...). J'ai reçu du Premier Ministre le mandat de penser grand. Le monde doit comprendre que l'Inde a changé.* » Cité dans (Jaffrelot, 2006) page 138.

La citation de Singh lors de son arrivée à la tête du ministère des Finances est révélatrice de l'exaspération des milieux politiques au sein desquels les exemples des pays membres de l'OCDE se substituent aux procès que Gandhi et Nehru dressaient respectivement à la modernité et au capitalisme. Progressivement, la voie indienne de développement est remise en cause en faveur d'une libéralisation interne et externe de l'industrie par Singh et les gouvernements qui lui succèdent<sup>39</sup>.

Afin de moderniser l'économie indienne, le *New Industrial Policy* est adopté dès 1991. Il approfondit les mesures d'ouverture économique initiée dès la décennie 1980<sup>40</sup>. L'élément le plus symbolique de cette inflexion de la politique industrielle est la forte restriction apportée au fameux *Licence Raj*. Alors que dix-huit secteurs économiques étaient contraints par le *Licence Raj*, quatre domaines demeurent sous fortes restrictions publiques depuis 1991 : les industries réservées au secteur public (l'énergie atomique et les transports ferroviaires), six produits de consommation courante potentiellement dangereux pour la santé (alcool, tabac, produits chimiques...), la manufacture d'articles réservée au secteur de la petite industrie<sup>41</sup> et enfin les projets concernés par une restriction d'emplacement<sup>42</sup> (Govindarajan, 2002).

---

<sup>39</sup> Dès l'arrivée au pouvoir de Rajiv Gandhi en 1984, le secteur industriel est partiellement libéralisé sur le plan interne. L'économie demeure quasiment autarcique, mais le relâchement du *Licence Raj* pour quelques domaines symboliques incarne cette volonté de libéralisation de l'économie. Ainsi, au sein du secteur de l'automobile, le partenariat Maruti-Suzuki illustre-t-il cette volonté politique. Landy privilégie alors le terme « d'inflexion » à celui de « rupture » (Landy, 2001).

<sup>40</sup> Le nombre de marchandises dont l'importation est autorisée croît de manière exponentielle au cours de la décennie 1980 ; de soixante-dix neuf marchandises autorisées à l'importation en 1976, ce chiffre atteint 1329 en 1990.

<sup>41</sup> Afin de ne pas trop déstabiliser les petites industries, de nombreux secteurs économiques traditionnels sont temporairement interdits de production par les industries modernes. Ces restrictions diminuent progressivement

Parallèlement, dès 1992, et cela à la suite du rapport Narasimhan, le secteur bancaire est libéralisé<sup>43</sup>. L'ambition est d'accroître l'influence des mécanismes concurrentiels dans le secteur bancaire afin de faciliter les investissements privés, et ce faisant, augmenter la production nationale. Ces politiques, poursuivies tout au long de ces deux décennies, ont impacté favorablement l'investissement des entreprises indiennes par une facilitation du recours au crédit (Sarkar et Sarkar, 2001). Simultanément, le secteur électrique est progressivement libéralisé afin de fournir l'énergie nécessaire aux entreprises modernes (Ruet, 2001).

La seconde vague de mesures débute au début de la décennie 2000. Elle accroît la libéralisation externe du secteur industriel. Pour ce faire, trois ensembles de dispositions juridiques sont adoptés : un environnement législatif favorable à l'accueil des Investissements Directs à l'Étranger<sup>44</sup>, une suppression progressive des limitations qualitatives et quantitatives des importations et enfin une dévalorisation de la roupie<sup>45</sup>.

Ainsi, depuis 2005, les autorités indiennes ont-elles encore accéléré ce processus de réformes par l'assouplissement des conditions de créations de Zones Economiques Spéciales (*Special Economic Zones*) sur le modèle des politiques économiques chinoises apparues à l'arrivée au pouvoir de Deng Xiaoping<sup>46</sup>. En outre, les barrières douanières sont fortement réduites. Alors qu'elles représentaient 83% en moyenne en 1990, elles s'établissent à 15% en 2008. Le taux de protection effectif, qui associe barrières tarifaires et non tarifaires est de moins de 40%, contre 149% en 1990 (Boillot, 2008).

---

et vont être supprimées dans les années à venir. L'amendement de la loi de 1961 le 9 mai 2007 en faveur d'un seul ministère, le *Ministry of micro, small and medium enterprises*, symbolise cette dynamique.

<sup>42</sup> Dans les villes de plus d'un million d'habitants au recensement de 2001, les industries polluantes doivent s'implanter à plus de 25 kilomètres de la ville.

<sup>43</sup> Le secteur bancaire était à 90% public en 1991, suite logique de l'importante politique de nationalisation bancaire en 1969 par le premier gouvernement d'Indira Gandhi.

<sup>44</sup> Ils étaient très fortement contraints jusqu'en 1991 par le *Foreign Exchange Regulation Act*. Cet amendement fut adopté en 1976 durant le gouvernement d'Etat d'urgence, puis une première fois amendé en 1984 lors de l'arrivée au pouvoir de son fils. En restreignant très fortement les soutiens politiques et budgétaires internationaux, il a fortement participé à dessiner une économie en situation de quasi-autarcie.

<sup>45</sup> Ce phénomène est particulièrement sensible durant la décennie 1990. Au cours de la décennie 2000, la convertibilité dollar/ Roupie indienne retrouve son niveau de long terme aux environs de 66 roupies pour un dollar.

<sup>46</sup> L'Inde est le premier pays asiatique à avoir mis en place de tels dispositifs en 1965, mais les dirigeants politiques et les difficultés structurelles indiennes ont fortement freiné leur développement. En 2004, seulement huit ZES existaient en Inde ; en février 2007, 234 projets avaient été approuvés, et 162 autres bénéficiaient d'un accord de principe (OCDE, 2007a). Ces zones permettent aux entreprises étrangères de bénéficier d'exonérations fiscales, d'investir les secteurs économiques autrefois réservés aux petites industries non organisées indiennes et d'échapper aux règles de plafonnement des IDE à la condition qu'elles exportent plus que ce qu'elles importent.

## Conclusion.

Afin de tirer le trait sur quatre décennies de croissance économique atone, les autorités de New Delhi font le choix en 1991 d'une modernisation de l'économie. Pour ce faire, les autorités impulsent un ensemble de mécanismes de libéralisation de l'économie indienne dans l'ensemble des secteurs.

Si ce processus est régulièrement célébré comme le déterminant essentiel à l'émergence d'une « Shining India », il convient de questionner les dynamiques sociales impulsées par ce processus. Le paragraphe suivant met en évidence les déséquilibres macrosociaux impulsés par l'émergence de l'Inde comme puissance économique et diplomatique.

### 1.2. Une croissance forte, mais source de multiples déséquilibres.

Longtemps marginalisée par son isolement économique et diplomatique, l'Inde réalise un retour remarqué sur la scène internationale. En effet, tant son rôle géopolitique au sein des BRIC<sup>47</sup> qu'économique dans le processus d'internationalisation des économies redessine les contours de l'économie politique internationale. La croissance économique indienne évolue autour d'un trend de 8% de croissance annuelle depuis 2003. La « *shining India* » s'impose au monde.

Pourtant, tout comme le soleil qui a rendez-vous avec la lune dans la chanson, l'Inde rurale attend impatiemment l'Inde qui brille. Les déséquilibres sociaux sont nombreux et ont des conséquences sociales parfois dramatiques. Triste symbole de cette dynamique, le nombre structurellement élevé de suicides de paysans depuis quinze ans, estimé aux alentours de mille morts mensuelles.

Ce paragraphe présente simultanément les réussites économiques et les déséquilibres macrosociaux impulsés par la modernisation du système productif. Il rappelle pour cela que l'accélération du trend de croissance économique se réalise au prix d'un accroissement des disparités sectorielles et spatiales.

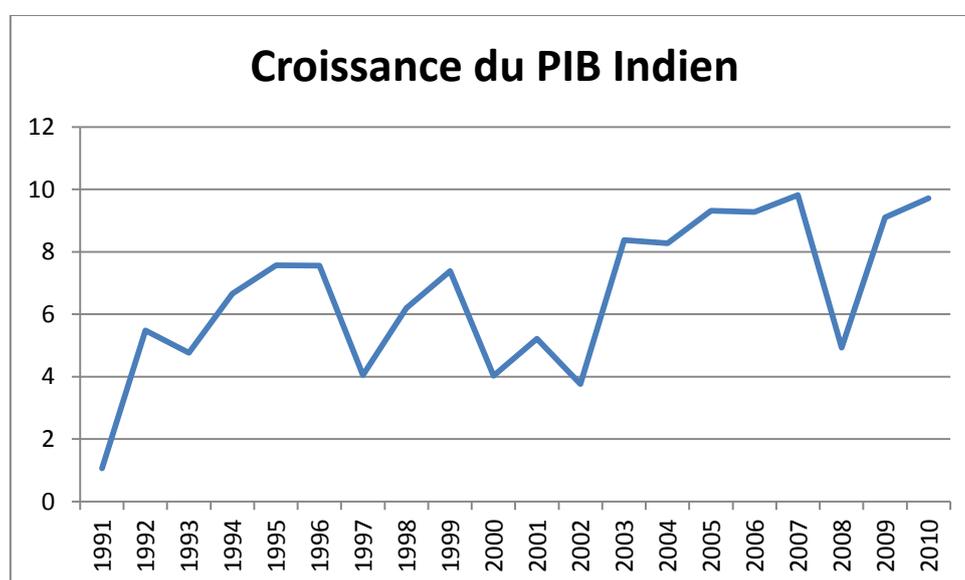
---

<sup>47</sup> Brésil-Russie-Inde-Chine

## Une accélération du trend de croissance tirée par l'investissement...

L'ouverture économique s'avère concluante macroéconomiquement. La croissance économique indienne s'est en effet accélérée comme en atteste le graphique suivant, réalisé à partir des données collectées sur le site de la Banque Mondiale. Cette accélération de la croissance du PIB indien s'est accrue durant la seconde moitié de la première décennie du nouveau millénaire (Banque Mondiale, 2011).

**Graphique 1.1 : Evolution du taux de croissance du PIB indien en volume**



Source Banque Mondiale, 2011<sup>48</sup>.

A la lecture du graphique, l'accélération de la croissance économique indienne est aisément perceptible. Celle-ci accélère depuis 2003. Si on excepte l'année 2008<sup>49</sup>, épice de la crise économique internationale récente, la croissance économique annuelle se stabilise au-dessus des 8%, alors que seule une année connut un tel taux de croissance au cours des vingt années précédentes. Entre 2005 et 2010, le taux de croissance annuel moyen s'est élevé à 8,45%<sup>50</sup>.

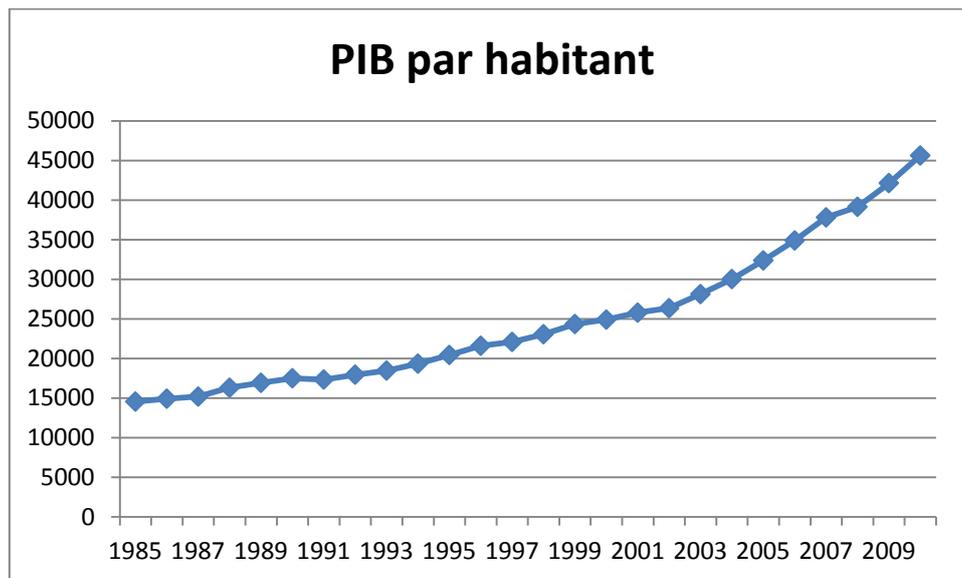
<sup>48</sup> Les données utilisées dans ce chapitre sont récapitulées en annexe 1.

<sup>49</sup> Cette année là, la croissance a néanmoins atteint 4,93%.

<sup>50</sup> Selon les perspectives économiques du FMI, cette dynamique devrait se pérenniser ; les taux de croissance annuels attendus dans les années qui viennent s'élèvent à 8,2% pour 2011, 7,8% pour 2012, 8,2% en 2013, 8,1% en 2014 et 2015.

Cette croissance étant supérieure à la croissance démographique<sup>51</sup>, elle permet une amélioration importante du revenu moyen indien. En vingt-cinq ans le PIB par habitant a été multiplié par trois en dollar constant et atteint 766 dollars par habitant en 2009. Cette évolution est matérialisée en roupie constante sous forme graphique. Le PIB par habitant atteint en 2010 45 626 roupies.

**Graphique 1.2. L'évolution du PIB par habitant (en roupies constantes)**



Source Banque Mondiale, 2011

L'amélioration du revenu moyen par habitant renouvelle le système socioéconomique indien par la construction d'une classe moyenne, fortement consommatrice de biens finaux<sup>52</sup>. Ainsi, la prolifération des « *malls* » dans les plus grandes cités indiennes est-elle le symbole de l'émergence d'une société de consommation dans les villes indiennes et de l'évolution conjointe des modes de consommation (Hubacek, Guan, et Barua, 2007).

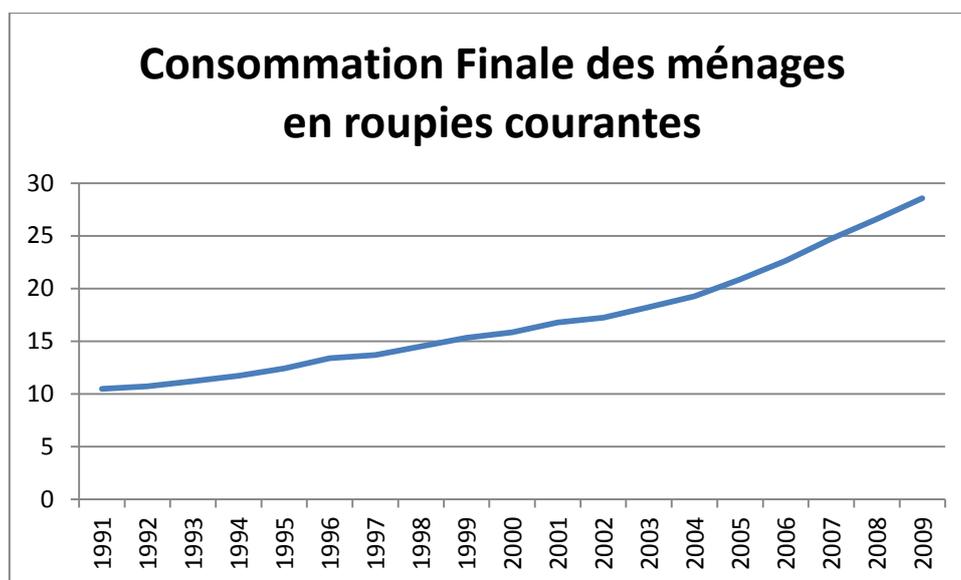
Cette dynamique est importante en raison de la puissance démographique indienne. Les estimations de la classe moyenne sont nombreuses, mais selon le *National Council for Applied Economic Research*, treize pour cent de la population indienne appartient à cette classe moyenne, c'est-à-dire ayant des revenus oscillant entre deux cent mille et un million de Roupies en 2007. La consommation finale des ménages augmente ainsi sensiblement en

<sup>51</sup> La croissance démographique indienne se situe aux alentours de 1,3% de croissance annuelle.

<sup>52</sup> Teintée parfois d'une légère propension à la consommation purement ostentatoire...

valeur absolue (Cavalier, 2007). En témoigne le graphique suivant réalisé à partir des données de la Banque Mondiale (Banque Mondiale, 2011).

**Graphique 1.3. L'évolution de la consommation finale des ménages indiens**  
(En billion<sup>53</sup> de roupies constantes).



Source Banque Mondiale, 2011

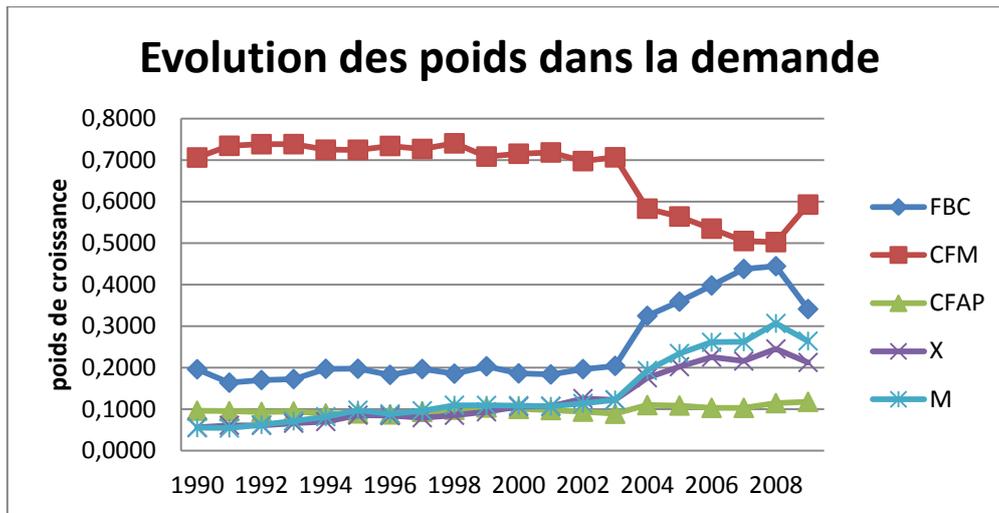
Cette évolution est d'autant plus forte au sein d'un pays dans lequel la consommation finale des ménages contribue fortement au PIB ; son poids gravite aux alentours de soixante pour cent du PIB indien entre 2003-2004 et 2008-2009. La croissance de la demande intérieure représente 53, 8 % de la croissance du PIB en 2007-2008. Cette influence témoigne de l'importance de la dynamique de la croissance de la demande intérieure sur l'évolution du PIB indien<sup>54</sup> (*Economic Survey 2008-2009*, 2009).

Pourtant, cette croissance en valeur absolue de la consommation des ménages s'associe à une baisse relative dans le produit intérieur brut. Ceci signifie que la croissance du revenu des ménages est inférieure à celle de l'investissement. En d'autres termes, la croissance est tirée par l'investissement des entreprises. L'évolution des poids de la demande confirme cette hypothèse.

<sup>53</sup> C'est-à-dire mille milliards.

<sup>54</sup> Cette influence connaît une décline notable en 2008-2009 et ne représente que 27% de la part relative de la dynamique de la croissance économique. Ce mauvais résultat semble s'expliquer par l'effet agrégé d'une mauvaise mousson et par les conséquences retardées de la crise économique internationale de 2007-2008.

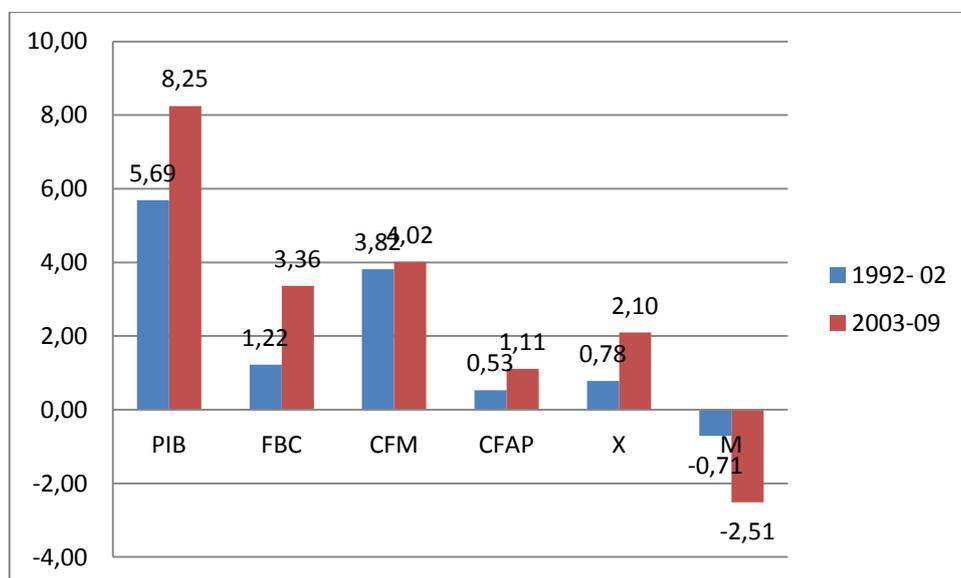
**Graphique 1.4. L'évolution des poids dans la demande indienne (en volume)**<sup>55</sup>



Source Banque Mondiale, 2011

La dynamique économique indienne contemporaine connaît une véritable inflexion à compter de 2003, année au cours de laquelle la consommation finale des ménages perd plus de dix points dans la composition du PIB au profit principalement de l'investissement. Cette évolution est caractérisée graphiquement.

**Graphique 1.5. Les moteurs de croissance entre 1992-2002 et 2003-2009.**



Ces graphiques successifs démontrent que la croissance économique indienne ne se nourrit pas du commerce extérieur, mais qu'elle est à l'inverse tirée par l'investissement des entreprises. En effet, bien que la croissance respective des exportations et des importations

<sup>55</sup> Les sigles signifient par ordre d'apparition Formation Brute de Capital, Consommation Finale des Ménages, Consommation Finale des Administrations Publiques, Exportations et Importations.

soient remarquables l'une comme l'autre, il apparaît un déficit structurel pérenne et grandissant de la balance commerciale. En 2007, cette dynamique nourrit un déficit commercial qui atteint quarante deux milliards d'euros ; pour une analyse de cette contrainte économique, lire (Seethanen, 2008).

### **... génératrice d'une amélioration structurelle de la productivité...**

Deux éléments peuvent mettre en évidence l'ouverture économique d'un pays. Le premier insiste sur le taux d'ouverture d'un pays ; le second sur l'influence grandissante du stock d'IDE. Ces deux éléments apparaissent dans le cas indien. Ainsi, alors qu'il gravitait aux alentours de 6 à 8% sur la décennie 1980 et ce jusqu'en 1991, le taux d'ouverture de l'économie indienne a-t-il brusquement décollé à partir de 1991 et atteint environ 25% en 2010. Parallèlement, les IDE à destination du sol indien, interdits jusqu'en 1991, se développent rapidement.

Ces éléments sont co-occurents à une croissance soutenue de la productivité en Inde. En effet, l'amélioration de la productivité du travail en Inde depuis 1991 est sensible. Les données de l'OCDE accèdent cette hypothèse et mettent en évidence une amélioration de plus de 52% de la productivité des travailleurs indiens entre 1993 et 2003 ; la productivité moyenne passant de 23 399 roupies à 44 706. A la vue de la croissance économique structurellement supérieure à celle de la croissance de l'offre de travail en Inde, il semble que ce processus s'intensifie depuis 2003.

Il convient alors de questionner l'influence du processus d'ouverture économique indien sur les évolutions contemporaines de la productivité. Il est démontré que cette ouverture économique a dopé la croissance de la productivité des facteurs de production. En effet, l'ouverture économique a sonné le glas des protections tarifaires qui protégeaient les entreprises nationales, les encourageant à investir et à moderniser leurs organisations productives.

Fort logiquement, l'ouverture économique indienne se caractérise par un accroissement du taux d'ouverture de l'économie indienne. Cette dynamique, très soutenue depuis le début de la décennie 2000, s'explique par une baisse substantielle des barrières douanières tarifaires et non tarifaires. Cette dynamique nourrit la croissance de la part des exportations indiennes dans la part des exportations mondiales de biens et services. De seulement 0, 6% des

exportations mondiales en 1990, ce chiffre atteint quinze ans plus tard 2, 3% des exportations mondiales.

Par ailleurs, la constitution d'une classe moyenne attire les IDE<sup>56</sup>. En effet, une part prépondérante des IDE s'implante en Inde, attirée par l'importance de la demande intérieure. Ils se concentrent dans les secteurs des équipements électriques, des transports, des télécommunications et des services. Cette dynamique se renforce par l'assouplissement constant des réglementations fiscales et administratives des entreprises étrangères. Ainsi, en mars 2006, les commerces de marque sont-ils rendus possibles (Sermage et Kruger, 2006).

La dynamique macroéconomique participe de l'accroissement sensible du stock d'IDE à destination de l'Inde, qui atteint près de vingt-deux milliards de dollars en 2007-2008. Cette dynamique se renforce depuis 2005<sup>57</sup>. Elle atteint un flux d'IDE entrants de quinze milliards de dollars annuels, chiffre que le gouvernement indien espère multiplier par dix à l'horizon 2015<sup>58</sup>. La croissance des flux d'IDE débute en 1991 ; elle est néanmoins plus sensible à compter de 2003 en raison de l'assouplissement progressif des législations les encadrant et de l'accroissement des secteurs autorisés à les accueillir (Sermage et Kruger, 2006).

L'ouverture économique indienne met fin aux protections tarifaires et non tarifaires qui protégeaient les entreprises indiennes. Ce processus, symbolisé par le stock croissant d'IDE et l'accroissement du taux d'ouverture, encourage les entreprises à renouveler leurs modes de production au profit de mécanismes modernes, tant dans l'organisation de la production que par le recours aux technologies les plus innovantes. Il contribue fortement à l'accroissement de la productivité du travail en Inde (Hochraich, 2006) (Bino et al., 2009).

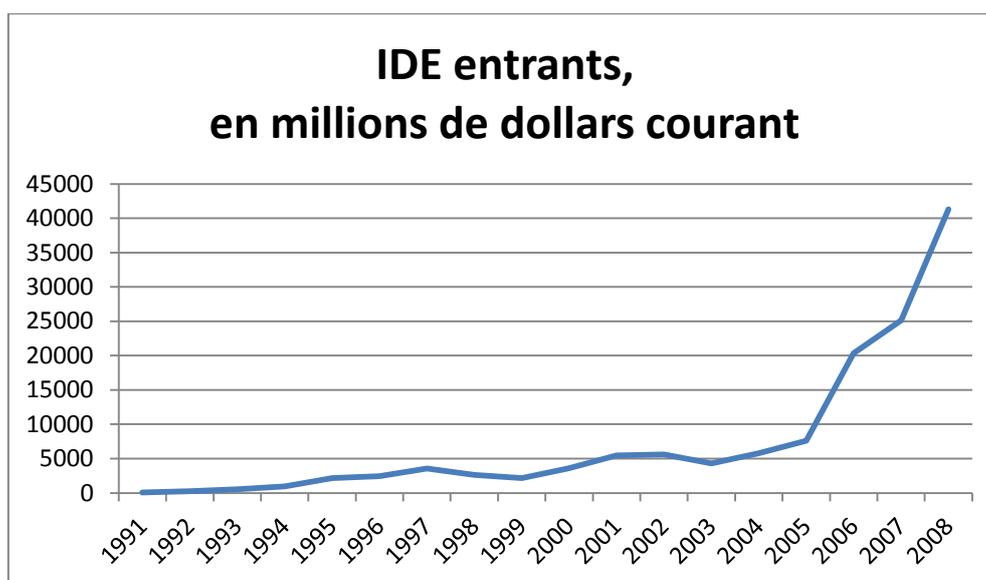
---

<sup>56</sup> Il convient néanmoins de minorer ce phénomène, puisque 37% ces flux émanent de l'île Maurice, important paradis fiscal pour les agents économiques indiens. Néanmoins, ces IDE se distinguent de l'exemple chinois, car ils s'orientent massivement vers la consommation domestique.

<sup>57</sup> Les autorités indiennes espèrent multiplier par 10 d'ici 2015 le flux annuel d'IDE entrants.

<sup>58</sup> Ainsi, en 2011, l'Inde est définie comme un « pays cible » pour les investissements directs à l'étranger français. Ces IDE français se concentrent dans les zones urbaines de Delhi, Mumbai et Bangalore. Plus récemment, à la suite de Michelin et de Renault Saint Gobain, Chennai est devenue une terre d'accueil importante des IDE des entreprises françaises industrielles ; plus de 70 entreprises se sont ainsi installées dans la capitale de l'Etat du Tamil Nadu.

**Graphique 1.6. L'évolution des flux d'IDE**



Source Banque Mondiale, 2011

### ... d'inégalités sectorielles croissantes...

L'ouverture économique en Inde s'est associée à une amélioration de la productivité. Néanmoins, derrière le ratio moyen se cachent de profondes disparités sectorielles. Le secteur tertiaire voit sa croissance de sa productivité annuelle moyenne augmenter trois fois plus vite que celle du secteur primaire. En valeur absolue, la productivité du tertiaire est six fois plus importante que celle du secteur primaire (OCDE, 2007).

**Tableau 1.1. La productivité sectorielle en Inde**

	Niveau de productivité <sup>59</sup>		Variation annuelle de la productivité (93/03)
	1993	2003	
<b>Primaire</b>	15 015	17749	1, 7%
<b>Secondaire</b>	33 039	40 036	1, 9%
<b>Tertiaire</b>	71 171	113 771	4, 8%
<b>Ensemble</b>	29 399	44 706	4, 3%

Source OCDE (OCDE, 2007).

<sup>59</sup> Produit net par personne, prix de 1999/2000, roupies

Ces évolutions différenciées de la productivité ont des répercussions mésoéconomiques sensibles. Le tableau suivant met ainsi en évidence les dynamiques sectorielles de l'économie indienne depuis l'Indépendance. Conformément aux évolutions de la productivité, le secteur primaire est le secteur d'activité qui connaît la plus faible croissance ; elle est même négative en 2009-2010<sup>60</sup>. A l'inverse, il apparaît une croissance forte des activités tertiaires estimée à 9.3 % par an entre 2000 et 2004 et qui atteint 10, 1% en 2009-2010.

**Tableau 1.2. L'évolution annuelle des productivités sectorielles  
(en pourcentage de variation par rapport à l'année précédente)**

	1951- 1980	1981-1990	1991-2000	2000- 2004	2005- 2010	2009-2010
Primaire	2.1	4.4	3.1	1.4	2, 98	-0,2
Secondaire	5.3	6.8	5.8	6.4	8, 5 <sup>61</sup>	8
Tertiaire	4.5	6.6	7.5	9.3	10, 3	10, 1

Source Economic Survey, 2009

Ces évolutions accentuent logiquement le renouvellement des poids sectoriels de croissance inhérents à tout processus de développement économique. Ainsi, en vingt ans, le poids du secteur primaire dans le PIB a-t-il perdu seize points. A l'inverse, le secteur tertiaire voit son poids durant la même période gagner quatorze points. La part des services dans le PIB, qui était de 28% en 1950 puis de 41% en 1990, s'élevait à 55, 2% en 2010. La part du secteur primaire dans le PIB décline rapidement : de 57% en 1950, puis 34% en 1990, elle s'établit à seulement 15, 7% en 2010. Le secteur industriel connaît une progression plus lente. Il représentait 15% du PIB indien en 1950, 27% quarante plus tard, et désormais 29, 1% en 2010 (Government of India, 2011).

<sup>60</sup> Baisse de la production qui est principalement due à la médiocrité de la mousson.

<sup>61</sup> Si toutes les données sont issues des différents economic survey, celle-ci provient des données de la Banque Mondiale et porte sur 2005 à 2009.

**Tableau 1.3. Composition sectorielle du PIB (en pourcentage)**

	Primaire	Secondaire	Tertiaire
<b>1950</b>	57	15	28
<b>1960</b>	53	18	29
<b>1970</b>	46	22	32
<b>1980</b>	40	24	36
<b>1990</b>	32	27	41
<b>2000</b>	24	27	49
<b>2010</b>	15, 7	29, 1	55, 2

Source Economic Survey, 2009

Le secteur primaire indien est en difficulté, en témoigne le déclin structurel de la part de l'agriculture dans la valeur ajoutée. Elle représente 18% de la valeur ajoutée produite en Inde en 2009, quatorze points de moins qu'en 1990. Cette évolution macroéconomique s'associe à une dégradation sensible des conditions de vie des paysans indiens. Cette relation que nous étudions plus en détail au cours de la thèse est indissociable de la modernisation du secteur primaire (Paringaux, 2002) (Patnaik, 2006) (Harris-White, 2008).

Le secteur industriel connaît une croissance macroéconomique faible. 1991, son poids dans le PIB n'a crû que de seulement deux points, passant de 27% du PIB à 29%. Cette relative constance ne signifie pas que le secteur industriel n'ait pas été affecté par le processus d'ouverture économique. En effet, la grande industrie apparaît la grande gagnante du processus de libéralisation interne et externe de l'économie indienne (Kennedy, 2001) (Hochraich, 2006). En témoigne l'évolution contrastée de la croissance de la valeur ajoutée réalisée par les industries de plus de cent employés et par celles de moins de cent employés : les premières connaissent une croissance annuelle moyenne de 7, 3%, les secondes de seulement 4, 8% (OCDE, 2007).

Cette perte progressive de l'influence de la *Small Scale Indutry* est fortement influencée par la libéralisation des politiques économiques. En effet, cette dynamique se caractérise par une concurrence croissante d'une part, et un renouvellement des politiques de soutien public à leur égard de l'autre. Ainsi, les réservations d'achats publics aux petites industries créées en 1967

sous Indira et fortement développées entre 1977 et 1979 sous le gouvernement du *Janata Party* sont-elles progressivement supprimées en parallèle de l'ouverture économique. Ces dynamiques aboutissent à une forte restructuration des petites industries entre des activités modernes de sous-traitance des grands groupes dynamiques et une petite industrie rurale fragilisée (Guétat-Bernard et Kennedy, 2006).

A l'inverse, la compétitivité des industries indiennes exportatrices s'améliore. L'ouverture économique indienne a permis aux grandes entreprises d'améliorer leurs situations budgétaires, au prix néanmoins d'un recentrage sur les activités principales de ces géants industriels. Le taux de profit dégagé par ces entreprises a crû fortement tout au long des décennies 1990 et 2000. Les grands groupes industriels indiens se sont alors consolidés, voyant leur compétitivité internationale s'améliorer. Cette dynamique se pérennise et tend à l'affirmation de l'Inde comme d'un nouveau « géant industriel » à la conquête des marchés internationaux (Ruet, 2008).

Similairement, la croissance au sein du secteur tertiaire n'est pas homogène ; les activités de communication, des services électroniques, de sous-traitance informatique sont les grands gagnants de ce processus. A l'inverse, les activités hôtelières et de services à la personne ont un taux de croissance moindre. Dès lors, outre une croissance née de la forte élasticité au revenu des biens supérieurs que sont les services, il semble que cette dynamique ait des déterminants exogènes. En effet, les secteurs économiques les plus ouverts et les plus insérés dans le commerce international sont les principaux bénéficiaires de la réorientation de la stratégie économique indienne.

Cette dynamique se poursuit dans la décennie 2000. Ainsi, les services exportés ont-ils crû annuellement de 28,7% par an entre 2000-01 et 2006-07, contre une croissance annuelle de 19% pour les autres activités d'exportation. Au sein du secteur des services, l'exportation des services informatiques est l'activité la plus dynamique ; elle représente 53,4% des exportations de services au premier semestre de l'année fiscale 2009-2010. Cette part relative des services informatiques dans les exportations de services est en progression constante ; elle s'établissait à 39% en 2000-01, 45,5% en 2008-09. Cette dynamique fait de l'Inde le second pays exportateur de services informatiques au monde, alors qu'elle n'est que 27<sup>ème</sup> pour les exportations de marchandises (*Economic Survey 2008-2009*, 2009).

### ... Source d'inégalités spatiales...

La réorientation des moteurs sectoriels n'est pas neutre spatialement. Elle est en effet co-occurrence d'un accroissement des inégalités de richesse entre les zones rurale et urbaine. Ainsi, alors que les villes indiennes produisaient 29% du PIB en 1951, elles produisent désormais 75% des revenus nationaux. Il convient alors d'analyser ce processus de relocalisation spatiale de l'économie indienne impulsé par le processus d'ouverture. Il apparaît que cette dynamique tend à renforcer les inégalités socioéconomiques structurelles opposant espaces ruraux et urbains en Inde.

Selon le recensement indien, les zones urbaines représentent les cités sous l'administration d'un conseil municipal et/ ou administratif et les localités ayant plus de cinq mille habitants dont plus de 75% de la population active masculine vit d'autres activités que l'agriculture, et dont la densité moyenne dépasse les quatre cents habitants au kilomètre carré. Bien que l'Inde dispose de près de cinquante villes de plus d'un million d'habitants<sup>62</sup>, les espaces ruraux abritent plus des deux tiers de la population indienne en 2010. Les zones urbaines ne représentent alors que 29, 32% de la population indienne en 2006, et connaissent une croissance démographique modérée pour un pays en développement, estimée à 2, 8% par an entre 1991 et 2001. Cette proportion de la population rurale est d'autant plus forte lorsqu'on la met en rapport à la localisation spatiale du PIB indien ; rappelons que plus de 75% du PIB est produit dans les zones urbaines, alors qu'elles n'abritent qu'un tiers de la population indienne.

Pis encore, ces inégalités s'accroissent quotidiennement. En effet, les investissements se concentrent dans les secteurs modernes, surreprésentés dans les espaces urbains. La simple observation du voyageur d'une juxtaposition d'ensembles économiques modernes à proximité de zones économiques rurales peu productives semble accréditer cette hypothèse. Apparaît alors un accroissement des écarts de richesse entre espaces ruraux et urbains inhérents à l'ouverture économique indienne (Noorbakhsh, 2003).

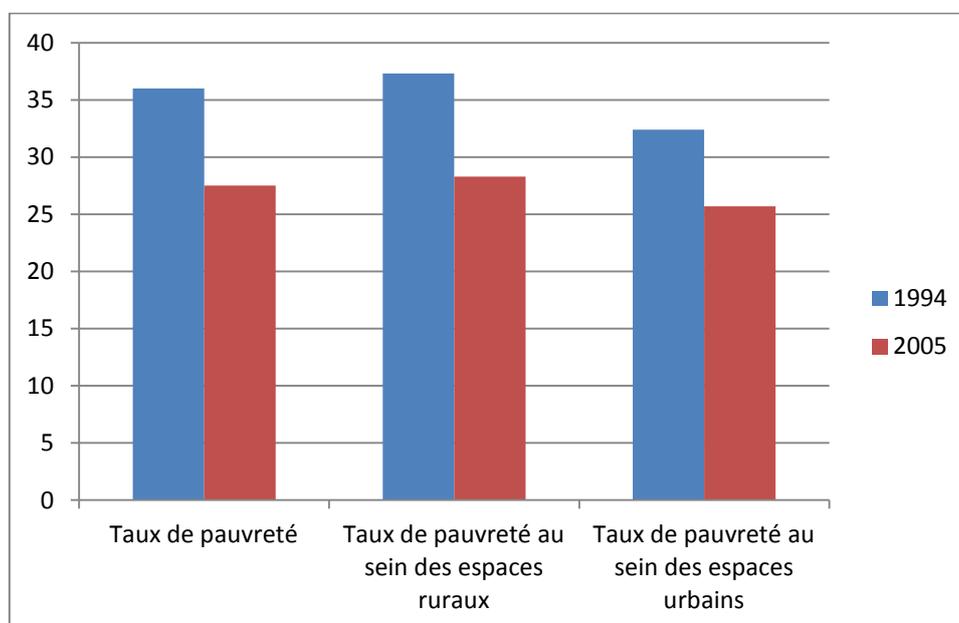
---

<sup>62</sup> Ces estimations évoluent très rapidement tant pour des raisons démographiques qu'en raison de l'imprécision des recensements réalisés.

### ...Et sociales grandissantes.

La croissance économique indienne s'est caractérisée par une baisse relative de la consommation finale des ménages dans la composition relative du PIB d'une part, au prix d'une accentuation des inégalités entre les espaces ruraux et urbains d'autre part. Ces phénomènes sont nuancés selon les autorités indiennes par une baisse régulière du taux de pauvreté ; selon les données officielles indiennes il est de 28% en 2004 contre 36% en 1994. Le graphe suivant, réalisé à l'aide des données fournies par la Banque Mondiale témoigne de cette réduction sensible du taux de pauvreté entre 1994 et 2005<sup>63</sup>.

**Graphique 1.7. Le taux de pauvreté en Inde (en pourcentage)**



Source Banque Mondiale, 2011

Outre que ce phénomène semble minoré par les statistiques nationales<sup>64</sup>, il apparaît des discriminations d'apparition du phénomène selon les espaces. Ainsi, pour la seule année 2005, les taux de pauvreté dans les espaces ruraux et urbains sont-ils respectivement de 28, 3% de la population et de 25, 7%. En valeur absolue, ces chiffres sont colossaux et font prendre encore

<sup>63</sup> La Banque Mondiale définit depuis 2005 le taux de pauvreté comme l'ensemble des individus vivant avec moins de 1, 25 dollars par habitant en parité de pouvoir d'achat.

<sup>64</sup> Selon les données de l'OCDE, le taux de pauvreté est de 34% en 2005. Ce biais risque d'être accru par les évolutions récentes de la statistique nationale. La redéfinition du mode de calcul de la pauvreté par les autorités indiennes minore encore plus ce phénomène (Vélia, 2011).

plus facilement conscience du défi politique auquel fait face l'Inde : trois cents millions de personnes vivent avec moins que le minimum vital.

Pis encore, ces inégalités spatiales s'accroissent selon Patnaik. En effet, en prenant comme indicateur la quantité de calories consommées, les populations des zones rurales ont vu leur consommation alimentaire baisser de 13% entre 1988 et 1998<sup>65</sup>, alors que la baisse n'est que de 1, 5% entre 1983 et 1998 dans les zones urbaines. Le nombre d'Etats dans lesquels au moins le tiers des populations rurales a une consommation alimentaire inférieure à mille-huit cents calories quotidiennes<sup>66</sup> a doublé entre 1983 et 1998 (Patnaik, 2006).

En plus de ces discriminations spatiales, un phénomène propre à une société majoritairement hindoue spécifie la pauvreté en Inde : les discriminations de caste. Ainsi, selon les données de Gang, Sen et Yun, les taux de pauvreté monétaires<sup>67</sup> des castes et tribus répertoriées au sein des zones rurales sont-ils respectivement de 12, 4 points et 21, 7 points supérieurs au taux de pauvreté du reste de la population rurale indienne (Gang, Sen, et Yun, 2008).

Dès lors, bien que la pauvreté monétaire indienne recule, ceci se réalise au détriment de fortes inégalités sociales entre espaces ruraux et urbains. Le coefficient de Gini entre 1993 et 2004 est passé de 32, 9 à 36, 2. Sur la même période, le ratio des revenus des 20% les plus riches sur celui des 20% les plus pauvres est passé de 4, 85 à 5, 22, soit une hausse annuelle moyenne de 1, 18%. Dès lors, contrairement au postulat des autorités indiennes selon lequel la croissance macroéconomique tirera inexorablement la dynamique des espaces ruraux, la croissance économique indienne peine ainsi à enclencher le développement économique des espaces ruraux (Giraud, Huchet et Ruet, 2008).

## Conclusion.

Outre une accélération du trend de croissance, les dynamiques économiques contemporaines indiennes se sont caractérisées par d'importantes disparités sectorielles et spatiales. Dès lors, la croissance économique ne s'accompagne pas d'un processus de développement économique et social, dynamique cruelle au pays d'Amartya Sen. Ce lent processus développementaliste indien est symbolisé par l'appauvrissement relatif des zones rurales et du secteur agricole.

---

<sup>65</sup> Ce phénomène est accru depuis 1991 ; selon l'article cité, la baisse a été de 12% entre 1988 et 1998.

<sup>66</sup> Ce ratio est le seuil minimal défini par la *Food and Agriculture Organization*.

<sup>67</sup> En Inde, la pauvreté monétaire est calculée de manière suivante en 2007. Pour les zones rurales, ce sont les personnes qui disposent de revenus mensuels inférieurs à 275 roupies ; pour les espaces ruraux, le seuil est de 300 roupies.

Parallèlement, les populations pauvres et rurales pâtissent du renouvellement des politiques sociales depuis 1992 en faveur d'un ciblage des individus vivant sous la *Below Poverty Line*. Outre que les critères de pauvreté sont restrictifs selon l'aveu de la Commission Nationale du Plan, ils ne permettent pas une correction efficace des dynamiques économiques<sup>68</sup> (Jhabavala et Standing 2011).

## **Conclusion de section.**

L'échec de la voie nehruvienne de développement a encouragé les autorités de New Delhi à renouveler leur stratégie économique. L'ambition est de rompre avec la planification économique afin de lui substituer une économie moderne et concurrentielle. Pour ce faire, l'Etat a libéralisé l'économie sur le plan national dans un premier temps, puis au niveau international. Les résultats en termes de croissance économique sont indéniables, et nourrissent la croyance dans l'émergence d'une « *shining India* ».

Néanmoins, l'éblouissement proféré par cette Inde « brillante » ne doit pas faire oublier que de nombreux espaces demeurent à l'écart de cette dynamique. Figures de proue de cette modernisation forcée, les espaces ruraux voient leur économie s'affaiblir, englués par des politiques agricoles et industrielles qui rompent avec le soutien politique à ces espaces durant les quatre décennies de planification.

Il convient alors de s'interroger sur les déterminants structurels à ces dynamiques économiques et sociales distinctes. La thèse développe l'hypothèse selon laquelle l'économie indienne est segmentée entre des espaces urbains adaptés à l'ouverture économique, tandis que d'autres, ruraux, subissent cette évolution. Cette hypothèse, que nous développons dans la section 2 de ce chapitre, soutient que cette disparité s'explique par la segmentation des marchés du travail entre les espaces ruraux et urbains.

---

<sup>68</sup> Ces résultats déplorables sonnent en écho aux travaux de Bruno Lautier sur les évolutions des Etats sociaux en Amérique latine, et le nécessaire développement d'approches en termes d'une universalisation des droits sociaux (Lautier, 2006).

## **Section 2. La segmentation spatiale du marché du travail au cœur de la segmentation de l'économie. Le cas du travail des enfants.**

La diversité des trajectoires économiques entre les espaces ruraux et urbains est l'objet d'un consensus. Le symbole de cette disparité des espaces est représenté par les déséquilibres sectoriels et spatiaux de la main-d'œuvre. En effet, alors que le secteur primaire pèse 15 % du PIB, il occupe près de 60% de la main-d'œuvre en 2009. Similairement, les espaces ruraux abritent les deux-tiers de la population alors qu'ils participent pour moins du quart du PIB indien.

La section interroge les déterminants de ces déséquilibres macrosociaux. Elle démontre qu'une segmentation spatiale du marché du travail nourrit ces déséquilibres. En effet, le marché urbain, répondant à des stimuli économiques, s'adapte à l'évolution des politiques économiques. Le marché rural, largement régi par des déterminants socioreligieux, pâtit du processus de libéralisation économique. Il tarde alors à s'adapter aux dynamiques macroéconomiques. Ceci explique la croissance des inégalités spatiales indiennes depuis deux décennies.

Deux points structurent cette section. Après avoir démontré dans un premier temps que l'espace indien est segmenté en deux marchés du travail relativement hermétiques l'un à l'égard de l'autre, le second temps soutient l'hypothèse que les enfants travailleurs sont principalement un sous-effectif de ce marché rural du travail.

### **2.1. Les déséquilibres sectoriels de la main-d'œuvre révélateurs de la segmentation du marché indien du travail.**

La dynamique macroéconomique s'est associée à un fort dynamisme de l'offre de travail. Le marché du travail comporte environ cinq cent dix millions d'emplois en 2010. Pourtant, la croissance de l'emploi n'est pas homogène sur cette période : entre 1990 et 2000, elle s'est élevée à seulement 1,87 %, tandis que sur les quatre premières années de la décennie 2000, cette croissance annuelle a atteint 3,91% par an. Cette offre considérable fait de l'Inde le second marché au monde d'emplois, derrière la Chine. La croissance démographique devrait

permettre à l'Inde de disposer d'un nombre de travailleurs supérieur à son rival asiatique à l'horizon 2040.

Cette croissance se réalise au détriment d'une baisse relative de la croissance annuelle de la productivité du travail. Les chiffres présentés par les *Etudes Economiques* de l'OCDE indiquent ainsi une croissance de la productivité annuelle moyenne du travail de 4,36% entre 1990 et 1999 et de 3,76% entre 2000 et 2005. Cette évolution globale est néanmoins très disparate selon les espaces et les secteurs d'activités. Ainsi, le secteur tertiaire exportateur apparaît-il comme le grand gagnant de ce processus. A l'inverse, l'économie agricole est durablement déprimée ; les écarts de productivité entre ces deux secteurs s'accroissent fortement depuis 1991.

Selon Bino et al., la répartition spatiale de l'emploi est disparate. Les activités agricoles sont surreprésentées dans les zones rurales, alors que les zones urbaines regroupent la majorité des travailleurs qualifiés œuvrant au sein des secteurs secondaire et tertiaire exportateurs (Bino et al., 2009). Dès lors, s'en suit mécaniquement un accroissement sensible du différentiel de productivité entre les espaces urbains et ruraux.

Il convient alors de s'interroger sur les déterminants d'une telle disparité des dynamiques économiques spatiales et sectorielles. L'hypothèse émise par la présente recherche est que ces déséquilibres s'expliquent par la variété des déterminants à l'emploi entre les zones urbaines et rurales. La thèse propose une segmentation en deux ensembles :

- I. Le premier témoigne d'un marché du travail urbain, régi par la qualification au sein des activités à forte valeur ajoutée. Il concentre les emplois de bonne qualité.
- II. Le second est rural et rassemble les emplois les plus socialement discriminants. L'accès à l'emploi dans ces secteurs est contraint par des déterminants sociaux. Ces emplois se concentrent au sein des activités agricoles.

Deux points structurent ce paragraphe. Le premier point réalise une présentation des déterminants spatiaux et sectoriels des marchés du travail indien. Une forte déconnexion apparaît entre les espaces, accréditant l'hypothèse selon laquelle deux marchés du travail coexistent en Inde. Le second temps analyse la diversité des déterminants d'accès à l'emploi au sein de ces deux marchés. Le marché du travail urbain est régi par les qualifications, tandis que le marché rural est déterminé par des éléments socioreligieux.

## La segmentation spatiale du marché du travail indien.

La croissance de l'emploi que connaît l'économie indienne n'est pas neutre. En effet, le glissement des moteurs de croissance agit sur la composition sectorielle de l'emploi indien. Le secteur tertiaire, particulièrement les activités exportatrices de *software*, connaît une accélération de son importance relative dans l'économie indienne. Cette importance remodèle progressivement la composition sectorielle du marché indien du travail, comme en témoigne le tableau suivant. Il apparaît ainsi que la part de l'emploi agricole dans l'emploi total a perdu neuf points entre 1990 et 2009, déclin qui a été absorbé par le secteur secondaire et le secteur tertiaire.

**Tableau 1.4. : Structure de l'emploi et parts dans la valeur ajoutée par secteur.**

	PIB			Emploi		
	Primaire	Secondaire	Tertiaire	Primaire	Secondaire	Tertiaire
<b>1950</b>	57	15	28	72	11	17
<b>1960</b>	53	18	29	72	12	16
<b>1970</b>	46	22	32	72	11	17
<b>1980</b>	40	24	36	69	14	18
<b>1990</b>	32	27	41	67	13	21
<b>2000</b>	24	27	49	57	18	25
<b>2009-2010</b>	15, 7	29, 1	55, 2	58, 2	17, 4	24, 4

Source (*Economic Survey*2008-2009, 2009)

Le rééquilibrage historique de l'emploi en faveur des secteurs secondaire et tertiaire est nettement plus faible que leur évolution dans les parts dans la valeur ajoutée. En effet, la part de ces secteurs dans l'emploi est relativement stable depuis dix ans, alors même que les secteurs secondaire et tertiaire ont un poids respectif dans le PIB supérieur de deux et six

points. Ceci indique que la hausse de la productivité est plus importante dans les secteurs secondaires et tertiaires que dans le secteur primaire<sup>69</sup>.

La dynamique de l'emploi dans le tertiaire n'est néanmoins pas homogène ; elle se caractérise par une multiplication par trois de la part relative des emplois des services financiers dans l'emploi total et une forte croissance des activités touristiques. Dans le secteur secondaire, il apparaît que l'essentiel de la croissance relative de l'emploi est le fait des industries de construction qui compense largement la baisse de l'emploi dans les activités énergétiques. En somme, ce sont les activités économiques modernes qui dopent la croissance de l'offre d'emploi (NSS, 2005) (Mitra, 2008).

La composition sectorielle de l'emploi diffère aussi selon l'espace d'action. Ainsi, alors que l'emploi dans le secteur primaire dans l'emploi total représente en 2004-2005 56% des emplois indiens, les emplois agricoles ne concernent qu'1, 9% des emplois dans les villes de plus d'un million d'habitants, et 8, 7% dans l'ensemble des villes indiennes. Le tableau suivant compare alors les compositions sectorielles des emplois en Inde, dans les zones urbaines et dans les villes de plus d'un million d'habitants (Bino et al., 2009).

**Tableau 1.5. Localisation spatiale et sectorielle de la main-d'œuvre.**

Secteur	Primaire	Secondaire	Tertiaire
Inde	56, 60%	18, 74%	26, 84%
Inde rurale <sup>70</sup>	75, 5%	11, 5%	13%
Inde urbaine	8, 7%	33, 9%	57, 5%
Villes > 1M d'hab	1, 9%	36, 5%	61, 6%

Source (Bino et al., 2009)

Les différentiels économiques entre les espaces se nourrissent d'une double matrice de différenciation entre les emplois ruraux et urbains en Inde<sup>71</sup> :

<sup>69</sup> Le fait que la part de la population active travaillant dans le secteur primaire se soit accrue au cours de la crise économique de 2008-2009 témoigne du peu de cas de la productivité dans ces déterminants d'accès à l'emploi.

<sup>70</sup> Les résultats pour les zones rurales ne sont qu'approximatifs et ne proviennent d'aucune source officielle. Ils sont le produit de nos propres estimations et ne sont qu'un appui à notre argumentation.

- i. Les espaces ruraux occupent massivement des emplois dans le secteur primaire ; ils sont en moyenne moins productifs que les emplois dans les espaces urbains.
- ii. Les zones urbaines sont surreprésentées parmi les emplois dans les activités économiques modernes. Ces emplois sont plus productifs en moyenne que ceux des zones rurales.

## ii. Déterminants économiques Vs déterminants socioreligieux.

Actant de la productivité supérieure des travailleurs urbains sur celle des paysans ruraux, le paragraphe suivant questionne la diversité des déterminants d'accès à l'emploi entre les campagnes et les villes. En raison de l'absence connue d'études spatiales de l'emploi, la thèse emprunte un chemin détourné par le recours à l'analyse qualitative des emplois qui donnent d'intéressantes données sur le travail dans les espaces ruraux et urbains<sup>72</sup>.

En effet, l'importante hétérogénéité des emplois encourage les statisticiens indiens à distinguer trois catégories de travailleurs selon la stabilité de l'emploi<sup>73</sup>. Ces trois catégories sont le « *Regular employment* », le « *self employment* » et le « *casual labour market* ». L'emploi régulier concerne 15, 1% de la main-d'œuvre indienne en 2004. Il est surreprésenté dans les espaces urbains. Le *self employment* concerne 56% des travailleurs indiens en 2004. Le *casual labour*<sup>74</sup>, forme d'emploi la plus discriminante, se concentre dans les espaces ruraux (Mehta et Shepherd, 2006) .

Dès lors, les disparités économiques se doublent de problèmes sociaux. Nous mettons en évidence que ces inégalités économiques et sociales sont issues de la diversité des

---

<sup>71</sup> En faisant l'hypothèse *a priori* réductrice d'une productivité sectorielle moyenne identique au sein des espaces ruraux et urbains, la productivité moyenne des travailleurs dans les villes de plus d'un million d'habitants est près de trois fois supérieure à celle des zones rurales. Ces résultats semblent indiquer une segmentation spatiale de la productivité du travail. En effet, le secteur primaire qui connaît la plus faible productivité du travail est fortement surreprésenté au sein des espaces ruraux. L'inverse est vrai pour les zones urbaines, qui concentrent les secteurs les plus dynamiques et les plus productifs. La productivité moyenne du travail dans les zones urbaines est alors largement supérieure à celle des zones rurales.

<sup>72</sup> L'absence de prise en compte des castes et du genre s'explique par l'absence de données macrosociales. Néanmoins, les travaux microéconomiques insistent sur l'influence des ces deux déterminants dans l'accession à l'emploi, tout particulièrement au sein des espaces ruraux. Lorsque les données sont disponibles, nous les communiquons.

<sup>73</sup> Cette classification est pertinente dans une économie d'un pays en développement, dans lequel le salariat n'est pas la norme d'emploi la plus couramment admise. Selon l'OCDE, l'emploi formel ne représente que 6% de l'emploi total en 2003 (OCDE, 2007a).

<sup>74</sup> L'emploi temporaire ne doit pas être entendu dans son acception occidentale régie par des agences d'intérim. Il s'agit davantage d'un travail occasionnel réalisé par des individus selon les exigences du moment. Le travail saisonnier agricole est très habituel dans les pays en développement et n'affecte pas le seul secteur primaire ; mais aussi le secteur secondaire dans les activités agroalimentaires. Nous conservons désormais le terme d'emploi saisonnier, qui nous semble plus à même d'appréhender les spécificités de ces emplois.

déterminants à l'emploi entre des marchés du travail urbains régis par les qualifications et des marchés ruraux où règnent les discriminations socioreligieuses. En somme, le paragraphe met en évidence la coexistence de deux marchés du travail.

- i. Le premier est qualifié de marché urbain du travail. Il propose des emplois plus stables, plus qualifiés et souvent mieux rémunérés. Il concentre les emplois des secteurs secondaires et tertiaires, tout particulièrement les activités économiques les plus modernes (Bino et al., 2009).
- ii. Le second est qualifié de marché rural du travail. Il propose des emplois de faible qualité associés au secteur primaire principalement. Les déterminants socioreligieux comme la caste et la tribu affectent l'accès à l'emploi (Harris-White et Nandini, 2001) (Harriss-White, 2003).

▪ *Le Regular Employment.*

L'emploi régulier concerne principalement les secteurs secondaire et tertiaire ; le tableau suivant témoigne d'une surreprésentation des secteurs secondaire et tertiaire dans l'emploi régulier. Il apparaît ainsi que le secteur tertiaire héberge 24, 62 % seulement de l'emploi total en 2004-2005, mais près des deux tiers des emplois réguliers. De la même manière, le secteur secondaire emploie 18, 7% des travailleurs indiens, mais près de 30% des employés réguliers. A l'inverse, le secteur primaire ne concentre qu'une très faible quantité d'emplois réguliers, faiblesse d'autant plus criante en comparaison de son importance quantitative totale dans l'emploi indien.

**Tableau 1.6. Répartition sectorielle de l'emploi régulier.**

Secteur	Primaire	Secondaire	Tertiaire	Total
Emploi total	56, 67	18, 7	24, 62	99, 99
Emploi régulier	4, 8	29, 9	65, 3	100

Source Bino et al.

D'après les données affinées par activité économique, cette différenciation sectorielle est hétérogène. Il apparaît ainsi que 26, 4% du total des emplois réguliers en 2004-2005 sont hébergés dans les activités industrielles et énergétiques, alors même que ces activités ne concernent que 12, 47% de l'emploi total. De la même manière, 33, 7% du total des emplois

réguliers sont abrités par le large groupe des activités de services publics, alors que ces emplois ne représentent que 8, 13% de l'emploi total. Plus globalement, il apparaît un lien entre emploi régulier et activité économique exportatrice en Inde (Bino et al., 2009).

Cette faiblesse de l'emploi régulier dans les activités agricoles affecte la localisation spatiale de cette forme d'emploi. Le tableau suivant est construit à partir des données fournies par le rapport sur le marché indien du travail réalisé par Bino et al. ; il met en évidence la part relative de l'emploi régulier en pourcentage de l'emploi total selon les zones rurale et urbaine en 1994-1995 puis en 2004-2005. La surreprésentation de cette forme d'emploi dans les zones urbaines est évidente<sup>75</sup>.

**Tableau 1.7. Probabilité d'accès à un emploi régulier selon le genre et l'espace.**

	Rural		Urbain	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
1994-1995	10	3, 9	40, 6	35, 6
2004-2005	8, 5	3, 7	42	28, 4

Source Bino et al.

Outre des différenciations sectorielles et spatiales, l'emploi régulier témoigne d'une surreprésentation des travailleurs qualifiés. En effet, les données fournies par le 62<sup>ème</sup> Round du NSS, et reprises par le rapport sur le marché indien du travail de l'institut de sciences sociales de Tata indique que si seulement 4,5 % des travailleurs non qualifiés disposent d'un emploi stable, ils sont 52,4 % dans ce cas parmi les travailleurs ayant un diplôme équivalent au baccalauréat. De cet écart statistique, il ressort une corrélation positive assez forte entre le niveau scolaire et l'accès à un emploi stable et régulier ; cette dernière est néanmoins plus importante dans les zones urbaines que rurales (Bino et al., 2009)<sup>76</sup>.

<sup>75</sup> Ce déterminant se double de discriminations de genre, comme en atteste le tableau. Certes indicatif, nous conservons surtout ce tableau en raison de l'absence de données agrégées par espace disponibles.

<sup>76</sup> Cette corrélation explique la part relative plus importante de l'emploi stable dans les Etats ayant des niveaux de formation plus élevés

**Tableau 1.8. Probabilité d'accès à un emploi régulier selon l'espace et le niveau d'étude.**

	Rural	Urbain	Total
<b>Illettré</b>	2, 8	22, 4	4, 5
<b>Cours élémentaires<sup>77</sup></b>	6, 6	31, 8	10, 4
<b>Cours moyens</b>	10	37, 8	16, 9
<b>Collège</b>	17	45, 4	26
<b>Lycée</b>	23, 7	48, 6	33, 3
<b>Baccalauréat ou diplôme universitaire</b>	38, 4	75, 2	52, 4

Source Bino et al.

Trois déterminants socioéconomiques agissent positivement sur la probabilité d'accès à un emploi stable : le niveau de qualification, le secteur et l'espace d'activité économique. En d'autres termes, il semble que les employés qualifiés des secteurs en émergence des grandes mégapoles exportatrices aient un accès plus aisé à l'emploi régulier que les travailleurs peu qualifiés du secteur primaire rural. L'intégration d'un travailleur dans les secteurs économiques modernes est ce faisant un élément de distinction au sein du marché du travail.

▪ *Self Employment.*

L'importance de l'emploi indépendant revêt de profondes disparités sectorielles et territoriales. Ainsi, apparaît-il une surreprésentation de l'emploi indépendant dans le secteur primaire. Ce secteur regroupe 63, 18% des travailleurs indépendants, alors qu'il ne représente que 56, 67% de l'emploi total. A l'inverse, la part de l'emploi indépendant est sous-représentée dans le secteur secondaire.

<sup>77</sup> Nous traduisons par les terminologies françaises.

**Tableau 1.9. Répartition sectorielle de l'emploi indépendant.**

Secteur	Primaire	Secondaire	Tertiaire	Total
Emploi total	56, 67	18, 7	24, 62	99, 99
Emploi indépendant	63, 18	13, 2	23, 62	100

Source Bino et al.

L'affinage par activité économique indique ainsi qu'au sein du secteur tertiaire, il apparaît une faible représentation des emplois publics et des industries modernes. A l'inverse, les activités touristiques liées au commerce et à la restauration sont largement surreprésentées. Ces indications supplémentaires sont aussi intéressantes dans le secteur secondaire, puisque la relative marginalité de l'emploi indépendant dans le secteur secondaire réside principalement dans l'absence d'emplois indépendants dans les activités économiques productrices d'énergie, comme les centrales électriques.

Le secteur primaire et les activités commerciales concernent près des trois-quarts de la population active occupant un emploi indépendant en 2004-2005. Ceci semble témoigner de la prépondérance des travailleurs faiblement diplômés dans la part relative des travailleurs indépendants. En effet, l'autonomie de gestion nécessite une qualification minimale, tandis que les activités économiques exercées ne supposent pas d'importantes connaissances théoriques et générales. Cette hypothèse est vérifiée par l'étude de la part relative des travailleurs indépendants par niveau de diplôme. Elle indique que les populations ayant un diplôme secondaire sont les populations les plus représentées parmi les travailleurs indépendants. En outre, le tableau indique que la probabilité d'emploi indépendant est plus importante quel que soit le niveau de diplôme au sein des zones rurales<sup>78</sup>.

---

<sup>78</sup> Il ressort de ce tableau une incidence marquée de l'obtention d'un diplôme du supérieur sur la possibilité d'échapper à l'emploi indépendant. Cette relation semble alors supposer une relation inverse entre le niveau moyen d'éducation des habitants par Etat et la proportion de l'emploi indépendant, comme en attestent les faibles taux de travailleurs indépendants dans les Etats de Goa (34% de la population active occupée) et de Delhi (38, 3%) comparativement aux taux connus par les Etats de l'Uttaranchal (76, 1%) et de l'Himachal Pradesh (75, 6%).

**Tableau 1.10. Probabilité d'accès à un emploi indépendant  
selon l'espace et le niveau d'étude.**

	<b>Rural</b>	<b>Urbain</b>	<b>Total</b>
<b>Illétrés</b>	54, 8	44, 5	53, 8
<b>Cours élémentaire</b>	59, 2	43, 8	56, 7
<b>Cours moyen</b>	63, 8	45, 7	59, 3
<b>Collège</b>	66, 5	46, 3	60
<b>Lycée</b>	67, 2	47, 8	59, 6
<b>Baccalauréat ou diplôme universitaire</b>	57, 9	36, 7	45, 4

Source, NSSO 2005-2006

Les déterminants sélectionnés témoignent d'une incidence sur la part des travailleurs indépendants dans la population active occupant un travail indépendant. Ces déterminants sont néanmoins moins affirmés que pour l'analyse de l'emploi régulier. Cette relative absence de détermination sociale du travail indépendant semble s'expliquer par son caractère quantitativement premier ; rappelons qu'il représente plus de 56% des situations d'emplois en 2004-2005.

- *Le « Casual Labour ».*

L'analyse sectorielle des emplois saisonniers témoigne d'une surreprésentation de ces statuts d'emploi parmi les secteurs primaire et secondaire. A l'inverse, seuls 6, 42% des emplois temporaires en 2004-2005 se situent dans le secteur tertiaire, alors que ce secteur héberge près d'un quart des emplois totaux<sup>79</sup>.

---

<sup>79</sup> Cette observation revêt néanmoins de profondes disparités selon les Etats, seule la sous-représentation du secteur tertiaire est quasi-générale. Ainsi, apparaît-il que dans les Etats les moins riches, le travail temporaire se réalise principalement dans le secteur industriel rural et traditionnel, alors que dans les Etats les plus riches, celui-ci se concentre dans le secteur primaire.

**Tableau 1.11. Répartition sectorielle de l'emploi saisonnier.**

Secteur	Primaire	Secondaire	Tertiaire
Emploi total	56, 67	18, 7	24, 62
Emploi temporaire	69, 19	24, 39	6, 42

Source, Bino et al.

Cette surreprésentation des secteurs primaire et secondaire dans l'emploi saisonnier affecte la spatialité de cette catégorie de travailleurs. En effet, selon *l'Indian labour market Report*, l'emploi rural est surreprésenté dans cette catégorie de travailleurs, comme le montre le tableau suivant réalisé à partir des données du NSSO sur le *casual labour* en 2005-2006. Le taux d'emploi saisonnier en proportion de l'emploi rural total s'élève ainsi à 35, 68% contre 16, 07% dans l'emploi urbain. Les zones urbaines concentrent proportionnellement deux fois moins de travailleurs saisonniers que les zones rurales. Ceci est logique lorsqu'on met en relation ces résultats à l'analyse sectorielle de ces emplois qui témoignent d'une surreprésentation au sein du secteur primaire.

**Tableau 1.12. Taux d'emploi saisonnier par espace.**

	Rural	Urbain	Total
Emploi temporaire/ emploi total	35, 68	16, 07	31, 37

Source Bino et al.

Le dernier déterminant socioéconomique retenu pour analyser la disparité d'accès à l'emploi est le niveau d'éducation des travailleurs. Celui-ci manifeste une influence forte du niveau d'éducation sur l'emploi saisonnier. En effet, il apparaît une probabilité d'exercice d'un emploi saisonnier décroissante avec le niveau d'étude, tant dans les zones rurales qu'urbaines. Ce tableau résume alors la situation de l'emploi saisonnier, qui affecte principalement les zones rurales et les populations les moins qualifiées, deux perdants au processus d'ouverture économique (Chatterjee et Kumar Gresh, 2003).

**Tableau 1.13. Probabilité d'accès à un emploi saisonnier  
selon l'espace et le niveau d'étude.**

	Rural	Urbain	Total
Illettré	42, 46	33, 06	41, 69
Education élémentaire	34, 77	25, 19	33, 23
Baccalauréat	5, 87	2, 65	4, 21

Source Bino et al.

### Conclusion.

La dimension spatiale agit fortement tant sur le secteur d'activité que sur la qualité de l'emploi. Les espaces urbains concentrent les activités tertiaires et les emplois proposés sont de meilleure qualité si on en juge par la seule régularité de l'emploi. A l'inverse, l'emploi irrégulier est surreprésenté au sein des zones rurales. Le tableau suivant récapitule les différences sectorielles et sociales qui opposent économiquement les espaces urbains et ruraux<sup>80</sup>. Au terme de ce paragraphe, la thèse considère démontrée la segmentation du marché indien du travail.

**Tableau 1.14. La segmentation spatiale du marché du travail<sup>81</sup>.**

	Primaire	Secondaire	Tertiaire	Emploi régulier	Emploi irrégulier <sup>82</sup>	Rôle des diplômes
<b>Urbain</b>	8, 7%	33, 9%	57, 5%	38%	62%	Assez fort
<b>Rural</b>	75.5 %	11.5 %	13%	6%	94%	Faible
<b>Total</b>	56, 60%	18, 74%	26, 54%	15%	85%	/

<sup>80</sup> Cette grande majorité des travailleurs indépendants ou temporaire complexifie l'étude du chômage en Inde. En effet, les données officielles du chômage minorent fortement ces catégories de travailleurs aboutissant à des estimations fortement variables selon les instituts de recherche. Ainsi, alors que d'après les Etudes Economiques de l'OCDE de 2007, le taux de chômage indien est estimé à 4, 7% ; le site du ministère français des affaires étrangères l'évalue à 10% de la population active en 2009, et les données de l'OIT fournies par le LABORSTA n'ont pas été actualisées depuis 2000. Cette marginalisation des travailleurs indépendants ou temporaires des analyses du chômage explique le fort taux de chômage officiel des travailleurs qualifiés, qui comptent pour près des deux tiers des chômeurs indiens (Mitra, 2008).

<sup>81</sup> Notre tableau. Il récapitule les principales données établies dans les pages précédentes.

<sup>82</sup> On associe dans cette catégorie les travailleurs indépendants aux travailleurs saisonniers.

## 2.1. Les enfants travailleurs : un effectif du marché rural du travail.

Le travail des enfants définit les individus de moins de quatorze ans dont la participation à l'économie marchande entrave leur scolarité. Dès lors, les enfants travailleurs sont un sous-ensemble des individus sortis du système scolaire *a minima* avant quatorze ans. Le second sous-ensemble des enfants de moins de quatorze ans non scolarisés est appelé les « *nowhere children* », dont le nombre est estimé à quarante-trois millions en 2005. *Nowhere* signifie que ces enfants n'apparaissent ni dans les statistiques des enfants scolarisés, ni dans celle des enfants travailleurs<sup>83</sup>.

Les développements précédents ont distingué deux marchés du travail en Inde. Il convient alors de se demander dans quel marché du travail entre la catégorie des enfants travailleurs. En se concentrant sur les seuls enfants travailleurs officiellement recensés<sup>84</sup>, la thèse démontre que cet effectif est pour l'immense majorité un sous-ensemble du marché rural du travail. En effet, la population des enfants travailleurs est surreprésentée dans l'ensemble des segments distinctifs du marché du travail rural.

Pour ce faire, le paragraphe se structure en deux points. Le premier présente de manière descriptive le travail des enfants en Inde. Il met en évidence que l'espace et le secteur d'action agissent fortement sur la probabilité d'arrivée du phénomène. Par la suite, le second point démontre l'influence forte des déterminants sociaux socioreligieux sur la probabilité d'arrivée du phénomène.

### Un descriptif du phénomène.

Le travail des enfants concerne plus de douze millions d'individus indiens âgés de cinq à quatorze ans selon les données officielles en 2001<sup>85</sup>. Le tableau suivant réalisé à partir des

---

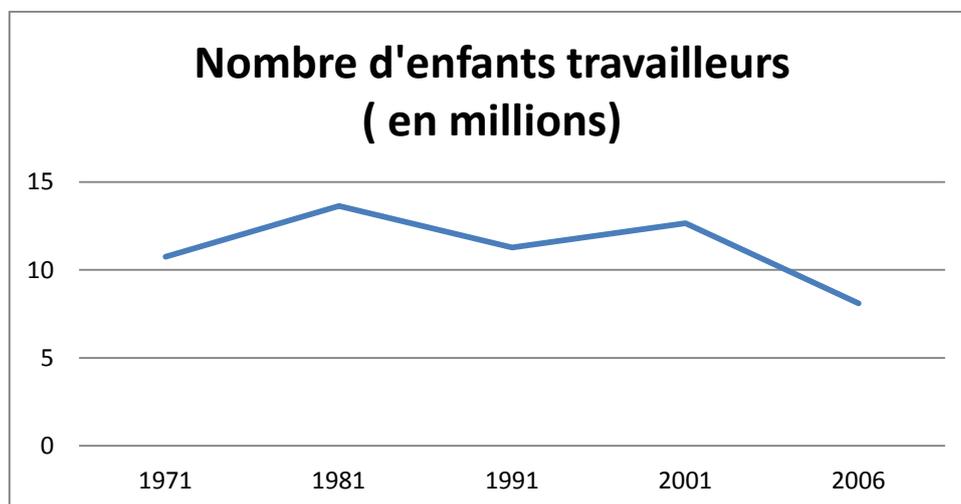
<sup>83</sup> Pourtant, ces derniers travaillent pour l'immense majorité. Ce sont majoritairement des filles qui œuvrent au sein de la cellule domestique, ce qui explique qu'elles soient simultanément minorées dans les statistiques des enfants travailleurs et dans celles des enfants scolarisés (Kambhampati et Rajan, 2008) (Bhukuth, 2009b).

<sup>84</sup> Ce choix, réalisé par cohérence statistique, n'amende pas les résultats de la thèse. En effet, les *nowhere children* travaillent pour l'essentiel dans l'économie domestique et au sein des zones rurales.

<sup>85</sup> Qui sont de l'avis de tous des sous-estimations. Par ailleurs l'estimation de 2006 était considérée comme peu crédible par l'ensemble des individus interrogés en 2008... bien que l'estimation faisait état de 8 082 954 enfants travailleurs.... Estimation pourtant assez précise !

données officielles indiennes met en évidence un trend historique de baisse régulière du nombre d'enfants travailleurs.

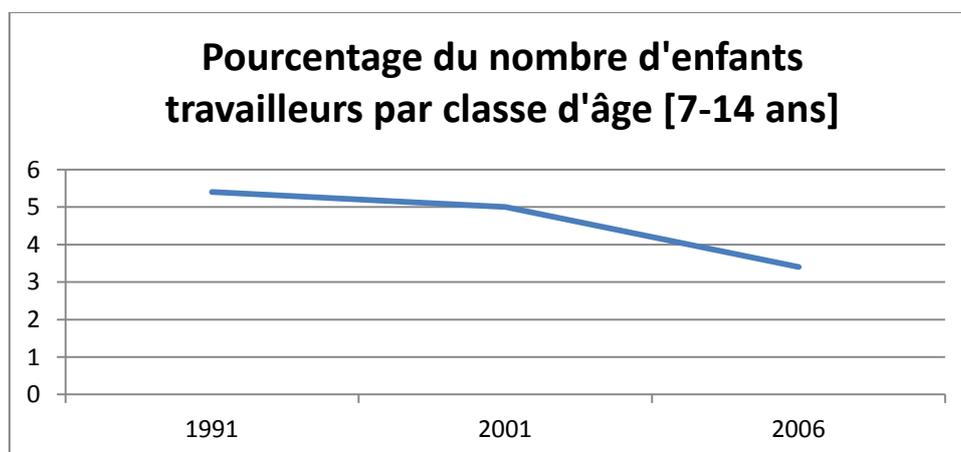
**Graphique 1.8. Evolution historique du nombre d'enfants travailleurs en Inde.**



Source Banque Mondiale, 2011

Le trend historique de baisse du nombre d'enfants travailleurs est davantage perceptible en prenant en compte l'évolution relative, qui calcule le pourcentage d'enfants travailleurs en proportion du nombre d'enfants âgés de cinq à quatorze ans sur le sol indien. Bien que n'ayant pas connaissance des résultats antérieurs à 1991, les chiffres disponibles font état d'un déclin du pourcentage d'enfants travailleurs.

**Graphique 1.9. Evolution du pourcentage d'enfants travailleurs par classe d'âge.**

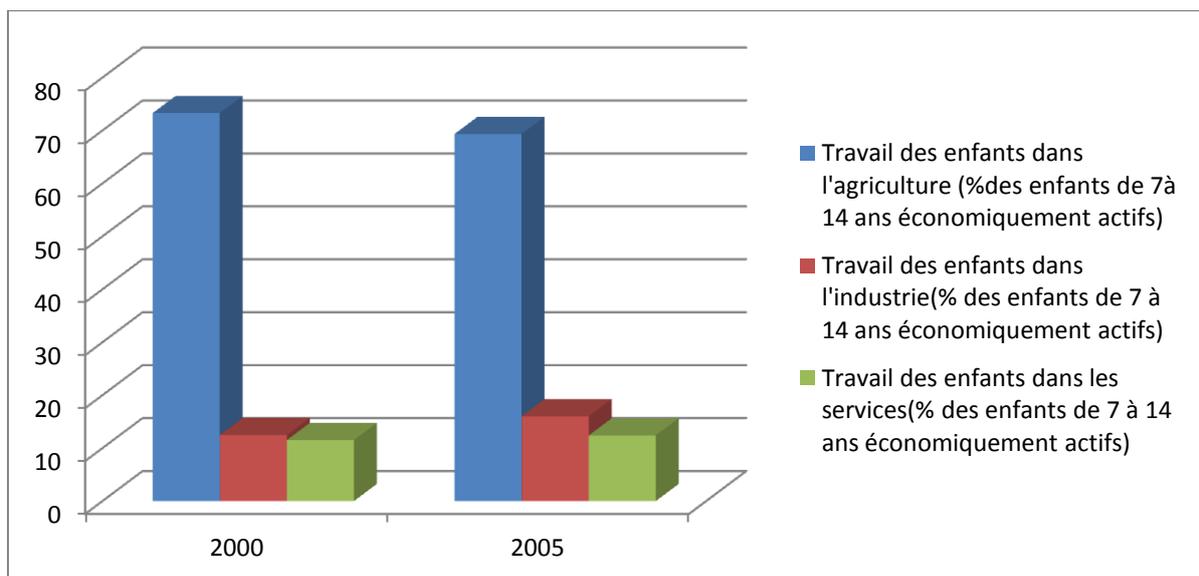


Source Banque Mondiale, 2011

Cette dynamique historique de baisse du nombre de *child labourers* n'affecte pas uniformément l'espace indien. Certains Etats voient leurs effectifs augmenter, d'autres à l'inverse sont en baisse. Parmi les Etats qui connaissent la plus forte hausse entre 1991 et 2001, figurent les Etats du Rajasthan et de Bihar. A l'inverse, certains Etats voient leur population d'enfants travailleurs considérablement baisser, comme l'Andhra Pradesh ou le Karnataka (cf Annexe 2).

Ce phénomène connaît par ailleurs de profondes disparités sectorielles. En effet, alors que les représentations sociales occidentales considèrent le travail des enfants comme l'exploitation de jeunes individus au sein de sous-traitants d'entreprises multinationales, ce phénomène est pour le moins modeste. Ainsi, plus des deux tiers des enfants œuvrent-ils dans l'économie primaire. Bien que légèrement déclinant, en 2005, le nombre d'enfants travailleurs dans le secteur primaire sur le total des enfants travailleurs flirte toujours avec la barre des 70%. Le second poste d'emploi est le secteur secondaire, le tertiaire arrivant en dernier (Banque Mondiale, 2011).

**Graphique 1. 10. Localisation sectorielle du travail des enfants.**



Source Banque Mondiale, 2011

La primauté du secteur primaire est vérifiée par les données par activités professionnelles. Les seconds et troisièmes postes d'emplois des enfants sont les petites industries et les activités hôtelières et de restauration. A l'inverse, il apparaît une très faible part des secteurs économiques modernes dans l'emploi des enfants indiens de moins de quatorze ans (NSS, 2006).

Cette surreprésentation des activités économiques du secteur primaire nourrit une segmentation spatiale du phénomène du travail des enfants. En effet, l'activité économique du secteur primaire se concentrant dans les espaces ruraux, il n'est alors pas étonnant d'observer une surreprésentation du travail des enfants dans les campagnes indiennes. Estimé à près de 95% dans les espaces ruraux par Lieten (Lieten, 2002), les statistiques officielles indiennes l'évaluent pour leur part à plus de 82% de l'espace rural. L'annexe 3 révèle ses disparités spatiales par Etat.

Le travail des enfants en Inde affecte plus particulièrement les espaces ruraux d'une part, le secteur primaire de l'autre. Ces deux déterminants macrosociaux sont révélateurs du marché du travail rural. Il convient alors de s'interroger sur les déterminants individuels au travail des enfants. Il apparaît dans les lignes suivantes que la caste, la religion et le genre agissent fortement sur la probabilité de travail des individus âgés de cinq à quatorze ans.

### **Un phénomène socialement déterminé : le rôle de la religion, de la caste et du genre.**

Le travail des enfants connaît de profondes disparités spatiales et sectorielles. Néanmoins, même au sein du secteur primaire et des espaces ruraux, des inégalités apparaissent entre les individus. Les garçons, les basses castes et les tribus indigènes ont des probabilités de travail plus importantes (NSS, 2006) (Rajashekar, Manjula, Suchitra, et Sanjiv Kumar, 2007) (Khanan et Mafizur Rhaman, 2008).

Le travail des enfants affecte légèrement plus les garçons que les filles. Selon les données officielles indiennes, parmi les 12 666 377 enfants travailleurs indiens comptabilisés en 2001, 6 804 336 sont des garçons, soit 54% du total de l'effectif des enfants travailleurs (NSS, 2006). Même corrigé de la « disparition des filles en Inde » (Manier, 2011), le pourcentage d'enfants travailleurs est légèrement plus important chez les garçons que chez les filles<sup>86</sup>. Il concerne 8, 8% des garçons âgés de dix à quatorze ans, contre 8, 5% chez les filles. Outre ces

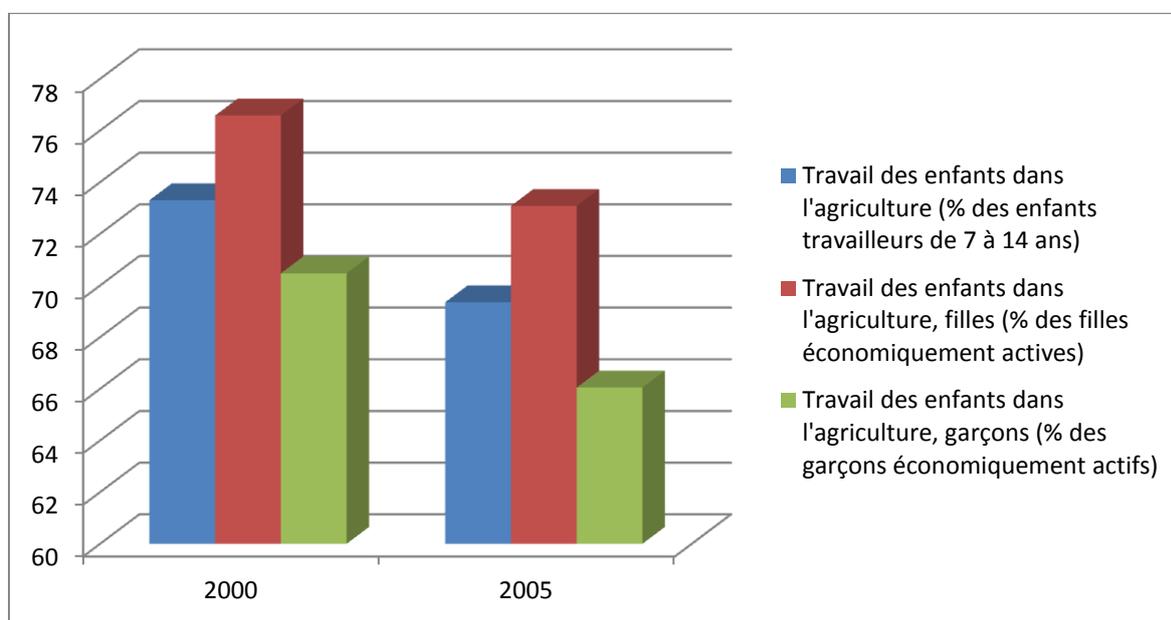
---

<sup>86</sup> Ce constat statistique s'explique par l'exclusion des *nowhere children* dans les statistiques des enfants travailleurs. Au sein de cet effectif, les filles sont surreprésentées.

faibles différences, il convient de noter que les secteurs d'activité par les garçons et les filles sont différents.

Les graphiques suivants, réalisés à partir des données de la Banque Mondiale, indiquent que les filles travaillent plus dans les secteurs primaire et secondaire, alors que les garçons sont davantage dans le secteur tertiaire. Les filles travaillent plus que les garçons dans les métiers des champs. En 2005, plus de 72% des filles qui travaillent sont occupées au sein des activités agricoles.

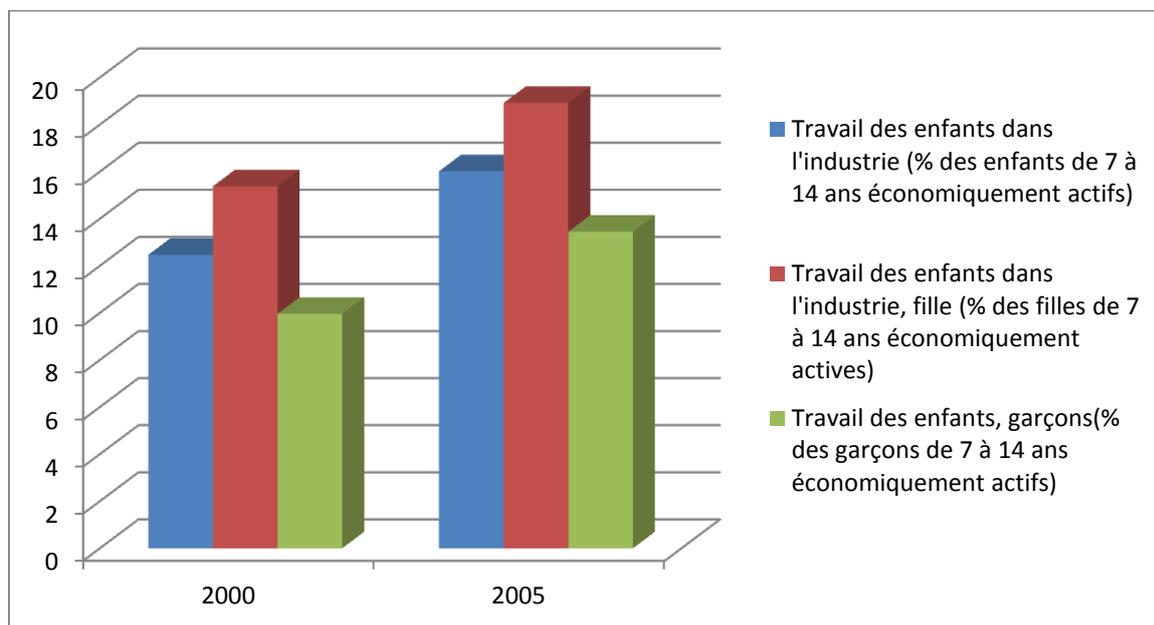
**Graphique 1. 11. Les discriminations de genre concernant le travail des enfants dans le secteur primaire.**



Source Banque Mondiale, 2011

Similairement, les filles sont surreprésentées dans les activités industrielles. Plus de 18% des filles qui travaillent en Inde en 2005 sont occupées par de tels emplois.

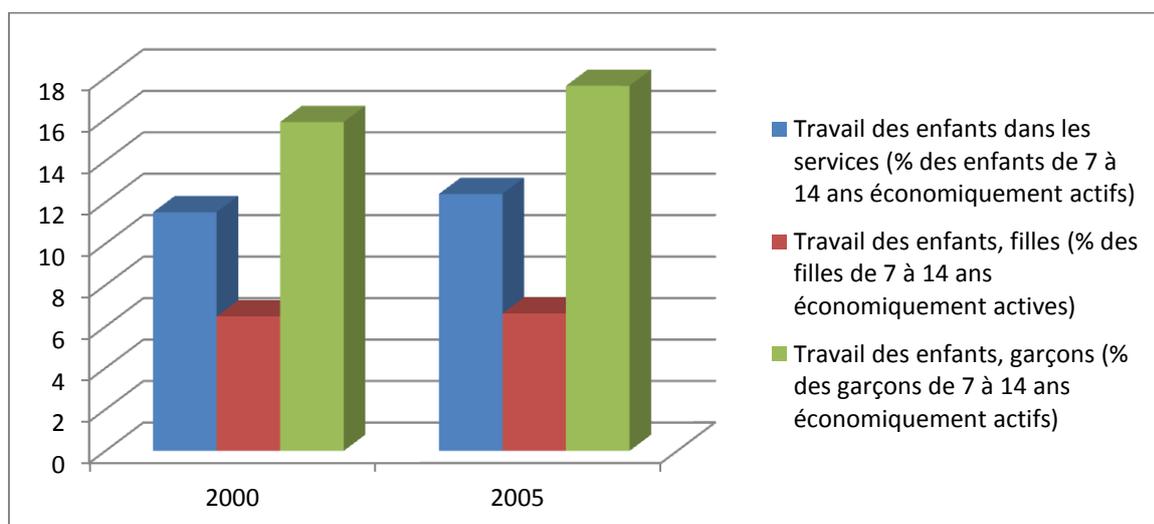
**Graphique 1. 12. Les discriminations de genre concernant le travail des enfants dans le secteur secondaire.**



Source Banque Mondiale, 2011

Conséquence logique des deux principaux graphiques, le travail des garçons est nettement plus important au sein du secteur tertiaire, qui compte une population de garçons travailleurs trois fois supérieure à celle des filles.

**Graphique 1. 13. Les discriminations de genre concernant le travail des enfants dans le secteur tertiaire**



Source Banque Mondiale, 2011

Ces données témoignent d'une part de l'influence première du secteur agricole, de l'autre de l'importance des mécanismes sociaux de différenciation sur la probabilité d'accès à un emploi, et surtout sur le travail effectué. Or, ce sont deux caractéristiques conservées par la thèse pour définir le marché rural du travail.

Ces éléments ne doivent pas occulter l'importance des phénomènes religieux dans la probabilité de travail des enfants. En témoignent les tableaux suivants, réalisés à partir des données du *National Sample Survey* pour l'année 2005. Ainsi, les enfants musulmans ont-ils une probabilité de travailler bien supérieure à celle des hindous, mais surtout à celle des sikhs et des catholiques. Au sein des seuls hindous, les castes répertoriées ont plus de 50% de chance de travailler que les castes plus élevées.

**Tableau 1.17. La religion et le travail des enfants.**

	Hindous	Musulmans	Autres	Total
<b>5-9 ans</b>	0,25 <sup>87</sup>	0,40	0,04	0,26
<b>10-14 ans</b>	4,71	6,58	3,12	4,90
<b>5-14 ans</b>	2,48	3,47	1,63	2,58

Source NSS 2005

**Tableau 1.18. Populations répertoriées et travail des enfants.**

	Castes répertoriées <sup>88</sup>	Tribus répertoriées	Total
<b>5-9 ans</b>	0,45	0,22	0,20
<b>10-14 ans</b>	7,31	5,26	5,12
<b>5-14 ans</b>	3,79	2,8	2,74

Source NSS 2005

<sup>87</sup> Le graphique se lit comme suivant : 0,25 % des enfants hindous de la classe d'âge des 5-9 ans en 2005 travaillait.

<sup>88</sup> Nous définissons par le terme « répertoriées » les groupes sociaux ayant accès aux mesures de discrimination positives.

Outre des discriminations spatiales et sectorielles, le travail des enfants est fortement conditionné par la religion, la caste et la pauvreté monétaire des ménages (Khanan et Mafizur Rhaman, 2008). Les tableaux précédents témoignent de la surreprésentation des musulmans et des hindous. Parmi les adeptes de la religion hindoue, il apparaît une forte discrimination de castes. Cette observation statistique semble confirmer l'hypothèse selon laquelle l'accès au travail dans l'emploi non formel est fortement conditionné par des segments sociaux, à commencer par l'âge et la religion des individus.

### **Conclusion.**

La seconde partie de cette section s'est concentrée sur une population révélatrice de la segmentation du marché indien du travail, à savoir les enfants travailleurs. Au crédit de cette hypothèse, la surreprésentation du travail des enfants dans les espaces ruraux et au sein du secteur primaire est un élément patent. Outre ces déterminants, il est apparu que le travail des enfants affecte tout particulièrement les groupes sociaux les plus discriminés de la société indienne, à commencer par les *adivasi*, les musulmans et les *dalits*. Le travail des enfants est alors défini comme un effectif révélateur des discriminations socioreligieuses au sein du marché rural du travail.

### **Conclusion de section.**

La section a démontré la segmentation du marché indien du travail entre un marché urbain régi par des stimuli économiques et un marché rural déterminé par des segments sociaux de caste et de genre. Les enfants travailleurs sont un effectif révélateur du marché rural du travail. En effet, le travail des enfants regroupe l'ensemble des caractéristiques repérées de ce marché, à savoir des discriminations spatiales, sectorielles, religieuses et de genre.

En ne disposant que de faibles connaissances générales, liées à leur cursus scolaire rapide voire inexistant, ils ne peuvent prétendre à un emploi dans les secteurs économiques modernes. Ils sont alors doublement discriminés : socialement, ils occupent les emplois les plus dévalorisants ; économiquement, ils ne peuvent prétendre accéder aux activités économiques modernes et dynamiques.

De plus, cette surreprésentation des travaux peu qualifiés au sein du marché rural du travail crée un danger macroéconomique. En effet, les faibles compétences techniques de ces individus associés aux mécanismes socioreligieux de coordination des agents et à la réduction des subventions publiques à destination des paysans freinent le développement économique des zones rurales. A l'inverse, les travailleurs des espaces urbains profitent des opportunités nouvelles créées par cette nouvelle architecture juridique et politique pour croître. Dès lors, la segmentation spatiale du marché du travail nourrit la segmentation spatiale de l'économie indienne.

# Conclusion.

---

L'ouverture économique indienne a nourri une accélération sensible de son trend de croissance économique. Conformément aux prédictions scientifiques, cette croissance est dopée par une amélioration de la productivité des travailleurs. Cette dynamique modernise l'économie indienne. Elle est célébrée par l'immense majorité des observateurs en raison de trends de croissance qui avoisinent les 8% annuels ; les IDE s'orientant vers l'espace indien se multiplient et font des villes indiennes des carrefours de la mondialisation.

Néanmoins, ce processus creuse les inégalités sociales, spatiales et sectorielles au sein de l'économie indienne. Ces inégalités se nourrissent de la segmentation spatiale du marché du travail. Alors que le marché rural demeure largement régi par des déterminants socioreligieux, le marché urbain se construit autour de déterminants productifs. Cette segmentation du marché du travail construit la segmentation spatiale de l'économie indienne, entendue comme la sédimentation d'une économie fortement segmentée entre des espaces ruraux et urbains, au sein desquels les mécanismes d'accès à l'emploi et les niveaux de richesse sont sensiblement différents.

Outre des problèmes moraux, la segmentation spatiale de l'économie indienne menace la pérennité de sa stratégie. Dès lors, les autorités indiennes essaient de restreindre les mécanismes socioreligieux altérant l'accès à l'emploi pour leur substituer des mécanismes économiques. Pour ce faire, les autorités indiennes modernisent leurs politiques éducatives dans deux sens parallèles : l'universalisation de l'éducation d'une part, l'articulation des dispositifs éducatifs aux dynamiques macroéconomiques de l'autre.

## Chapitre 2. La modernisation des politiques socioéducatives indiennes : Le cas du Karnataka Child Labour Project.

---

*«To be a centre of learning, expand the frontiers of knowledge and usher in a vibrant knowledge society, however, would also require an effective application of knowledge in sectors like health, agriculture, rural development, small scale industries etc. for improvements in overall quality of its people's lives. The State has already constituted the Karnataka Knowledge Commission with an overall mandate to build excellence in its entire education system with thrust on improvements in quality and relevance of content and delivery at all levels. » (Government of Karnataka, 2008)*

La dialectique entre politique et économique des politiques publiques suppose leur renouvellement en parallèle des évolutions de la question sociale (Théret, 2003b). Dès lors que les autorités indiennes souhaitent mettre un terme à la segmentation spatiale des marchés du travail, les déterminants socioreligieux altérant l'accès à l'emploi doivent être supprimés. Dans cette démarche, le renforcement de mesures de discriminations positives en faveur des

basses castes non intouchables par le rapport Mandal de 1990 et son extension aux organisations scolaires en 2007 se lisent comme la volonté politique de restreindre le poids de ces déterminants.

Le renouvellement des politiques socioéducatives indiennes depuis le début de la décennie 1990 s'inscrit dans cette volonté politique de restreindre la segmentation du marché indien du travail. Le postulat adopté par les autorités indiennes est que l'amélioration des niveaux éducatifs améliorera la productivité des espaces ruraux et réduira l'influence des déterminants socioreligieux. Dès lors, un processus de modernisation des politiques éducatives est impulsé comme un complément de la modernisation économique. Deux axes le structurent : l'universalisation de la scolarisation primaire<sup>89</sup> et l'articulation des politiques éducatives aux dynamiques macroéconomiques. Cette dynamique est illustrée par les politiques à l'égard du travail des enfants qui évoluent vers des dispositifs abolitionnistes depuis 1993.

Le chapitre se structure en deux sections. A partir de l'exemple du Karnataka, la première section étudie la dynamique auto-entretenu de modernisation des politiques éducatives indiennes. En effet, afin d'accroître l'offre scolaire dans un environnement budgétaire contraint par le *Fiscal Responsibility Act*, les autorités facilitent la croissance de l'offre privée. Par son aura, cette dernière contraint les autorités à renouveler les contenus pédagogiques apportés par les écoles publiques dans le sens de politiques éducatives modernes<sup>90</sup>.

La seconde section analyse ce processus de modernisation dans le champ plus restreint des politiques à l'égard des enfants travailleurs. Dans un premier temps, elle réalise une revue de littérature des politiques à l'égard du travail des enfants. Deux approches sont distinguées : une première abolitionniste, une seconde « régulationniste ». Dans un second temps, nous mettons en évidence l'évolution vers des juridictions abolitionnistes en Inde depuis 1993 sous l'influence des ONG. Le troisième point illustre cette dynamique à partir de l'étude du *Karnataka Child Labour Project*.

---

<sup>89</sup> C'est-à-dire des enfants âgés de cinq à quatorze ans. Nous revenons plus longuement dans les pages suivantes sur le système éducatif indien : voir encadré 1.

<sup>90</sup> Le constructivisme (méthode pédagogique développée initialement par Piaget), l'apprentissage de l'anglais et la fourniture aux enfants d'un repas quotidien gratuit sont les symboles de cette modernisation des politiques éducatives indiennes.

## Section 1. La modernisation des politiques éducatives indiennes : l'exemple du Karnataka.

Les autorités indiennes renouvellent les politiques éducatives afin de les adapter aux dynamiques macroéconomiques d'une part, de restreindre les inégalités sociales structurelles qui affectent les espaces ruraux de l'autre. Pour ce faire, elles ambitionnent d'universaliser l'éducation primaire en Inde. Témoignages symboles de ce dessein, la promulgation en 2002 du 86<sup>ème</sup> amendement constitutionnel, ordonnant la libre scolarité primaire. *The Right of Children to Free and Compulsory Education Act* du 26 août 2009 poursuit cette dynamique d'universalisation de la scolarité primaire en Inde.

Pour accéder à cet objectif dans un environnement budgétaire contraint, les autorités facilitent la création d'écoles privées. Cette dynamique, encore accrue par la crise économique de 2008<sup>91</sup>, entretient une dynamique endogène de modernisation des politiques éducatives. En effet, disqualifiées socialement, les écoles publiques copient les dispositifs éducatifs de leurs homologues privées. Ces dernières développent des formations pédagogiques adaptées à l'économie moderne indienne. Apparaît ainsi une dynamique auto-entretenu de modernisation des politiques éducatives indiennes.

La section se structure en trois points. Le premier soutient que l'Etat du Karnataka est révélateur des déséquilibres macrosociaux de la « *shining India* ». En effet, s'il symbolise l'Inde moderne, cet Etat est néanmoins fortement segmenté entre une mégalopole exportatrice et de zones rurales peu développées. Le second point démontre que les objectifs éducatifs étant contraints par une politique d'austérité budgétaire, cette demande est assouvie par le dynamisme très important de l'offre éducative privée. Cette dernière, et c'est le cadre de notre troisième et dernier point, participe à la modernisation des contenus pédagogiques des écoles publiques.

---

<sup>91</sup> Ce qui n'est pas sans poser des problèmes de justice sociale (Nambissan, 2010).

## 1.1. Le Karnataka : un exemple révélateur de la segmentation spatiale des marchés du travail.

Le Karnataka est souvent considéré comme une avant-garde des sociétés occidentales dans le sous-continent indien, dont la capitale serait une sorte de « Shangaï Indienne ». Au crédit de ce cliché, le nombre considérable de travailleurs dans le secteur informatique et des activités économiques liées à « l'économie de l'information », estimés à 300 000 au sein de la seule ville de Bangalore. En outre, les sièges sociaux de très grandes entreprises multinationales, comme Infosys, se situent dans cette « *silicon valley masala* ».

Pourtant, cette vision de l'Etat ne correspond pas aux caractéristiques socioéconomiques de l'Etat. L'Indicateur de Développement Humain de l'Etat s'élève à 0, 65, celui de la communauté urbaine de Bangalore à 0, 75. En outre, les espaces urbains, qui sont les plus développés, n'abritent qu'un tiers de la population de l'Etat. Parmi la population active occupée, 62, 2% % des travailleurs agissent dans le secteur primaire en 2006. Pis encore, pour un Etat réputé pour la qualité de ses formations universitaires de pointe, près de 85% de sa main-d'œuvre est soit illettrée, soit détentrice d'un diplôme inférieur au « matriculate »<sup>92</sup>.

Cette dichotomie des représentations sociales et des réalités socioéconomiques est révélatrice de la segmentation spatiale de l'économie du Karnataka. Celle-ci se nourrit de la segmentation spatiale du marché du travail entre des zones qui profitent de la libéralisation économique et celles qui en pâtissent.

L'ouverture économique indienne n'est pas un jeu à somme nulle. Parmi les Etats gagnants, le Karnataka fait régulièrement office de figure de proue. Ainsi, Bangalore est-elle devenue une des dix « cités High Tech au monde », ce qui fait du Karnataka le premier exportateur indien de logiciels. Sa dynamique structurelle s'appuie sur la croissance économique connue ces dernières années par les technologies de l'information et sur un parc universitaire important ; il est estimé que l'Etat forme dix pour cent des individus qualifiés<sup>93</sup>.

Cette spécialisation nourrit la croissance économique des secteurs secondaire et tertiaire. Le secteur secondaire est le plus dynamique. Il connaît une croissance annuelle de 7, 5%. Cette dynamique accroît tendanciellement l'influence relative du secteur secondaire dans

---

<sup>92</sup> Voir encadré 1 ci-dessous sur le système éducatif indien ; il s'agit d'un diplôme d'entrée dans le secondaire supérieur, l'équivalent du lycée français.

<sup>93</sup> Alors qu'il n'abrite que 5% de la population indienne.

l'économie du Karnataka. Sur l'année 2005-2006, ce secteur représente 29% du PIB total de l'Etat, alors que son poids dans le PIB de l'Etat n'était que de 15, 2% en 1960-1961. Le taux de croissance du secteur tertiaire connaît une croissance comparable, évaluée à 6, 2% en 2009-2010. Ce secteur est le moteur de la croissance économique du Karnataka ; il représente 54% du PIB de l'Etat contre seulement 24, 8% cinquante ans plus tôt<sup>94</sup> (Government of Karnataka, 2010).

A l'inverse, à l'instar de l'ensemble de l'économie agricole indienne, le secteur primaire et les espaces ruraux sont durablement déprimés. Malgré un recours croissant aux engrais et une libéralisation grandissante du secteur, la valeur ajoutée agricole de l'Etat du Karnataka ne croît que de 0, 1% en 2009-2010. Cette faible croissance diminue structurellement l'influence du secteur primaire dans la valeur ajoutée totale de l'Etat. Sur les quatre dernières années, la part du secteur primaire a perdu trois points et pèse 17% du PIB de l'Etat en 2009-2010, soit un point de plus que la part du secteur primaire dans l'ensemble de l'économie indienne<sup>95</sup>.

**Tableau 2.1. Croissance sectorielle du Karnataka et évolutions historiques**

	Primaire	Secondaire	Tertiaire
Croissance en 2009-10	0, 1%	7, 5%	6, 2%
Poids en 1961	60 %	15, 2%	24, 8%
Poids en 2010	17 %	29 %	54 %

Source Economic Survey 2009-2010

La disparité des dynamiques sectorielles se confond avec des structures de la main-d'œuvre très fortes. Similairement à la tendance nationale, il apparaît en effet de profondes disparités sectorielles liées à une inertie des structures sociales. Ainsi, si le secteur primaire ne pèse plus que 17 % du PIB, emploie-t-il encore près des deux tiers des travailleurs de l'Etat. A l'inverse, les secteurs secondaire et tertiaire emploient 17% et 21% de la main-d'œuvre pour des poids respectifs dans le PIB de 29% et 54%.

<sup>94</sup> L'analyse des activités du secteur laisse en effet apparaître une forte croissance des activités sectorielles modernes ; l'exportation de services a ainsi crû de plus de 18% entre 2007-2008 et 2008-2009, en dépit du ralentissement économique international.

<sup>95</sup> Ces dynamiques sectorielles diverses sont proches de celles connues par l'économie indienne dans son ensemble. Elles renouvellent ainsi les poids économiques de chaque secteur. Par ailleurs, cette évolution structurelle modifie le poids démographique respectif des espaces ruraux et urbains de l'Etat. En effet, alors que la croissance démographique moyenne de l'Etat est de 17, 51% sur la décennie, elle est respectivement de 29, 51% pour les espaces urbains et de 12, 30% pour les espaces ruraux.

**Tableau 2.2. Les déséquilibres sectoriels de la main-d'œuvre au Karnataka.**

	Primaire	Secondaire	Tertiaire	Total
Emploi	62	17	21	100
Production	17	29	54	100

Source Economic Survey 2009-2010

La structure de l'emploi atteste d'une segmentation sectorielle de la main-d'œuvre de l'Etat. En effet, la spécialisation de l'Etat du Karnataka dans la sous-traitance informatique se nourrit de l'avantage comparatif de l'économie indienne dans son ensemble, et tout particulièrement du Karnataka, en travailleurs qualifiés anglophones. Cette offre en travailleurs qualifiés permet ainsi un accroissement sensible de la productivité des travailleurs du secteur industriel. La productivité du travail dans le secondaire, mesurée par le ratio entre la valeur ajoutée nette sur le salaire des travailleurs est ainsi structurellement supérieure à 7, 5 (Government of Karnataka, 2010)<sup>96</sup>.

Parallèlement, selon *l'économic survey* de 2009-2010, plus des deux-tiers de la population vit dans les zones rurales de l'Etat au sein desquelles l'illettrisme est majoritaire. Ces populations, le plus souvent illettrées, sont dépourvues des formations nécessaires à un mode de production moderne. L'exemple de la pompe solaire dans le village de Sarwal par lequel Landy débute sa thèse illustre cette incompatibilité des logiques productives paysannes aux mécanismes socioéconomiques modernes (Landy, 1994).

<sup>96</sup> L'ambition affichée par cette stratégie est qu'elle dope dans un premier temps la croissance économique des activités économiques modernes, afin que ces dernières exercent dans un second temps des effets d'entraînement sur les autres activités. Les estimations diffèrent sur le potentiel quantitatif d'emplois créés par un emploi dans une activité économique moderne. Elles font néanmoins l'objet d'un consensus parmi les décideurs politiques de Bangalore : la dynamique de l'ensemble des sphères économiques est supposé corrélée à l'attractivité du territoire dans les activités modernes exportatrices (Halbert et Halbert, 2007).

**Tableau 2.3. L'alphabétisation de la main-d'œuvre du Karnataka.**

	Ensemble			Castes répertoriées			Tribus répertoriées		
	Total	Rural	Urbain	Total	Rural	Urbain	Total	Rural	Urbain
Ensemble	235	171	64	40	32	7.5	17	15	2
Illettrés	97	83	14	24	21	3	11	10	1
Lettrés	138	88	50	16	11	5	6	5	1
Ayant un diplôme inférieur au matriculate	79	59	20	10	8	2	4,5	4	0.5

En lakh (100 000) Source Economic Survey 2009-2010

Les espaces ruraux occupent une majorité de travailleurs peu qualifiés et agricoles. A l'inverse, les zones urbaines mobilisent les travailleurs qualifiés. Ces caractéristiques nourrissent la segmentation spatiale du marché du travail du Karnataka.

Or, cette segmentation du marché du travail nourrit la segmentation spatiale de l'économie du Karnataka. En effet, les écarts de développement s'accroissent entre les zones urbaines et rurales de l'Etat. En termes de développement humain, la dynamique actuelle renforce les discriminations spatiales. En effet, si l'IDH de l'Etat a augmenté depuis vingt ans, ceci se réalise au prix d'importantes discriminations spatiales ; l'IDH du district de Bangalore urbain atteint 0,753 alors que celui du district de Raichpur n'atteint que 0,547 (Government of Karnataka, 2010).

## 1.2. Vers une universalisation des politiques éducatives indiennes. L'exemple de l'Etat du Karnataka.

En dépit d'une scolarisation théoriquement obligatoire depuis l'Indépendance, l'analphabétisme demeure très important en Inde. Il est évalué à 37% en 2006 selon les données de la Banque Mondiale. Pis encore, il est estimé que près de 30% de chaque effectif d'âge ne va pas au bout de la scolarité primaire en 2001<sup>97</sup> (Banque Mondiale, 2011).

L'Etat du Karnataka illustre ce fait social. Ceci se matérialise concrètement par un nombre très important d'enfants sortant du système éducatif avant l'âge de quatorze ans. Le postulat adopté par les autorités indiennes est qu'il existe une défiance des enfants à l'égard du système éducatif qui s'explique principalement par la faible qualité de l'offre scolaire. Au crédit de celui-ci, le constat qu'au sein des soixante-douze écoles publiques du Karnataka visitées par Kaul, seules 52% ont l'eau courante en 2001 et moins de 10% disposent de l'électricité (Kaul, 2001).

Deux dynamiques sont alors développées par les autorités indiennes afin d'universaliser l'éducation : la décentralisation du système éducatif d'une part, le recours aux organisations privées de l'autre. Cette dynamique profite particulièrement aux ONG ; l'adoption du *NGO Partnership System* symbolise ce processus. Le *NGO Partnership System* est un programme fédéral adopté en 2009 qui encourage les autorités politiques locales à collaborer avec les ONG dans la gestion et la livraison des services éducatifs. L'étude de la mise en place de ces dispositifs dans l'Etat du Karnataka structure notre paragraphe.

---

<sup>97</sup> Des estimations sont disponibles pour 2009, mais celles-ci s'avèrent très optimistes à la lecture des études qualitatives. Ces données semblent s'articuler à la volonté politique d'universaliser l'éducation, objectif qui semble justifier quelques libertés avec les statistiques. Ainsi, un enfant est-il comptabilisé comme scolarisé s'il est venu au moins une demi-journée à l'école au sein des trois mois précédant le recensement. En raison de ces approximations, nous nous concentrons sur l'année 2001, dernière année d'un recensement officiel en Inde.

## **Encadré 1 : le système éducatif indien ; un système éloigné des standards internationaux.**

### **Ecole maternelle**

En Inde, un dispositif d'écoles maternelles existe. Il s'adresse aux enfants âgés de trois à cinq ans. Ces écoles se situent massivement dans les villes indiennes ; les campagnes ne disposant le plus souvent d'aucune structure pour les enfants de moins de cinq ans.

### **Ecole primaire**

L'école primaire est obligatoire pour les enfants de cinq à quatorze ans depuis l'Indépendance, mais cette obligation s'accroît depuis 1993 et l'arrêt Unnikrishnan de la Cour Suprême indienne.

Elle se divise en deux niveaux qui regroupent huit classes. Entre la classe I et la classe V, l'école est définie comme une *lower primary school*<sup>98</sup>. Puis entre les classes VI à VIII, les enfants achèvent leur *primary stage* au sein des *Higher Primary School*.

### **Ecole secondaire**

L'école secondaire, facultative, est gérée par les Etats fédérés. Elle se décompose en deux niveaux : le *secondary*, pour les classes IX et X, et le *higher secondary*, pour les classes XI et XII.

Pour accéder à l'*higher secondary*, les élèves doivent obtenir un diplôme national, le *Secondary School Leaving Certificate* plus souvent appelé le *matriculate*.

La décentralisation est un processus de transfert des compétences d'un Etat central à des administrations politiques locales. Selon le Fonds Monétaire International, ce processus améliore la gestion publique en vertu de trois arguments : une meilleure information des besoins sociétaux, une baisse de la corruption et enfin une amélioration du capital social. Ces dispositifs sont alors fortement recommandés par les Organisations Internationales depuis le milieu de la décennie 1980 dans le cadre des mesures d'amélioration de la gestion publique des pays en développement au sein d'un environnement budgétaire contraint (Dillinger et Fay, 1999).

---

<sup>98</sup> Selon diverses estimations, on estime à près de 50% des enfants indiens qui n'achèvent pas leur *primary school*.

En Inde, ce processus a été impulsé par les 73<sup>ème</sup> et 74<sup>ème</sup> amendements constitutionnels. Adoptés en 1992, ces amendements ont conféré un statut constitutionnel et une responsabilité administrative aux *Panchâyats* au sein des espaces ruraux et aux *Municipales Corporations* en zones urbaines. Les *Panchâyats* sont des systèmes de gestion publique à trois niveaux : les *villages Panchâyats*, les *Panchâyats Samiti* et enfin les *Zilla Parishad*, qui sont des districts ruraux. Les *Municipales Corporations* sont des entités uniques qui gèrent un espace urbain. Fidèles à la théorie, ces amendements constitutionnels sont adoptés afin d'améliorer une gestion publique dont le centralisme et l'électoratisme furent longtemps une marque de fabrique.

Ce processus confère un pouvoir grandissant aux Etats fédérés et aux organisations politiques locales dans l'application des politiques fédérales. Le système éducatif est à cet égard un exemple des plus révélateurs. Ainsi, l'école primaire est-elle désormais sous la seule responsabilité des autorités politiques municipales. Cette dynamique affecte néanmoins principalement les responsabilités administratives des Etats fédérés qui ont désormais la charge administrative des écoles secondaires et universitaires, ainsi que de la formation professionnelle. Ainsi en est-il de l'application du *Sarva Shiksha Abhiyan*.

Le *Sarva Shiksha Abhiyan* (SSA) est un dispositif lancé en 2001 par le gouvernement fédéral indien. Il se substitue au *District Education Revitalization Programme* lancé en 1994 en collaboration avec l'UNICEF. Le SSA ambitionne d'universaliser la scolarité élémentaire à l'horizon 2010. Le SSA est construit autour de huit programmes spécifiques qui identifient autant de publics cibles. En effet, le programme se focalise sur certains publics, comme les filles, les enfants ruraux, et ceux des basses castes et des tribus indigènes. Pour atteindre les objectifs assignés par le *Sarva Shiksha Abhiyan*, le gouvernement fédéral indien réalise des partenariats avec les Etats fédérés.

Dans l'Etat du Karnataka, son application repose sur un financement conjoint des autorités fédérales et fédérées à une hauteur respective de 65% et de 35% durant le X<sup>ème</sup> plan et de 50%-50% durant le XI<sup>ème</sup> plan. Cet effort budgétaire ambitionne d'améliorer l'accessibilité de tous les enfants par la construction de nouvelles écoles et l'amélioration des infrastructures scolaires existantes. La mise en fonctionnement du SSA par l'Etat du Karnataka nécessite la construction de « *lower primary school* » à moins d'un kilomètre de chaque groupement

immobilier de plus de cent individus, à moins de deux kilomètres pour les « *higher primary school* » et à accroître le nombre d'enseignants minimum par école<sup>99</sup>.

Cette dynamique d'investissements scolaires se réalise au sein d'arbitrages macroéconomiques d'austérité. Le *Fiscal Responsibility Legislations* devenu effectif en 2004 ambitionne un retour rapide à l'équilibre budgétaire. Il exerce une contrainte budgétaire sur l'engagement financier dans le secteur éducatif ; bien que celui-ci soit considéré comme un élément stratégique et qu'il constitue en 2010-2011 le plus gros poste de dépense de l'Etat du Karnataka (15%).

Dès lors, les autorités indiennes incitent fortement à la création d'écoles privées. L'adoption du *NGO Partnership System* par les autorités fédérées en août 2009 symbolise l'évolution de l'acheminement des services sociaux et éducatifs par une responsabilisation grandissante des agents privés. Cette option politique est par ailleurs encouragée par la faiblesse supposée des écoles publiques. Au crédit de cette thèse, apparaît principalement le fort absentéisme des enseignants indiens des écoles publiques. Cette caractéristique est particulièrement manifeste comparativement aux sept autres pays étudiés par l'étude<sup>100</sup>. Pour une journée donnée, seuls 75% des enseignants indiens sont présents à l'école. Ce ratio est encore plus faible pour les enseignants assurant effectivement leurs cours et s'établit à seulement 45%. Il altère le niveau de réussite scolaire des enfants (Kremer, Chaudhury, Rogers, Muralidharan, et Hammer, 2005).

En outre, les formations proposées par les écoles publiques sont critiquées. En effet, il apparaît que même corrigés des origines sociales des parents, les résultats des enfants des écoles privées sont meilleurs que ceux des écoles publiques. Cette inefficacité du système scolaire indien se traduit par un important taux d'absentéisme des enfants qui affecte principalement les enfants des milieux socialement et économiquement défavorisés.

Enfin, l'OCDE souligne la plus grande réactivité des écoles du secteur privé aux mutations économiques que connaît la société indienne depuis deux décennies. En effet, cette offre a réagi plus rapidement à la réorientation des moteurs de croissance économique, adaptant alors les cursus éducatifs à ce nouvel environnement socioéconomique. L'apprentissage généralisé

---

<sup>99</sup> Outre ces investissements en infrastructure, les autorités encouragent les enfants à l'assiduité scolaire en proposant des vélos pour les enfants de ménages pauvres habitant loin des écoles, en offrant des uniformes et des matériels scolaires gratuitement.

<sup>100</sup> Ces pays sont par ordre croissant d'assiduité des enseignants : le Pérou, l'Equateur, la Papouasie Nouvelle-Guinée, le Bangladesh, la Zambie, l'Indonésie, et seul pays de l'étude derrière l'Inde l'Ouganda.

de l'anglais depuis deux décennies déjà dans ces écoles symbolise cette articulation de la scolarité aux mutations économiques (OCDE, 2007a).

L'ambition politique associée à cet assouplissement législatif se traduit concrètement par une augmentation importante du nombre d'écoles primaires depuis dix ans dans l'Etat du Karnataka ; 58 000 écoles primaires se situent sur le sol de l'Etat. Le taux d'accès aux écoles primaires, calculé comme le nombre d'écoles situées à moins d'un kilomètre de toute bourgade de plus de cent habitants est de 100%<sup>101</sup>. Le nombre « d'*higher primary school* » a crû de 5% entre 2008-2009 et 2009-2010 et s'établit à 32 400 désormais (Government of Karnataka, 2010).

Au sein de ce processus, l'offre privée est particulièrement dynamique. Ainsi, parmi les 11 763 écoles secondaires recensées, seules 37 % sont-elles publiques en 2008-2009<sup>102</sup> (Government of Karnataka, 2010). L'influence des agents privés dans la livraison des services éducatifs est alors grandissante. Ainsi, près de 50% des écoles privées repérées ont-elles été créées entre 2001 et 2006 (Muralidharan et Kremer, 2006).

Parmi cette dynamique de l'offre privée, un agent spécifique apparaît : l'ONG. Cette évolution accroît mécaniquement l'influence des ONG dans la livraison des services éducatifs. Cette dynamique est particulièrement sensible pour les écoles primaires (Tercier, 2009)<sup>103</sup>. Ainsi, dans le seul Etat du Karnataka, le nombre d'ONG gestionnaires d'écoles dans le cadre du *NGO Partnership System* croît-il quotidiennement ; il atteint 1 723 en juillet 2011<sup>104</sup>.

La philosophie politique du renouvellement des politiques éducatives demeure d'améliorer l'offre scolaire afin d'encourager la poursuite d'études. Dans cette démarche renouvelée de Jean-Baptiste Say, l'offre créera alors inexorablement sa demande scolaire. Pour les autorités, il convient de tout mettre en œuvre afin d'accroître la demande sociale en éducation, et cela tout particulièrement pour les castes et tribus répertoriées car ils sont des symboles politiques de la segmentation socioreligieuse des marchés du travail (Singh, 2007).

---

<sup>101</sup> Chiffre par ailleurs difficilement contestable empiriquement....

<sup>102</sup> En outre, 25% d'écoles privées nouvellement créées sont partiellement subventionnées par les fonds publics.

<sup>103</sup> Cette évolution est repérée par l'OCDE qui dresse une carte mettant en évidence la part structurellement croissante de l'offre scolaire privée sur le territoire national ; l'Etat du Karnataka participe de cette évolution générale dans le mode de livraison des services éducatifs (OCDE, 2007a).

<sup>104</sup> Ce chiffre ne comprend pas les ONG gérant des écoles dans des programmes spécifiques, dont celui du *Karnataka Child Labour Project* que nous étudions en détail ultérieurement.

Parallèlement, les autorités encouragent à l'externalisation de la gestion des services éducatifs. Cette dynamique est repérée dans l'Etat du Karnataka, Etat au sein duquel la part de l'offre privée croît structurellement. Les partenariats unissant des agents privés aux autorités politiques deviennent une nouvelle norme d'action publique. En effet, d'une part, ils croissent quantitativement en raison de la contrainte budgétaire. De l'autre, ils sont encouragés par les autorités politiques indiennes comme gages de « bonne gouvernance ».

### **1.3. La dynamique endogène de modernisation du contenu des politiques éducatives.**

L'association des ONG aux politiques publiques devient une nouvelle norme de gestion publique dans l'Etat du Karnataka (Smitha et Sangita, 2008). A condition d'être coopérative, cette association public/ privé d'un genre nouveau est supposée être un mécanisme susceptible d'améliorer la qualité des services publics (Clark, 1995) (Berman, 1998) (Cameron, 2000). Pourtant, malgré l'ensemble des dispositifs juridiques adoptés par les autorités du Karnataka, les relations conflictuelles entre ces agents sont la norme (Kudva, 2005) (Kumar, 2007).

S'interroger sur les déterminants de ces relations tendues conduit à deux types d'analyse. La première fait l'hypothèse que les objectifs de ces différents acteurs sont similaires et complémentaires. L'incomplétude des contrats au sein de partenariats marqués par de fortes asymétries d'information est alors considérée comme la cause de ces différents. Ceci aboutit à une critique d'un opportunisme budgétaire des ONG et/ou à une remise en question de la qualité des dispositifs juridiques mis en place par les autorités politiques. Dit autrement, la critique porte alors sur la probité des acteurs privés (Marcussen, 1996) ou publics (Clark, 1995).

Or, il apparaît que les desseins des organisations publiques et non gouvernementales sont fréquemment contraires, ou *a minima*, différents (Gazley et Brudney, 2007). La seconde démarche considère alors que l'origine de cette conflictualité réside sur le contenu normatif des politiques à développer (Mercer, 2003). Cette seconde démarche est adoptée par la thèse. Partant du postulat selon lequel « *la valorisation et l'institutionnalisation d'un corps de savoir (...) reposent sur la puissance du groupe social (...) plutôt que sur un quelconque contenu de ce savoir* » (Sundar, 2002), la thèse met en évidence que l'émergence de ces nouveaux agents dans la livraison des politiques publiques aboutit à une dynamique

autoentretenu de modernisation des politiques éducatives. Cette évolution accroît l'articulation des politiques éducatives avec les exigences techniques de l'économie moderne.

La dynamique de création d'écoles privées accroît la défiance sociale à l'égard des écoles publiques. En effet, l'offre privée est mieux pourvue en infrastructures et en personnels que les écoles publiques, dont la gratuité a très souvent pour pendant la médiocrité des formations proposées. Les premières sont alors la destination scolaire privilégiée par les milieux aisés, selon les travaux de Kaul sur les fréquentations scolaires du Karnataka qui montrent une surreprésentation des enfants des milieux socioéconomiques défavorisés dans les écoles publiques. Selon Kaul, 77% des enfants scolarisés dans des écoles publiques proviennent de ménages dont les revenus mensuels sont inférieurs à 1500 roupies. A l'inverse, ces écoles n'abritent que 4, 6% des enfants issus de ménages ayant des revenus mensuels supérieurs à 3000 roupies. Cette proportion est inversée dans les écoles privées dont 14, 5% sont des enfants des ménages les plus pauvres et plus de 52% sont issus de ménages bénéficiant de plus de 3000 roupies par mois (Kaul, 2001).

La désaffection des milieux aisés à l'égard des écoles publiques se couple à une volonté de distinction sociale. En effet, les frais d'inscription dans les écoles privées apparaissent souvent pour les ménages les plus défavorisés économiquement et socialement comme une barrière à l'entrée insurmontable. Pour une école privée de bonne qualité, les frais d'inscription annuels gravitent autour des 20 000 Roupies, alors que le revenu annuel moyen par indien est estimé à 36 500 roupies en 2009. De plus, les vexations et les violences sont nombreuses à l'égard des enfants des castes intouchables souhaitant adhérer à des écoles privées. Parfois, ces humiliations sont le fait même des enseignants<sup>105</sup>.

Or, fidèle au processus de sanskritisation, concept définissant la reproduction des comportements sociaux des hautes castes brahmaniques par les basses castes, les *dalits* et autres castes défavorisées tentent de fuir l'enseignement public. Si l'on adopte le postulat somme toute assez acceptable qu'il existe une corrélation forte entre l'appartenance de caste et le niveau socioéconomique des individus<sup>106</sup>, ces phénomènes associent une inefficacité de

---

<sup>105</sup> Ces brimades demeurent tout au long de leur cursus scolaire, jusqu'à l'université et aux Grandes Ecoles (Guinard, 2011).

<sup>106</sup> La réalité socioéconomique étant souvent plus complexe que les distinctions du scientifique, tout particulièrement en Inde, ce postulat est néanmoins imparfait. En effet, « si les catégories de caste et de classe se recoupent, elles ne se confondent pas pour autant » (Leroy, 2011).

l'offre publique à une discrimination sociale injuste à l'heure de l'entrée en modernité de la société indienne.

Ces deux résultats encouragent les autorités à renouveler l'offre éducative publique dans quatre directions parallèles : une modification des rémunérations des enseignants, un renouveau des pratiques pédagogiques, la création de programmes pour des publics cibles et une modernisation des contenus éducatifs. Ces quatre évolutions ont pour dessein commun de moderniser l'offre éducative publique afin d'enrayer la disqualification sociale des écoles publiques d'une part, de restreindre les inégalités socioéconomiques de l'autre :

- i. Afin de réduire l'absentéisme récurrent des enseignants au sein des écoles publiques, les gouvernements de nombreux Etats recourent de manière grandissante à des « para-enseignants ». Ces derniers ont des salaires moindres pour des résultats sensiblement équivalents à ceux des enseignants statutaires selon l'OCDE. Dans la même logique, un contrôle plus important des enseignants réduit l'absentéisme (Banerjee et Duflo, 2006).
- ii. En parallèle, les pratiques pédagogiques modernes sont encouragées afin de rompre avec la crainte de l'enseignant susceptible d'être responsable de la désaffection des enfants. Influencée en cela par l'UNICEF, le *Sarva Shiksha Abhiyan* est à cet égard des plus révélateurs ; il encourage le constructivisme comme méthode pédagogique. L'objectif explicitement affiché est d'accroître la confiance en soi de l'élève. Ici encore, le dessein de ces mécanismes est de moderniser les pratiques pédagogiques.
- iii. A l'identique des programmes spécifiques développés par les ONG, l'amélioration de l'offre éducative se traduit aussi par la création de programmes éducatifs spécifiques pour des publics cibles. Pour le seul Etat du Karnataka, trois principales populations sont visées : les filles, les castes et tribus répertoriées et les enfants travailleurs. Ces programmes sont les suivants : le *Sarva Shiksha Abhiyan*, le *Kasturba Gandhi Balika Vidyalaya*, le *National Programme for Education of Girls at Elementary level* et le *State Child Labour Project*. Outre ces dispositifs, les programmes de *Mid-day Meals* (qui assurent à tous les enfants un repas quotidien) se sont généralisés depuis le début du millénaire.
- iv. Un renouvellement des programmes éducatifs est aussi encouragé par les autorités politiques. L'apprentissage obligatoire de l'anglais a ainsi été initié sous la contrainte exercée par l'offre des écoles privées vers laquelle s'orientent prioritairement les jeunes indiens. En témoigne la citation suivante extraite :

*"Un facteur qui rend les établissements privés plus attrayants est le fait que leurs élèves suivent en général des cours d'anglais: or, cette compétence linguistique est de plus en plus prisée dans le secteur des services. L'apprentissage de l'anglais n'est sans aucun doute possible qu'avec une solide connaissance de la langue maternelle, mais la National Knowledge Commission a recommandé que cet écart entre l'enseignement public et l'enseignement privé soit comblé par l'enseignement de l'anglais dans les écoles publiques dès la première année [de la scolarité primaire]. La commission a constaté que la maîtrise de cette langue est peut-être le principal déterminant de l'accès à l'enseignement supérieur, aux possibilités d'emploi et aux opportunités sociales. Elle a recommandé que la politique d'éducation se fixe pour objectif la maîtrise de deux langues au bout de douze années de scolarité." (p. 257) (OCDE, 2007a).*

La contrainte exercée par l'attractivité des offreurs éducatifs privés accélère la modernisation des politiques éducatives. Cette dynamique, qui a pour double objectif de limiter la désaffection des écoles publiques et d'améliorer l'adéquation entre l'offre éducative et les dynamiques macroéconomiques évolue vers une satisfaction des exigences techniques de l'économie moderne.

En effet, parmi les quatre évolutions des enseignements publics, les premier, deuxième et troisième points ont pour dessein de rendre plus attractive l'école afin de supprimer les restrictions socioreligieuses à l'offre de travail sur le marché moderne. Le dernier point envisage d'accroître l'adéquation des formations des jeunes indiens à la stratégie macroéconomique.

### **Conclusion.**

La segmentation spatiale de l'économie du Karnataka a encouragé les autorités à renouveler leur offre éducative depuis deux décennies. La dynamique impulsée s'articule avec les besoins techniques de l'économie moderne de l'Etat. En effet, l'universalisation de l'éducation et la maîtrise de l'anglais apparaît comme une construction indissociable de l'émergence d'une économie capitaliste sur le sol de l'Etat.

Cette dynamique est auto-entretenu par la concurrence développée par les écoles privées. Ces dernières étant mieux équipées et plus réactives aux mutations du marché du travail, elles ont fortement incité l'Etat du Karnataka à améliorer les dispositifs éducatifs fournis par les écoles publiques de l'Etat.

## **Section 2. La modernisation des politiques indiennes à l'égard du travail des enfants : la construction de politiques abolitionnistes.**

La communauté scientifique identifie deux politiques contre le travail des enfants : une première « régulationniste », une seconde « abolitionniste ». L'approche « régulationniste » réintroduit le phénomène dans l'environnement socioculturel de l'enfant et souhaite protéger de ses excès ; cette approche est soutenue par les organisations d'enfants travailleurs dans le cadre du *Mouvement International des Enfants et Adolescents travailleurs*. L'approche « abolitionniste » considère que l'activité économique nuit à l'accomplissement personnel des enfants ; cette démarche est défendue principalement par les Organisations Internationales et de quelques ONG parmi les plus importantes (Leroy, 2009).

Etant donnée l'influence repérée des ONG sur la modernisation des politiques socioéducatives indiennes, il convient de s'interroger sur leur influence spécifique sur les politiques à l'égard du travail des enfants. Au terme de cette section, il est démontré que les politiques à l'égard du travail des enfants évoluent d'une approche « régulationniste » vers une démarche abolitionniste.

La section est structurée en trois points. Le premier présente les deux démarches repérées en faveur de la protection des enfants travailleurs. Il est soutenu que les politiques abolitionnistes participent d'un projet de transformation sociale cohérent de la modernisation des systèmes socioéconomiques, mais à l'inverse inadapté aux zones rurales. Le second point soutient que les dispositifs juridiques indiens se sont profondément renouvelés depuis le début des années 1980 en faveur d'approches abolitionnistes. Cette dynamique est fortement impulsée par les comportements militants des ONG auprès de la Cour Suprême indienne. Le dernier point met en évidence que cette dynamique renouvelle les politiques publiques en faveur de démarches abolitionnistes. Le *National Child Labour Project* et le *Karnataka Child Labour Project* illustrent notre propos.

### **2.1. La diversité des politiques à l'égard du travail des enfants : « régulation » Vs Abolition.**

Alors qu'elle a été longtemps marginalisée pendant la Guerre Froide, la thématique du travail des enfants est devenue en quelques années un objet traité de manière récurrente par les

médias. Jouant sur « la souffrance à distance » (Boltanski, 2007) des consommateurs/citoyens des pays occidentaux, de nombreux reportages et campagnes d'ONG ont mis en scène des enfants exploités, des « petites mains » corvéables à merci au sein d'usines aux décors aussi tristes et déconfits que les visages des enfants filmés.

Pourtant, la figure de ces « enfants esclaves » ne représente qu'une minorité du travail des enfants. La diversité du phénomène a nécessité une distinction par la communauté scientifique des travaux effectués par les enfants : les enfants économiquement actifs et les enfants travailleurs. Face à ce regain d'intérêt médiatique et la polysémie que recouvre cette catégorie, le champ des politiques à l'égard du travail des enfants a été l'objet d'une attention scientifique croissante. Dit autrement, quelles politiques développées pour protéger « l'intérêt supérieur de l'enfant » lorsque les conditions de ceux-ci sont si disparates ?

L'objet de la succincte revue de littérature réalisée est double. D'une part, elle démontre le caractère normatif de l'approche abolitionniste soutenue par l'OIT, l'UNICEF, la Banque Mondiale et quelques unes des principales ONG. Elle s'inscrit dans un projet politique de modernisation des systèmes socioéconomiques. De l'autre, le travail met en évidence que les politiques « régulationnistes » se justifient par une articulation des politiques éducatives aux environnements socioéconomiques des enfants. Elles promeuvent alors des formations professionnalisantes adaptées aux métiers agricoles auxquels sont le plus souvent destinés les enfants.

### **i. Les politiques abolitionnistes.**

La multiplication des politiques abolitionnistes dans le monde et sur le sol indien est avérée. Pourtant, l'efficacité de ces programmes est fortement contestée tant par les études que par les agents affairés à la protection des enfants travailleurs. Il convient alors de s'interroger sur les déterminants au maintien de tels dispositifs. Après avoir présenté les justifications de ces dispositifs et leurs principales limites, nous concluons ce paragraphe en affirmant que ces dispositifs participent de la construction d'un « concept normatif universel » (Bourdillon, 2006).

L'hétérogénéité du phénomène du travail des enfants encourage l'OIT à distinguer deux catégories de travail. La première définit les enfants économiquement actifs ; sont définis comme tels les individus âgés de cinq à dix-huit ans<sup>107</sup> dont l'activité économique ne compromet pas la scolarisation de l'enfant. La seconde définit le travail des enfants comme les travaux susceptibles de nuire à la santé et à l'éducation de l'enfant. Parmi cette dernière, les pires formes de travail des enfants concernent les enfants « réduits en esclavage, séparés de leur famille, exposés à des risques et maladies graves et/ ou livrés à eux-mêmes dans les rues des grandes villes, souvent dès le plus jeune âge » (OIT, 2002).

Bien que l'OIT soit consciente de la diversité des travaux effectués par les enfants, cette organisation milite explicitement pour l'éradication du phénomène. En 2006, elle publie un rapport intitulé : « *La fin du Travail des Enfants : un objectif à notre portée* » dans lequel elle encourage la poursuite des efforts politiques entrepris depuis deux décennies en faveur de l'éradication de ce phénomène. Ce rapport, présenté lors de la 95<sup>ème</sup> session de la Conférence Internationale du Travail, se félicite des progrès accomplis depuis 1973 en faveur de l'éradication de ce phénomène socioéconomique (Organisation Internationale du Travail, 2006).

Parmi ces efforts, *l'International Programme on the Elimination of Child Labour* symbolise cette action. Ce programme est initié dans six pays en 1992 ; ces pays sont le Brésil, l'Inde, la Turquie, l'Indonésie, le Kenya et la Thaïlande. Il vient en relais aux deux conventions internationales sur le « fléau »<sup>108</sup> du travail des enfants dont la faible ratification réduisait d'autant la portée politique<sup>109</sup>. Ces conventions portent les numéros 138 et 184<sup>110</sup>. La convention 138 date de 1973 ; elle interdit le travail des enfants de moins de 18 ans, mais tolère dans certaines activités l'activité économique des adolescents âgés entre 16 et 18 ans. Elle est le centre de gravité et l'objectif ultime des actions développées par l'OIT à l'égard du travail des enfants. La convention 182 est adoptée en 1999 ; elle interdit les « pires formes de travail des enfants »<sup>111</sup>.

---

<sup>107</sup> Nota Bene : les autorités indiennes se restreignent au travail effectué par les enfants de moins de quatorze ans, comme d'ailleurs l'immense majorité des pays en développement.

<sup>108</sup> Fléau est un terme récurrent dans les textes de l'OIT, tout comme l'ensemble d'une sémantique médicale.

<sup>109</sup> L'Inde n'a ainsi pas ratifié ces conventions.

<sup>110</sup> En juin 2011, quelques semaines après la rédaction de ce chapitre, l'OIT a promulgué la convention 189 ; celle-ci aspire à fortement restreindre le travail domestique, particulièrement celui des enfants. Néanmoins, n'étant pas considéré comme destiné à la vente, ce travail n'est pas comptabilisé dans les statistiques du travail des enfants. Dès lors, bien qu'elle témoigne de la dynamique historique abolitionniste, nous ne la considérons pas dans notre recherche.

<sup>111</sup> Cet assouplissement de la convention 182 est tout relatif, lorsque l'on sait qu'en 2000 88% des enfants travailleurs font partie de la catégorie des « pires formes de travail ».

Cette politique abolitionniste se légitime par deux arguments principaux : un premier moral, un second économique. Parmi les principaux défenseurs de cette approche morale figurent les Organisations Internationales qui ont initié diverses initiatives pour lutter contre ce phénomène. L'OIT et l'UNICEF sont les têtes de proue de ce paradigme politique et ont créé diverses initiatives<sup>112</sup>. Ces organisations estiment que toute enfance consacrée même partiellement au travail est une « enfance volée ». Cette hypothèse est construite autour d'une « conception libérale de l'enfance ». Cette conception témoigne d'une binarité du cycle de vie opposant une période durant laquelle l'individu ne doit pas travailler à un âge consacré au travail. L'enfance est alors une période d'apprentissage nécessitant une universalisation de la scolarité des individus (O'Connell Davidson, cité dans Bourdillon, 2006).

Outre la facilité intellectuelle d'une telle schématisation de la vie, cette conception est diffusée en raison de sa praticité politique. En effet, Bonnet et Schlemmer rappellent que cette position constitue un consensus aisé, appréciable pour une organisation tripartite. Les Etats, n'étant pas contraints dans la mise en place des politiques, peuvent communiquer sur une prise de conscience du phénomène. Cette position abolitionniste permet au patronat d'afficher un humanisme opportun à l'heure de la diffusion de la Responsabilité Sociale des Entreprises. Enfin, les syndicats voient dans ces mécanismes une position permettant de protéger simultanément les enfants travailleurs les plus vulnérables et les droits sociaux durement acquis (Bonnet et Schlemmer, 2009).

L'argument économique est triple : il associe une dénonciation de « l'exploitation » économique des enfants travailleurs qui les condamne dans une trappe à pauvreté en raison de leur incapacité à suivre un cursus scolaire prolongé d'une part, à la mise en évidence de risques macroéconomiques de l'autre.

- i. Les études démontrent une corrélation forte entre l'enfance travaillée et la probabilité des enfants de ces individus à travailler (Khanan et Mafizur Rhaman, 2008). Plus simplement, le travail des enfants semble être un phénomène intergénérationnel qui condamne directement les individus, mais aussi leurs futurs enfants. La dernière campagne médiatique contre le travail des enfants de l'OIT est ainsi intitulée « *Travail des enfants : Briser le cycle de la pauvreté* ».

---

<sup>112</sup> Citons par exemple : *Luttons Contre le Travail des Enfants* pour l'OIT, et *Travail des enfants, danger !* pour l'UNICEF. De nombreuses ONG ont par ailleurs soutenu cette démarche ; citons par exemple *World Vision* et *Aide et Action*.

- ii. En outre, le travail des enfants diminue le potentiel de croissance d'une économie. En effet, ce phénomène contraint le temps d'apprentissage scolaire des individus. Ce dernier est considéré nécessaire à la productivité des futurs travailleurs. Ce faisant, le travail des enfants diminue la productivité future des travailleurs. L'éradication du travail des enfants est alors perçue comme un complément nécessaire au processus de développement économique.
- iii. Enfin, l'OIT déclare qu'outre l'indignité d'avoir recours économiquement à des enfants, le non respect des conventions internationales peut créer une spirale déflationniste défavorable à l'ensemble des salariés mondiaux. En effet, le recours à une main-d'œuvre infantile le plus souvent docile, craintive et peu rémunérée peut aboutir à un phénomène de dumping social. Cette possibilité trouve dans l'exemple des enfants travailleurs au sein des manufactures textiles dans le Sud Asiatique un exemple pertinent (Organisation Internationale du Travail, 2009).

En raison de ces multiples risques, l'OIT développe alors des politiques abolitionnistes en se fondant sur les travaux scientifiques pionniers de Basu et Van. Ces derniers développent une approche de l'économie du travail des enfants à équilibres multiples. Critiquant les démarches de boycott qui aboutissent à un déplacement sectoriel du travail des enfants, les auteurs distinguent deux situations possibles issues de l'interdiction du phénomène. Une première dans laquelle la pérennité du travail des enfants se justifie, car elle offre un complément de revenu utile aux ménages. Une seconde dans laquelle la baisse de l'offre de travail impulsée par l'éradication du travail des enfants aboutit à une augmentation des salaires. Ce faisant, les parents disposent de revenus supérieurs à leurs rémunérations antérieures et évitent à leurs enfants de travailler (Basu et Van, 1998)<sup>113</sup>.

A partir de ses travaux, Basu nourrit une réflexion sur les normes supranationales à mettre en place à partir du modèle qu'il a initialement développé (Basu, 1999). Il met en évidence que la promotion de normes éradicatrices peut être dans certaines conditions favorable tant aux pays les plus économiquement développés qu'aux pays les moins avancés. Cette hypothèse est adoptée par l'OIT ; elle insiste sur l'intérêt conjoint de l'ensemble des Etats mondiaux à proscrire le recours économique à une main-d'œuvre infantile (Organisation Internationale du Travail, 2009).

---

<sup>113</sup> Cette approche nourrit les travaux de l'ONG *Bachpan Bachao Andolan Save The childhood movement*, qui quantifie les pertes économiques pour les travailleurs indiens. Ces pertes sont estimées à 19 milliards d'euros par an (Vélia, 2011).

Au crédit de cette démarche, l'OIT s'enorgueillit d'une baisse sensible du nombre d'enfants travailleurs depuis 1991. Ainsi, entre 2000 et 2004, le travail des enfants a-t-il reculé de 10% dans le monde. Le repli de ce phénomène continue depuis, mais plus modestement de 3% entre 2005 et 2010 ; il concerne désormais 215 millions d'individus à travers le monde. De plus, selon l'OIT, la baisse du travail des enfants est plus sensible parmi les enfants de cinq à quatorze ans ; elle recule de 10%. De la même manière, au rayon des satisfactions légitimes de l'organisation, le nombre d'enfants exerçant une activité économique dangereuse a diminué de 31% entre 2005 et 2010 (Organisation Internationale du Travail, 2010).

Néanmoins, ces chiffres n'indiquent aucunement une amélioration de la situation socioéconomique de ces jeunes individus. Rappelons que ces restrictions peuvent aboutir à une dégradation des conditions de vie de ces enfants. L'immense vague de départs forcés d'enfants au sein des usines du Bangladesh (estimés entre 60 000 et 70 000) à la suite de l'amendement de Harkin Bill en 1992 visant à interdire les importations états-uniennes de biens ayant eu recours à des enfants est un cas tristement célèbre. En effet, ces licenciements ont accru les difficultés économiques de ces enfants sans changer fondamentalement les stratégies des entreprises sous-traitantes.

Le cas antérieur a été maintes fois évoqué au sein des études ; il illustre pertinemment les contradictions possibles entre la préservation des « intérêts supérieurs de l'enfant » et les politiques abolitionnistes. Dès lors, les politiques abolitionnistes sont régulièrement critiquées au sein de la communauté scientifique pour leur anthropocentrisme. Deux catégories de critiques sont adressées à ces politiques. La première fustige le modernisme de la conception du travail des enfants comme une « stratégie de survie », la seconde critique le postulat implicite de la production comme un processus économique capitaliste, régie par un marché moderne du travail.

- i. L'approche abolitionniste suppose que le travail des enfants est réalisé comme un substitut aux revenus du ménage. Le travail des enfants est alors défini comme une « stratégie de survie ».

Pourtant, le travail n'est pas nécessairement perçu par ces individus comme une contrainte économique à laquelle il est nécessaire de se soumettre. Ainsi, le travail peut-il constituer un rite de passage vers l'âge adulte dans certaines sociétés. Au sein de nombreuses sociétés non-modernes, les responsabilités sociales se substituent à un âge légal uniforme caractéristique des sociétés modernes (Khanan et Mafizur Rhaman, 2008).

En outre, alors que les revenus du travail des enfants sont déterminés sur un marché du travail à équilibres multiples selon l'article de Basu et Van, il apparaît empiriquement que les revenus sont fortement déterminés par le statut familial et le secteur économique d'activité (Rajashekar, Manjula, Suchitra, et Sanjiv Kumar, 2007). Dès lors, il est assez improbable que les déplacements des courbes d'offre et de demande suivent un schéma rationnel, seulement guidé par les évolutions de l'offre de travail.

De plus, le travail des enfants n'est que très rarement rémunéré de manière monétaire. Au sein du district de Chamarajanagar, situé au sud du Karnataka, seulement 12 % des enfants travailleurs obtiennent un revenu monétaire de leur travail. Les revenus gagnés sont très fortement dépendants du statut familial et du secteur économique d'activité. A l'inverse, 88% des enfants travaillent en complément des parents au sein de la cellule familiale ou en soutien des travaux agricoles effectués par les parents. De là émerge une troisième critique à adresser à l'hypothèse de « stratégie de survie » consistant à considérer le travail des enfants comme un substitut aux travaux des parents. En effet, puisque dans leur grande majorité les enfants travaillent en appui des parents, le travail des enfants est davantage un complément de l'activité des parents qu'un substitut. Dès lors, il contribue à la productivité du ménage comme le mettent en évidence Bhukuth et Ballet dans les industries des briqueteries (Bhukuth et Ballet, 2006)<sup>114</sup>.

Cette hypothèse conduit enfin à un paradoxe saisissant. En effet, l'interdiction du travail des enfants contraint alors la production du ménage. L'interdiction du travail de ces enfants aboutit alors à accroître la pauvreté du ménage, et dès lors à nourrir les déterminants monétaires au travail des enfants (Nieuwenhuys, 1996).

- ii. Le deuxième ensemble de critiques à adresser aux politiques abolitionnistes réside dans la conception implicite du mode de production capitaliste au sein des sociétés modernes comme un invariant anthropologique<sup>115</sup>.

---

<sup>114</sup> Cette hypothèse conduit par ailleurs à un paradoxe saisissant. Si l'on considère que la pauvreté du ménage est un déterminant important au travail des enfants d'une part, que l'interdire aboutit à une baisse de la production économique du ménage de l'autre, son interdiction accroît la nécessité du travail des enfants (Nieuwenhuys, 1996).

<sup>115</sup> Herrera estime même que le travail des enfants est indissociable de la « dynamique systémique » du capitalisme (Herrera, 2007)

La construction d'un marché du travail s'est réalisée dans les pays occidentaux en marge des Révolutions des XVIII<sup>ème</sup> et XIX<sup>ème</sup> siècle. Ces dernières ont fait de l'isonomie un pilier essentiel des sociétés. Nous entendons par isonomie le postulat selon lequel la règle de l'égalité formelle s'applique également à tous. Les déterminants sociaux héréditaires n'altèrent dès lors pas les opportunités futures de l'enfant. Dit autrement, les compétences personnelles se substituent aux déterminants sociaux et religieux devant la loi et les entreprises.

A l'inverse, contrairement aux sociétés modernes, les opportunités professionnelles sont très fortement contraintes par le genre ou la religion. Cette caractéristique peut désinciter l'investissement dans le système éducatif par les enfants de certains groupes sociaux. Ainsi, l'appartenance de caste, qui conditionne fortement l'accès à l'emploi dans l'économie rurale indienne, peut-elle constituer un déterminant raisonné de la sortie du système scolaire et de l'entrée dans le travail pour les enfants des basses castes et des tribus. En effet, puisque les parents sont conscients que leurs enfants n'ont qu'une très faible probabilité d'accéder à un emploi valorisant et bien rémunéré, ils mettent précocement leurs enfants au travail (Bhukuth et Guerin, 2005)<sup>116</sup>.

Enfin, les politiques éducatives développées trahissent souvent un penchant moderniste inconscient. Ce faisant, les formations développées au sein des écoles ne s'adaptent aux activités économiques futures des enfants travailleurs. Cette critique est soutenue par Lange et Paillet ; ces auteurs écrivent que :

*« La hiérarchisation des savoirs est étroitement liée à la hiérarchie professionnelle et sociale, au statut socioéconomique qui en découle. Les activités de production [agricole] ou de services exercés par les enfants sont le plus souvent dévalorisées ; dans le cas de l'agriculture familiale, ces activités ne sont même pas reconnues »* (Lange et Paillet, 2006).

Les politiques abolitionnistes sont inadaptées aux caractéristiques psychologiques et socioprofessionnelles de ces enfants. En effet, au sein des systèmes socioéconomiques traditionnels, les opportunités professionnelles sont contraintes par des marqueurs sociaux (liés à la caste, la religion ou le genre) et économiques. De plus, le cycle de production n'est

---

<sup>116</sup> Les articles 4 et 5 de la déclaration de Kundapur insistent sur la nécessité de disposer d'une scolarité et d'une formation adaptée aux caractéristiques des enfants travailleurs. Voir ci-dessous.

pas capitaliste ; il est spécifique à bien des égards. Dès lors, promouvoir une norme universelle, même éthique, apparaît le plus souvent étranger à la protection de « l'intérêt supérieur de l'enfant » au sein des systèmes socioéconomiques ruraux et agricoles. A l'inverse, ces politiques semblent pertinentes pour les 10% d'enfants travailleurs œuvrant au sein des espaces urbains pour lesquels le travail est une contrainte.

Cette normalisation des politiques abolitionnistes à l'ensemble des systèmes socioéconomiques est alors perçue comme un projet politique qui vise à l'émergence d'un niveau éducatif minimal à l'ensemble de l'humanité. Apparaissent en effet en filigrane les Objectifs du Millénaire pour le Développement, dont le second objectif aspire à universaliser l'éducation primaire. En raison de cette pérennisation de ces politiques en dépit d'une efficacité protectrice discutable, nous considérons alors que ces politiques abolitionnistes s'inscrivent dans la volonté de promouvoir « un concept normatif universel ».

## ii. Les politiques « régulationnistes »

Au sein de ces approches « régulationnistes » du travail des enfants, un agent se distingue depuis le milieu de la décennie 1990 : le *mouvement international des enfants et des jeunes travailleurs*. Ce mouvement se réunit pour la première fois en 1996, à Kundapur, ville de l'Etat du Karnataka située sur le littoral de la mer d'Oman. Deux ans plus tard, en février 1998, cette organisation se dote d'un secrétariat de coordination internationale. Cette dynamique se pérennise en décembre 2002 par la constitution d'un organisme juridiquement reconnu au niveau international, le *Mouvement des Enfants et des Jeunes travailleurs (MEJT)*, puis par un congrès mondial à Berlin au printemps 2004.

Le MEJT est la conjonction de démarches initialement isolées développées en Inde par *The Concerned for Working Children*, au Pérou et plus largement en Amérique Latine et en Afrique francophone au cours de la décennie 1980. En raison du caractère précurseur de ces organisations et de leur indépendance, cet organisme est reconnu comme l'organisation légitime au niveau international. Elle est un auditeur écouté à l'OIT et milite pour une « reconnaissance des droits et une amélioration des conditions de vie » des enfants et jeunes travailleurs. Le *Mouvement des Enfants et des Jeunes travailleurs* condamne les politiques abolitionnistes et souhaite « réencaster » le travail des enfants au sein de son environnement socioéconomique pour mieux le combattre (Bonnet, 2006).

Ces militants insistent pour ne pas proscrire immédiatement le travail des enfants, car cela peut s'avérer contre-productif. En effet, le travail permet parfois d'assurer la reproduction des conditions de vie (Nieuwenhuys, 1996). Surtout, ces politiques éducatives souhaitent articuler les dispositifs développés aux environnements socioéconomiques ruraux au sein desquels œuvrent la majorité des enfants travailleurs.

L'objet des politiques « régulationnistes » est de repenser le rapport entretenu par l'enfant à l'éducation d'une part, l'école et le travail de l'autre. D'une approche binaire, le dessein est d'articuler l'offre éducative aux caractéristiques psychologiques et socioprofessionnelles de ces enfants. Pour ce faire, le développement d'écoles proposant des formations plus techniques, de cours du soir ou de centres de formation est à ce titre une dynamique souhaitée. En effet, si la scolarité associée aux politiques abolitionnistes est perçue comme cohérente avec les besoins d'une économie moderne et ouverte sur l'extérieur, elle ne répond pas aux besoins socioéducatifs de l'économie rurale où sont concentrés les enfants travailleurs (Lange et Paillet, 2006).

L'analyse des revendications des enfants travailleurs au sein de la Déclaration de Kundapur est révélatrice de cette ambition<sup>117</sup>. Cette déclaration aboutit en effet à deux résultats essentiels : d'une part, la nécessité de ne pas proscrire le travail, de l'autre, de ne pas le dissocier de l'environnement socioéconomique au sein duquel il s'exécute. Ainsi, les politiques éducatives et de formations proposées doivent-elles être adaptées aux perspectives professionnelles de ces individus. Formulé différemment, il est essentiel de promouvoir des formations compatibles aux normes et valeurs des sociétés rurales au sein desquelles exercent les enfants, car ces normes affectent les opportunités professionnelles de ces individus (Bonnet, 2006).

Ainsi, *The Concerned for Working Children*, une ONG indienne réputée pour l'ancienneté et la qualité de ses activités à l'égard des enfants travailleurs de l'Etat du Karnataka, propose-t-elle une offre éducative adaptée aux enfants travailleurs. Partant du principe que le travail quotidien est une nécessité pour ces individus, elle propose des cursus scolaires centrés sur les formations professionnalisantes adaptées à leurs origines sociales et à des horaires compatibles avec ceux des enfants. En d'autres termes, l'offre éducative formulée par *the*

---

<sup>117</sup> Les dix recommandations de la déclaration de Kundapur sont développées en annexe (Annexe 4).

*Concerned for Working Children* s'ajuste aux spécificités des enfants travailleurs pour lesquels elle travaille.

Enfin, cette organisation milite pour la constitution de syndicats d'enfants travailleurs. La logique explicitement assumée par cette organisation est que le meilleur mécanisme de prévention de « l'intérêt supérieur de l'enfant » est d'aider ces enfants à se faire respecter au travail et à pouvoir récolter les fruits économiques de leur labour. Pour ce faire, cette organisation a encouragé la création d'un syndicat d'enfants travailleurs en Inde, le *Bhima Sangha*.

Au terme de cette revue de littérature des politiques à l'égard du travail des enfants, il apparaît nettement que ces différents programmes n'ambitionnent pas les mêmes objectifs. En effet, les politiques abolitionnistes participent de la construction d'une nouvelle norme de travail. Ce faisant, cette politique est cohérente des mécanismes modernes d'accès à l'emploi. A l'inverse, les dispositifs « régulationnistes » se perçoivent comme des réponses microéconomiques, opportunes pour les enfants ruraux. En effet, ils envisagent une articulation des dispositifs éducatifs aux quotidiens des enfants travailleurs.

## **2.2. La généralisation des dispositifs abolitionnistes.**

Le travail des enfants demeure un phénomène important quatre décennies après l'Indépendance. Ce constat encourage les autorités indiennes à développer des mesures spécifiques à l'endroit de ce phénomène. Ainsi, le *Child Labour (Regulation and Prohibition) Act* est-il adopté en 1986. Cette loi est fondée sur une dissociation du travail des enfants, entre une activité dangereuse à proscrire, et une activité économique à encadrer. Pourtant, cette loi ne suffit pas à réduire le phénomène ; pis encore le nombre d'enfants travailleurs croît entre 1971 et 2001.

La pérennité du phénomène encourage les initiatives des ONG et de l'OIT visant à renouveler les politiques publiques. D'un déni politique du phénomène, ces organisations font évoluer les politiques publiques dans le sens de l'adoption d'une démarche abolitionniste. En Inde, cette dynamique atteint son paroxysme en 2006 par l'interdiction du travail des enfants dans l'économie domestique et hôtelière. La mise en évidence de cette dynamique de

modernisation des dispositifs juridiques indiens à l'égard du travail des enfants est l'objet de ce paragraphe.

Pour cela, deux points structurent ce paragraphe. Le premier présente succinctement l'évolution historique des dispositifs juridiques indiens à l'égard du travail des enfants. Il met en évidence l'accélération des politiques publiques depuis 1986 vers des dispositifs abolitionnistes. Le second présente l'influence des ONG sur cette dynamique. Il démontre que par leurs initiatives, ces organisations ont influencé le renouvellement des stratégies publiques indiennes à l'égard du travail des enfants.

### **Vers des juridictions abolitionnistes.**

Les premières lois indiennes à l'égard du travail des enfants émergent sous le *Raj* britannique. En 1881, sous l'influence du lobbying exercé par les industriels du Nord-Angleterre, est promulgué le *Factory Act*, qui interdit le recours au travail des enfants de moins de sept ans au sein des industries. Un demi-siècle plus tard, les autorités coloniales adoptent le *Children (Pledging of Labour) Act*, qui rend illégale la pratique de servitude pour dette des enfants. En 1938, l'*Employment of Children Act* est la première loi consacrée spécifiquement au droit des enfants travailleurs. Il est une transposition de la conférence de l'OIT tenue en 1937 visant à fortement réglementer le travail des enfants de moins de treize ans, par une interdiction dans les activités dites dangereuses couplée à une réglementation dans les activités traditionnelles des systèmes socioéconomiques ruraux.

Malgré ces premières lois, le travail des enfants est un phénomène extrêmement important à l'Indépendance. Face au défi économique et social que constitue ce phénomène, les autorités indépendantistes perçoivent d'emblée les gains potentiels de l'éducation. En effet, de cette dernière sont espérés des gains économiques (l'éducation perçue comme essentielle à l'industrialisation), politiques (asseoir la démocratie et la souveraineté de la nouvelle nation) et démographiques (par un contrôle des naissances).

Il convient alors de rompre avec un système éducatif élitiste du *Raj* britannique qui n'a alphabétisé que 18% de la population indienne en 1947 (Berthet, 2003). Tout naturellement, les autorités de New Delhi inscrivent alors l'éducation libre et gratuite au sein de la constitution indienne. L'article 45<sup>118</sup> de la constitution stipule que:

---

<sup>118</sup> Cet article fait parti *Directive Principles of State Policy* ; son avis n'est alors que consultatif.

« *The State should endeavour to provide free and compulsory education for all children until the age of 14 years within a period of ten years from the commencement of this constitution.* »

Outre ces dispositifs éducatifs, les autorités indépendantistes promeuvent deux lois majeures : l'*Industrial Disputes Act* de 1947 et le *Factory Act* en 1948. En 1951, le *Plantation labour Act* interdit le travail des enfants de moins de douze ans dans les exploitations agricoles de plus de cinq hectares. Ces lois proscrivent le recours à la main-d'œuvre des individus de moins de quatorze ans au sein des industries urbaines indiennes. À l'inverse, le travail des enfants est implicitement toléré dans les activités économiques rurales. La petite agriculture est de ce fait à l'écart de ces réglementations<sup>119</sup>.

Pourtant, la décrue du phénomène est aussi lente qu'est faible la croissance économique indienne. Cette pérennité encourage quelques ONG à interpeller les autorités sur la persistance du travail des enfants dès la fin des années 1970. À la suite de ces initiatives émerge un virage important entrepris par les autorités indiennes. D'un déni du phénomène, les mécanismes juridiques spécifiquement dédiés au travail des enfants apparaissent au début des années 1980. Ainsi, en 1979 le *Gurupadaswamy Committee on Child Labour* est-il créé. Ce comité constate d'importantes violations à la législation indienne à l'égard du travail des enfants tant à l'égard du travail au sein du secteur industriel que pour servitude pour dette pourtant proscrite depuis le *Bonded Labour Act* de 1976. En 1982, à la suite de nouvelles violations du droit en parallèle aux Jeux Asiatiques de 1982, le gouvernement indien crée une nouvelle commission d'enquête sur ce phénomène : le *Sanat Metha Committee*. Ce dernier réitère les préconisations développées par le *Gurupadaswamy Committee*, à savoir une distinction explicite entre des emplois et des activités sectorielles à proscrire pour les enfants et des activités nécessitant l'encadrement du travail des enfants de moins de quatorze ans, de l'autre.

L'accession au pouvoir de Rajiv Gandhi est décisive dans la prise en compte politique réelle de ce problème économique, social et humain. L'adoption du *Child Labour (Regulation and Prohibition) Act* en 1986 est révélatrice de cette évolution à l'égard du phénomène. Cet amendement constitutionnel est le premier dispositif spécifique à l'endroit du travail des enfants. Il reprend les recommandations du *Gurupadaswamy Committee*. Le travail des

---

<sup>119</sup> L'hypothèse réalisée par ces dispositifs législatifs consiste en une tolérance temporaire à l'égard du travail des enfants au sein de l'économie rurale. De l'industrialisation et du développement de l'économie indienne est espérée une baisse sensible du phénomène dans les décennies suivantes.

enfants est alors explicitement dissocié entre des emplois et des activités sectorielles proscrits, et des activités économiques tolérées.

Un an après le *Child Labour (Prohibition and Regulation) Act*, le *National Child Labour Policy* est adopté en 1987. C'est un programme politique qui se fonde sur une approche séquentielle des politiques afin d'éradiquer le travail des enfants. Ce projet politique se scinde en trois ensembles : le premier vise à accroître le nombre de travaux et secteurs économiques proscrits par la loi, le second à s'attaquer aux déterminants structurels du travail des enfants, le troisième crée des programmes éducatifs supposés adaptés aux enfants travailleurs au sein du *National Child Labour Project*.

Afin d'atteindre le premier de ces trois objectifs, le *Child Labour Act* crée le *Child Labour Technical Advisory Committee*. Cet organisme est censé surveiller les dynamiques du travail des enfants. Le dessein de ce comité est d'analyser la faisabilité économique d'une extension des activités et des secteurs couverts par la loi. Dans un premier temps, son influence politique est faible. Dès lors, l'observation de cette violation chronique du droit fondamental à l'éducation encourage la Cour Suprême Indienne à déclarer en 1994 :

*“Does not the passage of forty-four years convert the obligation created by Article 45 of the Constitution into an enforceable right? We must say that at least now the State should honor the command of Article 45. It must be made (a) reality at least now. Indeed, the New Policy of Education 1986 says that the promise of Article 45 will be redeemed before the end of the century. Be that as it may, we hold that a child has a fundamental right to free education up to the age of 14 years.”*

Supreme Court Judgment, 1994

A la suite de cet Arrêt, le rôle du *Child Labour Technical Advisory Committee* croît. Ainsi, le nombre de travaux interdit aux enfants progresse-t-il continument depuis 1986. Entre 1993 et 1999, le nombre d'emplois interdits par la loi croît de cinq à treize. Le nombre de domaines économiques d'activité couverts par le *Child Labour (Regulation and Prohibition) Act* augmente lui de onze à cinquante-sept. En 2001, l'interdiction du phénomène du travail des enfants affecte le secteur maritime et les activités économiques de plantation.

L'évolution des politiques publiques indiennes à l'égard du travail des enfants témoigne d'un glissement sensible d'approches « régulationnistes » dans le sens d'une politique générale

abolitionniste<sup>120</sup>. Cette dynamique historique d'un accroissement sensible des emplois et des domaines d'activités proscrits atteint son paroxysme en 2006 par l'interdiction du travail des enfants dans l'économie domestique et dans le secteur hôtelier. Le nombre de tâches interdites grimpe à seize, celui des secteurs d'activités proscrits à soixante-cinq.

### **L'influence des ONG sur l'adoption de dispositifs abolitionnistes.**

Les ONG voient leur rôle croître dans le système socioéconomique indien depuis deux décennies. La section précédente a rappelé cette évolution, mettant en évidence que ces organisations sont des recours budgétairement opportuns pour les autorités politiques indiennes. Bien que le quatrième chapitre étudie plus longuement ces organisations dans la société indienne, notons dès à présent qu'outre leur rôle économique dans la livraison des services publics, ces organisations sont profondément politiques et ambitionnent de moderniser les pratiques socioéconomiques des individus (Hours, 1998) (Sending et Neumann, 2006) (Finn et Sarangi, 2008).

Malgré qu'il soit légiféré depuis la période coloniale, les dispositifs juridiques indiens à l'égard du travail des enfants se sont profondément renouvelés depuis le milieu de la décennie 1990 dans le sens d'approches abolitionnistes. Cette évolution est le fruit des multiples initiatives des ONG. Ces actions se réalisent afin de modifier les dispositifs juridiques indiens au sein du *National Child Labour Policy*. La mise en évidence de ce processus occupe ce paragraphe.

L'exemple précédemment mentionné rappelant l'influence de la découverte d'enfants travailleurs durant les jeux asiatiques de 1982 sur la constitution du *Sanat Metha Committee* semble accréditer la thèse développée par Ramanathan selon laquelle les initiatives des ONG sont les moteurs de l'évolution des politiques indiennes vers des démarches abolitionnistes (Ramanathan, 2009). Dans une démarche juridique marquée par le *cause lawyering*<sup>121</sup>, les ONG ont alors profondément renouvelé le cadre juridique encadrant le travail des enfants en Inde.

---

<sup>120</sup> Parallèlement, le 22 août 2006 est promulgué le *Juvenile Justice (Care and Protection of Children) Amendment Act*. Il amende la loi de 2000 dans le sens d'une plus grande protection des enfants, et d'une distinction grandissante devant la loi des adultes et des mineurs.

<sup>121</sup> Que l'on peut définir comme un usage militant du droit. Pour une présentation de ce courant aux confins du normativisme politique et de l'objectivisme scientifique, lire : (Israël, 2001).

La non-transcription dans la loi avant 1986 des préconisations du *Gurupadaswamy Committee* encourage des initiatives précurseurs des ONG. Ainsi, *the Concerned for Working Children*<sup>122</sup> et *Bachpan Bachao Andolan* sont-elles créées en 1985. Ces organisations militent en faveur de politiques spécifiques à l'égard du travail des enfants. L'entretien que nous a accordé la Kavita Ratna, directrice de *The Concerned for Working Children*, est à cet égard très révélateur de l'influence de ces organisations sur les politiques publiques indiennes.

*«We are an organization, and we think we are the first in the country, to start on the issue of child labour. Our works started in the late 70's, 77/78. We registered formally only 1985, but we were been working already for 7 years before that happened. Our engagement for child labour started because the funding members of this organization were trade-unions leaders. And they were working actually for trade unions, adult workers, they always found children as a part of the work force, and, so that is why our engagement for child labour issue started. And one of the first thing we were involved was to develop a draft bill on child labour in 1985. Unfortunately, what happened with that bill was that when the bill passed in the cabinets, it was very badly cut in pieces and a lot of the long terms issues related to the providing long term solutions were all take on the way from the part of the Act, including in the policy section which is very ineffective. And we were also very critical of the act, and we have documents on all of that, but we did manage to do at that time was that because of the issue of child labour released for the first time in 1985; child labour became a national debate, nobody were discussing before, so in that sense, this act is historically very important in India, I think. What we also tried to make child labour debate was, it should become also an intellectual and a theoretical debate, not just emotional. Not only to say "It is bad". We have to move out of that, to understand the larger issues, to understand the macro connections. »*

Après ces diverses initiatives, les autorités fédérales indiennes adoptent le *Child Labour (Regulation and Prohibition) Act* en 1986. Cette influence des ONG sur les dispositifs juridiques indiens à l'égard du travail des enfants n'en est qu'à ses balbutiements. En effet, en 1993, à la suite d'un intense lobbying politique, l'arrêt Unnikrishnan de la Cour Suprême

---

<sup>122</sup> Cette organisation est créée formellement en 1985, mais elle œuvrait déjà de manière informelle à la protection des enfants travailleurs depuis la fin de la décennie 1970.

fédérale définit l'accès à l'éducation comme un « droit fondamental » acquis par les citoyens indiens. Cet arrêt précéda d'un an la déclaration du Premier Ministre indien, reconnaissant l'importance toujours considérable du nombre d'enfants travailleurs en Inde à l'aube du XXI<sup>ème</sup> siècle. Cet arrêt de la Cour Suprême est un tournant majeur dans les dispositifs juridiques indiens traitant du travail des enfants (Ramanathan, 2009).

En effet, le 10 décembre 1996, l'arrêt de la Cour Suprême du Tamil Nadu dans son arbitrage du conflit entre M.C. Metha contre l'Etat du Tamil Nadu se nourrit du précédent arrêt pour condamner l'Etat du Tamil Nadu. La haute autorité juridique du Tamil Nadu sanctionne l'Etat pour une insuffisante protection des enfants travailleurs aboutissant à un irrespect du droit à la scolarité. Pour les enfants qui travaillent dans des activités dites dangereuses (et alors interdites), l'Etat est condamné à verser vingt milles roupies à chaque individu et à employer au minimum une personne de l'entourage familial direct de l'enfant. Les enfants exerçant des travaux autorisés sont aussi concernés par cet arrêt. La durée quotidienne du travail ne doit pas excéder six heures par jour, et l'Etat doit assurer une formation quotidienne durant au minimum deux heures.

L'arrêt Metha fait jurisprudence ; les arrêts des Cours Suprêmes des Etats se multiplient depuis 1996. Ainsi, après des opérations médiatiques conjointes d'ONG, la Cour Suprême de New Delhi a-t-elle publié une note officielle en 1996 citant le nom et l'adresse des deux cent trente entreprises recourant au travail d'enfants dans le district de New Delhi, alors même que nombre d'entre elles proposaient des emplois non interdits par le *Child Labour Act*. Cette « juridicisation » de la question sociale est particulièrement bien représentée par la question du travail des enfants dans l'Etat du Karnataka. En effet, la Cour Suprême de l'Etat a statué 2318 fois sur la question du travail des enfants ; les principaux accusés étant le ministère du travail de l'Etat et l'Etat lui-même<sup>123</sup>.

L'influence de l'Arrêt de la Cour Suprême indienne de 1993 reconnaissant l'accès à la scolarité comme un « droit fondamental » est à son apogée en 2002 lors du 86<sup>ème</sup> amendement de la constitution indienne de 2002. Cet amendement impose aux des Etats fédérés d'assurer la livraison d'un service éducatif universel et de qualité pour les individus de moins de quatorze ans. Cette dynamique abolitionniste des politiques publiques indiennes est symbolisée par la constitution en 2005 de la *Commissions for Protection of Child Rights Act*, dont le préambule est influencé par la Déclaration des Nations-Unies sur les droits de l'enfant.

---

<sup>123</sup> Le seul 29 octobre 2010, douze condamnations ont été effectuées sur cette thématique par la Cour Suprême du Karnataka.

Cette commission est cogérée par des autorités politiques et de la société civile. Elle est présidée par Santha Sinha, président de l'ONG *MV Foundation*.

L'évolution des dispositifs juridiques indiens à l'égard du travail des enfants témoigne d'une évolution sensible d'une approche « régulationniste » vers une démarche abolitionniste. En effet, alors que le *Child Labour Act* de 1986 opérait une distinction entre des travaux et des secteurs d'activité tolérés pour les enfants de moins de quatorze ans et d'autres proscrits, cette séparation s'est étiolée progressivement au cours des vingt-cinq dernières années. Ce processus historique s'est achevé en 2006 par l'interdiction du travail des enfants dans l'économie domestique.

La modernisation repérée au sein de la section précédente des dispositifs juridiques indiens trouve ainsi une illustration pertinente. Ceci est le résultat de l'influence des ONG. En effet, par leurs actions militantes et lobbyistes, ces organisations ont contraint la Haute Cour Suprême à réaliser des arrêts reconnaissant l'insuffisance des protections juridiques indiennes du *Child labour Act*.

### **2.3. Un renouveau des politiques éducatives adjointes aux dispositifs abolitionnistes : le cas du Karnataka Child Labour Project.**

L'évolution des dispositifs juridiques dans le sens d'une interdiction effective du travail des enfants se couple nécessairement à un renouvellement des dispositifs éducatifs (Osttveit, 2001). Pour ce faire, les autorités fédérales créent le *National Child Labour Project* en 1987. Ce programme crée des *bridge schools*, c'est-à-dire des écoles transitoires adaptées aux enfants travailleurs, au sein de douze districts indien particulièrement affectés par le travail des enfants. Ces écoles sont gérées par les ONG au sein du *National Child Labour Project* et du *Child Line India Project*.

Malgré l'émergence de ces programmes, le travail des enfants croît durant la décennie 1990. Or, en raison de la jurisprudence initiée par l'arrêt *Mehta* contre l'Etat du Tamil Nadu, la responsabilité des Etats fédérés est engagée dans l'impossibilité des individus à poursuivre une scolarité libre. Dès lors, les autorités fédérées se substituent progressivement au seul *National Child Labour Project* dans le combat en faveur de l'éradication du travail des

enfants. Le *Karnataka Child Labour Project* est une pertinente illustration de cette évolution des politiques publiques.

Ce paragraphe se structure alors en deux temps. Le premier présente le *National Child Labour Project*. Ce choix est réalisé car il constitue le centre de gravité des politiques indiennes à l'égard du travail des enfants depuis 1988. Par la suite, nous étudions un programme spécifique adopté en 2001 par les autorités du Karnataka : Le *Karnataka Child Labour Project*. Ce dernier illustre notre propos car il nous semble être un exemple révélateur de la dynamique des politiques publiques pour deux raisons : sa filiation au *National Child Labour Project* d'une part, sa promotion impulsée par les actions militantes des ONG de l'autre.

### **Le National Child Labour Project.**

Un an après la création du *National Child Labour Policy*, les autorités fédérales indiennes créent en 1988 un programme de réhabilitation des enfants travailleurs nommé *National Child Labour Project*. Ce programme est initialement développé dans douze districts connus pour l'importance du phénomène du travail des enfants. Dans chacun de ces districts, des écoles spécifiques aux enfants travailleurs sont créées proposant des formations scolaires formelles et non formelles pour les enfants. Ces écoles sont gérées par des ONG. Par ailleurs, l'assiduité des enfants est récompensée par une bourse mensuelle de cent roupies indiennes et la garantie d'un repas quotidien.

Les écoles sont définies comme des *bridge schools*, c'est-à-dire des ponts temporaires entre l'éducation non formelle et formelle. Ces écoles s'adressent à l'ensemble des individus en âge d'être à l'école primaire, quel que soit leur niveau de scolarisation. Elles promeuvent une formation supposée adaptée aux caractéristiques psychologiques des enfants travailleurs. Ces formations sont promues afin de réhabiliter l'enfant travailleur et, *in fine*, le réinsérer dans le système éducatif formel<sup>124</sup>. Dit autrement, le pont relie l'éducation non formelle à la scolarité formelle.

L'ambition de ce programme est progressivement revue à la hausse. Ceci aboutit à une croissance structurelle du nombre d'écoles créées au sein du NCLP. En effet, le nombre de districts couverts par ce dispositif a crû de douze districts en 1988 à cent en l'an 2000, puis à deux-cent-cinquante au cours du Xème plan quinquennal, soit une multiplication par plus de vingt du nombre de districts couverts entre 1988 et 2005. En toute cohérence, le nombre total

---

<sup>124</sup> Pour une présentation succincte de ces différents systèmes de formation, lire (Bhukuth et Guerin, 2005).

maximal d'enfants réhabilités au sein du *National Child Labour Project* a crû et atteint 374 255, soit approximativement 2, 5% du nombre estimé d'enfants travailleurs en 2001.

Les autorités indiennes se félicitent de l'ambition grandissante de ce programme. Cette dynamique a été rendue possible par un effort budgétaire réel des autorités indiennes. Ainsi, l'engagement budgétaire a-t-il été multiplié par plus de trois entre le neuvième et le dixième plan quinquennal, passant de un milliard sept cent quatre-vingt millions de roupies indiennes à six milliards vingt millions. Cet effort bénéficie en outre de l'aide de *l'International Program for the Eradication of Child Labour* en 1992.

Bien que l'effort politique entrepris au niveau fédéral soit incontestable, le nombre d'enfants travailleurs croît de près de 9% en Inde entre 1991 et 2001. Il passe de 11 285 349 à 12 266 377 à l'aube du nouveau millénaire. Cette seule augmentation quantitative dépasse le nombre de places développées au sein des programmes du *National Child Labour Project*. Dit autrement, cette seule initiative fédérale ne peut satisfaire les besoins sociaux grandissants des enfants travailleurs depuis 1991.

Or, l'Arrêt Metha contre l'Etat du Tamil Nadu fait jurisprudence, engageant la responsabilité des Etats fédérés dans les conditions de vie vécues par les enfants travailleurs les empêchant de suivre une scolarité normale. Cette dynamique encourage les Etats fédérés à développer de nombreux programmes afin de lutter contre le travail des enfants. Le *Karnataka Child Labour Project* nous semble illustrer pertinemment cette dynamique des politiques publiques indiennes.

### **Le Karnataka Child Labour Project.**

Le *Karnataka Child Labour Project* est programme adopté en 2001 qui ambitionne d'éradiquer le phénomène du travail des enfants à l'horizon 2005. L'objectif est considéré comme ambitieux par l'ensemble des personnels rencontrés en raison de l'importance du nombre de *child labourers* en 2001. Selon les estimations officielles, 822 615 enfants de moins de quatorze ans sont des enfants travailleurs dans l'Etat du Karnataka, dont plus de quatre-vingt dix pour cent dans les zones rurales de l'Etat. L'échec de ce dispositif à la date initialement envisagée a nécessité une prolongation de ce programme afin d'espérer un espace sans enfant travailleur en 2012.

Pour ce faire, ce programme développe des activités éducatives spécifiques sous le format d'un renouvellement des dispositifs de *bridge schools*. Ce renouvellement prend tout

particulièrement la figure de la promotion de *residentially schools*, c'est-à-dire des *bridge schools* assurant un gîte aux enfants. Ce programme est entrepris sous la double influence des activités de lobbying exercées par diverses ONG et Organisations Internationales durant la décennie 1990 et de la « success story » unissant quatre ONG à l'UNICEF au sein du district de Magadi<sup>125</sup>.

L'objet de cet ultime paragraphe du second chapitre est double. Il vise d'une part à présenter le contenu de ce programme et les organisations participantes. De l'autre, il souhaite mettre en évidence les influences exercées par les organisations non gouvernementales sur le contenu de cette politique. Ces influences nourrissent l'orientation abolitionniste du *Karnataka Child Labour Project*.

### ***Présentation du Karnataka Child Labour Project.***

Les autorités du Karnataka créent en 2001 le *Karnataka State Child Labour Eradication Project Society*. Cet organisme est dirigé par le ministre du travail du Karnataka. Parmi les dispositifs initiés par ce programme, deux sont explicitement consacrés à la lutte en faveur de l'éradication du travail des enfants : le *Karnataka Child Labour Project* en 2001 d'une part, l'application du projet *ChildLine India* dans l'Etat du Karnataka au sein des villes de Bangalore et de Mangalore de l'autre. Ces deux projets sont indissociables. En effet, le projet *ChildLine* repère les enfants travailleurs dans les villes de l'Etat qu'il emmène au sein des *residentially schools* correspondant à leur espace.

Le *Karnataka Child Labour Project* dispose d'un budget annuel de soixante millions de roupies accordé par le gouvernement du Karnataka. Il est aidé financièrement par l'OIT au sein de son programme de l'IPEC. L'OIT aide aussi techniquement ce programme, en réalisant des expertises sur le déroulement de ce programme. Autre soutien de taille, l'UNICEF soutient ce programme par une aide financière et technique.

Ce programme crée trente-huit *residentially schools*, dont trente-six fonctionnaient à l'automne 2008. Trente-trois d'entre elles se situent dans les zones rurales. Chacune de ces *residentially school* est gérée indépendamment par une ONG. L'allocation mensuelle accordée aux enfants travailleurs assidus au sein des *residentially schools* est six fois supérieure à celle accordée par le programme fédéral, et atteint six cents roupies.

---

<sup>125</sup> Ce district est situé à environ cinquante kilomètres au Sud de Bangalore, dans la direction de Mysore. Ces quatre ONG sont Chiguru, Vikasa et l'Indian Council for Community Development Service Society et Don Bosco.

Par ailleurs, le *Karnataka State Child Labour Eradication Project Society* a créé en septembre 2009 le *Karnataka State Resource Centre on Child Labour*. Dans l'espoir de participer au programme de transformation sociale en faveur de l'éradication du travail des enfants, ce dispositif essaie de promouvoir des synergies entre l'ensemble des organisations militant dans l'Etat en faveur de ce dessein. La mission de cet organisme est triple :

- i. Renforcer les coopérations entre les organismes publics et les communautés locales.
- ii. Créer des synergies dans les activités des différents départements administratifs dans la lutte contre le travail des enfants.
- iii. En faire de même entre les organismes publics et les organisations privées, particulièrement les ONG, affairées à la lutte en faveur de l'éradication du travail des enfants.

### ***L'influence des ONG.***

Conformément à l'analyse de Ramanathan démontrant le rôle essentiel des ONG sur l'adoption de politiques abolitionnistes au niveau national (Ramanathan, 2009), la mise en œuvre 2001 du *Karnataka Child Labour Project* est le prolongement politique des nombreuses initiatives de ces organisations durant les décennies 1980 et 1990. Outre les nombreuses condamnations de l'Etat et de ses administrations, les entretiens réalisés à l'automne 2008 auprès des différents participants à ce programme illustrent cette influence<sup>126</sup>.

De nombreuses ONG ont milité pour la prise en compte politique du travail des enfants du Karnataka dès les années 1980. Figures de proue de cette dynamique, les ONG *APSA*, *The Concerned for working children*, *Don Bosco* et *Jeevika Trust* qui toutes ont entamé leurs activités dès la décennie 1980 dans l'Etat<sup>127</sup>. Les ONG essaient de réhabiliter les enfants travailleurs. Pour ce faire, elles promeuvent dans leur immense majorité des systèmes de *residentially schools*. Le dessein de ces dispositifs est double. D'une part, il convient de retirer les enfants de leur environnement socioéconomique. De l'autre, il est nécessaire d'améliorer les compétences de ces travailleurs afin de les réinsérer dans les cursus scolaires

---

<sup>126</sup> L'étude des entretiens est plus longuement développée au sein du troisième chapitre. En son sein, nous justifions le choix des personnes interrogées et la matrice d'analyse des entretiens.

<sup>127</sup> Une fois l'ouverture économique adoptée et le *Foreign Exchange Regulation Act* amendé, de nombreuses ONG occidentales ont soutenu ces initiatives. Parmi celles-ci, citons principalement *ActionAid India* et *World Vision India*.

formels. Les activités des ONG *Jeevika*, *APSA* et des organisations participantes au projet du district de Magadi sont caractéristiques de ces actions.

*Jeevika* a pour objectif premier l'éradication du travail sur gage. Le travail sur gage définit l'esclavage d'un individu par un autre en raison d'une dette du premier envers le second. En dépit d'une interdiction de longue date, ce phénomène affecte de nombreux ménages et enfants indiens<sup>128</sup>. Pour réhabiliter ces enfants, *Jeevika* développe ainsi dès 1998 une *residentially school*. Cette initiative n'est pas isolée comme en témoignent les activités d'*APSA*, *Don Bosco*, et *BREADS* dès le milieu des années 1980. La citation extraite de l'entretien réalisé avec *APSA* témoigne de cette influence des ONG sur le contenu du KCLP:

*« APSA has started its activities for twenty-five years. (...) It was started with some groups of children. At that time, APSA picked up the child labourers from the streets and we provide them shelter because children told us “we don't have any house for staying in the night time. We use to stay in the streets”. So, we bring them some security. So then, APSA decided to provide safe centres where children use to stay there. But after that, children started asking “what about our education and development?, we want some training, like vocational training”. To adapt to children needs, APSA started some vocational centres like tailoring or printing, activities like that. »*

Parallèlement à ses missions éducatives, des initiatives de lobbying politique sont développées par certaines ONG. Ainsi, la médiatisation de ses actions de « sauvetage » des enfants travailleurs sur gage entre 1989, date de sa création et 2001, a-telle permis de rendre plus connue cette pratique socioéconomique caractéristique des systèmes socioéconomiques ruraux à la fin de la décennie 1990<sup>129</sup>. Pour ce faire, cette organisation a contesté l'applicabilité du *Bonded Labour Act* de 1976, en démontrant images à l'appui la réalité de ce phénomène socioéconomique pour les individus de moins de quatorze ans<sup>130</sup> :

*«The revenue officer of the Taluk had said in a report to the government, there is no bonded labour. In 1999! But this incident has come to lights in 2000, and this case has been highlighted in all the papers, in front page. That leads to the government, up to the central government... When they saw the news, first time*

---

<sup>128</sup> Déjà légiféré sous le Raj britannique, cette loi est modifiée et approfondie en 1976 par le *Bonded Labour System (abolition) Act*.

<sup>129</sup> Pour une présentation des logiques sociales et économiques du travail sur gage, lire par exemple (Guérin et al., 2007).

<sup>130</sup> Cette action sur le travail sur gage est parallèle aux autres actions effectuées autour du travail des enfants.

*itself, he has said the bonded labour and the child labour have to be tackled out...»*

Similairement, *Child Rights Trust*<sup>131</sup> réalise du lobbying auprès des principaux partis politiques de l'Etat du Karnataka afin d'améliorer la protection juridique de l'enfance dans l'Etat du Karnataka. Pour ce faire, elle réalise diverses initiatives politiques et médiatiques, initiatives qu'elle recense dans son rapport annuel. Ce rapport indique la part croissante de la thématique du travail des enfants dans les programmes à l'égard du travail des enfants dans l'Etat du Karnataka. Cette ONG a contraint les trois plus grandes formations politiques de l'Etat à signer un document dans lequel elles affirment faire de l'éradication du travail des enfants un objectif central de leur mandature, encourageant alors les réponses et les résultats de court terme, voire immédiats. Les démarches abolitionnistes sont alors devenues un consensus parmi les diverses organisations politiques de l'Etat (Vasudeva, Satish, Ananth, et Nagaveni, 2007).

Ces différentes actions ont contribué à faire du travail des enfants un enjeu politique majeur dans l'Etat. Par ailleurs, ces initiatives ne sont pas restées isolées. Elles ont trouvé des relais pertinents et d'influence avec les Organisations Internationales. L'OIT finance le programme dans les districts de Chamarajanagar et de Bidar, depuis 2001. Parallèlement, l'OIT réalise des missions d'expertise et de conseil auprès du gouvernement du Karnataka.

*« You have first hand experience and information, then you can define your own standard. In addition, it can also give advice to others. You can give technical input to members' states, to have better laws, have better level of implementation of these laws. So, ILO's purposes are learning, standardizing and giving technical inputs to others. From that point of view, this Karnataka Child Labour Project has also come from ILO and IPEC. »*

De la même manière, l'UNICEF a joué un rôle décisif dans l'adoption de ce programme. Ainsi, le dispositif reprend-il exactement le système mis en place par l'UNICEF et quatre ONG au sein du district de Magadi à la fin de la décennie 1990. Ce programme créait des *residentially schools* sur le modèle encouragé par les organisations internationales depuis la conférence de Jontien en 1990. Ainsi, la responsable de l'UNICEF assume-t-elle fièrement la paternité de ce programme :

---

<sup>131</sup> Child rights Trust est une organisation non gouvernementale créée en 2002 à Bangalore. Elle est soutenue financièrement par l'UNICEF, et par *WorldVision India*.

*« The justification [to not send the children to school] was: the family needs this money, the children are getting paid and then they have a job. So, all these short terms benefits they were just looking at. So, I mean, nothing is justifying that the children are not in school, and not in protecting environment, but with UNICEF, we said “Ok, why don’t we have direct interventions”. We removed the children from work and started the residential programs that are to bring them back to education.*

*So, is it UNICEF which started the residential programs?*

*Yes, we started working [by creating residentially schools] ... »*

Au terme de cette étude, l’influence des ONG et des OI sur l’adoption des programmes fédéral et fédéré en faveur de démarches abolitionnistes est démontrée. En effet, les programmes politiques ont été entrepris après des campagnes de lobbying auprès des autorités d’une part, des initiatives des *residentially schools* de l’autre. La création du *Karnataka Child Labour Project* illustre pertinemment cette dynamique, puisque l’influence des expériences des ONG dans les années 1990 a modelé les contours adoptés par ce programme.

## **Conclusion.**

Les politiques et les dispositifs juridiques indiens ont évolué vers des démarches abolitionnistes. Cette dynamique s'est amorcée parallèlement à l'émergence des premiers mécanismes de modernisation de l'économie indienne au milieu des années 1980 par l'adoption du *Child labour (Regulation and Prohibition) Act*. Ce processus s'est accéléré durant les décennies 1990 et 2000.

Pour étayer cette hypothèse, la section s'est structurée en trois points. Le premier a démontré que les démarches « régulationnistes » et abolitionnistes répondent à des objectifs distincts. Les premières souhaitent préserver l'enfant des abus dont il peut être victime dans son travail et axent leur politique éducative sur les opportunités professionnelles agricoles des enfants travailleurs. Les secondes encouragent à une éradication immédiate du travail des enfants et développent des politiques éducatives adaptées à l'économie urbaine indienne. Ceci participe d'un objectif de transformation sociale en vue d'une modernisation des systèmes socioéconomiques.

Le second temps de la section a mis en évidence que les dispositifs juridiques indiens ont évolué vers des positions abolitionnistes depuis le milieu de la décennie 1980. En toute logique, ce durcissement juridique s'est accompagné de la création de politiques spécifiques à l'égard des enfants travailleurs. C'est le dernier point de notre section. Il démontre que les programmes du *National Child Labour Project* et du *Karnataka Child Labour Project* sont révélateurs de cette dynamique des politiques publiques indiennes.

# Conclusion.

---

Les autorités indiennes ont répondu à la segmentation du système socioéconomique par une modernisation des politiques socioéducatives. Cette dynamique est parfaitement symbolisée par les politiques à l'égard du travail des enfants. Alors que ce phénomène se réalise dans son immense majorité au sein des systèmes socioéconomiques ruraux, les politiques ont opté pour des démarches abolitionnistes. Ce choix est effectué afin de restreindre la segmentation du système socioéconomique par une amélioration de la scolarisation jugée nécessaire au développement des activités économiques modernes au sein des zones rurales.

Cette dynamique est fortement encouragée par les ONG. En effet, par leur usage militant du droit d'une part, leur reconnaissance sociale grandissante de l'autre, les ONG influencent l'évolution des politiques publiques indiennes. Dans le cas du durcissement des réglementations et du renouvellement des politiques à l'égard du travail des enfants, l'influence des ONG est particulièrement manifeste. Le durcissement progressif du *Child Labour (Regulation and Prohibition) Act* et l'adoption du *Karnataka Child Labour Project* illustrent très bien cette dynamique des politiques publiques indiennes impulsées par des référentiels supranationaux.

Les politiques publiques sont des mécanismes essentiels de socialisation des individus. Par cette influence, les ONG et les Organisations Internationales contribuent à la modernisation des systèmes socioéconomiques par la transmission de la croyance selon laquelle l'enfance est destinée à l'apprentissage et doit être exclue du fonctionnement du marché du travail. Si l'objectif est louable moralement, il convient de questionner la pertinence macroéconomique de cette réorientation de la politique publique dans un pays où émerge certes une économie moderne, mais qui demeure encore largement contraint par des déterminants socioculturels au sein des espaces ruraux.



## Chapitre 3. Le Karnataka Child Labour Project, une modernisation paradoxale.

---

*« Access to higher education has two dimensions of which expansion of supply is only one. If the latent demand for higher education is to be converted to a real one, we need to consider ways of improving the financial resources of aspiring students as well. While our Government has taken several steps to expand the scholarships available to students, including SCs, STs and minorities, we need a much larger national programme so that no one who wants to pursue further education is denied this opportunity for lack of resources. »*

Premier ministre Mammohan Singh, 22 juin 2007 (Singh, 2007)

Le travail des enfants illustre la segmentation spatiale du marché du travail indien. En effet, trois déterminants importants sont apparus au sein des recherches : un élément spatial, il est plus important au sein des zones rurales, un déterminant économique, la pauvreté monétaire agit favorablement sur la probabilité de survenue du phénomène et enfin une caractéristique sociale, l'appartenance à des basses castes, à des tribus indigènes ou à la minorité musulmane accroît la probabilité de travail des enfants.

La modernisation des politiques éducatives ambitionne de rompre avec la segmentation du marché du travail afin de nourrir le développement macroéconomique. La thèse a identifié un programme spécifique : le *Karnataka Child Labour Project*. Ce choix est réalisé car il nous semble révélateur de la dynamique des politiques éducatives indiennes vers des programmes modernes et universalistes. Il cible en effet une population spécifique qui, du fait de son ancrage dans les marchés du travail ruraux a des compétences inadaptées aux dynamiques économiques contemporaines. De plus, elle est victime des formes d'emploi les plus discriminantes.

Actant de la dialectique entre politique et économique des politiques éducatives d'une part (Gerbier, 1993), de l'instabilité économique et sociale de la segmentation spatiale de

l'économie indienne de l'autre, le chapitre questionne la capacité du *Karnataka Child Labour Project* à satisfaire la question sociale. Il apparaît que ce programme abolitionniste n'est pas convaincant. En effet, socialement, il n'apporte pas une aide pertinente aux enfants travailleurs des zones rurales. De plus, économiquement, il affecte négativement les zones rurales et positivement les zones urbaines, participant alors à la segmentation croissante du système socioéconomique de l'Etat.

Pour parvenir à ce résultat, le chapitre se structure en deux sections. A l'aide des entretiens, la première section démontre que les politiques abolitionnistes n'offrent pas une protection pertinente aux enfants travailleurs des zones rurales. La seconde section met en évidence que les politiques développées soutiennent la dynamique économique des espaces urbains, mais à l'inverse contrarient le développement économique rural. La segmentation de l'économie indienne s'en trouve alors mécaniquement accrue.

### **Section 1. La défiance des enfants travailleurs à l'égard des *residentially schools* : Inconscience ou inadaptation ?**

En raison de la lenteur des progrès réalisés durant les décennies 1970 et 1980 dans l'objectif d'universalisation de l'éducation se tient un sommet mondial consacré à ce sujet à Jomtien en mars 1990. Celui-ci encourage les autorités des pays en développement à accroître leurs efforts éducatifs afin de parvenir à une éducation universelle en 2000. Pour ce faire, ce sommet incite les Etats à développer toute une série de mécanismes éducatifs innovants qui s'unissent dans leur volonté commune d'articuler les politiques éducatives aux environnements socioéconomiques au sein desquels se situent les écoles (Ostveit, 2001).

Parmi ces dispositifs figurent les mécanismes de *residentially schools*, dispositifs au cœur du *Karnataka Child Labour Project*. Ces mécanismes sont supposés adaptés aux caractéristiques psychosociales des enfants travailleurs en leur octroyant un confort matériel. Ainsi, selon Shanji Kumar (OIT) les *residentially schools* « *are good, very good to those children whose are already fallen in child labour* ». De la même manière, Suchitra, coordinatrice à l'UNICEF, se félicite de l'influence de son organisation dans la promotion de *residentially schools*, seul dispositif selon elle à même d'aboutir à l'éradication de ce phénomène au sein du Karnataka.

L'adoption du *Karnataka Child Labour Project* fait alors la fierté des autorités locales. Sir Uthappa, responsable du *State Child Labour Project* en sa qualité de responsable de la Labour

Administration nous informe que les *residentially schools* « *are the best mechanism to rehabilitate child labourers* » et rappelle que les montants alloués sont six fois supérieurs à ceux offerts par le *National Child Labour Project*. Ces programmes sont de la même manière encensés par la responsable du *Woman and Child Department* en raison de leur collaboration avec l'UNICEF. Et lorsque Sir Uthappa est questionné sur l'efficacité de ces programmes en dépit de périodes de réhabilitation régulièrement critiquées pour leur brièveté, il nous répond que « *Six months are enough, because, normally, the child labourers would be about 10 to 14*<sup>132</sup> ( ...). *They are in third class, or fourth, so they don't need too much time* ».

Pourtant, on constate un désintérêt des enfants travailleurs à l'égard de ces programmes, l'assiduité y étant très faible, le taux d'hébergement gravitant autour de 70% des capacités maximales d'accueil et les enfants amenés sous la contrainte par la police (Rajashekar, Manjula, Suchitra, et Sanjiv Kumar, 2007a). Pis encore, selon le document de *Human Right Watch Reports*, l'assiduité est encore plus faible au sein du programme national pourtant gonflée par un nombre important d'enfants non travailleurs attirés par l'effet d'aubaine que constitue la certitude de se voir livrer un repas chaud quotidien et la fourniture d'équipements scolaires (Human Right Watch, 2003).

Il convient alors de s'interroger sur les raisons invoquées par les différentes personnes affairées à la lutte contre le travail des enfants dans l'Etat du Karnataka pour expliquer la défiance des enfants à l'égard de ces dispositifs. Pour ce faire, nous distinguons les explications témoignant d'une épistémologie individualiste d'une part, les justifications macrosociales de l'autre. Pour les premières, le manque d'engagement des acteurs publics et les stratégies des enfants sont mentionnés par les personnes interrogées. Pour les secondes, l'accent est mis sur l'inadaptation de ces dispositifs aux caractéristiques psychologiques et socioprofessionnelles des enfants opérant sur le marché du travail rural. Cette hypothèse est plus convaincante.

Ces deux explications sont développées respectivement dans les seconds et troisièmes points de la section. Elles succèdent à un premier point qui présente l'enquête et justifie le choix des personnes interrogées.

---

<sup>132</sup> Il réalise une hypothèse implicite selon laquelle les enfants de cinq à neuf ans ne travaillent pas. Cette hypothèse est très critiquée dans les entretiens comme au sein du rapport de l'OIT qui mentionne le nombre très important d'enfants n'ayant jamais été scolarisés au profit d'une activité économique ou domestique.

## 1.1 Présentation de l'enquête.

Au cours d'un travail de terrain qui s'est déroulé à Bangalore entre avril et novembre 2008, nous avons réalisé seize entretiens auprès d'individus engagés dans la protection des enfants travailleurs<sup>133</sup>. Ces entretiens se sont portés sur deux responsables d'organisations internationales luttant contre ce phénomène, trois fonctionnaires travaillant au sein de la lutte contre le travail des enfants et enfin onze ONG. Le choix de ces individus n'est pas fortuit<sup>134</sup>.

- Notre intérêt porté à l'UNICEF et à l'OIT s'explique par le fait que ces organisations coopèrent avec les autorités du Karnataka dans le cadre du *Karnataka Child Labour Project*. Surtout, ces organisations ont très fortement influencé l'adoption et le contour de ce programme par une expertise technique d'une part, par un financement opportun pour des autorités aux finances exsangues de l'autre. Le *Karnataka Child Labour Project* est ainsi soutenu par l'IPEC.
- Le choix des trois fonctionnaires est aussi réfléchi : il s'agit des responsables du *Labour department* au niveau fédéral et fédéré et de la responsable du *Woman and Child Department*. Ces trois administrations, qui ont pour mandat la protection de l'enfance, sont les plus incriminées par les arrêts de la Haute Cour de Justice de l'Etat du Karnataka. Cette diversité des personnels administratifs interrogés nous semble susceptible de rendre plus saillantes les logiques d'action communes à chacune de ces organisations.
- Le choix des ONG est réalisé comme suit. Sept coopèrent avec les autorités fédérales ou fédérées afin d'éradiquer le travail des enfants. Quatre d'entre elles gèrent des *residentially schools* au sein du *State Child Labour Project*, trois au sein du *National Child Labour Project*<sup>135</sup>. Une se spécialise dans des activités de lobbying auprès des partis politiques du Karnataka et gère le projet *ChildLine* dans l'Etat du Karnataka. La plus petite, et de création la plus récente, espère participer à ces programmes dans les

---

<sup>133</sup> Ces entretiens illustrent des tendances de fond que notre revue de littérature appuie ponctuellement d'articles scientifiques ou de rapports de l'OIT. Dès lors, ces entretiens sont « secondés » par les travaux scientifiques et de l'OIT portant spécifiquement sur le KCLP (Rajashekar, Manjula, Suchitra, et Sanjiv Kumar, 2007b) (Kumar, 2007) ainsi que par les travaux scientifiques portant sur le travail des enfants : principalement (Bonnet, 2001) (Bhukuth et Guerin, 2005b) (Bhukuth et Ballet, 2006) (Bourdillon, 2006) (Leroy, 2009).

Par ailleurs, en raison d'aléas inhérents à une enquête de terrain, l'objectif initial qui consistait à interroger des enfants n'a pas été atteint.

<sup>134</sup> L'annexe 5 détaille les personnes et les dates des entretiens effectués.

<sup>135</sup> Certaines gèrent des *residentially schools* au sein des deux programmes.

années qui viennent<sup>136</sup>. Les trois ONG rencontrées qui ne souhaitent pas gérer de *residentially school* sont aussi les plus importantes. *The Concerned for Working Children* ne souhaite pas participer à ce programme car elle en conteste la pertinence. *World Vision India* se spécialise dans l'expertise et le conseil aux autorités politiques. La troisième, *ActionAid India*, se spécialise dans le soutien technique et financier aux ONG prestataires.

La grille d'analyse des entretiens se nourrit des deux hypothèses fondamentales de la thèse. Une première empirique considère que la société indienne est fortement segmentée entre une *India* urbaine et une *Bharat* rurale. Cette hypothèse se nourrit de fonctionnements des marchés du travail profondément distincts ; l'urbain est régi par des déterminants modernes de productivité tandis que le second est contraint par des déterminants sociaux.

La seconde hypothèse est théorique ; elle suppose le rôle essentiel des politiques sociales dans la construction des structures sociales nécessaires aux dynamiques économiques. Dès lors, le rôle du politique est de construire les dispositifs publics susceptibles d'alimenter les choix macroéconomiques réalisés (Théret, 1995a) (Théret, 1996) (Théret, 1997). Dans le cas indien, le second chapitre a démontré la volonté politique de moderniser les politiques socioéducatives afin de nourrir la modernisation des systèmes socioéconomiques.

Ces deux hypothèses nous encouragent à interroger l'acceptabilité sociale d'une politique universaliste sur des systèmes socioéconomiques fortement segmentés. L'objet de notre étude de terrain consiste plus précisément à interroger les déterminants évoqués au sein des entretiens expliquant un paradoxe apparent, à savoir la défiance des enfants travailleurs à l'égard de dispositifs sociaux pourtant construits pour eux. Pour ce faire, nous distinguons deux points d'analyse de nos entretiens :

1. Le premier suppose que l'inassiduité des enfants travailleurs au sein des *residentially schools* est le produit malheureux de stratégies des acteurs publics ou privés. Les premiers sont critiqués en raison d'un effort budgétaire trop faible qui aboutit à une offre scolaire d'une piètre qualité. Les seconds sont supposés peu conscients des dangers de leurs travaux en raison d'influences sociales et familiales néfastes.
2. Le second suppose que les politiques développées sont inadaptées aux caractéristiques psychologiques et socioprofessionnelles des enfants travailleurs de l'économie rurale. En effet, ces programmes ne prennent pas en considération les caractéristiques des

---

<sup>136</sup> Chose faite depuis décembre 2010.

enfants travailleurs, dont les opportunités d'emploi se restreignent pour l'immense majorité à l'économie rurale et agricole.

Ces deux points d'analyse structurent les développements ultérieurs de la section. Au terme de celle-ci, la thèse présente un résultat intermédiaire. Celui-ci affirme que la défiance des enfants travailleurs à l'égard des *residentially schools* émane d'une inadaptation des contenus éducatifs aux caractéristiques socioprofessionnelles et psychologiques des enfants travailleurs.

## **1.2. La défiance des enfants révélatrice de « l'inconscience » des acteurs.**

La création de trente-huit *residentially schools* constitue la fierté des autorités de Bangalore. Au motif des légitimes satisfactions pour ces organisations, le satisfécit public de l'OIT à l'égard de ce programme est un encouragement réel à poursuivre les efforts entrepris depuis dix ans. Surtout, le pourcentage d'enfants travailleurs a plus fortement diminué dans l'Etat du Karnataka entre 2001 et 2005 que dans l'ensemble de l'économie indienne.

Pourtant, le programme est un échec *stricto sensu*. En effet, l'objectif initial d'éradiquer le travail des enfants en 2005 a été une première fois repoussé à 2007, puis à 2012 et tout porte à croire qu'il devra être prolongé au-delà de cette date. Cet échec se matérialise plus prosaïquement par une défiance des enfants travailleurs à l'égard des *residentially schools*.

Ce paragraphe étudie les critiques portant sur les stratégies des acteurs. Deux explications majeures apparaissent : la première se focalise sur le sous-financement du *Karnataka Child Labour Project* ; la seconde se concentre sur les stratégies des enfants travailleurs. En raison de leur épistémologie individualiste commune, nous associons ces critiques au sein d'un même paragraphe, en présentant successivement les critiques portant sur le sous-financement du *Karnataka Child Labour Project*, puis celles portant sur les stratégies des enfants travailleurs.

### **Le sous-financement du KCLP, déterminant premier aux difficultés des *residentially school*.**

La faiblesse de l'engagement budgétaire dans le système scolaire et plus spécifiquement dans le programme du KCLP est régulièrement critiquée par les ONG rencontrées. Cette faiblesse aboutit à des partenariats avec des ONG budgétairement opportuns. Cette thèse est soutenue

par de nombreuses ONG participantes à ce programme. Elles considèrent que les ONG deviennent des sous-traitants aux politiques publiques développées par les autorités du Karnataka. En effet, en externalisant la gestion des *residentially schools* aux ONG, les autorités réalisent des économies budgétaires opportunes en périodes d'austérité. Ainsi, Kshithij Urs, regional manager d'*ActionAid India* estime-t-il que :

*« NGOs are treated as subcontractors, whereas it is the governments responsibility to ensure that all children go to school. (...) It has to be a political will, and the commitment belongs to government to ensure that all kids are given good public education. »*

Cette stratégie d'engagement budgétaire au moindre coût aboutit alors à externaliser une part grandissante des responsabilités sur les ONG. Ainsi, Sheila Devaraj, directrice d'APSA, une ONG qui gère une *residentially school* au sein de Bangalore, estime-t-elle que les *« financial grants are definitely not enough »*. Selon elle, l'ONG gère plus de 50% de ce programme sur des fonds propres ; les subventions publiques ne couvrant que 50 % des exigences budgétaires alors même insiste-t-elle, que l'organisation réalise une mission de service public. Ces restrictions budgétaires ne permettent pas aux ONG de promouvoir des dispositifs accueillants pour les enfants et une nourriture de qualité.

Cette faiblesse de l'engagement financier public dans le système scolaire aboutit à faire des écoles dépourvues du minimum requis pour faire des écoles *« child friendly »* (Eliazar, responsable des projets à *WorldVision India Bangalore*)<sup>137</sup>. Cette contrainte est particulièrement manifeste au sein des *residentially schools* des espaces urbains. En effet, le prix de l'immobilier et le coût de la vie étant plus élevés que dans les zones rurales, la dotation similaire pour l'ensemble des *residentially schools* des districts ruraux et urbains détériore grandement l'offre scolaire urbaine. Cette critique est explicitement formulée par la responsable de l'UNICEF interrogée :

*« So, you need to get good teachers, you need to pay them well, you need to have qualified, trained teachers. And also, they do not understand that for the urban programs, the needs are different and more than in rural sectors. The rural area, you can find a building for 2000 Rupees, but what can you have in Bangalore? But still, they are still giving 2000 Rupees. »*

---

<sup>137</sup> Il est nécessaire de rappeler l'observation des équipements des écoles publiques de l'Etat plus que succinct réalisé par Kaul (2001).

En outre, ces restrictions budgétaires aboutissent à des programmes de réhabilitation *a minima*. En effet, la durée maximale de six mois de ces dispositifs est inadaptée à un nombre important d'enfants travailleurs selon l'ensemble des responsables des ONG rencontrés. En effet, contrairement au postulat des autorités mentionnées plus haut, les enfants travailleurs peuvent entamer leurs activités professionnelles avant l'âge de dix ans. La durée de six mois de réhabilitation est alors nécessairement insuffisante pour un enfant qui a déserté le système scolaire depuis plus de un an. En témoigne ce commentaire de Shanjiv Kumar, responsable de l'OIT qui déclare que :

*« It is not good enough for a child who has left school for two years. So, for them, you need more longer programs, at least one year, two years spend and very good teachers who are well trained. »*

Cette faiblesse des subventions publiques qui restreint la durée des programmes de réhabilitation et le temps de formation des enseignants associée à la difficulté psychologique d'être réinséré dans une école et la lenteur des procédures administratives aboutit alors à des prestations de faible qualité. Ces éléments encouragent les enfants à préférer errer ou plutôt que suivre une formation scolaire. Les enfants préfèrent alors la vie aléatoire de la rue à la certitude de la pauvreté au sein des écoles. C'est en tous les cas l'avis de Venkatesh, responsable de *Paraspara Trust*, seconde ONG responsable d'une *residentially school* dans le district de Bangalore urbain, qui déclare ainsi que :

*« You cannot keep the child for a long time, so you are taking the child from the Woman and Child Department and they after go to the school... But when child comes, it is difficult for him. Why child should go in all these places? It is difficult for him, and mentally he would be upset. And all these places for only six months.»*

La faiblesse de l'engagement budgétaire des autorités dans le programme aboutit à un désintérêt des enfants pour les formations développées au sein du *Karnataka Child Labour Project*. En dépit d'un programme que les personnes interrogées jugent adapté aux enfants travailleurs, les enfants préfèrent travailler plutôt qu'être assidus au sein de ces écoles pour deux raisons principales :

- i. La première est que la faible marge budgétaire des organisations conduit ces dernières à proposer des dispositifs scolaires et parascolaires peu satisfaisants pour les enfants.

- ii. Parmi ces dispositifs jugés peu intéressants en raison de la faiblesse de l'engagement budgétaire des autorités du Karnataka, la faible durée de l'hébergement au sein des *residentially schools* encourage les enfants à considérer ces formations comme inopportunes et peu à même de changer durablement leurs conditions.

Cette logique d'externalisation budgétairement opportune n'est pas contredite par les personnels des administrations interrogées. Les responsables des départements fédéraux et fédérés du travail déclarent que l'externalisation de la gestion des *residentially schools* est une stratégie « *cost efficient* ». Ainsi, Sir Uthappa responsable du *Labour Department* des autorités fédérées du Karnataka concède bien volontiers que la raison première de l'externalisation de la gestion de ces écoles non formelles auprès des ONG est budgétaire. Il déclare ainsi que :

*« The main reason is the money problem; we can't fully finance the schools... so we give only grants, and they should have infrastructures. That is the main reason actually, it is cost-efficient. »*

Les responsables des ministères du travail et du *Women and Child Department* déclarent même que la sélection des ONG repose principalement sur la capacité des organisations à disposer de fonds propres, si possible provenant d'agents étrangers. En d'autres termes, plus l'ONG dispose de fonds extérieurs, meilleur sera supposé son travail. Ainsi, Sir Chavan responsable du *National Child Labour Department* déclare-t-il que :

*« (...) when I say we select the best ones, we are looking at their financial supports and It could be UNICEF and ILO.*

*So, you select NGOs if they are financially supported by other donors?*

*Yes, because if they have more money they would be able to do better work and to take care of children. Government grants might be insufficient to manage these programs, so if they have other resources, they would do better work.*

*So, you understand NGOs' complaints about government grants?*

*Yes, It might be insufficient and that's why our works are essential because we should select only the best ones (...)*»

L'hypothèse défendue par les responsables cités est paradoxalement conforme à celle des autorités du Karnataka. En effet, il est supposé implicitement que l'assiduité des enfants est

corrélée à la qualité de l'offre scolaire fournie. Dès lors, le faible effort budgétaire restreint la qualité de l'offre publique et désincite les enfants à être assidus. La critique se concentre sur le caractère budgétaire.

Cette focalisation des critiques sur l'engagement budgétaire des autorités aboutit à des relations coopératives entre ces agents, malgré des reproches ponctuels adressés par les autorités aux ONG de surestimer le nombre d'enfants hébergés, tandis que les secondes critiquent le manque de confiance des acteurs publics. Cette dynamique d'externalisation opportune de la gestion des écoles est alors au centre des critiques adressées à l'encontre des pouvoirs publics gestionnaires du Karnataka (Kumar, 2007).

Néanmoins, bien que l'on puisse discuter de l'engagement budgétaire des autorités du Karnataka, il convient de rappeler que cet effort est six fois plus important par élève que le programme réalisé par les autorités de l'Union indienne dans le cadre du *National Child Labour Project*. En outre, il semble que pour des enfants errant dans les rues ou astreints à de durs travaux, il serait logique de préférer la scolarité, la protection apportée par l'école et la certitude de repas quotidiens à l'activité économique aléatoire de l'économie non formelle. Or, on constate, et c'est un euphémisme, un faible engouement de ces enfants. Similairement, les parents pour qui une bouche de plus à nourrir est un lourd tribut pour le ménage devraient envoyer spontanément leurs enfants dans ces écoles. De la même manière, le constat est tout autre; les parents préfèrent le plus souvent garder leurs enfants auprès d'eux (Rajashekar, Manjula, Suchitra, et Sanjiv Kumar, 2007).

### **Des enfants « inconscients ».**

Le second déterminant repéré dans les entretiens expliquant le désintérêt des enfants émane de leur « inconscience » et de celle de leur environnement. Fragilisés psychologiquement, et parfois sans aucun équilibre familial, ils préfèrent vivoter avec quelques dizaines de roupies que suivre une formation scolaire. Dans cette démarche, il est nécessaire de faire prendre conscience de « l'immoralité » du travail des enfants aux enfants eux-mêmes, mais aussi aux familles et aux employeurs.

Les enfants travailleurs ne sont pas conscients du mal qu'ils se font selon les personnes interrogées. Cet avis est explicitement développé par Anupa de l'organisation *Child Rights Trust*, gestionnaire de la *ChildLine*. Lorsqu'on l'interroge sur les raisons qui ont encouragé

cette organisation à réaliser un partenariat avec la police pour repérer les enfants travailleurs, elle nous explique qu'il est nécessaire de les enrôler « de force » parce que ces derniers préfèrent vivoter que suivre une scolarisation.

*« Mainly, this is public officials who are calling, and most of the times, the children say they are 15/16. But they could be 10 years old, even 8. I mean... For them, they are doing interested works, because they are getting money: hundred rupees or two hundreds rupees. »*

Cette rhétorique de l'inconscience des enfants transparait des entretiens effectués avec des ONG partenaires. Dans l'entretien que nous a accordé Anthony Sebastian, de l'organisation *ECHO*, cette politique est d'autant plus nécessaire que les enfants ne sont pas maîtres de leur situation en raison de l'influence de leurs sphères sociales et familiales. En témoigne la citation suivante qui cible explicitement l'environnement social comme déterminant premier à la défiance des enfants à l'égard des *residentially schools*.

*« (...) [children] don't want to get in our school... So... how do you explain that? So empowerment should improve to inform children and society... How could you convince children? How do you convince employers? How do you convince the parents? Because the child could not have a nice vision, the child is related to his parents, is related to his employer (...).»*

Il est alors nécessaire d'éduquer les individus, les parents et l'ensemble de la société. Dans les entretiens, cette logique apparaît souvent argumentée du fait que ce sont souvent les plus pauvres, les musulmans et les basses castes qui envoient leurs enfants travailler. Preuve implicite de l'immoralité du travail des enfants. Cette logique est particulièrement manifeste dans l'entretien que nous a accordé Eliazar de *WorldVision India*. Il estime que la pauvreté des enfants est le principal problème, situation économique qu'il est nécessaire de dissocier de celles de leurs parents. En témoigne la citation suivante:

*« We understood that the major problem is poverty, economic poverty but not only. How to manage the finance is one problem, because some parents have money, but they spend money in alcohol, smoking... so we have identified addict has one major problem. Addiction to the smoking, alcohol, drugs... these kinds of consumptions... They spend a lot of money and energy. »*

Cette nécessité de convaincre du bien-fondé de ces politiques est présente dans l'ensemble des entretiens réalisés auprès des ONG. Elle figure aussi explicitement dans les entretiens

effectués auprès de l'OIT et de l'UNICEF. Il convient alors de convaincre la société indienne du caractère néfaste du travail des enfants. Pour cela, l'OIT et l'UNICEF, en collaboration avec les ONG, développent une multitude d'initiatives au sein des communautés en faveur de l'extension de la croyance selon laquelle les enfants ne doivent pas travailler. Citons par exemple les démarches de l'OIT<sup>138</sup> qui déclare que :

*« First component, what we call prevention child labour through awareness rising and education; (...) we develop tools for awareness generation and through those tools, various agencies are the social partners, governments, NGOs... (...).Second component is, you have self employment of mothers. Mothers, it is supposed they are economically empowered, then they immediately help, whatever is their incomes, most of the additionnality go to the family and the benefit of the children, not fathers. (...) we try that family members of child labourers know their rights. In all of this process, counselling is one of the very, very important process for all important stakeholders, that are parents, children, employers and may be those who are important stakeholders but who are not participating very positively. »*

Le caractère normatif de cette politique apparait ici explicitement. En effet, bien qu'il apparaisse une volonté des acteurs de ne pas intégrer le système éducatif tant pour des raisons sociales (influence forte de patrons peu scrupuleux) qu'économiques (l'encastrement du phénomène au sein d'un système socioéconomique rural et/ou nécessité économique du travail des enfants pour que le ménage accroisse ses revenus), ce programme vise à les en convaincre<sup>139</sup>.

Pourtant, cette critique est contestée par *The Concerned for Working Children*. L'ONG considère que les enfants travailleurs souhaitent étudier, mais que les programmes développés et les horaires d'ouverture des écoles sont inadaptés aux caractéristiques des enfants travailleurs. Au crédit de cet argument, le fait que les améliorations du dispositif encouragées par l'OIT se focalisent sur la nécessaire articulation des formations avec les temporalités des enfants travailleurs<sup>140</sup>.

---

<sup>138</sup> Ce choix est fait car il envisage de promouvoir des mécanismes d'*empowerment* à transmettre aux ONG ; il est donc assez révélateur des autres stratégies développées.

<sup>139</sup> Cette défiance paradoxale fait écho au titre provocateur de l'article cosigné par Guérin, Roesch et Venkatasubramanian au sujet des travailleurs sur gage de l'industrie de la briqueterie du sud de l'Inde : « Ne nous libérez pas ! » (Guérin et al., 2007).

<sup>140</sup> Nous étudions plus en détail ces améliorations dans la section 2 du chapitre.

De plus, le postulat de ce programme est que l'amélioration des compétences aboutira inexorablement à une amélioration des conditions de vie future de l'enfant, postulat que la littérature conteste de manière convaincante (Nieuwenhuys, 1996) (Bhukuth et Guerin, 2005) (Bourdillon, 2006) (Lange et Paillet, 2006) (Leroy, 2009).

Le postulat réalisé supposant que l'offre scolaire créera inexorablement sa demande est alors à nuancer. Il convient alors de s'interroger sur les déterminants repérés dans les entretiens qui présentent les justifications des stratégies des enfants. On voit alors apparaître que ces politiques éducatives ne sont adaptées ni aux caractéristiques psychologiques et socioéconomiques ni aux opportunités professionnelles futures des enfants travailleurs.

### **1.3. Le KCLP, un programme inadapté aux enfants travailleurs du Karnataka.**

Un second ensemble de justifications expliquant le désintérêt des enfants à l'égard des formations proposées repérée au sein des entretiens critique le bien-fondé de ces programmes. Ces critiques s'unissent en raison de leur contestation de la désarticulation des programmes socioéducatifs du *Karnataka Child Labour Project* à l'endroit des systèmes socioéconomiques ruraux.

Dans une logique « régulationniste », ces critiques contestent la pertinence du programme en raison de son inadaptation aux caractéristiques psychologiques et socioprofessionnelles des enfants travailleurs. Ces deux catégories de réserves sont successivement présentées dans les pages suivantes<sup>141</sup>.

#### **Une inadaptation aux opportunités socioprofessionnelles de long terme des enfants travailleurs.**

La première critique adressée dans les entretiens reprend une contestation régulièrement développée selon laquelle les programmes éducatifs des *residentially schools* sont inadaptés aux opportunités professionnelles des enfants, et tout particulièrement ceux exerçant au sein

---

<sup>141</sup> De manière non surprenante, on retrouve l'essentiel de ces critiques dans l'entretien réalisé auprès de l'organisation *The Concerned for Working Children* qui ne souhaite pas collaborer à ce programme.

du marché rural du travail. En privilégiant les dispositifs éducatifs modernes, les autorités omettent les spécificités socioprofessionnelles propres de ces enfants.

L'entretien que nous a accordé *The Concerned for Working Children* insiste ainsi sur le caractère profondément normatif, voire dogmatique de celui-ci. L'ambition de cette organisation n'est pas de démentir la noblesse du dessein de ce programme, mais d'en contester l'efficacité et la pertinence. En effet, éradiquer le travail des enfants peut constituer un but louable en soi, mais il ne peut se justifier par les seuls arguments moraux.

*« What we also tried to do is to create child labour debate; it should become also an intellectual and a theoretical debate, not just emotional. Not only to say “It is bad”. We have to move out of that, to understand the larger issues, to understand the macro connections. (...) We have not said: “No, it is government, it is bad”, we have been there because we were trying to influence it, when they came up this program in 2000; they came up with the State child labour free, Karnataka for 2005. And then when arrived 2005, they said Karnataka will be a child labour free state in 2007, and now they are saying it is 2012. And that's why in our dossiers, we said we can't go on pushing the dates. Anyway, children are growing up, who takes care of them? But the point really is “why are we not learning from our mistakes?” because we believe it is a problem which can be addressed. We do not think it will not go away; but we believe that we have to look at long term solutions: urban employments, rural employments; we have to look at the Indian education system. »*

Conséquence logique de cette critique de la vision normative et morale de ce programme, *The Concerned for Working Children* estime que la scolarité n'est pas une finalité en soi, mais qu'elle doit nourrir un objectif professionnel indissociable des opportunités d'emploi futures de l'enfant. A ce titre, les formations développées au sein des écoles non formelles du *Karnataka Child Labour Project* qui privilégient les enseignements généraux et uniformes aux formations professionnelles, sont très critiquées par l'ONG créée à Bangalore en 1985. En effet, dans la logique de promouvoir des formations pertinentes du point de vue de l'enfant, la promotion de formations pédagogiques anglophones et générales est inadaptée à un marché du travail rural et agricole.

Pis, la logique demeure de proposer une formation transitoire afin de les réinsérer dans une formation publique générale, que ces individus ont pourtant d'ores et déjà quittée. Dans les districts ruraux de Bidar et Chamarajanagar, les enfants de cinq à quatorze ans hors du

système scolaire comptent pour plus de 10% en moyenne, en sachant que ces données sont sous-évaluées. La responsable de *The Concerned for Working Children* rencontrée affirme que :

*« If the kid goes to school, it should benefit for him. (...)So, we have to keep the children in school, but not just keep them in school, but keep them “meaningfully” in school. I mean, they are just going, but it should be benefit for them, so we need to do something with the mainstream education and those who are doing this work and schooling, what kind of support would they need? So, the school remains an option. »*

Ce décalage entre normes éducatives et besoins socioéconomiques apparaît dans le rapport commandité par l’OIT sur ce programme. En effet, le travail des enfants dans les districts étudiés affecte pour majorité les enfants des castes répertoriées et ceux des tribus répertoriées dont les origines religieuses contraignent les opportunités professionnelles. Ce hiatus explique les fortes réticences des parents et des enfants à retourner à l’école ; les parents préfèrent conserver leur progéniture au sein du ménage afin de participer à la production économique familiale (Rajashekar, Manjula, Suchitra, et Sanjiv Kumar, 2007).

Bhukuth et Guérin développent cette hypothèse dans le cas du Sud de l’Inde et rappellent le caractère réfléchi du phénomène de fuite des enfants de basses castes des dispositifs éducatifs pour des individus dont les opportunités professionnelles sont contraintes par des marqueurs socioreligieux. Dans leur étude des déterminants sociaux expliquant la sortie du système scolaire au sein des ménages des basses castes employés au sein des briqueteries du Tamil Nadu, la très faible probabilité d’accès à un emploi valorisé justifie les phénomènes de sortie scolaire (Bhukuth et Guerin, 2005). Dans cette démarche, il apparaît alors que la politique éducative proposée est incohérente des mécanismes sociaux altérant l’accès à l’emploi sur le marché du travail rural. En effet, elle suppose que les enfants sont égaux devant l’emploi alors que leur activité économique future est très fortement contrainte par leurs origines sociales et religieuses.

## Une désarticulation de ces programmes au quotidien des enfants travailleurs.

Les écoles non-formelles objectivent explicitement le retour au sein du système éducatif formel. Or, celui-ci n'est pas souhaité par ces mêmes individus. Ainsi, parmi les adolescents travailleurs du district de Bidar, vingt-trois pour cent ne vont-ils plus à l'école. Pis encore, la moitié de cet effectif n'y a jamais mis les pieds. Ces enfants peuplent les rangs de « l'école buissonnière » en compagnie d'enfants ayant été scolarisés un temps mais ayant fui en raison de leurs échecs successifs, voire répétés<sup>142</sup>. Dès lors, promouvoir des formations transitoires en vue d'une réinsertion dans les écoles formelles ne suscite qu'un faible intérêt de la part de ces mêmes enfants.

En effet, outre que ces dispositifs sont désarticulés des perspectives socioprofessionnelles de ces enfants, ces écoles sont inadaptées aux réalités quotidiennes des espaces ruraux<sup>143</sup>. Les temporalités scolaires peuvent être humiliantes ou parfois incompatibles avec les nécessités productives ; cette dernière logique est particulièrement prégnante pour les enfants des ménages agricoles indiens.

L'uniformité des programmes est contestée par *The Concerned for Working Children*. Cette conviction aboutit à une critique des programmes développés. L'organisation rappelle que la diversité des trajectoires individuelles de ces enfants se marie mal aux programmes éducatifs homogènes des *residentially schools*. L'intégration de ces enfants en compagnie de leurs benjamins de quelques années peut être perçue comme humiliante :

*« If there is a child of 5/6, that's ok, you put him in class, but if he is 13/14 and who has never been to school, you could not put him in class one. Because the child doesn't know to read or write you will put him in class one? What is done for this kind of children? ».*

De la même manière, l'hébergement de ces enfants est trop uniforme pour des situations humaines si disparates. De nombreux enfants ne souhaitent pas dormir au sein de ces *residentially schools*. La responsable de *The Concerned for Working Children* confirme : « *Not all the children want to be in their institutes [Residentially schools]. They want to keep in their homes, why would not they come to institute?* » Cette critique est développée aussi par

---

<sup>142</sup> Selon certaines estimations, 50% des enfants ne finissent jamais le cursus scolaire primaire.

<sup>143</sup> Selon Lange et Paillet, cette désarticulation des temporalités scolaires aux conditions de vie des enfants s'explique par la reconnaissance implicite de la nécessité du travail des enfants qu'implique une telle adaptation des rythmes scolaires (Lange et Paillet, 2006).

Kiran Kamal Prasad, directeur de *Jeevika trust*, pourtant gestionnaire d'une *residentially School*. « *It is difficult to maintain children because they want to go home, and if they go home, they will never come back* ».

De plus, l'inadaptation temporelle des formations proposées à des individus qui travaillent quotidiennement désincite à la reprise de la scolarité. En effet, le travail des enfants n'est pas nécessairement un substitut à celui des parents. Cette logique est particulièrement importante au sein des espaces ruraux. En effet, en aidant les parents dans le commerce des produits agricoles, ils participent à la production du ménage<sup>144</sup>. Cette complémentarité des travaux est très importante dans les activités économiques domestiques qui emploient plus de 80% des enfants travailleurs des districts de Bidar et Chamarajanagar. Ainsi, le Père Cyriac de l'organisation Don Bosco dit :

*« So children are not motivated [to go to school] and are earning members, they are working in the market. In the rural areas, it is the same. Actually, there are a lot of child labourers in agriculture areas, but they participate to economic life of family. »*

Cette complémentarité des travaux parents/ enfants affecte tout particulièrement les filles ; une immense majorité de ces dernières travaille au sein de la cellule familiale dans les districts de Chamarajanagar et Bidar. Enfin, le travail des enfants peut aussi constituer un substitut au faible revenu des parents. L'entretien réalisé avec le Père Cyriac insiste sur les déterminants économiques du travail des enfants.

*« Most of the children are working because there is no alternative, father could be dead, mother is sick, and children have to work. I don't want to justify child labourers. So government should be able to know that he should help families that are not happening. (...) For landless, there is no opportunity, nothing to do children have to work. Farmers propose one or two meals a day, give clothes to children, and also give five thousands Rupees to the father. The child becomes a bonded labourer. So there is a multiplication of reasons which increase the child labour. »*

---

<sup>144</sup> Rappelons que ce ne sont pas au sein des ménages les plus pauvres que les enfants travaillent en majorité, car cela signifie que leurs parents sont propriétaires d'un lopin de terre (Dumas et Lambert, 2008).

Cette logique corrobore les travaux qui critiquent l'hypothèse d'un travail des enfants substitutifs à celui des parents<sup>145</sup>. En effet, l'activité réalisée par les enfants permet d'accroître la productivité générale du ménage (Bhukuth et Ballet, 2006). Ce phénomène affecte tout particulièrement les aînés des familles et les garçons. En effet, dans les systèmes socioéconomiques ruraux, l'ainesse et la masculinité impliquent une responsabilité familiale. Ces individus participent alors au revenu familial. Dès lors, le retour à l'éducation pour ces individus est loin d'être perçu comme prioritaire par les parents, ce que confirme l'enquête réalisée par Rajashekar dans les districts de Bidar et Chamarajanagar (Rajashekar, Manjula, Suchitra, et Sanjiv Kumar, 2007)<sup>146</sup>.

Ce paragraphe a uni les explications de la défiance des *child labourers* à l'égard des *residentially schools* contestant le bien-fondé du *Karnataka Child Labour Project*. Deux points de contestation sont relevés par les personnes interrogées.

- i. Le premier conteste la pertinence de politiques éducatives généralistes pour des enfants dont les opportunités professionnelles sont contraintes par leur appartenance de caste et religieuse.
- ii. Le second point critique la désarticulation de ces dispositifs au quotidien des enfants.

---

<sup>145</sup> On pourrait par ailleurs arguer que si les enfants sont seuls, sans défense et éloignés de leurs parents pour quelque raison que ce soit, il semble difficile que l'activité des enfants soit un substitut à celle des parents.

<sup>146</sup> Dans cette démarche, le travail est souvent perçu comme un rite de passage vers l'âge adulte. Ceci semble pouvoir partiellement expliquer les réticences soulevées par l'entretien précédemment cité invoquant des enfants qui mentent sur leur âge afin « d'échapper » aux formations et aux logements proposés par les *residentially schools* au sein du *Karnataka Child Labour Project*.

## Conclusion de section.

La section a démontré le caractère peu protecteur des politiques abolitionnistes développées par l'Etat du Karnataka pour les enfants travailleurs de cet Etat. Pour ce faire, la section a mis en évidence l'hétérogénéité des justifications apportées à la défiance des enfants travailleurs à l'égard des *residentially schools*. Ces explications sont rassemblées en deux ensembles. Le premier analyse la défiance des enfants travailleurs comme le résultat de stratégies des acteurs, le second par une inadaptation des programmes socioéducatifs joints aux politiques abolitionnistes aux particularités psychologiques et socioprofessionnelles des enfants travailleurs.

La seconde hypothèse est plus convaincante au regard des justifications présentées dans nos entretiens. En effet, au lieu de contester les stratégies individuelles des acteurs, elle analyse les articulations d'un phénomène microéconomique avec des déterminants macroéconomiques et macrosociaux ; soit exactement les recommandations développées dans la conférence de Jomtien et dans la déclaration de Kundapur.

De plus, ces justifications expliquent les attitudes différenciées des enfants à l'égard du système scolaire. Contrairement au postulat selon lequel une amélioration quantitative et qualitative de l'offre scolaire créera inexorablement sa demande, cette démarche permet d'expliquer les distorsions de caste dans un même espace à l'égard de la poursuite d'études. Loin d'être une preuve de « l'irrationalité » des basses castes, cette désaffection du système scolaire s'explique au contraire comme un choix construit par les déterminants socioéconomiques.

## Section 2. KCLP, facteur d'aggravation paradoxal de la segmentation du Karnataka.

Bien que non plébiscités par les organisations d'enfants travailleurs et critiqués par des travaux scientifiques convaincants<sup>147</sup>, les politiques abolitionnistes se généralisent<sup>148</sup>. Ainsi, en Inde depuis la promulgation du 86<sup>ème</sup> amendement constitutionnel en 2002 stipulant que la scolarité libre doit être effective pour l'ensemble des enfants de six à quatorze ans, l'interdiction du travail des enfants s'est-elle implicitement étendue à tous les secteurs économiques.

Etant entendu l'influence des politiques éducatives sur les dynamiques macroéconomiques, il convient de s'interroger sur l'influence d'une politique éducative universaliste sur les espaces ruraux d'une part et urbains de l'autre. Logiquement, il apparaît une dialectique dans la politique développée. Elle démontre que ces formations sont une réponse relativement opportune aux déterminants du marché du travail urbain, mais qu'elles sont à l'inverse inadaptées au marché du travail rural. Ce faisant, à l'opposé de l'objectif défini, ces dispositifs altèrent le développement économique des espaces ruraux, participant de fait à l'accroissement de la segmentation économique du territoire indien.

Pour étayer cette hypothèse, la section se focalise sur les mécanismes développés par le *Karnataka Child Labour Project* et étudie leur cohérence aux déterminants des marchés du travail ruraux et urbains de l'Etat. A la lumière des entretiens, il apparaît que ces dispositifs sont inadaptés à une économie au sein de laquelle les marchés du travail sont agricoles et fortement contraints par des déterminants socioreligieux. A l'inverse, ils sont adaptés aux mutations économiques indiennes qui nécessitent la construction d'un marché moderne du travail. Ceci accroît la segmentation de l'économie du Karnataka.

---

<sup>147</sup> Citons par exemple : (Lieten, 2000) (Invernizzi, 2003) (Bhukuth et Guerin, 2005) (Bourdillon, 2006) (Dumas et Lambert, 2008) (Ballet et Bhukuth, 2009). Voir aussi les travaux innovants du Bureau International Catholique de l'enfance en Italie et au Brésil (Vincent, 2011).

<sup>148</sup> Ce paradoxe est par ailleurs très bien documenté par Invernizzi (Invernizzi, 2003)

## 2.1. Une norme éducative désarticulée de l'économie rurale.

Les politiques éducatives sont frappées d'une dialectique entre politique et économique. La modernisation des politiques éducatives en Inde illustre cette dialectique ; le *Karnataka Child Labour Project* faisant simultanément office de protection pour les enfants et de mécanisme supposé nécessaire au développement économique des zones rurales.

Les formations du *Karnataka Child Labour Project* se construisent autour de deux axes : un primat des formations générales sur les apprentissages techniques d'une part, une articulation avec les moteurs de la croissance symbolisée par l'apprentissage de l'anglais de l'autre. Implicitement, le programme fait alors le postulat que les déterminants socioreligieux n'affectent pas les opportunités professionnelles des individus.

Une fois démontrée qu'elles ne satisfont pas aux besoins sociaux spécifiques des enfants travailleurs ruraux, il convient alors de se demander si elles permettent le développement économique de ces espaces. La thèse prétend que non. En effet, nous mettons en évidence que la défiance des enfants travailleurs à l'égard de ces dispositifs s'explique principalement par leur désarticulation aux systèmes socioéconomiques ruraux. Dès lors, en n'apportant pas les dispositifs socioéducatifs nécessaires aux activités économiques rurales, le *Karnataka Child Labour Project* ne favorise pas le développement rural.

Pour ce faire, nous étudions les réponses politiques apportées à cette défiance massive. Nous mettons en évidence que l'amélioration de la formation des enseignants et l'élargissement des plages horaires d'accueil des enfants expliquent l'accroissement récent statistiquement constaté de l'assiduité scolaire des enfants travailleurs. Néanmoins, en ne modifiant pas les contenus éducatifs, cette dynamique n'est pas à même d'enclencher un processus de développement économique. Surtout, cette amélioration statistique est pour l'essentiel un trompe-l'œil en raison de l'effet d'aubaine que constituent les stimuli monétaires proposés par ces programmes.

## Des réponses politiques, preuves d'un souci réel de la cause du travail des enfants.

L'assiduité scolaire a fortement crû durant la seconde moitié de la décennie 2000. Selon les données de *l'economic survey*, l'assiduité des enfants en 2007 est de 93% dans les écoles primaires, alors que ce ratio gravitait aux alentours de 85% dix ans plus tôt. Similairement, le nombre d'enfants de cinq à quatorze ans sortis du système scolaire est passé de 72 365 en 2008-2009 pour atteindre 35 637 un an plus tard<sup>149</sup>. Cette évolution atteste d'un regain d'intérêt des enfants à l'égard des écoles, et principalement des *residentially schools* dont les taux d'assiduité remontent (Government of Karnataka, 2010).

Ce regain d'intérêt s'explique par les réponses apportées aux défiances constatées. Sous l'influence de l'OIT en effet, deux principales corrections sont apportées à ce dispositif : une amélioration des formations des enseignants d'une part, un élargissement des plages horaires d'accueil des enfants de l'autre (International Labour Organization, 2010). Les lignes suivantes mettent en évidence que ces réformes sont plus appropriées aux spécificités temporelles et psychologiques des enfants. Ce faisant, ces évolutions les encouragent à être plus assidus aux cursus scolaires qui leur sont spécifiquement dévolus.

Au même titre que la critique à l'égard de l'engagement budgétaire global, les revenus attribués aux enseignants au sein du *Karnataka Child Labour Project* sont critiqués pour leur insuffisance. En dépit de montants mensuels plus de deux fois supérieurs à ceux attribués par le *National Child Labour Project*, les revenus sont considérés comme trop faibles pour attirer des enseignants qualifiés. En témoigne l'extrait de l'entretien ci-dessous réalisé avec l'organisation Paraspara, gestionnaire de *residentially schools* au sein des programmes nationaux et de l'Etat du Karnataka.

*« Rents for the teachers also are very less too: 1500 rupees per month and per teacher. It is very less.*

*So why do you cooperate with governments if grants are low?*

*Because KCLP and NCLP are good systems, and our organisation aims to eradicate child labour, so we should cooperate with these projects, even if money is very less...*

*But it is regular support.*

---

<sup>149</sup> Il convient néanmoins de considérer les biais statistiques. Dans certains districts ruraux, les taux de scolarisation sont supérieurs à 100%. De plus, est considéré comme assidu un enfant qui a été au moins une demi-journée présent sur le trimestre précédant le recensement scolaire.

*Yes, It is, that's why I told you that it is good system... Because they finance NGOs and they finance children; so we can work and propose vocational training to children..., cook to children... but still, It is very less.*

*And there are the same amounts between State Child Labour Project and National Child Labour Project?*

*Yes... euh not, actually for SCLP there are 3500 rupees for the teachers. So we have more money... because UNICEF is supporting for SCLP. »*

Dans cette même logique budgétaire, les autorités promeuvent une formation *a minima* des enseignants au sein des *residentially schools*. Alors que ces enfants ont des histoires personnelles diverses, et le plus souvent compliquées, les enseignants devraient être particulièrement sensibles aux situations de ces enfants, notamment celles des filles sur lesquelles se focalise ce programme. Il n'en est rien comme le rappelle par quelques exemples la responsable de *The Concerned for Working Children*.

*« [Teachers] are not trained for receiving who has never been to school, but who is 14; they don't know what to do with a little girl who is coming with a baby because she is taking care of the baby. She has to come to school, ok but she comes with the baby. »*

*“But, even if we put them into schools, they come with different learning backgrounds. They don't speak even the language sometimes, and there are other issues. There are abuses, sexual abuses by the police, and a lot of critical issues. »*

L'inadaptation des horaires des écoles et *residentially schools* désincite à la scolarisation. Tout comme le fait que les *residentially schools* soient critiquées en raison d'une rupture totale et excessive avec l'environnement familial, la scolarité publique aux horaires « standards » est inadaptée à des enfants dont le rôle dans la cellule domestique est important. L'entretien accordé par *the Concerned for Working Children* est une fois encore très révélateur.

*« In spite of lot of programs have happened, the schools have not changed. And the child situation has not changed; there is the reason why the child left school. (...) If you don't do anything for the reasons, either the school or at homes, how does the program could work? It may work for few cases, but it could not be the national strategy. But unfortunately, sometimes this project has been considered as a strategy. So, we have promoted something called “flexischool”. These flexischools run from 8 to 8, and they have 4 teachers, teachers very well trained*

*to work with the multi-class situations, multi-ages groups, and teachers could also help children on information about sexuality, how to be careful from the police. We actually developed this whole program, we have done it for two years; but all the child labour groups said flexischools are adapted to child labourers. »*

L'inadaptation des horaires est particulièrement paradoxale pour un Etat dont les politiques ciblent spécifiquement les filles travailleuses. En effet, pour celles qui travaillent au sein de la cellule domestique, il est nécessaire de promouvoir des plages d'ouverture des écoles adaptées à des activités quotidiennes chronophages. Ce constat est une fois encore reconnu par les autorités du Karnataka, qui ont développé ce genre de programme depuis 2007. Le dessein de ces réformes est de permettre aux enfants, tout particulièrement aux filles astreintes à l'intérieur de la cellule domestique, de pouvoir simultanément travailler et étudier. Ceci peut être facilement corrigé par un effort budgétaire supplémentaire afin d'accroître les horaires d'ouverture des écoles<sup>150</sup>.

La faible assiduité des enfants travailleurs au sein des *residentially schools* est reconnue par les autorités du Karnataka. Cette défiance est considérée par les autorités comme la conséquence des insuffisances des formations des enseignants et des horaires d'ouverture des écoles. En somme, elles reconnaissent la validité des critiques portant sur les potentiels problèmes psychologiques que peuvent recouvrir ces dispositifs. Pour pallier aux insuffisances de ces programmes, le *Karnataka Child Labour Project* a tenté d'améliorer l'offre promue par les écoles, dans deux directions parallèles :

- i. Une amélioration des formations des enseignants qui s'associe à une augmentation de leurs salaires. L'OIT soutient fortement cette dynamique, et publie dès 2007 un guide en faveur de l'amélioration des formations des professeurs au sein des *residentially schools* (International Labour Organization, 2007).
- ii. Une offre scolaire plus adaptée aux horaires de disponibilité des enfants travailleurs. Cette dynamique s'est caractérisée par une adoption des programmes des « flexischool » développés originellement par *The Concerned for Working Children*.

Ces évolutions des dispositifs des *residentially schools* s'avèrent relativement judicieuses afin d'encourager l'assiduité scolaire. En effet, en s'adaptant aux caractéristiques psychologiques et temporelles des enfants, ces innovations les rapprochent de la scolarité. Cette dynamique

---

<sup>150</sup> Remarquons par ailleurs que ce dispositif est constitutionnel dans l'Etat du Tamil Nadu à la suite de l'arrêt Metha de 1996.

sonne en écho au *Mid-Day Meal* qui, de la même manière, s'articule aux spécificités des enfants pauvres et ruraux afin de favoriser l'assiduité des enfants. L'amélioration progressive de la scolarité pourrait s'en trouver positivement affectée, ce que tendent à supposer les dernières statistiques qui font état d'une décroissance notable du nombre de *drop-out children*.

Néanmoins, ces améliorations ne répondent pas aux principaux déterminants à l'inassiduité des enfants travailleurs au sein des *residentially school*, à savoir des formations trop générales pour des enfants qui se concentrent dans les espaces ruraux. Dès lors, même si elles peuvent s'avérer bénéfiques pour l'assiduité scolaire de l'enfant, il semble qu'elles ne puissent impulser un processus de développement économique des zones rurales. En effet, nombre des personnes interrogées concèdent que l'amélioration des taux d'assiduité scolaire s'explique par des biais statistiques et l'effet d'aubaine constitué par le *Mid-Day Meal*<sup>151</sup>.

### **Des formations inappropriées au développement rural.**

L'économie rurale indienne est diverse et hétérogène. Néanmoins, trois éléments l'unissent. Culturellement, ces espaces ne sont pas anglophones. A l'inverse, le nord est hindophone, lorsque le Sud est majoritairement dravidien. Économiquement, ces espaces sont massivement occupés par les activités agricoles. Socialement, ces espaces sont régis par des déterminants socioreligieux. Promouvoir une politique éducative susceptible de favoriser le développement économique des espaces ruraux nécessite de prendre en compte ces spécificités socioéconomiques.

Pourtant, les formations des *residentially schools* s'articulent autour d'un triptyque tout autre, à savoir la maîtrise de l'anglais, le primat des formations générales et d'éducation civique et enfin l'absence de prise en compte des castes. Cette désarticulation des formations aux systèmes économiques nourrit les critiques de certaines ONG. L'absence de telles considérations fait ainsi dire à *Jeevika Trust* que « *the residentially schools don't really answer to the situation* » et à *the Concerned for Working Children* que si le *Karnataka Child Labour Project* était un bon programme, « *it would address the problem* ». Ce faisant, elles ne permettent pas de nourrir les enfants des capacités sociocognitives nécessaires au développement économique de ces espaces ; les taux de croissance économique familiaux de

---

<sup>151</sup> Ainsi, est considéré comme assidu un enfant qui a été présent au moins une demi-journée durant les trois mois précédents. Or, le *Mid-Day Meal* incite de nombreuses familles à envoyer leurs enfants bénéficier occasionnellement d'un repas complet et gratuit.

ces dernières années confirment cette incapacité de ces zones à engager un processus de développement économique.

Conformément aux statistiques nationales, les données fournies par les chercheurs de l'ISEC sur les enfants travailleurs des districts de Bidar et Chamarajanagar font ressentir trois spécificités, à savoir leurs appartenances socioreligieuses, leur ancrage dans les activités agricoles, leur désintérêt pour l'école (Rajashekar, Manjula, Suchitra, et Sanjiv Kumar, 2007) :

- i. Le travail des enfants occupe plus fortement les enfants des castes et des tribus répertoriées et ceux des musulmans. En moyenne, ils comptent pour près de 70% des enfants travailleurs.
- ii. Le principal secteur d'activité est le primaire. Ainsi, plus de 90% des castes répertoriées et plus de 88% des tribus répertoriées œuvrent-elles dans le secteur primaire dans le district de Chamarajanagar.
- iii. Ces enfants sont peu intéressés par l'éducation scolaire. Parmi les seuls *drop out children*, apparaît une surreprésentation des castes et tribus répertoriées. Dans le district de Bidar, 55, 38% des enfants n'ayant jamais été à l'école sont des enfants de ces communautés. Ce ratio est de 41, 01% parmi les enfants qui sont sortis du système scolaire. Pour le district de Chamarajanagar, ces chiffres sont proches ; respectivement de 50, 12% et 42, 38%, alors que ces ménages représentent 37, 91% de l'ensemble du district.

En raison de la faiblesse du nombre d'emplois réservés aux castes et tribus répertoriées, les parents des catégories socialement défavorisées ne s'intéressent que faiblement aux parcours scolaires de leurs enfants, sachant que leur avenir professionnel sera le plus souvent agricole. Dans les districts de Bidar et Chamarajanagar, près de 90% de ces ménages œuvrent au sein du secteur primaire. La désarticulation des formations proposées aux systèmes socioéconomiques ruraux nourrit le discrédit des enfants travailleurs à l'égard des formations des *residentially schools*. Ces dernières promeuvent des enseignements généralistes et de civisme, alors que les attentes scolaires de ces populations sont davantage techniques (Rajashekar, Manjula, Suchitra, et Sanjiv Kumar, 2007). Ce faisant, ils ne permettent pas aux enfants de développer des capacités cognitives nécessaires à la transformation économique de leur espace.

L'absence de considération des déterminants sociaux du marché du travail dans l'économie rurale est néfaste. Ces formations permettent en effet de former une main-d'œuvre utile aux espaces anglophones; or, près de 80% de ces enfants s'orientent vers des activités agricoles au sein des espaces ruraux. Dès lors, ces dispositifs éducatifs ne permettent pas la construction des structures éducatives nécessaires au développement économique des zones rurales ; les dynamiques structurelles indiennes semblent confirmer ce résultat.

## **2.2. Une norme éducative adaptée aux dynamiques de l'économie moderne indienne.**

Bien que la majeure partie de l'effectif des enfants travailleurs se situe dans l'économie rurale, les programmes du *Karnataka Child Labour Project* ne répondent pas aux exigences du marché du travail. Le hiatus entre les besoins sociaux et l'offre éducative développée explique les échecs successifs des objectifs d'éradication du travail des enfants. Deux analyses peuvent alors être adoptées : la première considère que ces politiques sont le témoignage d'une mauvaise gouvernance ; la seconde suppose que ce dispositif participe à une modernisation des systèmes socioéconomiques indiens.

Au regard des entretiens effectués auprès des participants à ce programme, il apparaît que le *Karnataka Child Labour Project* participe de la construction des structures sociocognitives nécessaires aux activités modernes. Ce faisant, alors que ces dispositifs ambitionnent originellement un soutien au développement rural, ils apportent paradoxalement une aide circonstanciée et pertinente au développement économique urbain<sup>152</sup>.

Pour ce faire, nous mettons en évidence, qu'outre un argument moral sur lequel nous ne revenons plus, ces politiques se légitiment explicitement comme un pendant indissociable de la réorientation contemporaine des moteurs de croissance économique. L'entretien effectué avec le personnel de l'OIT symbolise cette volonté politique de transformation sociale.

Les politiques abolitionnistes de l'OIT sont construites autour de deux ensembles : une première législative, une seconde éducative. Le dispositif législatif est construit autour de deux conventions internationales : les conventions 138 et 182. Ces conventions aspirent à réglementer les dynamiques de l'économie internationale. En effet, avant 1919 et la création de l'Organisation Internationale du Travail, aucune norme supranationale ne légiférait le

---

<sup>152</sup> La focalisation sur l'anglais et les compétences générales illustre cette dialectique.

recours à la main-d'œuvre. Ceci put entraîner des concurrences entre industries nationales aboutissant à des spirales déflationnistes<sup>153</sup>. Cette volonté de légiférer le recours des entreprises nationales au travail des enfants est accentuée au lendemain du premier conflit mondial. Le personnel de l'OIT interrogé est ici explicite :

*« (...) basically, before First World War, one of the issue was in any international domain, there was no laws and no conventions and people have to compete in what we can say, in a jungle, where no one law existed. So, first casual thing was labour because you can easily low your labour standards to compete with others like. For example, if I am a different country, you are a different country, we are competing on a specific produce, I can force my labourers to work for 9 hours a day, after you will do the same with your workers, and this is a bad competition. On everything, it can start like I will pay less, you will pay lesser, I will pay still the same. It could be the same for social security, you will cut social security.*

*What we call social dumping.*

*Yes, you compete on labour issue, and that becomes a bad race. Because of that, nations realized that there should be international standards. And today, also, level of labour standard implementation in a country affects trade and competing countries. So, it is not just a national concern. »*

Cette volonté de réglementer le marché international du travail est au cœur de l'action de l'Organisation Internationale du Travail à l'égard du travail des enfants. Elle aboutit alors à un second volet de l'action de l'organisation de Genève : la mise en place de dispositifs éducatifs nationaux. En témoigne la suite immédiate de la citation précédente :

*« So, from there, the ILO' concern for child labor comes. It is not just "children should not be exploited", but children exploitation should also not become a commodity for competition. So, ILO would like that everyone should raise labour standards, and everyone has rights whatever children, adults or women. And from that concern, ILO would like to have child labourers' projects where it is supposed to be learning. »*

---

<sup>153</sup> Rappelons que la première mesure d'encadrement juridique du travail en Inde remonte à 1881, durant la période du *Raj Britannique*. Cette loi fut adoptée sous l'influence des industriels du textile du Nord Angleterre qui protestaient contre l'absence de législation du travail en Inde, source d'un avantage comparatif indu. Le *First Factory Act* interdit alors le travail des enfants de moins de sept ans, et restreint le nombre d'heures travaillées des individus de moins de douze ans.

L'OIT soutient les gouvernements nationaux des pays qui s'ouvrent à l'économie internationale. Pour ce faire, l'OIT développe des dispositifs législatifs et éducatifs afin de soutenir les politiques abolitionnistes. L'objectif de cette aide est que l'ouverture économique d'un pays ne puisse se faire au détriment de la dynamique de celle des autres pays. En d'autres termes, ces dispositifs ambitionnent d'accélérer le processus d'égalisation des prix des facteurs de production.

Dès lors, ces dispositifs soutiennent l'économie des zones qui s'ouvrent au commerce international. La désarticulation des formations proposées aux systèmes socioéconomiques ruraux s'en trouve autrement éclairée. En effet, le développement économique apparaît nécessaire au commerce international ; l'ambition est alors de développer des formations susceptibles de freiner les mécanismes concurrentiels.

Ce déséquilibre s'associe à la volonté des autorités du Karnataka de devenir un espace économique moderne. En effet, le penchant moderniste de cette politique est aussi assumé par les autorités locales. Ainsi, les logiques économiques du KCLP apparaissent-elles explicitement dans le rapport intitulé *Karnataka, A Vision for Development (Karnataka. A vision for Development, 2008)*. Ce document officiel identifie cinq objectifs essentiels à atteindre à l'horizon 2020 : assurer la sécurité de tous, atteindre les objectifs du millénaire pour le développement en 2015, améliorer les compétences des travailleurs afin de permettre une croissance économique soutenable, faire du Karnataka un Etat attractif pour les investisseurs et améliorer la gouvernance des organisations politiques.

L'objectif des politiques publiques est alors d'articuler les dispositifs éducatifs aux politiques macroéconomiques. En effet, le souhait d'éradiquer les phénomènes de « drop-out » à l'horizon 2020, c'est-à-dire les sorties du système scolaire antérieures à l'âge de quatorze ans, qui impliquent nécessairement une incapacité des travailleurs à s'intégrer au sein de mécanismes productifs modernes, s'associent d'une stratégie développementaliste.

La focalisation sur la maîtrise de l'anglais et des formations générales est alors cohérente de la stratégie macroéconomique de l'Etat. Cette dernière suppose que le développement économique rapide d'une frange de l'économie urbaine et moderne devrait impulser un effet « boule de neige » favorable à l'ensemble de la population du Karnataka. C'est ainsi qu'Halbert et Halbert écrivent que selon les entretiens qu'ils ont effectués, la perspective de création d'emplois indirects pour un emploi créé dans le secteur moderne varie de trois à huit selon les diverses « autorités » économiques de l'Etat (Halbert et Halbert, 2007).

Le dessein des politiques éducatives est de moderniser les formations pédagogiques afin de construire les capacités cognitives nécessaires à la force de travail pour intégrer le marché du travail moderne. Cette économie moderne ne se limite pas aux seuls informaticiens qui font la force de l'économie indienne, mais aussi aux « petits boulots » inhérents au développement économique comme des policiers ou autres chauffeurs de taxi.

Apparaît une corrélation unissant les dynamiques macroéconomiques de l'économie du Karnataka, caractérisées par un repositionnement des moteurs de croissance et l'évolution des politiques éducatives. Ces dernières ont alors un double mandat :

- i. Le respect des conventions internationales à l'égard du travail des enfants est encouragé afin de ne pas générer une concurrence en termes de moins-disant social dans l'économie internationale. Cette caractéristique ressort explicitement de l'entretien réalisé auprès du personnel de l'OIT et du « Pacte Mondial pour l'Emploi ». En effet, le recours au travail des enfants est perçu par l'OIT comme un mécanisme pouvant aboutir à une spirale déflationniste pour les rémunérations des travailleurs (Organisation Internationale du Travail, 2009).
- ii. La construction d'un socle éducatif susceptible de soutenir l'économie urbaine et moderne indienne. Eradiquer le travail des enfants est en effet nécessaire afin d'améliorer les compétences des travailleurs essentiels à la modernisation des systèmes productifs. Une fois encore, il ne s'agit pas d'affirmer que les enfants scolarisés au sein des *residentially schools* deviendront à terme des informaticiens reconnus. Néanmoins, nous estimons que ces programmes participent de la construction d'une catégorie de personnels nécessaire au développement économique capitaliste et aux « petits boulots » que crée ce processus.

## **Conclusion.**

La section a mis en évidence qu'outre des effets sociaux discutables, les politiques abolitionnistes sont altérées par des résultats économiques divers selon les espaces. En effet, en s'articulant aux dynamiques macroéconomiques, ces programmes ne répondent pas aux spécificités des marchés ruraux du travail. A l'inverse, les logiques en faveur de la mise en place de ces programmes témoignent d'un penchant macroéconomique affirmé, consistant à relier l'évolution des politiques à l'égard du travail des enfants aux dynamiques économiques indiennes d'ouverture internationale d'une part, de modernisation du système socioéconomique de l'autre. Ce faisant, ils participent de l'accroissement de la segmentation spatiale de l'économie du Karnataka.

# Conclusion.

---

La modernisation des politiques à l'égard du travail des enfants affecte paradoxalement l'économie du Karnataka. En effet, pensés pour freiner la segmentation spatiale du marché du travail et lutter contre le travail des enfants dans les zones rurales, ces dispositifs accroissent la segmentation de l'économie sans apporter une protection pertinente aux enfants travailleurs. Cette dialectique entre politique et économique est bien démontrée par les deux résultats intermédiaires issus des entretiens.

Le premier témoigne du caractère peu protecteur des dispositifs abolitionnistes pour les enfants travailleurs. Il explique la défiance des enfants travailleurs à l'égard des *residentially schools*. Au crédit de ce résultat, il apparaît une faible assiduité des enfants travailleurs aux *residentially schools*. La défiance sociale à l'égard de ces dispositifs s'explique par l'inadaptation des formations développées aux caractéristiques socioprofessionnelles des groupes sociaux visés.

Le second met en évidence la dialectique spatiale de cette politique. Elle s'affirme en effet comme un soutien opportun aux besoins du marché du travail urbain du Karnataka, en participant à l'ambition de faire de cet Etat une zone économique dotée d'individus aux formations adaptées à une économie moderne capitaliste. A l'inverse, ces formations sont inadaptées aux exigences économiques nécessaires au développement rural de l'Etat. Ces politiques aboutissent alors à un résultat paradoxal : pensées pour restreindre la segmentation de l'économie, elles tendent davantage à nourrir ces inégalités qu'à les combattre.

# Chapitre 4 : Modernisation de l'Etat et régulation du système social : des évolutions contraires.

---

« *Le drame de notre modernité est qu'elle s'est développée contre la moitié d'elle-même* » p. 241(Touraine, 1992)

L'histoire économique indienne réalise un virage important depuis deux décennies. Afin de moderniser son économie, l'Inde s'ouvre résolument aux échanges internationaux. Cette politique économique pâtit de l'inertie des structures sociales rurales. Face à ce décalage croissant entre les dynamiques économiques et sociales, les autorités politiques indiennes modernisent leurs politiques éducatives dans un environnement budgétaire contraint.

L'effet ciseau sur les équilibres budgétaires induit par cette dynamique des politiques publiques encourage les autorités politiques à recourir activement aux organisations privées dans l'élaboration et la gestion des politiques publiques. Les ONG sont particulièrement étudiées dans notre cas. En effet, en raison de leur identité sociopolitique, elles sont un moteur de la modernisation des politiques à l'égard du travail des enfants. Un programme a davantage intéressé la thèse : le *Karnataka Child Labour Project*. Il a été démontré que contrairement aux objectifs initiaux, il ne satisfait ni les besoins économiques ni les exigences sociales des *child labourers* des zones rurales. La segmentation de l'espace s'en trouve alors paradoxalement accrue.

La thèse recourt à la méthodologie développée par Théret pour étudier de manière structurale l'influence macroéconomique de la dynamique de ces politiques publiques (Théret, 1995)

(Théret, 1996) (Théret, 1997) (Théret, 2003b). Grace à la mobilisation de cette démarche, la thèse démontre que la modernisation de l'Etat indien se veut un complément de la modernité économique, mais qu'elle altère économiquement et socialement le développement rural. En renforçant la segmentation spatiale de l'économie, la modernisation de l'Etat participe alors paradoxalement à un processus de dérégulation du système socioéconomique indien, dont l'instabilité du régime politique est une conséquence inexorable.

Pour parvenir à cette conclusion, le chapitre se construit en deux sections. La première définit dans un premier temps l'approche régulationniste de l'Etat développée par Théret. Le second temps de cette section analyse la modernisation commune des politiques sociales indiennes impulsées par les ONG. La seconde section met en évidence que l'influence des ONG sur les politiques publiques participe d'un processus de modernisation de l'Etat indien. La thèse étaye par la suite l'hypothèse selon laquelle la modernisation de l'Etat participe de la dérégulation du système socioéconomique indien. Ce processus semble expliquer la déstabilisation contemporaine du régime politique de « l'Eléphant ».

## **Section 1. Une dynamique endogène de modernisation des politiques publiques indiennes.**

La libéralisation interne et externe de l'économie indienne est régulièrement célébrée comme une réussite. Pourtant, les zones rurales<sup>154</sup> demeurent largement étrangères à ce processus et peinent à en tirer profit, voire plus prosaïquement, à ne pas en pâtir. Outre des problèmes sociaux, la segmentation de l'économie fragilise la pérennité de sa stratégie d'insertion dans l'économie internationale. Parallèlement, le désengagement budgétaire de l'Etat a engendré une inflation importante du nombre d'ONG et de leur rôle dans la livraison des services publics, tout particulièrement éducatifs et sanitaires.

Outre un rôle de sous-traitant, ces organisations renouvellent les contours des politiques. Dans le champ du travail des enfants, ces organisations ont influencé l'évolution vers des stratégies abolitionnistes des politiques. Il convient alors de s'interroger sur l'orientation plus générale impulsée par les ONG sur la dynamique des politiques publiques. La section démontre que

---

<sup>154</sup> Rappelons que ces espaces abritent près de 70 % de la population indienne, soit plus de 11% de la population mondiale.

ces organisations entretiennent une dynamique endogène de modernisation des politiques sociales (Finn et Sarangi, 2008).

Pour ce faire, la section présente dans un premier temps l'Etat dans l'approche régulationniste. Il est mis en évidence qu'il est traversé par une dialectique entre politique et économique. Ces aspirations, le plus souvent contraires, fragilisent la stabilité réponses politiques à la question sociale. L'influence politique des ONG est définie dans un second temps de cette section. A l'opposé des tenants d'une « société civile internationale », la thèse suppose que ces agents sont des organisations transnationales et universalistes qui participent du processus de modernisation des politiques publiques indiennes. Le *Karnataka Child Labour Project* illustre ce processus.

### 1.1. L'Etat dans l'approche régulationniste.

Parallèlement à l'ouverture économique indienne, un renouvellement complet des politiques économiques et sociales a été opéré depuis vingt ans. Dans le champ des politiques industrielles et agricoles, le premier chapitre a rappelé le primat conféré aux entreprises modernes depuis deux décennies par New Delhi. Sous l'influence des ONG et des idéaux modernes, cette réorientation s'est associée à un renouvellement des politiques sociales. Le champ des politiques à l'égard du travail des enfants est de ce point de vue symbolique, mais n'est en aucun cas isolé<sup>155</sup>.

L'acceptation sociale diverse selon les espaces et les groupes sociaux infirme le postulat keynésien d'une bienveillance des politiques publiques. La recherche recourt alors à l'approche méthodologique de l'Etat développée par Théret. Cette démarche fait le postulat qu'un système socioéconomique est régulé s'il existe une synchronie des dispositifs nationaux de protection sociale aux dynamiques du régime d'accumulation. Deux résultats induits par ce postulat sont alors utiles à notre analyse ; leur développement structure notre paragraphe.

- D'une part, ceci réintroduit la dialectique entre politique et économique de l'Etat dans les sociétés modernes.
- De l'autre, ce postulat souligne l'instabilité endogène et structurelle des modes de régulation, particulièrement dans les systèmes socioéconomiques segmentés.

---

<sup>155</sup> La thèse développe cette dynamique dans le paragraphe suivant de la section. Lire par exemple (Bourdier, 1999) (Leigh Pigg, 2001) (Chatterjee et Kumar Gresh, 2003) (Finn et Sarangi, 2008).

## L'Etat dans l'approche régulationniste, entre économique et politique.

Si l'ouverture indienne est le plus souvent réduite à une libéralisation économique, l'évolution des politiques à l'égard du travail des enfants témoigne de l'influence culturelle grandissante des sociétés occidentales dans la conduite des politiques publiques. Plus encore, il apparaît que la réorientation des politiques éducatives est perçue par les autorités indiennes comme un complément indispensable à la libéralisation interne et externe de l'économie. Dès lors, ces évolutions conjointes semblent davantage complémentaires que concurrentes.

Similairement, l'analyse régulationniste de l'Etat insiste sur la dialectique entre politique et économique des interventions publiques. Cette dialectique énoncée, il n'y a alors pas d'opposition ni de concurrence entre les politiques économiques et sociales mais une complémentarité stratégique. En raison de ce postulat commun, la thèse adopte ce point de vue théorique.

L'approche déductive développée par Théret en termes de systèmes de protection sociale propose une analyse en termes de cohérence institutionnelle. Il apparaît alors distinctement la nécessaire articulation des politiques économiques et sociales afin de répondre aux besoins ambivalents, et le plus souvent contradictoires, des sociétés modernes à économie de marché dominante. Les systèmes de protection sociale, que l'on peut succinctement définir comme l'ensemble des mécanismes sociaux de traitement de la question sociale, sont alors constitutifs d'une forme de l'Etat, entendue comme les régularités dans l'orientation et les interventions des politiques publiques (Boyer et Saillard, 2002).

La lecture proposée par Théret de l'avènement des sociétés modernes s'inscrit dans la lignée des travaux des chercheurs du Centre d'Analyse et d'Intervention Sociologique<sup>156</sup> qui constatent la séparation de deux ordres sociaux autrefois unis, les ordres économique et politique<sup>157</sup>. Ces deux ordres interagissent entre eux et exercent leur domination sur l'ordre domestique.

- i. L'ordre économique aspire à une accumulation infinie de richesses monétaires. Il est constitutif des systèmes économiques capitalistes. Ce processus cumulatif se réalise

---

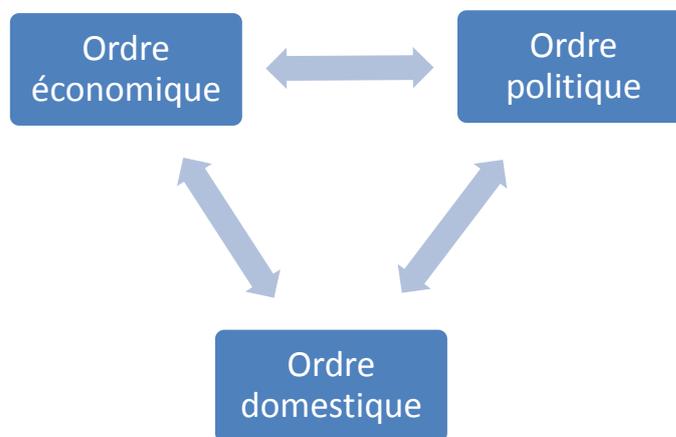
<sup>156</sup> Ce laboratoire fut créé par Touraine en 1981 ; il fut longtemps dirigé par Wieworka.

<sup>157</sup> Historiquement, il s'agit d'ailleurs davantage d'une autonomisation progressive du premier à l'égard du second.

- par l'accumulation monétaire des richesses née de la plus value réalisée par l'ordre économique lors de la vente de la production issue de la force de travail des individus.
- ii. De la même manière, l'ordre politique aspire à une accumulation de pouvoir sur les citoyens. Pour ce faire il réalise une alliance avec les ordres sociaux, qui peut être soit favorable à l'ordre domestique soit à l'ordre économique. Ainsi présentées, les relations entre les régimes politiques et économiques ne sont en aucun fonctionnelles et préalablement déterminées comme le postulent les théories marxistes, mais à l'inverse largement évolutives selon les contextes sociohistoriques (Braudel, 1985).
  - iii. L'ordre domestique enfin définit « *l'espace autonome où est produite et reproduite la population humaine en tant que ressource « naturelle », ressource exploitée dans les autres ordres sociaux dès lors qu'apparaît la séparation des logiques contradictoires de l'Etat et du capitalisme* » (Théret, 2002).

Le graphique suivant résume les relations entre les trois ordres sociaux définis.

**Graphique 4.1. La structure élémentaire de protection sociale.**



Notre graphique, à partir de Théret, 1997

Ce postulat de topologie des systèmes sociaux modernes ne signifie pas exclusion d'un ordre envers l'autre. En d'autres termes, Théret démontre qu'il existe des logiques économiques à l'ordre politique ainsi que des logiques politiques à l'ordre économique. La première de ces logiques est qualifiée d'Etat fisco-financier par Théret (Théret, 1992). Elle définit les mécanismes économiques essentiels à la souveraineté de l'ordre politique. Le versement de prestations sociales monétaires à certains groupes sociaux ne témoigne pas d'une logique

économique capitaliste. Ce transfert monétaire repose sur une logique politique de légitimation de la contrainte exercée par l'ordre politique sur les individus. Ces relations sont constitutives du registre politique.

La seconde de ces logiques analyse les dispositifs juridiques nécessaires au processus d'accumulation capitaliste. Les droits de propriété ou du travail sont de ce point de vue des logiques politiques internes à l'ordre économique capitaliste. Ces relations et mécanismes sociaux sont constitutifs du registre économique. Un régime politique définit l'articulation macrosociale de ces deux registres. Il est stable si « *la gestion politique de [l'ordre domestique] via le [registre politique] n'est pas contradictoire avec sa gestion économique à travers le [registre économique]* » (Théret, 1997).

Cette approche témoigne alors d'une perception maussienne de l'Etat. En effet, dès lors que l'on considère que les ordres politiques doivent faire montre de leur légitimité sociale, il convient pour l'ordre politique de promouvoir des dispositifs sociopolitiques légitimant leur domination. Deux ordres sociaux se distinguant au sein des sociétés modernes à économie capitaliste dominante, les interventions de l'Etat sont alors marquées par une dialectique entre politique et économique. Dit autrement, un régime politique est stable si les politiques publiques assurent simultanément la reproduction intergénérationnelle des sociétés d'une part, la dynamique du régime d'accumulation de l'autre.

- i. Un régime politique est « légitime économiquement » si les dispositifs politiques promus permettent d'assurer la stabilité dynamique du régime d'accumulation. Dans ce cas, l'ordre économique nouera une relation d'alliance avec l'ordre économique afin de pérenniser cette trajectoire.
- ii. Un régime politique est « légitime socialement » s'il assure son rôle anthropologique, à savoir la reproduction intergénérationnelle de l'ordre domestique. C'est à cette seule condition que les populations se retrouveront sous la bannière d'un ordre politique<sup>158</sup>.

---

<sup>158</sup> L'histoire contemporaine et plus lointaine confirme ce postulat. Sans développer plus que nos faibles connaissances ne nous le permettent, il semble que le mouvement du « printemps arabe » trouve son origine dans les difficultés sociales et économiques structurelles que connaît la jeunesse diplômée tunisienne.

## **L'instabilité endogène de la régulation des systèmes politiques segmentés : un enjeu pour l'économie indienne.**

Fidèles à une approche maussienne de l'Etat, Théret et Marques-Pereira insistent sur le processus de légitimation sociale des régimes politiques comme déterminants premiers à la mutation des politiques publiques (Marquès-Pereira et Théret, 2001). L'évolution contemporaine des politiques à l'égard du travail des enfants en Inde, fruit de l'action militante et lobbyiste de nombreuses ONG et de l'OIT au cours des décennies 1980 et 1990, accrédite ce postulat.

La démarche régulationniste de l'Etat suppose la nécessaire synchronie des registres économique et politique. S'en suit nécessairement une instabilité endogène des modes de régulation des systèmes socioéconomiques. Cette fragilité est accrue dans les espaces politiques segmentés. En effet, les exigences économiques et sociales diffèrent selon les espaces, accentuant de fait les risques de désynchronisation entre les dynamiques sociales et celles du régime d'accumulation (Théret, 2003).

Le présent paragraphe développe alors cette hypothèse d'instabilité endogène des modes de régulation dans les systèmes socioéconomiques segmentés au sein desquels les politiques publiques sont uniformes.

L'obsolescence progressive des premiers travaux régulationnistes née de leur focalisation sur l'espace national a nécessité une plus grande prise en compte de l'élément spatial. A la suite de ces critiques, de nombreux travaux ont vu le jour. Sur la forme Etat, Théret a abondamment développé ces débats principalement autour des exemples européen et canadien<sup>159</sup>. L'auteur démontre qu'à la seule dialectique entre politique et économique, il convient d'ajouter un mécanisme de perturbation : un élément spatial qui peut être supranational dans le cas européen, ou infranational dans l'exemple canadien (Théret, 2002).

L'instabilité des modes de régulation est ainsi accrue au sein des espaces socioéconomiques segmentés. En effet, il apparaît des intérêts contradictoires entre les différents espaces économiques. Le cas de l'évolution des politiques industrielles indiennes est révélateur de cette concurrence entre les espaces afin d'orienter le contenu normatif des politiques

---

<sup>159</sup> Voir aussi le numéro spécial de *Sociétés Contemporaines* n°51, 2003, et principalement la présentation du numéro par l'auteur (Théret, 2003).

économiques et sociales (Guetat-Bernard et Kennedy, 2006). Similairement, le terrain précédemment étudié a mis en évidence les aspirations économiques et éducatives différenciées entre les espaces urbains et ruraux indiens<sup>160</sup>.

Apparaît une concurrence entre les différents espaces de régulation afin d'influencer le contenu normatif des politiques publiques. Dit autrement, l'élaboration des politiques publiques est le nœud du conflit social dans les espaces économiques segmentés. Ceci fait écho aux travaux de Théret sur les structures politiques fédéralistes<sup>161</sup> (Théret, 2002b). En effet, l'objet des agents est alors d'influencer les politiques publiques afin qu'elles soient le plus appropriées à leur espace. Dans le cas indien, il apparaît ainsi que le primat à l'économie moderne et urbaine s'est substitué à un fort soutien politique aux campagnes dans la période isolationniste. Dès lors, nous considérons que dans des systèmes socioéconomiques segmentés, les besoins socioéconomiques diffèrent. En effet, les logiques économiques sont diverses entre les espaces. Ceci nous encourage à mettre en exergue deux résultats intermédiaires utiles à notre analyse.

- i. Les politiques publiques sont le témoignage des rapports sociaux entre les différents espaces au sein d'une fédération.
- ii. Les politiques universelles sont nécessairement instables dans des systèmes socioéconomiques segmentés.

---

<sup>160</sup> Parmi les principales critiques adressées à l'approche régulationniste, figure sa « perspective oubliée du développement » (El Aoufi, 2009). Ce reproche, que l'on peut juger excessif à en lire par exemple le numéro spécial de 2001 de *l'Année de la Régulation*, a pour lui que relativement peu de travaux étudient les pays en développement. Dès lors, nous n'avons que peu d'articles qui abondent dans notre sens au sein des pays ayant entamé leur processus de développement. A l'inverse, les cas européen et nord-américain sont très souvent étudiés. Ils démontrent les aspirations politiques contraires entre les espaces d'un même ensemble politique. L'exemple des politiques publiques européennes est en effet révélateur de cette hybridation des espaces. Barbier analyse les divergences constatées dans les politiques d'activation de la protection sociale entre les Etats-membres. Le caractère uniforme de ces politiques d'activation se restreint à la propagation de structures cognitives spécifiques par les instances communautaires. Par ailleurs, la coordination des politiques sociales des Etats-membres n'apparaît pour l'essentiel que procédurale. Cette uniformisation à la marge des politiques contraint néanmoins partiellement les politiques sociales des Etats-membres (Barbier, 2002).

Le droit de la concurrence européen est aussi un élément essentiel de construction d'une entité économique européenne homogène. C'est l'un des fondements de l'Acte Unique et du Traité de Maastricht. Au niveau des mécanismes de protection sociale, ceci se traduit par une place grandissante des mécanismes marchands de protection sociale afin de construire un marché européen de l'emploi. Ces mécanismes peuvent s'avérer contradictoires avec les besoins économiques nationaux (Lechevalier, 2002).

<sup>161</sup> L'auteur écrit ainsi que : « *Dans des systèmes politiques où plusieurs ordres de gouvernement sont en concurrence pour la prééminence du pouvoir politique, on ne saurait envisager l'évolution du système de protection sociale et des droits sociaux sans tenir compte du partage territorial des pouvoirs et des formes d'allégeance ou d'appartenance politique qui caractérisent ce système* » (Théret, 2002b).

## Conclusion.

Les développements méthodologiques réalisés par Théret sur l'Etat aboutissent à deux résultats principaux. Le premier réintroduit la dialectique entre politique et économique de l'Etat. Le second argue de l'instabilité endogène des modes de régulation.

Cette démarche nous semble alors susceptible d'éclairer sous un autre jour les politiques d'éradication du travail des enfants dans l'Etat du Karnataka. En effet, à rebours des approches en termes de gouvernance qui étudient l'efficacité d'une politique, cette méthode interroge l'influence de la réorientation des politiques sociales sur la synchronie des systèmes de protection sociale aux exigences du régime d'accumulation.

## Section 1.2 : Les ONG et la modernisation des politiques publiques.

L'action des ONG a renouvelé le contenu des politiques en faveur du travail des enfants dans l'Etat du Karnataka. Cette influence n'est en aucun cas ponctuelle et isolée mais traduit une évolution globale qui fait des ONG un objet politique et scientifique grandissant depuis trois décennies en Inde (Jalali, 2008), mais plus largement dans le monde (Charnovitz, 2002) (Cohen, 2003) (Wallerstein, 2008).

Ce processus est diversement apprécié. Deux principales démarches se distinguent : une première encourage cette dynamique, car elle est supposée vectrice d'une cohérence institutionnelle nécessaire au développement (Korten, 1987) (Clark, 1995) (Salamon et Anheier, 1997) (Cameron, 2000). Une seconde démarche estime à l'inverse que l'intégration des ONG aux politiques publiques est une nouvelle forme « d'impérialisme culturel » (Hours, 1998a) (Finn et Sarangi, 2008) (Wallerstein, 2008)<sup>162</sup>.

Afin d'étudier l'influence des ONG sur le mode indien de régulation, il convient alors de spécifier la notion d'ONG. La thèse soutient que ces organisations orientent la modernisation des politiques publiques indiennes. Pour ce faire, le paragraphe est construit en deux points. Le premier démontre que ces organisations tendent à s'unir dans leur croyance commune dans l'universalisme. Le second met évidence que ces organisations participent à la dynamique des normes modernes au sein des politiques publiques indiennes.

---

<sup>162</sup> Une démarche politique analyse ce processus, mais ne dit rien sur l'influence économique des normes promues. Dès lors, nous ne la retenons pas pour notre analyse. Ces auteurs analysent dans une démarche foucauldienne l'association des ONG aux politiques publiques comme un renouvellement formel des pratiques politiques, qui ne modifie néanmoins pas les hiérarchies sociales (Hossain, 2006) (Sending et Neumann, 2006).

## 2.1. Les ONG : de l'universel à l'universalisme.

S'interroger sur les ONG aboutit à deux démarches principales. Une première suppose que ces organisations sont des organisations économiquement désintéressées qui favorisent le développement macroéconomique. Implicitement, ces démarches supposent que les valeurs et normes sont universellement partagées et qu'elles favorisent la cohérence institutionnelle (Clark, 1995) (Cameron, 2000).

Une seconde estime que ces organisations véhiculent des normes sociales spécifiques, dont la dynamique s'inscrit dans un processus sociohistorique d'expansion des sociétés modernes (Charnovitz, 2002) (Wallerstein, 2008). Selon cette seconde démarche, étudier les ONG nécessite alors de s'interroger sur le contenu normatif développé par ces organisations. Convaincues par cette dernière approche, les prochaines lignes de la thèse étudient successivement l'unité spatiale d'analyse des ONG afin de contester les approches universelles et de leur substituer une démarche universaliste.

### *i. De l'universel au transnational.*

L'approche développée par les auteurs de l'université Johns Hopkins ne cherche pas initialement à définir les ONG, mais plus largement les acteurs associatifs (Salamon et Anheier, 1997). Cette approche définit deux caractéristiques à l'ensemble de ces acteurs : leur identité juridique privée d'une part, leur caractère non-lucratif de l'autre. Ces postulats expliquent la légitimité sociale de ces organisations. La légitimité sociale est définie comme le consentement volontaire des individus aux actions d'une organisation. Le raisonnement est le suivant : si ces organisations ne sont pas lucratives, cela réduit le risque de comportement opportuniste *ex ante* et *ex post* dans des transactions fortement marquées par l'incertitude. Les individus s'orientent alors rationnellement vers ces organisations.

Afin de distinguer les ONG des autres organisations associatives, cette démarche considère qu'une ONG est une organisation non lucrative qui participe du développement économique et social dans les sociétés en développement. Dès lors, quel que soit l'espace d'intervention, un acteur est considéré comme ONG s'il aspire à promouvoir le développement économique et social des sociétés, connoté implicitement comme marchand. En raison de ce postulat, les ONG et Organisations (nationales) de la Société Civile ne sont pas dissociées.

Ce faisant, les actions de ces organisations se parent d'une conscience civique universelle, comme en témoignent quelques unes de leurs actions les plus médiatiques : « *We are the World* » entonnés par de célèbres chanteurs états-uniens en 1985 lors de la famine éthiopienne ou plus récemment « *Hope for Haïti* » lors du tremblement de terre du début de l'année 2010. La croyance dans la « Fin de l'histoire » postulée lors de l'effondrement du bloc soviétique avec pour horizon universel commun les sociétés de marché et l'essor du système économique capitaliste est indissociable de ce processus. Ces actions font supposer à Badie que les ONG sont les acteurs représentant l'émergence d'une « société civile internationale » (Badie et Fardeau, 2003).

Les actions entreprises par ces acteurs se légitiment alors de cette parure que constitue cette appellation de « société civile internationale »<sup>163</sup>. Les activités d'*ActionAid India* et de *World Vision* aspirent à l'éradication universelle du travail des enfants en raison de la supposée supériorité morale de leur position. Pourtant, *the Concerned for Working Children* soutient des positions politiques régulationnistes. Similairement, le *Mouvement International des Enfants Travailleurs* conteste cette normativité excessive de ces programmes, qui sont pour l'essentiel inadaptés aux systèmes socioéconomiques locaux. Plus largement, nombreuses sont les études mettant en évidence des points d'achoppement entre les ONG et les organisations locales (Fowler, 1991) (Robinson, 1997).

Cette démarche pâtit de l'absence d'une unité spatiale d'analyse des actions des ONG au nom de l'universalisme. Afin de préciser cette approche, diverses études distinguent les ONG selon leur espace d'intervention. Fowler distingue les ONG du Sud des ONG du Nord (Fowler, 1991). Padron distingue trois catégories d'ONG : les ONG locales comme des *Grass Roots Organisations*, les ONG nationales comme des *Non Governmental Development Organisations*, les ONG internationales comme des *International Development Cooperation Institutions* (Padron, 1987). Cette dynamique est poursuivie par Vakil qui distingue quatre espaces d'action pour les ONG : le local, le régional, le national et l'international (Vakil, 1997).

Cette inflation sémantique<sup>164</sup> permet de spécifier plus précisément les espaces d'action des ONG. Néanmoins, un peu à la manière d'un des principaux résultats de la physique quantique, à savoir que l'on ne peut spécifier avec autant de précision la vitesse et la position d'un

---

<sup>163</sup> Bourdieu ayant bien démontré que le référentiel à l'universel était une arme dans le débat politique (Bourdieu, 1999).

<sup>164</sup> Vakil distingue dix-huit appellations associées au terme ONG dans la seule littérature anglo-saxonne.

atome, cette prolifération de qualificatifs nuit à l'analyse de l'espace spécifique des actions des ONG. En effet, cette dynamique sémantique perd le lecteur sur ce qui fait l'unité spatiale spécifique des ONG. Cette inflation nous semble révélatrice du caractère imprécis de la notion si elle tente, dans une approche paradoxale, de simultanément préciser le terme ONG sans restreindre préalablement l'espace d'intervention de ces agents.

En outre, l'analyse de l'origine nationale des membres dirigeants des cinquante-cinq principales ONG nuance fortement l'hypothèse de « société civile internationale ». En effet, seuls six pour cent des membres sont originaires des pays du Sud. Symétriquement, quatre-vingt quatorze pour cent de ces individus sont originaires des pays occidentaux. Ce déséquilibre en faveur des pays du Nord est accentué par une surreprésentation des personnels des pays des quinze premiers pays membres de l'Union Européenne qui représentent 50 % des membres directeurs des ONG<sup>165</sup> (Koch, 2008).

De plus, selon Charnovitz, l'émergence sociohistorique des ONG remonte à 1776 et aux premiers mouvements des citoyens états-uniens en faveur des sinistrés d'un tremblement de terre au Venezuela (Charnovitz, 2002). Cette date est l'acte symbolique d'émergence des sociétés modernes. Or, les sociétés modernes, influencées par la philosophie des Lumières, ont pour spécificité anthropologique leur ambition universelle, encourageant alors le développement d'activités transnationales. Le colonialisme n'était-il pas justifié par ce désir prosélytiste et messianiste chrétien de « civiliser » ? L'arbitrage de la Controverse de Valladolid ne symbolise-t-il pas ce désir sociologique d'universel au détriment d'une empathie humaniste ? Touraine écrit alors :

*« Ce qui distingue la philosophie des Lumières [à l'œuvre au sein des sociétés modernes], c'est son intention d'étendre à tous les Hommes ce qui avait été le territoire de quelques uns, à savoir une existence guidée par la raison ».* (Touraine, 1992).

Enfin, les revendications de la supposée « société civile internationale » apparaissent le plus souvent éloignées des pratiques culturelles des pays du Sud<sup>166</sup>. Les politiques promues par ces

---

<sup>165</sup> Ce paramètre semble important dans les procédures d'action de ces organisations. Ainsi, parmi les trois ONG internationales interrogées dans notre terrain, *The Concerned for Working Children* est l'organisation qui développe les programmes les plus alternatifs à l'égard des politiques promues par le KCLP. Il est alors tout à fait intéressant de noter que c'est la seule des trois ONG internationales qui a été créée en Inde.

<sup>166</sup> Les ONG des pays du Sud sont le plus souvent financièrement dépendantes d'ONG occidentales. Ces relations budgétaires aboutissent à des relations de dépendance financière qui restreignent leur marge de manœuvre politique (Fowler, 1991) (Hulme et Edwards, 1997). L'exemple développé par Perera sur les évolutions imposées par les ONG occidentales au mouvement Sarvodaya au Sri Lanka est révélateur de cette

organisations dans le cadre de la convention d'Ottawa contre le recours aux mines anti-personnel ou plus simplement dans le cas des dispositifs d'éradication du travail des enfants sont faiblement coercitives pour les Etats occidentaux. Cet argument est régulièrement évoqué par les tenants des visions réalistes des relations internationales qui font des ONG des vecteurs de la puissance internationale des pays occidentaux (Cohen, 2003) (Wallerstein, 2008).

Si l'on suppose que la légitimité sociale des ONG émane principalement du partage de valeurs et de desseins communs avec les communautés locales (Atack, 1999), il convient alors de rompre avec l'hypothèse mécanique de légitimité sociale des ONG<sup>167</sup> (Streeten, 1997) (Stiles, 2002). Une conception alternative considère à l'inverse le phénomène spatial comme un élément saillant des ONG. Selon cette approche, les ONG sont des agents qui « *mondialisent la solidarité* » (Ryfman, 2009). Le caractère transnational des ONG est alors perçu comme une caractéristique spécifique de ces agents. L'élément transnational signifie que l'organisation agit dans au moins un autre pays que celui au sein duquel se situe son siège social.

La précision du caractère transnational des stratégies d'ONG ne sombre pas dans une aporie « occidentaliste ». Pour s'en persuader, il n'y a qu'à se rappeler l'existence de *Concerned for Working Children*, ONG indienne dont les programmes s'exportent de manière croissante au sein de divers pays du Sud, *Enda Tiers Monde*, ONG soucieuse de l'environnement dont le siège social se trouve à Dakar, ou encore *Islamic Relief Worldwide* qui œuvre dans de nombreux pays de la péninsule arabique.

## **ii. Du Transnational à l'universalisme.**

L'influence budgétaire et culturelle des ONG occidentales sur leurs homologues des pays du Sud tend à homogénéiser les revendications politiques des ONG (Hulme et Edwards, 1997). Ceci énoncé, il convient alors de s'interroger sur l'identité commune des normes véhiculées. Hours estime que les ONG véhiculent « l'idéologie humanitaire » (Hours, 1998a) (Hours,

---

dynamique. Cette dynamique de professionnalisation s'est réalisée au détriment de leur indépendance et de leur légitimité sociale (Perera, 1997).

<sup>167</sup> D'ailleurs, à moins de postuler l'universalité des pratiques socioéconomiques et des normes comportementales, l'hypothèse faisant des ONG les représentants d'une société civile internationale est antinomique de l'hypothèse de légitimité sociale des ONG qui est une hypothèse implicite des tenants de l'universalisme qui apparaît dans le terme de « société civile internationale ».

1998b), constituée par la croyance simultanée dans l'universalité des Droits de l'Homme et dans le primat de la vie biologique sur la vie spirituelle. Nous considérons que ces organisations sont des vectrices des normes occidentales, au possible détriment de leur représentativité sociale.

Le caractère normatif des actions entreprises par les ONG est mis en évidence par Ardit. L'anthropologue étudie les actions entreprises par l'ONG française Agriculteurs Français et Développement International auprès de l'ethnie Sara, située au Tchad. Ardit aboutit à deux résultats. Le premier considère que les programmes de développement ne peuvent faire l'impasse d'une étude des croyances des sociétés. Il rappelle en effet que le développement économique et social des sociétés ne peut se faire sans leur consentement. Le second résultat témoigne d'un éthos marchand des normes promues par l'ONG. Ce résultat est nourri de l'enseignement des politiques promues qui encouragent la monoculture, la thésaurisation et l'émergence d'un système d'échanges marchands. Apparaît alors un message politique délivré par les activités des ONG, celui de la croyance dans l'efficacité, voire l'efficacité des rapports économiques marchands (Ardit, 2004).

Similairement, les entretiens effectués auprès des individus participant aux politiques en faveur de l'éradication du travail des enfants dans l'Etat du Karnataka nous enseignent bien ce caractère normatif des programmes. Au niveau politique, ces dispositifs sont marqués par une conception occidentale de l'enfance, selon laquelle cette période doit être destinée à l'apprentissage et aux loisirs. Au niveau économique, ces dispositifs sont perçus comme un mécanisme de lutte contre les phénomènes de trappe à pauvreté, mais aussi comme un corollaire indissociable au processus d'ouverture économique indien. La dialectique entre économique et politique des normes véhiculées par les organisations non gouvernementales rejoint la lecture des actions des ONG développée par Wallerstein, qui considère que ces organisations véhiculent les normes et les croyances des sociétés modernes occidentales (Wallerstein, 2008).

Cette caractéristique moderniste spécifie l'action des ONG ; leur ambition est d'influencer le comportement des individus en faveur d'idéaux universalistes. Pour parvenir à cet objectif politique, les ONG se focalisent sur les deux institutions centrales des sociétés modernes à l'économie capitaliste dominante : l'Etat et le marché. En témoigne l'influence des ONG sur les

stratégies de gestion de la main-d'œuvre au sein des sous-traitants de la firme Puma (Palpacuer, 2008). De la même manière, l'exemple précédemment étudié des dynamiques des politiques à l'égard du travail des enfants en Inde est très révélateur de l'influence des ONG sur l'évolution des politiques publiques.

## **2.2. Les ONG, des organisations influentes dans le processus de modernisation indienne.**

Le second chapitre a mis en évidence l'influence des actions des ONG sur le renouveau des politiques à l'égard du travail des enfants en Inde en faveur de dispositifs abolitionnistes. Cette influence n'est en aucun cas isolée et ponctuelle, mais traduit une évolution sociohistorique qui en raison de la contrainte budgétaire devient un nouveau mode de livraison des politiques publiques indiennes. Le Karnataka est à cet égard un Etat qui illustre pertinemment cette dynamique des politiques publiques indiennes (Smitha et Sangita, 2008).

L'action sociopolitique des ONG ayant pour ambition de modifier le comportement des institutions en raison de leur vertu socialisante, il convient de s'interroger sur la dynamique institutionnelle impulsée par ces organisations sur les politiques publiques indiennes. La thèse défend l'hypothèse que ces organisations participent de l'institutionnalisation des normes modernistes au sein des politiques publiques (Finn et Sarangi, 2008).

Entre 1970 et 1996, la part de l'Aide Publique au Développement attribuée directement aux ONG a été multipliée par treize en proportion de l'aide bilatérale offerte par les pays membres du Comité d'Aide au Développement (Woods, 2000). Cette proximité budgétaire croissante unissant organisations gouvernementales et non gouvernementales s'est accentuée ces quinze dernières années. Selon l'OCDE, les donations des membres du Comité d'Aide au Développement aux ONG ont crû de 1447 millions de Dollars US en 2001 pour atteindre en 2006 4427 millions de Dollars<sup>168</sup>, soit près d'un triplement en l'espace d'un quinquennat<sup>169</sup>.

---

<sup>168</sup> Bien qu'il semble ressortir des données de l'OCDE une importante volatilité de l'aide au développement à destination des ONG, cette tendance semble se maintenir.

[http://stats.oecd.org/Index.aspx?DatasetCode=ODA\\_SECTOR](http://stats.oecd.org/Index.aspx?DatasetCode=ODA_SECTOR)

<sup>169</sup> Cette évolution est particulièrement sensible dans les pays du nord de l'Europe. A l'inverse, la France demeure largement à la traîne de cette évolution de l'aide publique au développement.

Ce poids économique grandissant est d'autant plus remarquable que les marges de manœuvre budgétaire des Etats sont affaiblies par le processus d'internationalisation des économies. L'exemple indien est à cet égard des plus révélateurs, puisque son ouverture au commerce international s'est associée à un retrait économique de l'Etat au sein du NEP. Ces dynamiques contraires aboutissent à une influence économique grandissante des ONG sur le sol indien ; dynamique par ailleurs très forte sur la dernière décennie (Jalali, 2008).

En outre, les spécificités sociopolitiques des organisations non gouvernementales font supposer à de nombreux auteurs que ces organisations sont susceptibles de surmonter les défaillances respectives du marché (restriction à la seule demande solvable) et de l'Etat (clientélisme électoral et corruption). Les partenariats unissant les Etats aux ONG comme dispositif nécessaire de « bonne gouvernance » des politiques publiques sont alors fortement encouragés (Korten, 1987) (Clark, 1995).

En raison de ces différents arguments, ces dispositifs de partenariats public-privé unissant les Etats aux ONG sont perçus comme un dispositif susceptible de freiner la concurrence exercée par ces organisations au moindre coût budgétaire (Gazley et Brudney, 2007). Les partenariats associant les organisations publiques aux ONG sont alors définis comme des formes de l'Etat adaptées aux mutations de l'économie politique internationale (de Janvry et Sadoulet, 1993). Ainsi, la Banque Mondiale insiste-elle désormais pour que l'aide publique au développement soit conditionnée à une externalisation des politiques publiques auprès des organisations de la société civile<sup>170</sup>. Similairement, la déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement encourage cette dynamique (OCDE, 2008).

Le cas indien est à cet égard des plus révélateurs. En raison des difficultés budgétaires et sanitaires simultanées, les autorités indiennes encouragent les autorités fédérées à se restreindre en organisateur des politiques sanitaires dont la gestion des centres de santé devrait être réalisée par la multitude d'ONG sur place (Berman, 1998) (Urvashi Sadhwani, 2003). Cette recommandation fait écho au *NGO partnership system* adopté pour le système éducatif en 2009.

L'association des ONG à l'élaboration des politiques publiques ne se restreint pas à une seule externalisation budgétairement opportune des politiques sociales. Bien au contraire, Gazley et Brudney insistent sur le renouveau normatif des politiques induit par ces processus politiques. Dans le cas qui est le notre, il est en effet avéré que les dispositifs du *Karnataka Child Labour*

---

<sup>170</sup> Cette dynamique est parfois critiquée comme une nouvelle forme de libéralisation. Lire par exemple (Mulut, 2004).

*Project* ont été fortement influencés par les dispositifs innovants d'organisations comme *ActionAid India* et *WorldVision India* et *The Concerned for Working Children*, mais aussi par les actions de *Jeevika Trust* et *Don Bosco* qui sont dépendantes de financeurs extérieurs (respectivement le Comité Catholique Contre la Faim et BREADS).

En outre, le financement des *bridges schools*, comme les formations que reçoivent leurs personnels, est partiellement effectué par ces agents. Le responsable de *World Vision India* rencontré nous affirme qu'il réalise sur les deniers de son organisation des formations à l'égard des agents publics et des *bridge schools* qui s'affairent à l'élimination du travail des enfants. Similairement, le responsable d'*ActionAid India* conditionne son aide budgétaire à diverses ONG au respect d'une « philosophie commune »<sup>171</sup>.

Enfin, les ONG s'adaptent aux évolutions sociales et réalisent désormais des actions médiatiques afin d'influencer le contenu des politiques publiques (Mitlin et al., 2007). Dans notre cas, même amèrement, l'organisation *Jeevika trust* se félicitait qu'après quinze ans de lobbying afin de sensibiliser les autorités politiques de la réalité du travail sur gage des enfants dans l'Etat du Karnataka, les autorités aient été obligées de concéder qu'en dépit d'une interdiction datant de 1976, ce phénomène perdurait dans l'Etat en 2000<sup>172</sup>.

L'aspiration au changement social est la spécificité anthropologique des agents sociaux modernes (Guéry, 2007). Si l'on suit cette démarche, l'action des ONG aspire à universaliser les pratiques socioéconomiques modernes au sein des politiques publiques. Les exemples d'Arditi, qui met en évidence un éthos marchand des actions des ONG, de Bourdier et Leigh Pigg qui insistent sur la démarche techniciste des politiques préventives et enfin les stratégies abolitionnistes sont ainsi marquées par leur modernisme. Les actions développées par les ONG semblent alors participer à la dynamique de modernisation des politiques publiques indiennes. Cette dynamique s'auto-renforce en raison de leur surface financière grandissante, au moment même où les Etats indiens sont contraints par le *Fiscal Responsibility Act*.

---

<sup>171</sup> Le caractère normatif de ces organisations est aussi marqué par le fait qu'il existe une surreprésentation d'ONG catholiques sur l'espace indien (Jalali, 2008).

<sup>172</sup> Cette dynamique est semblable à l'influence exercée par les ONG dans le traitement de la pandémie du Sida dans l'Etat du Tamil Nadu. Autrefois niée et considérée comme une maladie « impure » du début des années 1980 au milieu de la décennie 1990, les traitements modernes se sont développés sous l'influence des ONG qui ont débuté des activités précurseurs, principalement auprès des communautés homosexuelles, en dépit d'une efficacité discutable (Bourdier, 1999) (Leigh Pigg, 2001).

## **Conclusion.**

Ce paragraphe a eu pour dessein de préciser la notion très discutée d'ONG. Partant du constat selon lequel l'action des ONG détermine de manière croissante les politiques publiques en Inde, la thèse a questionné dans un premier temps leur identité sociopolitique afin dans un second temps d'en analyser leur portée politique. Au terme de ce paragraphe, il apparaît que les ONG influencent largement la modernisation des politiques publiques indiennes. Le *Karnataka Child Labour Project* illustre cette dynamique.

## **Conclusion de section.**

La section s'est construite en deux temps. Le premier paragraphe a présenté l'approche de l'Etat développée principalement par Théret. Deux points essentiels sont ressortis pour notre recherche, à savoir la dialectique entre politique et économique de l'Etat dans les sociétés modernes et l'accroissement de l'instabilité endogène des modes de régulation dans les systèmes socioéconomiques segmentés.

Ces deux points ont par la suite structuré notre revue de littérature des ONG. Au terme de celle-ci, la thèse a défini les ONG comme des organisations transnationales et universalistes qui influencent grandement la dynamique moderniste des politiques publiques indiennes. Ces politiques, si elles ont une approche éthique marquée sous-estime la dynamique maroéconomique de développement.

Connaissant la nécessaire synchronie des dynamiques sociales et économiques, il convient de questionner la cohérence des normes abolitionnistes, et plus largement modernes, sur la stabilité des modes de régulation.

## **Section 2. Modernisation de l'Etat indien, dérégulation du système socioéconomique et instabilité du régime politique.**

Bien que les politiques abolitionnistes ne satisfassent pas la question sociale, ces dispositifs se pérennisent en Inde. Nous faisons ici l'hypothèse que cette logique n'est pas isolée mais concerne l'ensemble des politiques développées au nom d'idéaux modernes que ce soit dans les champs médicaux, sociaux ou environnementaux<sup>173</sup>.

Il convient alors de s'interroger sur les raisons du maintien de tels dispositifs alors que leur efficacité économique et sociale est pour le moins discutable. Cet ultime point soutient que la dynamique des politiques publiques est cohérente de celle des politiques économiques, agricoles et industrielles. Elle est révélatrice d'une certaine stratégie de modernisation de l'Etat indien. Loin de s'avérer judicieuse, cette dynamique participe de la dérégulation du système socioéconomique. Malgré une croissance économique forte, la modernisation de l'Etat nourrit alors une instabilité du régime politique.

Pour étayer notre hypothèse, l'ultime section est construite en trois points. Le premier met en évidence que l'influence des ONG sur la dynamique des politiques sociales et environnementales est révélatrice de la modernisation de l'Etat indien. Le second point de la section démontre que celle-ci dérégule le système socioéconomique. Le troisième et dernier point analyse alors l'instabilité du régime politique indien comme un élément révélateur de la dérégulation du système socioéconomique.

### **2.1. Les politiques abolitionnistes, révélatrices de la modernisation de l'Etat indien.**

Parmi les évolutions notables impulsées par le processus de libéralisation économique, deux phénomènes sont importants pour notre recherche. D'une part, la libéralisation de l'économie s'est réalisée afin de nourrir la modernisation de l'économie indienne. Les entreprises modernes capitalistes sont ainsi privilégiées aux activités agricoles. De l'autre, le retrait de l'Etat aboutit à une responsabilisation grandissante des organisations privées et des ONG dans le traitement de la question sociale.

---

<sup>173</sup> Lire par exemple : (Bourdier, 1999) (Duncan, 2007) (Jha, Mahajan, et Acharya 2011).

Cette dynamique accroît l'influence politique de ces organisations. Dans le champ des politiques éducatives indiennes, ceci est un combat que les individus occidentaux tendent à occulter. En effet, loin d'être un invariant anthropologique, la primauté accordée par les individus à la Science sur le Sacré est une construction sociale des sociétés modernes. Cette dynamique affronte les ambitions des groupes sociaux tribaux qui souhaitent à l'inverse « indianiser » les formations pédagogiques (Sundar, 2002).

La thèse considère que cette dynamique participe de la construction d'une nouvelle norme d'emploi adaptée aux espaces et activités économiques modernes. Nous entendons par la création d'une norme d'emploi le relèvement progressif des exigences techniques demandées à chaque travailleur afin que ces dernières puissent nourrir la réorientation des moteurs de croissance. Cette hypothèse considère alors que cette réorientation de la politique éducative s'analyse comme un processus indissociable de la modernisation du système productif. L'émergence de cette nouvelle norme d'emploi est révélatrice de la modernisation de l'Etat indien. Plus qu'un écho moral à l'ouverture économique, les politiques d'éradication du travail des enfants sont alors une nécessité politique pour pérenniser la trajectoire économique.

Les dispositifs développés par les ONG et l'Etat du Karnataka espèrent réinsérer les enfants travailleurs dans l'économie moderne, qui regroupe les formes d'emploi les plus valorisantes de la société indienne. Les formations spécifiques développées par l'organisation *ECHO* sont révélatrices de la volonté d'insérer les enfants travailleurs dans l'économie moderne. Elles collaborent avec la police de l'Etat du Karnataka afin de les former aux métiers d'agents de circulation<sup>174</sup>. En témoigne la citation suivante :

*« We initiated TPAP Traffic Police Assistance Program. When they become police assistant, children say to us that they feel useful. It is easier after that to explain them what is a society, the rules and so on. »*

Similairement, le responsable de Jeevika Trust développe des formations anglophones afin de faciliter leur intégration sur le marché du travail. De la même manière, *World Vision India* développe des formations éducatives qui puissent permettre aux enfants de travailler dans l'économie moderne :

---

<sup>174</sup> Métier d'avenir dans la ville de Bangalore... tant les infrastructures routières sont congestionnées !

« (...) *Second thing is lack of skills. Bangalore provides lot of employment possibilities, if you have specific skills. But slum dwellers are not, because they are not educated. They will not get job opportunity, because they have a lack of skills. That's why World Vision we propose them educational training, we are doing this, like computers skills, spoken English skills, nutrition, and mechanical....* »

Ici, il apparaît explicitement que l'objectif de ces formations scolaires non formelles n'est pas de former des jeunes individus aux métiers des hautes technologies, mais plus simplement, de former des travailleurs aux « petits boulots » inhérents au développement du système économique capitaliste<sup>175</sup>. Cette logique est assumée par les responsables politiques de l'Etat du Karnataka au sein du document *Karnataka, A vision for Development*. De la même manière, Halbert et Halbert insistent sur le caractère politiquement construit de la dynamique des petits boulots.

En outre, ces politiques répondent à un besoin social grandissant dans une économie libéralisée. Or, si ce phénomène demeure marginal au regard des effectifs totaux d'enfants travailleurs, l'exploitation de la main-d'œuvre infantile n'en reste pas moins un problème social et humain à résoudre pour le développement économique. Les enfants victimes des pires formes de travail, qui se concentrent dans les zones urbaines, sont le symbole de cette dynamique économique effrénée, et potentiellement destructrice pour les individus. Les récits les plus atroces sont en effet nombreux ; ceux de l'UNICEF jurant que certains enfants de moins de dix ans peuvent travailler jusqu'à plus de dix heures par jour, sans pause et en ne pouvant jamais s'asseoir sont les plus extrêmes. Pour ces enfants, les *residentially schools* sont une offre scolaire particulièrement appréciée et un lieu sécurisant. Il apparaît alors, qu'au-delà du seul aspect économique, ces programmes du *Karnataka Child Labour Project* et plus largement l'ensemble des politiques abolitionnistes ont aussi un rôle politique de protection d'une main d'œuvre particulièrement exploitée.

Les évolutions de la relation de protection sociale impulsées par cette dynamique permettent alors de s'adapter aux spécificités de la question sociale des économies modernes capitalistes en situation de développement économique. Parmi ces risques, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée et anglophone peut s'avérer dangereuse macroéconomiquement, tout comme la

---

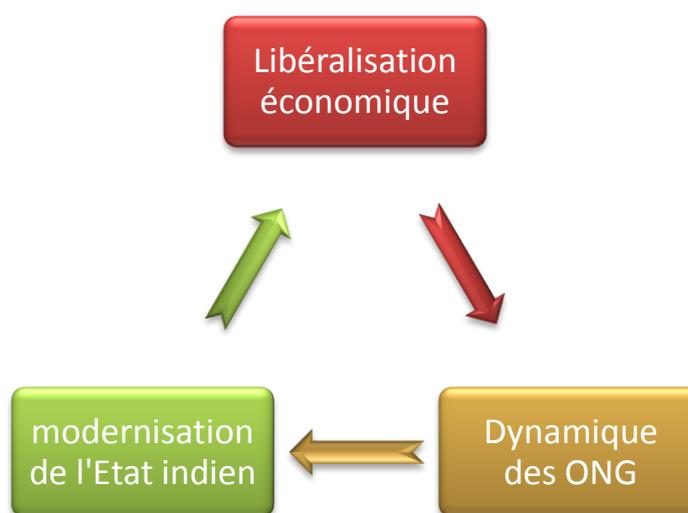
<sup>175</sup> De plus, l'absence de programme politique à l'égard des *nowhere children*, pourtant rappelons-le près de quatre fois plus nombreux que les enfants travailleurs en Inde, est significative de cette volonté de créer une nouvelle norme d'emploi pour les enfants travailleurs. En effet, sa déconsidération politique semble indiquer le caractère secondaire de l'objectif moral affiché au profit des seuls enfants économiquement actifs.

constitution d'une main-d'œuvre infantile exploitée qui puisse menacer la reproduction démographique intergénérationnelle et aiguïser les contestations politiques. Dans cette logique, la modernisation des politiques socioéducatives à l'égard des enfants travailleurs semble nécessaire aux dynamiques économiques et politiques contemporaines de l'Inde moderne.

Ces politiques s'avèrent alors un complément judicieux de l'évolution des politiques économiques qui ambitionnent la construction d'une économie capitaliste. Un triangle vertueux associant le processus de libéralisation économique, la dynamique de l'organisation ONG et la modernisation des politiques publiques apparaît. En effet, la libéralisation économique encourage les autorités à externaliser les services sociaux et à responsabiliser budgétairement de manière croissante les ONG, participant à la dynamique quantitative des organisations, dont les comportements sociopolitiques renouvellent les politiques socioéducatives nécessaires au développement économique capitaliste (cf graphique 4.2.).

La régularité des politiques publiques privilégie les activités et secteurs modernes aux activités rurales. Les politiques sociales et économiques entrent alors en cohérence. L'évolution des politiques publiques indiennes impulsée par les ONG est alors considérée comme révélatrice de la modernisation de l'Etat indien.

**Graphique 4.2. Le cercle vertueux de la modernisation de l'Etat indien dans les espaces urbains.**



Notre graphique.

## **2.2. Modernisation de l'Etat et dérégulation du système socioéconomique.**

Le paragraphe méthodologique précédemment présenté insistait sur la fragilité des modes de régulation dans des systèmes socioéconomiques segmentés au sein desquels l'Etat impose des politiques uniformes. En effet, les besoins des ordres économique et domestique s'avèrent alors pluriels et incompatibles avec des mécanismes uniformes.

La modernisation de l'Etat indien repérée, il convient alors d'interroger sa capacité à satisfaire les besoins respectifs des ordres économique et domestique. En raison de leur désynchronisation aux mécanismes socioéconomiques ruraux, les politiques induites par cette forme de l'Etat s'avèrent dérégulantes. Nous définissons la dérégulation du système socioéconomique comme l'accroissement sensible de la segmentation spatiale induit par la modernisation de l'Etat contraignant la stabilité de la reproduction intergénérationnelle des ordres domestique et économique.

La thèse étaye cette hypothèse selon laquelle la modernisation des politiques sociales et économiques déstabilise le système socioéconomique indien. Elle considère que la modernisation de l'Etat du Karnataka participe de la dérégulation du système socioéconomique, par une double incapacité à satisfaire les besoins des ordres domestique d'une part et économique de l'autre :

### **Une menace croissante pèse sur la reproduction de l'ordre domestique.**

La modernisation de l'Etat indien menace la reproduction de l'ordre domestique. Différents arguments nourrissent cette hypothèse. Le premier d'entre eux, centré sur les politiques à l'égard du travail des enfants insiste sur le caractère non protecteur de ces dispositifs pour les enfants travailleurs. Leur désarticulation des systèmes socioéconomiques ruraux encourage les enfants à fuir ces formations, menaçant la dynamique économique d'espaces qui abritent rappelons-le 70% de la population indienne. La production agricole ne croît que très faiblement et cela, au gré de la qualité des moussons. Ainsi, au pays de la « shining India », des émeutes de la faim ont-elles éclaté en Inde en 2008.

Parallèlement, la baisse tendancielle du trend de pauvreté initiée durant la décennie 1970 s'est interrompue en ce début de millénaire. Dans le seul Etat du Karnataka, la pauvreté relative,

qui avait été divisée par deux entre 1974-74 et 2004-2005, stagne depuis cinq ans<sup>176</sup> (Government of Karnataka, 2010). Le niveau de pauvreté demeure alors très important dans l'Etat du Karnataka. Le taux de pauvreté urbain est de 32, 6%, supérieur de sept points au taux de pauvreté national. Similairement, dix millions d'habitants du Karnataka dans les zones rurales vivent avec moins de douze roupies par jour. Pis encore, alors qu'il symbolise la prospérité nouvelle de l'Eléphant, les zones rurales du Karnataka ont le taux le plus faible (5, 7%) parmi l'ensemble des Etats indiens de ménages ayant un revenu mensuel supérieur à 890 roupies (Government of Karnataka, 2008).

Cette dynamique affecte aussi l'accomplissement humain des populations ; seule 35% de la population de l'Etat dispose simultanément de l'électricité, de l'eau courante et de sanitaires. Ces populations sont surreprésentées dans les espaces urbains de l'Etat, tout particulièrement au sein des villes de Bangalore et Mysore. Ainsi, les ménages des espaces urbains disposent pour 75% de toilettes et plus de 90% de l'électricité alors que ces chiffres respectifs sont de 17,4% et 72 % pour les ménages ruraux (Government of Karnataka, 2008).

La modernisation de l'Etat du Karnataka analysée ici met en évidence une incapacité de ces politiques à satisfaire les besoins de la question sociale. Il n'est en aucun cas isolé. Le cas traité par Bourdier est révélateur des difficultés de ces politiques modernistes dans le champ médical. Loin de participer à une meilleure protection des populations à l'égard de la pandémie du sida, ces dispositifs techniques n'ont fait qu'accroître la défiance des populations à l'égard des personnes infectées (Bourdier, 1999).

Le cas du droit des femmes est aussi des plus éclairants sur cette acceptabilité sociale potentiellement déstabilisatrice des politiques modernes. Ainsi, Duncan analyse les actions de l'Etat du Meghalaya, Etat du Nord Est indien, entreprises sous l'influence des ONG. Au nom de l'*empowerment* des femmes de cette communauté, deux dispositions essentielles ont jalonné ce programme gouvernemental : la privatisation des terres communales afin d'en restituer une partie aux femmes et l'émergence d'une police interethnique. Au terme de ce dispositif, les tensions interethniques et les inégalités socioéconomiques ont crû. L'auteur explique ces tensions par l'ethnocentrisme implicite de la conception de la société civile. Loin d'être un espace d'égalisation des conditions des individus comme le supposent les tenants d'une « société civile internationale », la société civile est le reflet des rapports sociaux

---

<sup>176</sup>Elle affecte paradoxalement davantage les populations urbaines que rurales, ceci en grande partie en raison du mode de calcul de la pauvreté.

locaux. L'auteur considère alors quatre inégalités sociales bloquant la promotion de l'égalisation des conditions socioéconomiques et de genre des sociétés (Duncan, 2007).

Similairement, la généralisation des échographies, en accroissant le nombre d'avortements lorsqu'il s'agit de filles, aboutit malheureusement à une menace très forte sur les équilibres démographiques. « *La disparition des filles* » (Manier 2011) est un phénomène bien réel : en 2011, il n'y a plus que 914 femmes pour 1000 hommes, l'écart le plus important depuis l'Indépendance. Si cette dynamique accroît les célibats des hommes et les violences sexuelles à l'égard des femmes, ces déséquilibres menacent par ailleurs la reproduction intergénérationnelle des sociétés, qui constitue le rôle anthropologique des ordres politiques.

Enfin, cette modernisation nourrit la pauvreté et l'endettement généralisé des paysans indiens. Longtemps demeurés protégés par les politiques indiennes, ces derniers subissent de plein fouet la dynamique politique actuelle et l'endettement chronique de ces derniers à l'égard des entreprises agronomiques. Symbole macabre de ce processus, le nombre de suicide des paysans indiens atteint mille individus par mois, et cela depuis une quinzaine d'années (Jha et al. 2011).

La modernisation de l'Etat du Karnataka est simultanément vectrice de l'enrichissement massif de l'élite urbaine et de la stagnation des revenus et des conditions de vie des pauvres ruraux. Les données des niveaux disparates de développement associées à l'incapacité du *Karnataka Child Labour Project* à initier un processus développementaliste dans les espaces ruraux semblent accréditer cette hypothèse<sup>177</sup>.

### **Une instabilité structurelle de la dynamique de l'ordre économique.**

L'incapacité de la modernisation de l'Etat indien à assouvir les besoins de l'ordre économique revêt trois formes principales. Une première, quantitative, s'illustre par la faible croissance du secteur primaire depuis dix ans. Cette dernière demeure structurellement faible, alors que le gouvernement indien estime que la pérennité d'une forte croissance macroéconomique nécessite une croissance sectorielle annuelle de 4%, taux que le secteur primaire indien n'a

---

<sup>177</sup> Ce résultat confirme les travaux de Gordon et Gupta (Gordon et Gupta, 2003). Ces auteurs remarquent la déformation de l'économie indienne par rapport au modèle de Kuznets et Chennery. En effet, la composition sectorielle du PIB situe l'Inde dans le groupe des pays à revenu intermédiaire alors que son PIB par habitant la situe dans les pays à revenus faibles. Cette déformation s'est accélérée depuis les années 1990.

pas connu depuis 2007, et qui connaît de fortes évolutions annuelles en raison des aléas de la mousson.

Une seconde considère qu'outre des effets sociaux contestables, la dynamique contemporaine se traduit par un déficit commercial chronique. En effet, la croissance est tirée par les investissements, dont les travailleurs tardent à ressentir les bénéfices. En créant un déficit commercial structurel, ce déséquilibre pourrait à terme s'avérer dangereux pour la trajectoire économique nationale. Il a exigé en effet que les autorités indiennes fassent recours de manière grandissante à la balance des invisibles, ce qui occasionne une dépendance à l'égard des fonds extérieurs (Seethanen, 2008).

La dernière, plus politique, pourrait remettre en question le primat accordé aux secteurs économiques modernes. En effet, les dégâts sociaux nés de la segmentation de l'économie indienne créent une instabilité structurelle. Cette menace, symbolisée par les fortes contestations politiques des paysans expropriés pour la construction de la « Nano » de Tata, pourrait à terme menacer l'alliance « pro business » unissant les ordres économique et politique indiens. En effet, l'entreprise souhaite se faire rembourser par l'Etat indien les investissements réalisés pour la construction de cette usine, ce qui s'avère politiquement instable à l'heure de l'appauvrissement structurel des populations rurales (Patnaik, 2006).

La modernisation de l'Etat indien accentue les disparités socioéconomiques. En effet, la priorité abusive aux activités économiques modernes accroît la segmentation spatiale de l'économie indienne. Ce déséquilibre menace la reproduction de l'ordre économique en accroissant de manière structurelle la dépendance extérieure de l'économie indienne d'une part, en aboutissant à une remise en cause politique de la stratégie économique de l'autre.

Cette dynamique affecte aussi la stabilité de la reproduction intergénérationnelle de l'ordre domestique. En effet, les politiques modernistes s'avèrent certes éthiques mais incapables de résoudre les problématiques sociales de la société indienne. A ce titre, l'influence de la généralisation des échographies sur les déséquilibres démographiques pourraient à terme menacer la reproduction de la société. Par ailleurs, ces inégalités croissantes entre les individus décrédibilisent le processus politique de développement économique auprès des catégories sociales les plus défavorisées. Ces dernières n'ont de « shining » que les seules représentations de leurs divinités sacrées. Cette dynamique s'avère dangereuse politiquement.

Ce résultat corrobore l'historiographie des *subaltern studies*. Ces auteurs cherchent à démontrer depuis trois décennies la modernité occidentale est « incomplète et probablement imparfaite ». Chatterjee écrit ainsi que :

« *[La modernité indienne] est celle de ceux qui furent colonisés. Le même processus historique qui nous a enseigné la valeur de la modernité a fait de nous les victimes de la modernité* » (Chatterjee, 2010).

### **2.3. La dérégulation du système socioéconomique indien, une menace pour la pérennité du régime politique.**

L'hypothèse de dérégulation du système socioéconomique indien assumée, il convient d'en interroger les conséquences politiques. En effet, la modernisation de l'Etat indien est contradictoire : elle se veut certes un mécanisme d'émancipation des castes et tribus marginalisées par les varnas, elle peine néanmoins à répondre à la question sociale qu'elle crée. Dit autrement, le traitement de l'ordre domestique par les registres économique et politique diffère, élément révélateur de la dérégulation d'un système socioéconomique.

Nous soutenons que la désarticulation des dynamiques économique et politique remet en question la stabilité du régime politique. Dès lors, l'instabilité politique chronique indienne depuis deux décennies apparaît comme la partie émergée de l'iceberg de la dérégulation indienne. En effet, l'instabilité politique se nourrit de l'incapacité des autorités politiques indiennes à faire bénéficier le plus grand nombre de cette croissance économique forte et durable.

La dérégulation du système socioéconomique indien trouve sans surprise des conséquences politiques majeures. En effet, le « système congressiste » a laissé place à un jeu d'alternance politique au sein de laquelle les majorités sont instables ; les deux principaux partis politiques indiens assemblés représentent moins de la moitié des votes exprimés en 2009 (47, 5%), soit approximativement le total des voix obtenus par le seul parti du Congrès lors des deux décennies postindépendance.

Conséquence logique de ce processus, les deux principaux partis (c'est-à-dire le parti du Congrès et le *Bharatiya Janata Party*) se voient contraindre par l'émergence structurelle,

voire inexorable, des partis régionaux. Ces derniers pourraient s'avérer des interlocuteurs dangereux pour la cohésion nationale. Les Etats du nord-est de l'Inde, le Rajasthan, l'Andhra Pradesh, le Cachemire, le Tamil Nadu sont tous des Etats au sein desquels les aspirations indépendantistes d'une partie de la classe politique éveillent un engouement populaire (Zins, 2009).

Cette dynamique politique s'explique principalement par le détournement des populations discriminées à l'égard du parti du Congrès<sup>178</sup>. Alors que ce dernier a longtemps bénéficié de son héritage historique construit autour des figures d'Ambedkar et de Gandhi, les populations discriminées s'orientent vers des formations politiques identitaires, dont la figure de proue est le *Bahujan Samaj Party* dirigé par la controversée Mayawati<sup>179</sup> (Gutmann, 2009).

Cette évolution sociale ne se limite pas à une dispersion électorale, qui pourrait d'ailleurs être entendue comme une preuve de bonne santé de « la plus grande démocratie du monde ». En effet, le vote identitaire incarné par Mayawati a une double motivation : la prise en compte de leurs besoins socioéconomiques, mais aussi un scepticisme grandissant à l'égard du développement économique que de nombreux indiens perçoivent comme un mirage. La part croissante de la croissance tirée par les investissements et le déficit commercial structurel confirment cette sensation des milieux populaires.

En outre, le développement économique moderne construit sur le principe d'isonomie s'avère six décennies après l'Indépendance illusoire pour les groupes sociaux défavorisés. L'émergence du sujet est en effet contrainte par la prégnance des déterminants sociaux aboutissant à faire de la modernité affichée un nouvel instrument de domination sociopolitique (Nigam, 2003). A ce titre, les politiques d'éradication du travail des enfants sont contestées par les ménages les plus défavorisés car ils y voient une seule restriction à court terme qui ne peut être compensée à long terme par un espoir d'ascension sociale pour leurs enfants en raison de la prégnance des déterminants socioreligieux.

Pis encore, cette réapparition de la caste se réalise aussi partiellement au profit d'un nationalisme agressif et d'un retour des conflits armés. L'analyse effectuée par Heuzé de trente ans de publication du *Dalit Voice* symbolise cette évolution. D'un journal réclamant l'égalité statutaire, cette parution s'est progressivement orientée vers un racisme latent, dont les musulmans seraient les premières victimes (Heuzé, 2006). Similairement, le gouvernement

---

<sup>178</sup> Bien que les résultats de 2009 soient meilleurs, mais davantage en sièges qu'en votes exprimés.

<sup>179</sup> Cette dernière fait de son appartenance aux dalits sa stratégie électorale, au profit selon certains critiques de la scène politique indienne de son ambition personnelle.

indien évalué à un district sur six sur l'ensemble de l'espace indien connaissant des rébellions armées. Ce processus, symbolisé par les rébellions maoïstes, est très important dans les zones rurales les démunies de la société indienne. Ces évolutions politiques menacent l'unité fédérale de la « Mother India » (Zins, 2009).

### **Conclusion de section.**

La modernisation de l'Etat indien nourrit paradoxalement l'instabilité du régime politique. En effet, la dynamique de l'Etat ne satisfait ni aux besoins économiques ni aux exigences sociales de l'économie rurale indienne. Ceci renforce la segmentation de l'espace économique.

Dès lors, bien que l'économie indienne croisse à un rythme macroéconomique annuel de plus de 8%, cette trajectoire politique est contestée de manière grandissante par les populations les plus défavorisées qui portent leur choix électoral sur les partis d'extrême droite et identitaires ou s'unissent dans des mouvements contestataires de plus en plus violents. En somme, et ce n'est pas le moindre des paradoxes, la société indienne réalise le rêve nehruvien de modernité économique<sup>180</sup> au détriment de la stabilité de son régime politique.

---

<sup>180</sup> En s'affranchissant pour ce faire des principes économiques de planification du père d'Indira Gandhi.

# Conclusion.

---

Le dernier chapitre a complété notre thèse, à savoir que la modernisation « à marche forcée » de l'Etat dérégule le système socioéconomique indien. Pour ce faire, le chapitre a analysé la dynamique commune des politiques économiques et sociales indiennes entreprises depuis le processus d'ouverture économique. Leur homogénéité nous a conduit à affirmer l'hypothèse d'une modernisation de l'Etat. Ce processus ne répond ni aux exigences économiques ni aux besoins spécifiques des populations rurales.

L'apparent paradoxe d'une instabilité politique chronique à l'heure d'une croissance économique soutenue est une conséquence inexorable de ce processus. En effet, les dispositifs modernes ne répondent pas aux deux conditions nécessaires retenues par Théret pour assurer la stabilité d'un régime politique, à savoir la capacité à assurer la reproduction simultanée de l'ordre domestique et de la dynamique du régime d'accumulation. En effet, la croissance est forte, mais elle se réalise au prix d'un accroissement sensible et pérenne des inégalités socioéconomiques. Ceci pourrait à terme menacer la stratégie économique indienne.

Cette « modernisation controversée » aboutit à une évolution sociohistorique sensible dans la structure du vote. Alors que la question de caste fut longtemps marginalisée, voire niée, par les élites politiques en raison de son caractère non-moderne, elle refait surface dans la sphère politique indienne (Nigam, 2003). « La démocratie par la caste » pour citer le titre de l'ouvrage de Jaffrelot est en effet une réalité grandissante, incarnée avec force par Mayawati (Jaffrelot, 2005).

# Conclusion générale.

---

La modernisation de l'Etat indien dérégule son système socioéconomique. En effet, les politiques économiques et sociales développées sont désencastrées des systèmes socioéconomiques ruraux. Dès lors, les politiques développées peinent à résoudre la question sociale, marquée par une segmentation croissante de l'économie indienne aux forts dangers économiques et politiques. Ce faisant, la modernité indienne prend des allures controversées et contradictoires. En effet, elle est simultanément un élément d'émancipation de la société indienne<sup>181</sup> et vectrice d'un processus d'accroissement des inégalités socioéconomiques. Ces évolutions contrastées affectent la stabilité du régime politique indien.

Pour parvenir à cette conclusion, la thèse s'est structurée en quatre chapitres. Le premier a défini l'évolution de la question sociale en Inde depuis l'accélération du processus d'ouverture économique indien en 1991. Il est apparu que la segmentation de l'économie entre une zone urbaine moderne et productive et un espace rural peu développé et frappé par une pauvreté endémique menace la pérennité de la stratégie économique. En effet, elle représente simultanément une menace macroéconomique et un immense défi social. La menace macroéconomique émane du nécessaire développement économique des zones rurales afin de « nourrir »<sup>182</sup> la dynamique économique des villes indiennes.

Le second chapitre a étudié l'une des réponses politiques majeures apportées à ce déséquilibre spatial, à savoir la modernisation des politiques éducatives. Cette évolution est mise en œuvre par l'Etat du Karnataka. Pour satisfaire ces besoins éducatifs au sein d'un environnement budgétaire contraint par l'austérité budgétaire, les autorités politiques externalisent une part grandissante de leur offre scolaire aux organisations privées, tout particulièrement aux ONG. Ces dernières participent à la modernisation des politiques éducatives supposée nécessaire au développement de l'économie moderne au sein des zones rurales et urbaines. Cette dynamique est illustrée par le *Karnataka Child Labour Project* dans la thèse.

Le troisième chapitre a mis en évidence un paradoxe, à savoir que la modernisation des politiques éducatives renforce la segmentation de l'économie indienne. Pour ce faire, le chapitre a questionné l'acceptabilité sociale de ce dispositif. Il a démontré que les écoles

---

<sup>181</sup> La cause homosexuelle symbolise ces bienfaits de la modernité politique ; l'homosexualité n'étant plus un crime en Inde depuis le 2 juillet 2009.

<sup>182</sup> Au sens propre comme au sens figuré.

spécifiquement créées à l'endroit de ce phénomène ne satisfont ni aux besoins de protection des enfants travailleurs, ni à leurs caractéristiques socioprofessionnelles. En effet, ces individus œuvrent dans leur immense majorité au sein du secteur primaire et sont contraints par leur appartenance de caste. A l'inverse, les formations proposées sont adaptées aux mécanismes régissant l'emploi dans l'économie urbaine. Les programmes éducatifs développés témoignent d'un déséquilibre en faveur des espaces urbains.

Le dernier chapitre a analysé la dynamique dérégulatrice de la modernisation de l'Etat indien. Pour ce faire, il a été mis en évidence que les politiques abolitionnistes sont cohérentes des dynamiques des politiques économiques, et participent de la modernisation de l'Etat. Néanmoins, la modernisation de l'Etat indien accroît la segmentation de l'économie sans apporter une aide judicieuse aux populations rurales. Cette dérégulation déstabilise le régime politique. Le retour des conflits armés au sein des campagnes indiennes symbolise la précarité de l'alliance contemporaine entre les ordres économique et politique.

La démonstration écoluée nourrit deux apports principaux, un premier au sujet des politiques à l'égard du travail des enfants, un second sur l'Inde comme espace économique en développement.

1. L'échec des politiques abolitionnistes à enclencher un processus de développement économique est patent. Bien qu'ils soient inopérants pour les enfants, ces dispositifs sont maintenus par les élites politiques comme un élément essentiel à la dynamique macroéconomique. Or, leurs inadaptations aux systèmes socioéconomiques accroissent la segmentation des économies sans apporter une aide pertinente aux espaces ruraux. Dès lors, à un échec microéconomique s'associe une incapacité macroéconomique.
2. Aux crises politique et économique qui clôturèrent le régime isolationniste a succédé une période de croissance économique forte, mais frappée d'importants déséquilibres sociaux. Ces déséquilibres sont des constructions de la modernisation de l'Etat indien. Ce dernier porte en lui les déterminants endogènes à la crise future du mode de régulation indien. La multiplication des conflits armés, l'accroissement du pouvoir d'influence des naxalistes<sup>183</sup> dans les zones les plus pauvres de l'Inde ou encore le

---

<sup>183</sup> Les naxalistes sont des rebellions qui militent militairement pour une réforme agraire qui soit plus favorable aux petits paysans. Les naxalistes oeuvrent dans 15 Etats sur 28 en Inde, concentrés autours des littoraux du Golf du Bengale.

succès important auprès des classes moyennes de la campagne anti-corruption d'Anna Hazare<sup>184</sup> symbolisent l'instabilité du régime politique.

Ces deux apports nourrissent deux questions fondamentales pour des recherches futures : une première sur l'universalisme comme processus intellectuel de développement économique, une seconde sur la plus que jamais nécessaire réflexion sur les indicateurs macrosociaux de richesse.

- i. La première de ces remarques est moins une invitation à explorer les travaux postmodernistes sur les apories d'un développement économique supposé anthropocentré, qu'une incitation à une réflexion plus conceptuelle à mener sur l'universalisme comme procédé de développement économique. En effet, en admettant le postulat selon lequel les conditions de vie sont meilleures dans les pays occidentaux, il convient de s'interroger sur la praticité effective de mécanismes universalistes comme support du développement économique. Si « *la légitimité [éthique] des institutions n'existe pas* » (Lordon, 2006), quel crédit accorder aux politiques supposées morales ?
- ii. Si la stabilité d'un régime politique est menacée alors même que son économie augmente sa richesse monétaire de plus de cinquante pour cent en cinq ans, la réflexion sur les indicateurs de richesse est inexorable. Néanmoins, apparaît directement un challenge intellectuel : comment « compter sans conter » ? Cet axe de recherches, objet de nombreux travaux contemporains, trouve dans le cas indien un pertinent cas d'études.

---

<sup>184</sup> Dans une analyse des mouvements anti-corruption de l'été 2011, Sumanta Banerjee parvient aux mêmes conclusions sur l'instabilité structurelle du mode de régulation du système socioéconomique indien. lire : Banerjee, 2011

# Annexes.

## Annexe 1. Données Banque Mondiale, en roupies constantes (mai 2011)

	1991	1992	1993	1994	1995
PIB	1,50338E+13	1,58576E+13	1,66137E+13	1,77192E+13	1,90604E+13
Croissance annuelle du PIB	1,063628367	5,480268513	4,767626725	6,654149692	7,569254011
Consommation finale des administrations	1,85265E+12	1,91644E+12	2,02995E+12	2,05798E+12	2,21827E+12
Consommation finale des ménages	1,04933E+13	1,07227E+13	1,12012E+13	1,17181E+13	1,24138E+13
Exportation de biens et services	1,11495E+12	1,16951E+12	1,33066E+12	1,50423E+12	1,9765E+12
Importation de biens et services	1,20698E+12	1,46199E+12	1,74367E+12	2,13777E+12	2,73904E+12
Formation brute de capital fixe	3,24957E+12	3,46802E+12	3,59059E+12	4,00024E+12	4,65487E+12

1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
2,1332E+13	2,26532E+13	2,43267E+13	2,53072E+13	2,66274E+13	2,76304E+13	2,99433E+13
4,05449847	6,193540472	7,38731136	4,030409291	5,216894584	3,766831255	8,370896843
2,58172E+12	2,896E+12	3,27463E+12	3,30498E+12	3,38003E+12	3,36812E+12	3,45414E+12
1,36787E+13	1,45085E+13	1,53285E+13	1,5852E+13	1,67884E+13	1,72306E+13	1,82457E+13
2,05191E+12	2,33679E+12	2,75741E+12	3,26051E+12	3,44527E+12	4,19667E+12	4,44109E+12
3,02495E+12	3,65552E+12	3,91114E+12	4,04764E+12	4,18525E+12	4,61877E+12	5,39408E+12
5,04259E+12	5,41545E+12	6,02255E+12	6,02208E+12	6,46582E+12	6,89577E+12	7,83754E+12

2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
3,24221E+13	3,54435E+13	3,87297E+13	4,25318E+13	4,46297E+13	4,86932E+13	5,34257E+13
8,278173809	9,318924227	9,271832224	9,817003677	4,932375369	9,104929523	9,719104343
3,54518E+12	3,85947E+12	4,00294E+12	4,38351E+12	4,85212E+12	5,64835E+12	5,77612E+12
1,92559E+13	2,08767E+13	2,26451E+13	2,47062E+13	2,65915E+13	2,85706E+13	
5,69051E+12	7,16247E+12	8,72357E+12	9,17455E+12	1,09493E+13	1,02203E+13	1,06526E+13
6,25945E+12	8,29221E+12	1,01205E+13	1,11311E+13	1,3692E+13	1,26957E+13	1,4438E+13
9,31517E+12	1,07398E+13	1,22806E+13	1,41498E+13	1,47116E+13	1,57644E+13	1,8196E+13

## Annexe 2. Effectif des enfants travailleurs par Etat.

Etats	Child labourers 1991	Child labourers 2001	Taux d'activité des enfants de moins de quatorze ans	
			1991	2001
Andhra Pradesh	1 661 940	1 363 339	9, 98	7, 7
Arunachal Pradesh	12 395	18 482	5, 65	6, 06
Assam	327 598	351 416	5, 56	5, 07
Bihar	942 245	1 117 500	3, 99	4, 68
Chattidgarh		364 572		6, 96
Delhi	27 351	41 899	1, 27	1, 35
Goa	4 656	4 138	1, 95	1, 82
Gujarat	523 585	485 530	5, 26	4, 28
Haryana	109 691	253 491	2, 55	4, 78
Himachal Pradesh	56 438	107 774	4, 55	8, 14
Jammuet Kashmir		175 630		6, 62
Jharkhandi		407 200		5, 47
<b>Karnataka</b>	<b>976 247</b>	<b>822 665</b>	<b>8, 81</b>	<b>6, 91</b>
Kerala	34 800	26 156	0, 58	0, 47
Madhya Pradesh	1 352 563	1 065 259	8, 08	6, 71
Mahashrta	1 068 418	764 075	5, 73	3, 54
Orissa	452 394	377 594	5, 87	4, 37
Punjab	142 868	177 268	3, 04	3, 23
Rajasthan	774 199	1 262 570	6, 46	8, 25
Sikkim	5 598	16 457	5, 18	12, 04
Tamil Nadu	578 889	418 801	4, 83	3, 61
Tripura	16 478	21 756	2, 29	2, 79
Uttar Pradesh	1 410 086	1 927 997	3, 81	4, 04
Uttaranchal		70 183		3, 24
West Bengale	711 691	857 087	4, 16	4, 5
Inde	11 285 349	12 666 377	5, 37	5

Source (NSS, 2006)

=

### Annexe 3. Répartition spatiale des enfants travailleurs.

Etats	Rural	Urbain	Total	Pourcentage des enfants ruraux dans le total	Pourcentage de Child labourers par Etat <sup>185</sup>
A.P.	1052	140	1201	87, 51%	13,2
Assam	124	8	133	93, 23%	1,5
Bihar	333	30	364	91, 48%	4
Chhattishgarh	225	31	263	85, 55%	2,9
Delhi <sup>186</sup>	0	10	9	100%	0,1
Goa	3	2	6	50%	0,1
Gujarat	220	77	302	72, 85%	3,1
Haryana	83	14	99	83, 84%	1, 1
H.P.	36	1	37	97, 30%	0,4
Jharkhand	167	28	206	80, 29%	2,3
<b>Karnataka</b>	<b>510</b>	<b>41</b>	<b>571</b>	<b>89, 32%</b>	<b>6,3</b>
Kerala	7	4	11	63, 64%	0,1
M.P.	414	68	491	84, 32%	5, 4
Mahashrta	664	84	783	84, 80%	8, 6
Orissa	413	22	440	93, 86%	4, 8
Punjab	83	21	101	82, 19%	1, 1
Rajasthan	714	110	821	86, 97%	9
Tamil Nadu	93	79	173	53, 76%	1, 9
U.P.	1620	459	2074	78, 11%	22, 9
Uttaranchal	59	3	64	92, 19%	0, 7
West Bengale	488	217	690	70, 72%	7, 6
Inde	7445	1525	9075	82, 04%	100

Source NSS 2005

<sup>185</sup> En proportion du nombre d'enfants par classe d'âge.

<sup>186</sup> L'imprécision des données officielles est caricaturée dans l'exemple de Delhi, dans lequel l'effectif total est moindre que le seul effectif urbain. Bien qu'il n'y ait pas de zones rurales dans l'Etat de Delhi, on pourrait s'attendre à des effectifs a minima égaux. Au-delà de cet exemple, il apparaît souvent des écarts entre les données agrégées et la somme des données spatiales.

#### **Annexe 4: les revendications du mouvement international des enfants travailleurs.**

##### **Les dix revendications de la déclaration de Kundapur.**

1. « Nous voulons tous que l'on reconnaisse nos problèmes, nos initiatives, propositions et nos processus d'organisation.
2. Nous sommes contre le boycott des produits fabriqués par les enfants.
3. Nous voulons pour notre travail, le respect et la sécurité.
4. Nous voulons une éducation avec des méthodes qui soient adaptées à notre situation.
5. Nous voulons une formation professionnelle adaptée à notre situation.
6. Nous voulons avoir accès à de bonnes conditions de soins de santé.
7. Nous voulons être consultés pour toutes les décisions qui nous concernent, locales, nationales et internationales.
8. Nous voulons qu'une lutte soit menée contre les raisons qui sont à l'origine de notre situation et en premier lieu la pauvreté.
9. Nous voulons qu'il y ait plus d'activités dans les zones rurales pour que les enfants ne soient pas obligés de partir en ville.
10. Nous sommes contre l'exploitation de notre travail mais nous sommes pour le travail digne avec des horaires adaptés pour notre éducation et nos loisirs. »

## Annexe 5. Liste et date des entretiens

Nom de l'organisation	Catégorie de l'organisation	Membre interrogé	Date de l'entretien
<b>ActionAid India</b>	ONG lobbyiste	Kshithij Urs, manager d'ActionAid India	17 octobre 2008
<b>APSA</b>	ONG gestionnaire d'une residentially school	Sheila Devaraj, directrice d'APSA	9 octobre 2008
<b>BREADS</b>	ONG lobbyiste		23 octobre 2008
<b>Childline</b>	Programme cogéré ONG/ Etat du Karnataka	Madame Anupa, Gestionnaire de Childline	7 octobre 2008
<b>Child Rights Trust</b>	ONG lobbyiste	Vasudeva Sharma	6 octobre 2008
<b>Chiguru</b>	ONG gestionnaire d'une residentially school <sup>187</sup>	Chandru Shekar, directeur de Chiguru	22 octobre 2008
<b>Concerned for Working Children</b>	ONG	Kavita Ratna, co-directrice	21 octobre 2008
<b>Don Bosco</b>	ONG gestionnaire d'une residentially school	Père Cyriac Gestionnaire d'un centre Don Bosco	3 octobre 2008
<b>ECHO</b>	ONG gestionnaire d'une bridge school	Anthony Sebastian, directeur d'ECHO	9 octobre 2008
<b>ILO</b>	Organisation Internationale	Shanjij Kumar	23 octobre 2008
<b>Jeevika Trust</b>	ONG gestionnaire d'une residentially school	Kiran Kamal Prasad, directeur de Jeevika	16 octobre 2008
<b>Karnataka Labour Administration</b>	Administration locale	Sir Uthappa, responsable de département	14 octobre 2008
<b>National Labour Administration</b>	Administration fédérale	Sir Chavan, responsable de département	25 octobre 2008
<b>UNICEF</b>	Organisation Internationale	Suchitra, experte auprès de l'UNICEF	20 octobre 2008
<b>Paraspara</b>	ONG gestionnaire d'une residentially school	K.C. Venkatesh, Directeur de Paraspara	10 octobre 2008
<b>World Vision India</b>	ONG lobbyiste	N.A. Eliazar, responsable de projet	13 octobre 2008

<sup>187</sup> Elle gère une *residentially school* depuis décembre 2010, ce qui n'était donc pas le cas lors de l'entretien effectué.

# Liste tableaux et graphiques.

---

## Graphiques

Graphique 1.1 : Evolution du taux de croissance du PIB indien en volume ; p. 37

Graphique 1.2. L'évolution du PIB par habitant (en roupies constantes) ; p. 38

Graphique 1.3. L'évolution de la consommation finale des ménages indiens p. 39

Graphique 1.4. L'évolution des poids dans la demande indienne (en volume) ; p. 40

Graphique 1.5. Les contributions à la croissance entre 1992-2002 et 2003-2009 ; p. 40

Graphique 1.6. L'évolution des flux d'IDE ; p. 43

Graphique 1.7. Le taux de pauvreté en Inde ; p. 48

Graphique 1.8. Evolution historique du nombre d'enfants travailleurs en Inde ; p. 64

Graphique 1.9. Evolution du pourcentage d'enfants travailleurs, par classe d'âge ; p. 64

Graphique 1. 10. Localisation sectorielle du travail des enfants ; p. 65

Graphique 1. 11. Les discriminations de genre du travail des enfants dans le secteur primaire ; p. 67

Graphique 1. 12. Les discriminations de genre du travail des enfants dans le secteur secondaire ; p. 68

Graphique 1. 13. Les discriminations de genre du travail des enfants dans le secteur tertiaire ; p. 68

Graphique 4.1. La structure élémentaire de protection sociale ; p. 153

Graphique 4.2. Le cercle vertueux de la modernisation de l'Etat indien dans les espaces urbains ; p. 170

## Tableaux

Tableau 1.1. La productivité sectorielle en Inde ; p. 43

Tableau 1.2. L'évolution annuelle des productivités sectorielles ; p. 44

Tableau 1.3. Composition sectorielle du PIB p. 45

Tableau 1.4. : Structure de l'emploi et poids de croissance par secteur ; p. 53

Tableau 1.5. Localisation spatiale et sectorielle de la main-d'œuvre ; p. 54

Tableau 1.6. Répartition sectorielle de l'emploi régulier ; p. 56

Tableau 1.7. Probabilité d'accès à un emploi régulier selon le genre et l'espace ; p. 57

Tableau 1.8. Probabilité d'accès à un emploi régulier selon l'espace et le niveau d'étude ; p. 58

Tableau 1.9. Répartition sectorielle de l'emploi irrégulier ; p. 59

Tableau 1.10. Probabilité d'accès à un emploi indépendant selon l'espace et le niveau d'étude ; p. 60

Tableau 1.11. Répartition sectorielle de l'emploi temporaire ; p. 61

Tableau 1.12. Taux d'emploi temporaire par espace ; p. 61

Tableau 1.13. Probabilité d'accès à un emploi temporaire selon l'espace et le niveau d'étude. p. 62

Tableau 1.14. La segmentation spatiale du marché du travail ; p. 62

Tableau 1.17. La religion et le travail des enfants ; p. 69

Tableau 1.18. Caste et travail des enfants ; p. 69

Tableau 2.1. Croissance sectorielle du Karnataka et évolutions historiques ; p. 77

Tableau 2.2. Les déséquilibres sectoriels de la main-d'œuvre au Karnataka ; p. 78

Tableau 2.3. L'alphabétisation de la main-d'œuvre du Karnataka ; p. 79

# Bibliographie.

---

- Acharya, S. S. (2001). Sécurité alimentaire et nouvelle politique agricole en Inde. *Tiers-Monde*, vol. 42, n°165, pp. 129-153.
- Arditi, C. (2004). Des paysans plus professionnels que les développeurs? L'exemple du coton au Tchad (1930-2002). *Tiers-Monde*, vol. 45, n°180, pp. 841-865.
- Atack, I. (1999). Four Criteria of Development NGO Legitimacy. *World Development*, 27(5), pp. 855-864.
- Badie, B., et Fardeau, J.-M. (2003). La diplomatie des droits de l'homme. *La Revue Internationale et Stratégique*, (n°2), pp. 13-23.
- Ballet, J., et Bhukuth, A. (2009). Introduction : penser la société, penser l'enfance dans les pays en développement. *Mondes en développement*, vol. 146, n°2, pp.7-10.
- Banerjee, S., (2011). Mais où est passée la gauche?. *Economic and political weekly*, extraits cités dans *Courrier International*, n°1089, 15-21 septembre 2011, p. 35.
- Banerjee, A., et Duflo, E. (2006). Addressing Absence. *The journal of economic perspectives: a journal of the American Economic Association*, vol. 20, n°1, pp.117-132.
- Banque Mondiale. (2007). *Rapport sur le développement dans le monde, abrégé* (27p.). Washington D.C.: Banque Mondiale.
- Banque Mondiale. (2011). World Databank. Consulté mai 16, 2011
- Barbier, J.-C. (2002). Marchés du travail et systèmes de protection sociale : pour une comparaison internationale approfondie. *Sociétés contemporaines*, vol. 45-46, n°1, pp. 11-37.
- Baro, R. (2000). Education and economic growth. Harvard University, 48 p.
- Basu, K. (1999). Child Labor: Cause, Consequence, and Cure, with Remarks on International Labor Standards. *Journal of Economic Literature*, vol. 37, n°3, pp. 1083-1119.

- Basu, K., et Van, P. H. (1998). The Economics of Child Labor. *The American Economic Review*, vol. 88, n°3, pp. 412-427.
- Berman, P. A. (1998). Rethinking health care systems: Private health care provision in India. *World Development*, 26(8), 1463-1479.
- Berthet, S. (2003). Le système éducatif indien : entre utopie villageoise et pression sociale. Présenté au Premier congrès du réseau Asie, Paris France.
- Bhuluth, A., (2004). Le travail des enfants. *Ethique et économie*, vol. 2, n°1, 26p.
- Bhukuth, A., (2009a). Exploitation « faible » et « forte » d'enfants au sein d'entreprises familiales pauvres, *Alternatives Sud*, numéro spécial Travail des enfants, pp. 103-115.
- Bhukuth, A., (2009b). Le travail des enfants: limites de la définition. *Mondes en développement*, vol. 37, n°146, pp. 27-32.
- Bhukuth, A., et Ballet, J. (2006). Is child labour a substitute for adult labour? A case study of brick kiln workers in Tamil Nadu, india. *International Journal of Social Economics*, vol. 33, n°8, pp. 594-600.
- Bhukuth, A., et Guerin, I. (2005). Quelle éducation pour les enfants travailleurs dans l'industrie de la briqueterie en Inde ? *Mondes en développement*, vol. 132, n°4, pp. 101-109.
- Bino, P., Kishore, B., Shaoni, S., Piu, M., Krisna, M., Bharadwaj, R., Purandaran, K., et al. (2009). *India labour market report 2008*, Mumbai: Adecco- Tiss labour Market research Initiatives and Tata institute of Social Science, 219 p.
- Boillot, J.-J. (2008). La nouvelle place de l'Inde dans l'industrie. *Constructif*, [www.constructif.fr](http://www.constructif.fr), n°21, 3 p.
- Boillot, J.-J. (2009). *L'économie de l'Inde*, La découverte, 124 p.
- Boltanski, L. (2007). *La souffrance à distance. Morale humanitaire, médias et politique*, Gallimard, 287 p.

- Bonnet, M. (2001). Que penser du travail des enfants ? *Etudes*, vol. 394, n°4, pp. 455-464.
- Bonnet, M. (2006). La « déclaration du Kundapur »: Et si on écoutait les enfants travailleurs? *Enfants Travailleurs. Repenser l'enfance*. pp. 59-100.
- Bonnet, M., et Schlemmer, B. (2009). Aperçus sur le travail des enfants. *Mondes en développement*, vol. 146, n°2, pp. 11-25.
- Bourdier, F. (1999). ONG et puissances publiques dans la lutte contre le sida en inde: enjeux et répercussions sociopolitiques. *Le sida des autres. Constructions locales et internationales de la maladie*, Autrepart., p. 184-201.
- Bourdieu, P. (1999). *Raisons pratiques: sur la théorie de l'action*. Seuil, 248p.
- Bourdillon, M. (2006). Children and Work: A review of current literature and debates. *Development and Change*, vol. 37, n°6, pp. 1201-1226.
- Boyer, R., et Saillard, Y. (2002). *Théorie de la régulation, l'état des savoirs*. La Découverte, 588p.
- Braudel, F. (1985). *La dynamique du capitalisme* Vol. 1. Arthaud, 120 p.
- Cameron, J. (2000). Development economics, the New Institutional Economics and NGOs. *Third World Quarterly*, vol. 21, n°4, 627.
- Castel, R. (1995). *Les métamorphoses de la question sociale*. Gallimard, 813 p.
- Cavalier, D. (2007). L'Inde: un modèle de croissance en transition. *Problèmes économiques*, n°2919, pp. 10-18.
- CERIUM (2010), L'Inde qui ne connaît pas la crise, Entretien entre Jaffrelot et Sanjeev Rao, consulté le 20 septembre 2011,
- Charnovitz, S. (2002). Les ONG : deux siècles et demi de mobilisation. *L'économie politique*, vol. 13, n°1, pp. 6-21.

- Chatterjee, P. (2010). L'Inde postcoloniale, ou la difficile invention d'une autre modernité. Entretien avec Nermeen Shaikh. *La revue internationale des livres et des idées*, n°15, janvier-février 2010pp. 32-37.
- Chatterjee, B., et Kumar Gresh, D. (2003). Globalisation and decentralised governance. Reflections on Panchayats in India. *Indian Journal of Public Administration*, vol. XLIX, n°2, pp. 129-146.
- Chaudhuri, B. (2001). Les réformes économiques indiennes. Éléments de bilan. *Tiers-Monde*, vol. 42, n°165, pp. 17-31.
- Clark, J. (1995). The state, popular participation, and the voluntary sector. *World Development*, vol. 23, n°4, pp. 593-601.
- Cohen, S. (2003). *La résistance des Etats. Les démocraties face aux défis de la mondialisation*. Seuil. 258 p.
- Coulombe, S. et Tremblay, J.F., (2006). Literacy and growth. *Topics in Macroeconomics*, vol. 6, n°2.
- De Janvry, A., et Sadoulet, E. (1993). Market, state, and civil organizations in Latin America beyond the debt crisis: The context for rural development. *World Development*, vol. 21, n°4, pp. 659-674.
- Desai, V. (2005). NGOs, Gender Mainstreaming, and Urban Poor Communities in Mumbai. *Gender and Development*, vol. 13, n°2, pp. 90-98.
- Dezalay, Y., et Garth, B. (2005). Les ONG au service de la mondialisation. *Le Monde Diplomatique*, pp. 30-31.
- Dillinger, W., et Fay, M. (1999). De la centralisation à la décentralisation. *Finances et développement*, Les enjeux de nouveau millénaire, pp. 19-21.

- Dorin, B. (2001). L'Inde dans le commerce agricole international. Conditions et bilan de la mise en œuvre des accords de Marrakech. *Notes et études économiques.*, n°13, pp. 49-84.
- Doeringer, P. B., et Piore, M. J. (1971). *Internal labor markets and manpower analysis* Sharpe, 344 p.
- Dumas, C., et Lambert, S. (2008). *Le travail des enfants: quelles politiques pour quels résultats?*, CEPREMAP, 75 p.
- Duncan, M.-R. (2007). The Constraints on Civil Society beyond the State: Gender-based Insecurity in Meghalaya, India. *Voluntas*, vol. 18, n°4, pp. 359-384.
- Dupont, V. (2008). L'urbanisation en Inde: révision de quelques mythes et vrais défis. *Rayonnement du CNRS*, numéro 47, pp. 7-14.
- Economic Survey 2008-2009*. (2009). New Delhi: Ministry of Finance Government of India, 294 p.
- Food and Agriculture Organization (2010), Profil de pays. Indicateur de sécurité alimentaire, Inde.
- Finn, M., et Sarangi, S. (2008). Quality of life as a mode of governance: NGO talk of HIV positive' health in India. *Social Science et Medicine*, vol. 66, n°7, pp 1568-1578.
- Fowler, A. F. (1991). Building partnership between northern and southern NGOs: issues for the nineties. *Development in Practice*, vol. 1, n°1, pp. 5-18.
- Gang, I. N., Sen, K., et Yun, M.-S. (2008). Poverty in rural India: caste and tribe. *review of Income and Wealth*, vol. 54, n°1, pp. 50-70.
- Gayathri, V., et Chaudhri, D. P. (2002). Introduction. *The Indian journal of labour economics*, Child Labour: dimensions and policy options, vol.45 (n°3), pp. 443-450.
- Gazley, B., et Brudney, J. L. (2007a). The Purpose (and Perils) of Government-Nonprofit Partnership. *Nonprofit and Voluntary Sector Quarterly*, vol. 36, n° 3, pp. 389-415.

- Gerbier, B. (1993). Introduction. *Economies et Sociétés*, Genèse et transformation des normes, n°11.
- Giraud, P.-N., Huchet, J.-françois, et Ruet, Joël. (2008). Globalisation et inégalités dans les pays émergents. Les cas de l'Inde et la Chine. *L'enjeu mondial. Les pays émergents*, Presses de Sciences Po. pp. 351-366
- Gordon, J., et Gupta, P. (2003). Understanding India's Services Revolution. A tale of two Giants: India's and China's experience with reform, IMF, 34p.
- Government of India. (2011). *Economic Survey 2010-2011*. New Delhi: Government of India Ministry of Finance, 331p.
- Government of Karnataka. (2010). *Economic Survey 2009-2010*. Bangalore, India: Government of Karnataka, 552 p.
- Govindarajan, V. (2002). *Manuel de la politique industrielle et des procédures industrielles en Inde*. New Delhi, Gouvernement de l'Inde, 34p.
- Guérin, I., Roesch, M., et Venkatasubramanian, G. (2007). « Ne nous libérez pas ! » *Autrepart*, vol. 43, n°3, pp. 121-133.
- Guéry, A. (2007). Les institutions déterminent-elles une évolution? Présenté à Ecole Institutionnaliste, La Rochelle.
- Guétat-Bernard, H., et Kennedy, L. (2006). La petite industrie rurale indienne et l'enjeu du développement. *Annales de géographie*, vol. 115, n°647, pp. 92-112.
- Guinard, A. (2011). Les dalits ne sont pas les bienvenus dans les grandes écoles indiennes. *Aujourd'hui l'Inde*. Consulté 11 juillet 2011, de [aujourdhuilemonde.com](http://aujourdhuilemonde.com)
- Gutmann, R. (2009). Le paradoxe Mayawati : instrumentalisation identitaire et normalité indienne. *Politique étrangère*, Automne, n°3, pp.597-607.
- Halbert, A., et Halbert, L. (2007). Du « modèle » de développement économique à une nouvelle forme de gouvernance métropolitaine ? *Métropoles*, n°2, 36 p.

- Harris-White, B. (2003). *India working*. Cambridge University Press, 316 p.
- Harris-White, B. (2008). Introduction: India's rainfed agricultural dystopia. *The European Journal of development research*, vol.20, n°4, pp. 549-561.
- Harris-White, B., et Nandini, G. (2001). Mapping India's World of Unorganised labour. *Socialist Register*, vol. 37, n°1, pp. 89-118.
- Heuzé, G. (2001). Les conséquences sociales de la libéralisation en Inde. *Tiers-Monde*, vol. 42, n°165, pp. 33-59.
- Herrera, R. (2007). Pour l'interdiction totale du travail des enfants et une redistribution mondiale des richesses. Document de travail du Centre d'économie de La Sorbonne 5p.
- Hochraich, D. (2006). L'économie indienne face à la mondialisation : un deuxième « atelier du monde » ? *Revue Tiers-Monde*, n°186, pp. 281-306.
- Hossain, A. (2006). The Changing Local Rural Power Structure: The Elite and NGOs in Bangladesh. *Journal of Health Management*, vol. 8, n°2, pp. 229-250.
- Hours, B. (1998a). *L'idéologie humanitaire ou le spectacle de l'altérité perdue*, l'Harmattan, 173p
- Hours, B. (1998b). L'idéologie humanitaire ou la globalisation morale. *L'Homme et la société*, Regards sur l'humanitaire, n°129, pp. 47-55.
- Hours, B. (1998c). ONG et idéologies de la solidarité: du développement à l'humanitaire. *ONG et développement. Société, économie, politique*. Karthala, sous la direction de Deler, Fauré, Piveteau et Roca, Karthala, pp. 34-43
- Hubacek, K., Guan, D., et Barua, A. (2007). Changing lifestyles and consumption patterns in developing countries: A scenario analysis for China and India. *Futures*, vol. 39, n°9, pp. 1084-1096.

- Hulme, D., Edwards, M. et Save the children fund. (1997). *NGOs, states and donors: too close for comfort?* MacMillan press, 328 p.
- Human Right Watch. (2003). *Small Change. Bonded child labor in India's Silk industry* vol. 15, n°2, Human Right Watch, 89p.
- International Labour Organization. (2007). *Training Module for Teachers on Child Labour: Trainee Reference Material*, New Delhi, ILO, 13p.
- International Labour Organization. (2010). Child labour. Consulté juin 29, 2011,
- Invernizzi, A. (2003). Des enfants libérés de l'exploitation ou des enfants travailleurs doublement discriminés ? *Déviance et Société*, vol. 27, n°4, pp. 459-481.
- Israël, L. (2001). Usages militants du droit dans l'arène judiciaire : le cause lawyering. *Droit et Société*, Les usages politiques du droit: le cas des relations extérieures de l'Union Européenne, n°49, pp. 793-824.
- Jaffrelot, C. (2000). *Dr Ambedkar: leader intouchable et père de la Constitution indienne*, Presses de Sciences Po, 255 p.
- Jaffrelot, C. (2005) *Inde, La démocratie par la caste: Histoire d'une mutation sociopolitique*, Fayard, 593 p.
- Jaffrelot, C. (2006). *L'Inde contemporaine de 1950 à nos jours*, Fayard, 969 p.
- Jalali, R. (2008). International funding of NGOs in India: Bringing the State Back in. *Voluntas*, n°19, pp. 161-188.
- Jha, Praveen, Shalini Mahajan, et Nilachala Acharya. 2011. « Agriculture indienne en crise: accaparement des terres et insécurité alimentaire. » *Alternatives Sud* vol. 18:pp. 103-122.
- Jhabavala, Renana, et Guy Standing. 2011. « Targetting to the "poor": clogged pipes and bureaucratic blinkers ». *Alternatives Sud* vol. 18:pp. 141-149.

- Kambhampati, U., et Rajan, R. (2008). The « Nowhere » Children: Patriarchy and the Role of Girls in India's Rural Economy. *The Journal of Development Studies*, vol. 44, n°9, pp. 1309-1341.
- Karnataka. A vision for Development.* (2008), Karnataka State Planning Board, 67 p.
- Kaul, R. (2001). Accessing Primary Education: Going beyond the Classroom. *Economic and Political Weekly*, vol. 36, n°2, pp. 155-162.
- Kennedy, L. (2001). Protégée ou condamnée? Les politiques publiques à l'égard de la petite industrie. *Revue Tiers-Monde*, n°165, pp. 105-128.
- Khanan, R., et Mafizur Rhaman, M. (2008). Child labour in developing countries: the role of education, poverty and birth order. *Journal of Social and Economic Development*, vol. 10, (n°2), pp. 173-195.
- Koch, D.-J. (2008, août). A Paris declaration for International NGOs? *OECD Development Centre*, 2 p.
- Korten, D. C. (1987). Third generation NGO strategies: A key to people-centered development. *World Development*, vol. 15 (Supplement 1), pp. 145-159.
- Kremer, M., Chaudhury, N., Rogers, F. H., Muralidharan, K., et Hammer, J. (2005). Teacher Absence in India: A Snapshot. *Journal of the European Economic Association*, vol.3 , n°2-3, pp. 658-667
- Krichewsky, D. (2009). *La régulation sociale et environnementale des entreprises en Inde..* Sciences Po, n°155, 51 p.
- Kudva, N. (2005). Uneasy relations, NGOs and the State in Karnataka, India. Présenté à Karnataka conference ISEC/Cornell University/ World Bank, Bangalore.
- Kumar, A. (2007). Government-NGO partnerships and beyond: the experience of child labour eradication project in Karnataka. *The Indian journal of Public Administration*, vol. LIII, n°4.

- Landy, F. (1994). *Paysans de l'Inde du sud: le choix et la contrainte*. Karthala, 491p.
- Landy, F. (2001). La libéralisation économique en Inde: inflexion ou rupture? *Tiers-Monde*, vol. 42, n°165, pp. 9-16.
- Lange, M.-F., et Paillet, G. (2006). Quel droit à l'éducation pour les enfants et les jeunes travailleurs? *Enfants Travailleurs. Repenser l'enfance*. Page deux, pp. 129-164
- Latour, B. (1997). *Nous n'avons jamais été modernes: essai d'anthropologie symétrique*. La Découverte, 211p.
- Lautier, B. (2004). *L'économie informelle dans le tiers monde*. L , 124p.
- Lautier, Bruno. 2006. « Le difficile cheminement vers l'universalisation de la protection sociale en Amérique Latine ». P. 30 p.
- Lechevalier, A. (2002). La protection sociale en Europe : la convergence par le marché. *L'Économie politique*, vol. 13, n°1, pp. 85-102.
- Leigh Pigg, S. (2001). Les politiques de développement et les politiques de santé: les contradictions de la prévention du Sida au Népal. *Anthropologie et Sociétés*, vol. 25, n°1, pp. 43-62.
- Leroy, A. (2009). Contre le travail des enfants? Présupposé à débattre. *Contre le travail des enfants?* Centre Tricontinental, Vol. 16, 177p.
- Leroy, A., (2011). *L'Inde une modernité controversée*. Alternatives Sud Centre Tricontinental, 187 p.
- Lieten, G. K. (2000). Children, Work and Education - II: Field Work in Two UP Villages. *Economic and Political Weekly*, vol. 35, n°25, pp. 2171-2178.
- Lieten, G. K. (2002). Child Labour in India: Disentangling Essence and Solutions. *Economic and Political Weekly*, vol. 37, n° 52, pp. 5190-5195.
- Lordon, F. (2006). La légitimité n'existe pas. Eléments pour une théorie des institutions. Working Paper Recherche et régulation, 33p.

- Maddison, A. (2003). *L'économie mondiale: statistiques historiques*, OCDE, 288 p.
- Manier, B. (2011). Inde: La disparition des filles, face cachée du développement économique
- Marcussen, H. S. (1996). NGOs, the state and civil society. *Review of African Political Economy*, vol. 29, n°69, pp. 405-423.
- Marquès-Pereira, J., et Théret, B. (2001). Régimes politiques, médiations sociales de la régulation et dynamiques macroéconomiques. *L'Année de la Régulation Economie, Institutions, Pouvoirs*, n°5, pp. 105-143.
- Mehta, A. K., et Shepherd, A. (2006). *Chronic poverty and development policy in India*. SAGE.
- Mercer, C. (2003). Performing partnership: civil society and the illusions of good governance in Tanzania. *Political Geography*, vol. 22, n°7, pp. 741-763.
- Milbert, I. (2001). Les villes indiennes au cœur de la libéralisation de l'économie. *Tiers-Monde*, vol. 42, n°165, pp. 175-187.
- Mitlin, D., Hickey, S., et Bebbington, A. (2007). Reclaiming Development? NGOs and the Challenge of Alternatives. *World Development*, vol. 35, n°10, pp. 1699-1720.
- Mitra, A. (2008). *The Indian labour market: an overview*. International Labour Organization, 30p.
- MOMA. (2011). L'Inde agricole: entre forces et faiblesses. *Mouvement pour une Organisation Mondiale de l'Agriculture*. Consulté avril 22, 2011,
- Mulot, E., (2004). Les ONG au secours de la Banque Mondiale. *Recherches Internationales*, n°71, vol. 1.
- Muralidharan, K., et Kremer, M. (2006). Public and Private Schools in Rural India. Harvard University, 26 p.
- Nambissan, G. (2010). The global economic crisis, poverty and education: a perspective from India. *Journal of Education policy*, vol. 25, n°6, pp. 729-737.

- Nieuwenhuys, O. (1996). The paradox of child labor and anthropology; *Annual Review of Anthropology*, vol. 25, n°1, pp. 237-251.
- Nigam, A. (2003). La question dalit comme critique de la modernité. *Tumultes, Le paria. Une figure de la modernité.*, vol. 21-22, pp. 13-34.
- Noorbakhsh, F. (2003). *Spatial inequality and Polarisation in India*, vol. 16, n°3, 46p.
- NSS. (2006). *Magnitude of child labour in India*; 36p.
- OCDE. (2007a). *Etudes économiques de l'OCDE. Inde*, OCDE, 273p.
- OCDE. (2007b). Inde. *Politiques agricoles des pays non membres de l'OCDE. Suivi et évaluation*. OCDE, pp. 89-105
- OCDE. (2008). *Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'Aide Publique au Développement*. OCDE, 26p.
- OIT. (2002). *Eradiquer les pires formes de travail des enfants. Guide pour la mise en oeuvre de la convention n°182*. Guide pratique à l'usage des parlementaires (Bureau International du Travail.).
- Organisation Internationale du Travail. (2006). *La fin du travail des enfants: un objectif à notre portée*. OIT, 111p.
- Organisation Internationale du Travail. (2009). *Surmonter la crise: Un pacte mondial pour l'emploi*, OIT, 36p.
- Organisation Internationale du Travail. (2010). *Le point sur le travail des enfants 2010*. Consulté 27 octobre 2010.
- Ostveit, S. (2001). Education for all. Ten years after Jomtien. *Prospects*, vol. XXX, n°1, 8p.
- Padron, M. (1987). Non-governmental organizations: from development aid to development cooperation. *World Development*, vol. 15.
- Palpacuer, F. (2008). Firme-réseau globale et réseaux transnationaux d'ONG : Vers un nouveau mode de régulation ? *Revue de la régulation*. 16p.

- Panda, P. N. (2007). *Rural India Growth Trajectory* BLB research, 10p.
- Paringaux, R.-P. (2002). L'agriculture indienne à l'épreuve de l'OMC. *Le Monde Diplomatique*.
- Patnaik, P. (2006). La crise dans les campagnes indiennes. *Revue Tiers-Monde*, n°186, pp. 421-432.
- Perera, J. (1997). In unequal dialogue with donors: The experience of the Sarvadoya Shramadana Movement. *NGOs, states and donors: too close for comfort?* Mc Millan Press, 328p.
- Polanyi, K. et Dumont, L. (1983). *La grande transformation: aux origines politiques et économiques de notre temps*. Gallimard, 467 p.
- Quemla, M. (2001). Théorie de la Régulation et développement : trajectoires latino-américaines. *Année de la Régulation, Economie politique du développement*, vol. 5, pp. 57-104.
- Racine, J.-L. (2003). L'Inde et l'ordre du monde. *Hérodote*, vol. 108, n°1, pp. 91-112.
- Racine, J.-L. (2006). L'Inde émergente, ou la sortie des temps postcoloniaux. *Hérodote*, vol. 120, n°1, pp. 28-47.
- Racine, J.-L. (2007). L'Inde, miroir du monde émergent. *Problèmes économiques*, n°2919, pp. 2-9.
- Racine, J.-L. (2009). L'Inde et l'occident. *Les blogs du diplo*. 8p.
- Raffoul, M., (2007). Bangalore à la conquête de l'électronique. *Manières de voir*, n°94, Août-septembre 2007
- Rajashekar, D., Manjula, R., Suchitra, J. Y., et Sanjiv Kumar. (2007). *Child Labour in Bidar and Chamarajanagar Districts. A status report and ways forward*. (International Labour Organisation.247p.

- Ramanathan, U. (2009). Evolution of the law on Child Labor in India. *The world of Child labor. An historical and regional Survey*. Armonk, 783 p.
- Raval, A. (2010). India says farms are key to matching China. *Financial Times*. New York.
- Reich, M. (2008). Introduction. *Segmented Labor Markets and Labor mobility. Labor Market segmentation: 1970 to 2000* Vol. 1, 10p
- Robinson, M. (1997). Privatizing the voluntary sector: NGOs as public service contractors? pp. 309-321, in *NGOs, States and donors: too close for comfort?* Hulme et Edwards, 328p.
- Ruet, J. (2001). Le secteur électrique en Inde: réforme libérale ou persistance d'une forme de développement à l'indienne? *Revue Tiers-Monde*, vol. 165, n°83-103.
- Ruet, J. (2008). Les multinationales indiennes et le capitalisme global. *New Delhi et le monde. Une puissance émergente entre realpolitik et soft power*, Autrement, pp. 125-141.
- Ryfman, P. (2009). *Les ONG* , 128 p.
- Salamon, L. M., et Anheier, H. K. (1997). *Defining the nonprofit sector*. Manchester University Press.
- Sarkar, J., et Sarkar, S. (2001). Libéralisation, mode de financement et performance des entreprises en Inde. *Revue Tiers-Monde*, vol. XLII, n°165, pp. 61-82.
- Seethanen, S. (2008). Le rôle de l'État dans l'économie en Inde : entre libéralisation et réforme des entreprises publiques. *Mondes en développement*, vol. 143, n°3, pp. 57-68.
- Sending, O. J., et Neumann, I. B. (2006). Governance to Governmentality: Analyzing NGOs, States, and Power. *International Studies Quarterly*, vol. 50, n°3, pp. 651-672.
- Sermage, F., et Kruger, F. (2006). Les Investissements directs à l'étranger en Inde, MINEFI, 2p.

- Singh, M. (2007, juin 22). Prime Minister's Office. *Government of India*. Consulté mai 19, 2011,
- Singh, V. (2009). Mammohan Singh, architecte de la modernisation de l'Inde. *Libération*. Paris.
- Sinha, P. (2004). Representing labour in India. *Development in Practice*, vol. 14, n°1/2, pp. 127-135.
- Smitha, et Sangita. (2008). Urban governance et service delivery in Bangalore: Public-private partnership. ISEC working paper n°189, 32p.
- Somville, V. (2006). Leçons de l'expérience de décentralisation en Inde, dans l'État du Kérala. *Mondes en développement*, vol. 133, n°1, pp. 83-99.
- Stangherlin, G. (2005). *Les acteurs des ONG: l'engagement pour l'autre lointain*. l'Harmattan, 245 p.
- Stiles, K. (2002). International Support for NGOs in Bangladesh: Some Unintended Consequences. *World Development*, vol. 30, n°5, pp. 835-846.
- Streeten, P. (1997). Nongovernmental Organizations and Development. *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 554, pp. 193-210.
- Sundar, N. (2002). «Indigéniser, indianiser et spiritualiser» l'éducation? Tout un programme. *Revue internationale des sciences sociales*, n°173, pp. 4713-424.
- Tercier, A.-S. (2009). *Etre enfant en Inde: Faiblesse des politiques publiques, dynamisme des ONG locales*. Karthala, 324 p.
- Théret, B. (1992). Régimes économiques de l'ordre politique: esquisse d'une théorie régulationniste des limites de l'état. Presses Universitaires de France, 319 p.
- Théret, B. (1995). *L'Etat, la finance et le social: souveraineté nationale et construction européenne*. , 603 p.

- Théret, B. (1996). Pour une approche régulationniste du politique. Recherche et Régulation Working papers, 16p.
- Théret, B. (1997). Méthodologie des comparaisons internationales, approches de l'effet sociétal et de la régulation: fondements pour une lecture structuraliste des systèmes nationaux de protection sociale. *L'Année de la Régulation vol 1*, pp. 163-228.
- Théret, B. (2002a). État, finances publiques et régulation. *Théorie de la régulation. L'Etat des savoirs.*, pp. 189-197.
- Théret, B. (2002b). *Protection sociale et fédéralisme: l'Europe dans le miroir de l'Amérique du nord*. Lang, 498 p.
- Théret, B. (2003a). Institutionnalismes et structuralismes : oppositions, substitutions ou affinités électives ? *Cahiers d'économie politique*, vol. 44, n°1, pp. 51-78.
- Théret, B. (2003b). Politiques sociales et constructions fédérales des territoires politiques : quatre études de cas. *Sociétés contemporaines*, vol. 51, n°3, pp. 5-12.
- Touraine, A. (1992). *Critique de la modernité*. Fayard, 462 p.
- Touraine, A. (1997). Faux et vrai problèmes. *Une société fragmentée: le multiculturalisme en débat*, la découverte, pp. 291-319.
- Trotsky, L. (1963). *La révolution trahie*. Ed. de minuit, 205 p.
- Urvashi Sadhwani. (2003). *Health Sector reforms in India. Initiatives from nine States*. Government of India, 120 p.
- Vakil, A. C. (1997). Confronting the classification problem: Toward a taxonomy of NGOs. *World Development*, vol. 25, n°12, pp. 2057-2070.
- Vasudeva, S., Satish, G. C., Ananth, et Nagaveni, V. (2007). *Are there children in Vidhana Soudha?* Bangalore, India: UNICEF et Child Rights Trust.
- Vélia, I. (2011a.). L'Inde redéfinit ses critères de pauvreté. *Aujourd'hui L'Inde*.

- Vélia, I. (2011b,). Le travail des enfants alimente l'économie parallèle en Inde. *Aujourd'hui l'Inde*. Consulté juin 15, 2011
- Vincent, C. (2011). Contre l'exclusion scolaire, « s'appuyer sur les ressorts propres de chaque enfant ». *Le Monde*. Paris.
- Wallerstein, I. (2008). *L'universalisme européen. De la colonisation au droit d'ingérence*. Lonrai: Demopolis, 137 p.
- Woods, A. (2000). *Les ONG européennes actives dans le domaine du développement: Etat des lieux*. OCDE, 95 p.
- World Trade Organisation. (2008). III. Politique et pratiques commerciales: Analyse par mesure. World Trade Organisation.
- Zins, M.-J. (2009). Inde : l'ère des coalitions. *Politique étrangère, Automne, n°3*, pp. 585-595.
- Zins, M.-J. (2010). La pauvreté: un obstacle au développement? *L'émergence de la puissance indienne. Mythes et réalités*, Presses Universitaires de Rennes, pp. 207-215.

# Table des matières

---

<b>Remerciements</b> .....	<b>4</b>
<b>Introduction générale</b> .....	<b>8</b>
Sujet de la thèse : l'Inde, une « modernité controversée » (Leroy, 2011).....	8
Objet de la thèse. Les politiques à l'égard du travail des enfants comme élément de lutte contre la segmentation de l'économie. ....	11
Délimitation géographique du sujet : le Karnataka, symbole de la segmentation du système socioéconomique indien. ....	16
Démarche méthodologique.....	18
Les « affinités électives » des approches régulationnistes et segmentationnistes.....	18
L'adoption d'un plan inductif. ....	20
Thèse. La modernité indienne, entre développement et dérégulation.....	21
Plan de thèse.....	22
<b>Chapitre premier. L'Inde, une économie segmentée</b> . ....	<b>24</b>
<b>Section 1. Une politique économique ; des résultats sociaux distincts</b> .....	<b>26</b>
1.1. Une libéralisation du système économique. Le cas des politiques agricoles et industrielles. ....	27
Les politiques agricoles : vers la construction d'un marché agricole capitaliste. ....	28
Les politiques industrielles indiennes : la libéralisation comme gage de modernisation. ....	32
Conclusion.....	35
1.2. Une croissance forte, mais source de multiples déséquilibres. ....	35
Une accélération du trend de croissance tirée par l'investissement... ..	36
... génératrice d'une amélioration structurelle de la productivité.....	40
... d'inégalités sectorielles croissantes. ....	42
... Source d'inégalités spatiales... ..	46
... Et sociales grandissantes. ....	47
Conclusion.....	48
<b>Conclusion de section</b> .....	<b>49</b>
<b>Section 2. La segmentation spatiale du marché du travail au cœur de la segmentation de l'économie. Le cas du travail des enfants</b> .....	<b>50</b>

2.1. Les déséquilibres sectoriels de la main-d'œuvre révélateurs de la segmentation du marché indien du travail. ....	50
La segmentation spatiale du marché du travail indien. ....	52
ii. Déterminants économiques Vs déterminants socioreligieux. ....	54
Conclusion.....	61
2.1. Les enfants travailleurs : un effectif du marché rural du travail. ....	62
Un descriptif du phénomène. ....	62
Un phénomène socialement déterminé : le rôle de la religion, de la caste et du genre. ....	65
Conclusion.....	69
<b>Conclusion de section. ....</b>	<b>70</b>
<b>Conclusion. ....</b>	<b>71</b>
<b>Chapitre 2. La modernisation des politiques socioéducatives indiennes : ....</b>	<b>72</b>
<b>Le cas du Karnataka Child Labour Project. ....</b>	<b>72</b>
<b>Section 1. La modernisation des politiques éducatives indiennes : l'exemple du Karnataka. ....</b>	<b>74</b>
1.1. Le Karnataka : un exemple révélateur de la segmentation spatiale des marchés du travail. ....	75
1.2. Vers une universalisation des politiques éducatives indiennes. L'exemple de l'Etat du Karnataka.....	79
1.3. La dynamique endogène de modernisation du contenu des politiques éducatives. ....	84
Conclusion.....	87
<b>Section 2. La modernisation des politiques indiennes à l'égard du travail des enfants : la construction de politiques abolitionnistes. ....</b>	<b>88</b>
2.1. La diversité des politiques à l'égard du travail des enfants : « régulation » Vs Abolition.....	88
i. Les politiques abolitionnistes. ....	89
ii. Les politiques « régulationnistes ».....	96
2.2. La généralisation des dispositifs abolitionnistes. ....	98
Vers des juridictions abolitionnistes. ....	99
L'influence des ONG sur l'adoption de dispositifs abolitionnistes. ....	102

2.3. Un renouveau des politiques éducatives adjointes aux dispositifs abolitionnistes : le cas du Karnataka Child Labour Project.....	105
Le National Child Labour Project. ....	106
Le Karnataka Child Labour Project. ....	107
<b>Conclusion.....</b>	<b>113</b>
<i>Conclusion.....</i>	<i>114</i>
<b>Chapitre 3. Le Karnataka Child Labour Project, une modernisation paradoxale. ....</b>	<b>116</b>
<b>Section 1. La défiance des enfants travailleurs à l'égard des <i>residentially schools</i> :</b>	
<b>Inconscience ou inadaptation ? .....</b>	<b>117</b>
1.1 Présentation de l'enquête. ....	119
1.2. La défiance des enfants révélatrice de « l'inconscience » des acteurs.....	121
Le sous-financement du KCLP, déterminant premier aux difficultés des <i>residentially school</i> . ....	121
Des enfants « inconscients ». ....	125
1.3. Le KCLP, un programme inadapté aux enfants travailleurs du Karnataka.....	128
Une inadaptation aux opportunités socioprofessionnelles de long terme des enfants travailleurs. ....	128
Une désarticulation de ces programmes au quotidien des enfants travailleurs. ....	131
<b>Conclusion de section.....</b>	<b>134</b>
<b>Section 2. KCLP, facteur d'aggravation paradoxal de la segmentation du Karnataka. ....</b>	<b>135</b>
2.1. Une norme éducative désarticulée de l'économie rurale. ....	136
Des réponses politiques, preuves d'un souci réel de la cause du travail des enfants. ....	137
Des formations inappropriées au développement rural. ....	140
2.2. Une norme éducative adaptée aux dynamiques de l'économie moderne indienne. ....	142
<b>Conclusion.....</b>	<b>146</b>
<i>Conclusion.....</i>	<i>147</i>
<b>Chapitre 4 : Modernisation de l'Etat et régulation du système social : des évolutions contraires. ....</b>	<b>148</b>

<b>Section 1. Une dynamique endogène de modernisation des politiques publiques</b>	
<b>indiennes.....</b>	<b>149</b>
1.1. L’Etat dans l’approche régulationniste. ....	150
L’Etat dans l’approche régulationniste, entre économique et politique. ....	151
L’instabilité endogène de la régulation des systèmes politiques segmentés : un enjeu pour l’économie indienne. ....	154
Conclusion.....	156
Section 1.2 : Les ONG et la modernisation des politiques publiques. ....	156
2.1. Les ONG : de l’universel à l’universalisme. ....	157
2.2. Les ONG, des organisations influentes dans le processus de modernisation indienne. ....	162
Conclusion.....	165
<b>Conclusion de section. ....</b>	<b>165</b>
<b>Section 2. Modernisation de l’Etat indien, dérégulation du système socioéconomique et instabilité du régime politique.....</b>	<b>166</b>
2.1. Les politiques abolitionnistes, révélatrices de la modernisation de l’Etat indien. ..	166
2.2. Modernisation de l’Etat et dérégulation du système socioéconomique. ....	170
Une menace croissante pèse sur la reproduction de l’ordre domestique.....	170
Une instabilité structurelle de la dynamique de l’ordre économique. ....	172
2.3. La dérégulation du système socioéconomique indien, une menace pour la pérennité du régime politique.....	174
<b>Conclusion de section. ....</b>	<b>176</b>
<i>Conclusion. ....</i>	<i>177</i>
<i>Conclusion générale.....</i>	<i>178</i>
<i>Annexes.....</i>	<i>181</i>
<i>Liste tableaux et graphiques. ....</i>	<i>186</i>
<b>Graphiques.....</b>	<b>186</b>
<b>Tableaux.....</b>	<b>187</b>
<i>Bibliographie. ....</i>	<i>188</i>
<i>Table des matières .....</i>	<i>205</i>

### **Résumé de thèse :**

La thèse étudie un paradoxe apparent, à savoir l'évolution des politiques indiennes à l'égard du travail vers des stratégies abolitionnistes alors même que ces dernières sont critiquées pour leur inefficacité. La démarche adoptée articule l'approche segmentationniste à la démarche régulationniste de l'Etat. La première permet d'identifier le développement rural comme le cœur de la question sociale. La seconde étudie l'articulation de la dynamique des politiques publiques, et tout particulièrement celles à l'égard du travail des enfants, aux exigences de la question sociale.

La généralisation des politiques abolitionnistes est interprétée comme un mécanisme supposé nécessaire à la construction des structures sociales nécessaires à la dynamique économique des zones rurales. Or, le tropisme moderniste des formations éducatives proposées nourrit la désarticulation des cursus aux besoins socioéconomiques ruraux. Ce faisant, les politiques abolitionnistes ne favorisent pas la dynamique des zones rurales ; pis encore, elles participent de l'accroissement tendanciel de la segmentation économique indienne.

Partant de ce résultat intermédiaire, la thèse nourrit une analyse en termes de modernisation de l'Etat indien au sein du dernier chapitre. Les politiques abolitionnistes sont alors entendues comme un corollaire à la construction d'une économie capitaliste. En accroissant la segmentation de l'économie, la modernité indienne dérégule le système socioéconomique. Les contestations sociales grandissantes témoignent de l'instabilité de la trajectoire politique contemporaine indienne.

### **Mots clés :**

Inde, Karnataka, travail des enfants, espaces ruraux, modernisation, segmentation, dérégulation

### **Abstract :**

The thesis analyzes why Indian child labor policies have evolved to programs that aim at the eradication of child labor, however inefficiently. In order to get there, the adopted approach links segmentationnists and regulationnists theories. The segmentationnists analyze rural Indian growth as the heart of the social question. The regulationnists study the synchrony between policies and social question.

The dynamic of child labor policies is seen as a step towards the social construction of an institutional architecture for Indian rural growth. But, given their modernism, these policies have proven unsuitable for Indian rural spaces. Hence, child labor elimination policies increase the spatial segmentation.

The thesis considers this dynamic as a revelation of the Indian State modernization. Child labor policies are analyzed in the way of the construction of a capitalist economy in rural spaces. By increasing the spatial segmentation, the Indian state modernization deregulates the Indian path. This dynamic is dangerous for the Indian political system.

### **Keywords :**

India, Karnataka, child labor, rural spaces, modernization, segmentation, deregulation.